

ЧЕТВЪРТЪК 16 ФЕВРУАРИ 2012 Г.
JUEVES 16 DE FEBRERO DE 2012
ČTVRTEK 16. ÚNORA 2012
TORSDAG DEN 16. FEBRUAR 2012
DONNERSTAG, 16. FEBRUAR 2012
NELJARÄEV, 16. VEEBRUAR 2012
ΠΕΜΠΤΗ 16 ΦΕΒΡΟΥΑΡΙΟΥ 2012
THURSDAY, 16 FEBRUARY 2012
JEUDI 16 FÉVRIER 2012
GIOVEDÌ 16 FEBBRAIO 2012
CETURTDIENA, 2012. GADA 16. FEBRUĀRIS
2012 M. VASARIO 16 D., KETVIRTADIENIS
2012. FEBRUÁR 16., CSÜTÖRTÖK
IL-ĦAMIS, 16 TA' FRAR 2012
DONDERDAG 16 FEBRUARI 2012
CZWARTEK, 16 LUTEGO 2012
QUINTA-FEIRA, 16 DE FEVEREIRO DE 2012
JOI 16 FEBRUARIE 2012
ŠTVRTOK 16. FEBRUÁRA 2012
ČETRTEK, 16. FEBRUAR 2012
TORSTAI 16. HELMIKUUTA 2012
TORSDAGEN DEN 16 FEBRUARI 2012

4-002-000

PRZEWODNICZY: JACEK PROTASIEWICZ

Wiceprzewodniczący

1. Otwarcie posiedzenia

4-004-000

(Posiedzenie zostało otwarte o godz. 9.05)

2. Ostatnie wydarzenia polityczne na Węgrzech (złożone projekty rezolucji): Patrz protokół

3. Sytuacja w Rosji (złożone projekty rezolucji): Patrz protokół

4. Składanie dokumentów: Patrz protokół

5. Łączenie rodzin obywateli państw trzecich zamieszkujących w UE (debata)

4-009-000

Przewodniczący. – Kolejnym punktem porządku dziennego jest debata nad pytaniem ustnym do Komisji dotyczącym łączenia rodzin obywateli państw trzecich zamieszkujących w UE skierowanym przez Juana Fernanda Lópeza Aguilara w imieniu Komisji Wolności Obywatelskich, Sprawiedliwości i Spraw Wewnętrznych (O-000015/2012 - B7-0031/2012).

Ponieważ przewodniczącego Komisji, autora pytania ustnego, nie ma obecnie na sali, chciałbym udzielić głosu Komisji Europejskiej, panu komisarzowi Michelowi Barnierowi.

4-010-000

Michel Barnier, *membre de la Commission* . – Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir répondre à la question que votre Assemblée et votre rapporteur, M. Juan Fernando López Aguilar, posent à la Commission et vous donner le sentiment de ma collègue, Cecilia Malmström, sur ce sujet dont elle a la responsabilité.

Mesdames et Messieurs les députés, le regroupement familial représente une grande part de l'immigration légale dans l'Union européenne. On constate une tendance à la baisse de ce regroupement familial de la moitié par rapport aux années 2000, à un tiers aujourd'hui. Les migrants visés par la directive – c'est-à-dire les ressortissants de pays tiers qui rejoignent un non-citoyen de l'Union – représentent 21 % de l'ensemble des permis délivrés – 500 000 personnes pour nos 27 États membres en 2010.

Je voudrais évoquer brièvement le contenu du livre vert et les questions qu'il pose sur le champ d'application, les conditions requises pour l'exercice du droit au regroupement, notamment les mesures d'intégration, les problèmes de procédure. Certaines questions concernent également les manières envisageables pour combattre les fraudes et les mariages de complaisance, ainsi, par ailleurs que les règles relatives aux frais.

Dans son rapport de 2008 sur la directive concernant le regroupement familial, la Commission avait déjà relevé certains problèmes de mise en œuvre au niveau national, par exemple, des cas dans lesquels les visas ne sont pas délivrés selon une procédure simplifiée à une personne admise en tant que membre de la famille. La Commission a également relevé des lacunes de la directive lorsque certaines de ses dispositions sont trop vagues, par exemple en ce qui concerne la possibilité d'appliquer certaines conditions telles que des mesures d'intégration.

Les États membres ont appelé la Commission, tant au moment du pacte sur l'immigration et l'asile de 2008 que dans le programme de Stockholm en 2009, à poursuivre le développement de cette politique au niveau de l'Union européenne en accordant une attention particulière à l'intégration. La tendance de certains États membres à appliquer des règles plus strictes, en raison – selon eux – de problèmes d'intégration et de certains abus, a relancé le débat.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, la Commission a considéré qu'il serait utile d'organiser une consultation ouverte au niveau de toute l'Union. C'est le livre vert qui constitue l'approche la plus participative. Il offre la possibilité à toutes les parties intéressées

de s'engager, de faire connaître leur point de vue. Il nous laisse en outre le choix quant à l'opportunité d'agir ultérieurement et aux modalités de notre action.

En ce qui concerne, Mesdames et Messieurs les députés, vos questions relatives aux droits de l'homme et aux droits fondamentaux, je voudrais, au nom de Mme Malmström, souligner trois points.

Premièrement, la directive reconnaît le droit au regroupement familial comme un moyen nécessaire pour permettre la vie en famille. Deuxièmement, comme la Cour de justice l'a confirmé, la directive doit être appliquée dans le respect de la charte des droits fondamentaux et en conformité avec cette charte. C'est le cas, en particulier, pour ce qui touche le droit au respect de la vie familiale, le droit de se marier, le droit de fonder une famille et le droit de l'enfant d'entretenir des relations personnelles avec ses deux parents.

La Cour de justice a confirmé, dans un autre arrêt, que les conditions facultatives prévues dans la directive – par exemple le fait d'exiger que le candidat au regroupement dispose de ressources financières suffisantes – doivent être appliquées de manière restrictive pour ne pas entraver le droit au regroupement familial.

Enfin, troisième point, le livre vert invite les parties intéressées à préciser s'il convient d'introduire des garanties pour veiller à ce que les mesures d'intégration et les frais ne soient pas utilisés comme moyen pour limiter le droit au regroupement familial.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, en ce qui concerne les mariages forcés ou les mariages frauduleux, le livre vert invite à fournir davantage d'informations à la Commission afin de pouvoir résoudre d'éventuels problèmes de manière plus ciblée. D'une part, la Commission s'efforce, dans ce livre vert, de voir s'il existe un lien entre les mariages forcés et l'âge minimum du conjoint, comme certains États membres l'ont affirmé. D'autre part, elle demande que lui soient communiquées des statistiques sur les mariages de complaisance constatés et qu'il lui soit également indiqué comment les dispositions prévoyant des contrôles, des inspections pourraient être plus efficaces.

Je voudrais souligner enfin le caractère ouvert de cette consultation. En fonction de ses résultats, la Commission décidera ce qu'il faut faire. Diverses possibilités sont envisageables. Des lignes directrices interprétatives sont une possibilité. Cela peut constituer un instrument efficace si elles sont accompagnées d'autres outils, comme des groupes d'experts et un dialogue approfondi avec chaque État membre.

En complément du livre vert, le réseau européen des migrations achèvera, au deuxième trimestre 2012, une étude ciblée pour alimenter le processus de consultation et les suites qui lui seront données. Quelle que soit la forme que prendront les mesures de suivi, la Commission veillera à la mise en œuvre correcte des règles actuelles de l'Union sur le regroupement familial. Si nécessaire, elle sera prête à ouvrir des procédures d'infraction.

4-011-000

Véronique Mathieu, *au nom du groupe PPE* . – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers collègues, la directive sur le regroupement familial de 2003 marque une étape importante dans la politique migratoire de l'Union européenne. Elle reconnaît le droit à la vie de famille des migrants légalement installés sur le territoire de l'Union européenne. Elle favorise leur intégration en limitant les séparations familiales en leur permettant la stabilité et l'épanouissement de la vie de famille.

N'oublions pas, cependant, que la réunification familiale continue d'être une source importante de la migration légale. Le pacte européen sur l'immigration et l'asile, adopté sous la Présidence française de l'Union européenne en 2008, reflète la nécessité de structurer et d'encadrer cette migration en tenant compte des capacités d'accueil des États membres.

C'est une politique à la fois réaliste et humaine. Il faut respecter les droits humains des migrants résidant légalement sur le territoire de l'Union européenne et favoriser leur intégration tout en préservant tout abus, en tenant compte de nos propres limites en termes d'accueil.

En France, 29 400 permis de résidence ont été octroyés en 2010 à des ressortissants de pays tiers au titre du regroupement familial. En Italie, le nombre de permis s'élevait à 160 200 alors qu'en Finlande, quarante fois moins de permis ont été délivrés sur la même période.

Les conditions d'octroi au titre de regroupement familial divergent considérablement d'un État membre à l'autre. Malgré tous les efforts entrepris, la convergence des politiques nationales de regroupement familial est très faible. La Commission européenne a déjà souligné à plusieurs reprises que c'est partiellement dû à des défauts ou à des insuffisances de la transposition de cette directive de 2003. Une consultation de la société civile et des acteurs concernés est toujours judicieuse mais avant toute chose, il est important de s'assurer que le droit existant est respecté et correctement appliqué. Dans le cas contraire, j'invite la Commission européenne à ne pas hésiter à être plus réactive qu'elle ne l'a été jusqu'à présent.

La Commission européenne a présenté son livre vert. Pourquoi cette actualité, Monsieur le Commissaire, et quelles sont vos autres propositions?

4-012-000

Sylvie Guillaume, *au nom du groupe S&D* . – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers collègues, je me félicite que nous ayons aujourd'hui un débat sur le regroupement familial à la veille de l'échéance de la consultation lancée par la Commission européenne. Je regrette toutefois que notre institution n'ait pas été en mesure de contribuer plus concrètement à cette réflexion de façon plus structurée et comme l'ont fait ou le feront certainement d'autres organisations ou associations.

Ce préalable étant posé, je vais insister sur trois points qui me paraissent essentiels quant à l'esprit dans lequel ces règles de regroupement familial devraient être adoptées, voire modifiées. Le premier, c'est qu'il y a nécessité de mettre à jour l'approche suivie jusqu'à présent en soulignant d'abord et avant tout que le besoin que nous avons, c'est d'assurer le respect au droit à la vie en famille. Ceci doit guider notre réflexion sur la mise en œuvre de la directive, d'autant plus depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne et, donc, de la charte des droits fondamentaux, avec les perspectives d'adhésion à la convention des droits de l'homme.

Le deuxième point est relatif à l'objectif de la directive. Cet objectif était, à l'origine, de favoriser l'intégration des migrants. Mais la directive est plutôt devenue un outil de gestion de l'immigration avec un effet que l'on peut légitimement considérer comme contre-productif en termes d'intégration sociale. Ma question sur ce point est donc de savoir si on ne devrait pas revenir, de façon plus ferme, à la première orientation, celle de l'intégration.

Enfin, troisième point: la Commission devrait se montrer plus offensive, me semble-t-il et donc, disons-le clairement, lancer des procédures d'infraction à l'égard d'un certain nombre d'États membres qui n'appliquent pas correctement ces règles.

On l'a vu dans plusieurs États membres, l'adoption de mesures sans cesse plus restrictives a eu pour effet de diminuer le nombre de migrants qui s'installent en Europe au titre du regroupement familial. Je demande donc une très grande vigilance à la Commission dans le traitement des résultats du livre vert.

4-013-000

Cecilia Wikström, *för ALDE-gruppen*. – Herr talman! Familjen är det som kan ge en människa trygghet, tillhörighet och säkerhet i livet. Om man av olika skäl tvingats lämna både sitt land och sin familj så bär man alltid inom sig drömmen att höra till familjen igen, att förenas, att höra samman. Det hoppet dör aldrig.

Kommissionen har nu granskat genomförandet av direktivet om rätt till familjeåterförening från 2003 och funnit att många medlemsstater har problem med att få detta att fungera i praktiken. Därför välkomnar jag nya, tydligare riktlinjer från kommissionen till medlemsländerna. Bestämmelserna är i många delar vaga och nya riktlinjer kan hjälpa till att säkra de bestämmelser som finns och vara ett bra verktyg för medlemsstaterna, men jag är emot att man inför nya bestämmelser och jag ifrågasätter starkt kommissionens val av tidpunkt för att släppa den här grönboken om framtiden för familjeåterföreningar.

Om vi öppnar upp för att anta nya bestämmelser så tror jag att det finns en risk att resultatet blir sämre än vad det är i dag och att färre kommer att återförenas med sina familjer. Jag skulle vilja höra hur kommissionen tänker ta itu med implementeringen av det här direktivet som flera medlemsstater är så dåliga på. Har man inlett några överträdelseförfaranden? Om man inte har inlett överträdelseförfaranden, varför inte? Vilken är ursäkten?

Låt oss också komma ihåg att det faktiskt bara är ett enda medlemsland, nämligen Nederländerna, som har begärt en ändring av direktivet, och det borde krävas mer än så för att vi ska öppna upp för nya bestämmelser. Alla har vi rätt till familjeliv genom internationella människorättsinstrument, och denna rätt att leva tillsammans, älska och höra ihop ska ingen av oss äventyra. Direktivet måste ge garantier för att skydda rätten att höra till och att vara en människa tillsammans med andra människor i en familj.

4-014-000

Judith Sargentini, *namens de Verts/ALE-Fractie*. – Voorzitter, iemand anders zei het al, deze richtlijn is bedoeld om mensen te helpen, om gezinnen te helpen om bij elkaar te zijn. Partners die bij elkaar willen zijn, ouders en kinderen die bij elkaar willen zijn en die nu, vanwege wat voor omstandigheden ook, in andere landen wonen. Maar het lijkt erop dat lidstaten die richtlijn gebruiken voor het tegenovergestelde, voor het weren van migranten, voor het weren van wat ze in mijn land, Nederland, kansloze migranten noemen. Dat is een flagrant misbruik van een richtlijn die bedoeld is om het gezinsleven te respecteren en ons daarmee dus ook te houden aan de rechten van de mens.

Landen rekken de leeftijd op: mag je nu al op je 18e trouwen of mag je pas op je 21ste trouwen? Landen stellen inkomenseisen aan migranten die aan gezinshereniging willen doen, inkomenseisen die ze niet stellen aan ingezetenen. Landen stellen meer en meer exameneisen: ze eisen dat je de taal al spreekt voordat je een land binnenkomt en geven geen verblijfsvergunning af als je die taal niet spreekt. Ik zie dat in Nederland. Ik zie dat

mensen proberen hun partner naar Nederland te halen, maar als de partner toevallig analfabeet is, nooit heeft leren lezen en schrijven, dan zal hij of zij niet eenvoudig het Nederlandse inburgeringsexamen halen. Daarmee zegt de Nederlandse overheid: het zal wel, met uw recht op gezinshereniging.

Ik vraag de Europese Commissie daarom om helderheid. Kan dat zo maar of moet de Europese Commissie met aangescherpte regels komen om deze misbruikpraktijken tegen te gaan? Immers, het gaat hier om gezinshereniging en het gaat hier niet om - zoals ik mijn Franse collega hoor zeggen - over de absorptiecapaciteit van een land. Daar gaat het niet over. Het gaat over het recht om bij elkaar te mogen zijn. Dus zouden wij aan aanscherping kunnen doen om dit soort misbruik *à la* integratiewetgeving te veranderen, of is dat eigenlijk heel erg onverstandig? Als we de doos van Pandora openen, krijgen we dan een heleboel narigheid erbij? Nederland schijnt een trend te zetten. Ook België gebruikt nu inburgeringsregels om vergunningen te weigeren. Frankrijk lijkt het interessant te vinden.

De vraag is dus aan ons, aan dit Parlement en aan de Europese Commissie: houden we de zaak zoals die is en proberen we via de rechter uitspraken te krijgen die Europees bindend zijn om misbruik tegen te gaan? En proberen we de richtlijn te gebruiken waar die voor bedoeld is, namelijk gezinsmigratie, of gaan we proberen de richtlijn zo aan te passen dat misbruik niet meer voorkomt? Ik moet u eerlijk zeggen, ik zou graag verbeteringen zien, ik zou graag aanscherping zien, maar ik denk dat onze politieke lijn de volgende moet zijn: we houden zoals het is en we stimuleren burgers om naar de rechter te stappen en daar hun recht te halen om hun partner naar Europa te halen.

4-015-000

Κυριάκος Τριανταφυλλίδης, *εξ ονόματος της ομάδας GUE/NGL.* – Κύριε Πρόεδρε, κύριε Επίτροπε, η συζήτηση έχει ιδιαίτερη σημασία διότι φαίνεται πως απειλείται το σημαντικότερο κατοχυρωμένο δικαίωμα της οικογενειακής επανένωσης των υπηκόων τρίτων χωρών που διαμένουν στην Ευρωπαϊκή Ένωση. Κατοχυρωμένο στα χαρτιά τουλάχιστον, καθώς η εφαρμογή του έχει κριθεί προβληματική από πολλούς, συμπεριλαμβανομένης και της Ευρωπαϊκής Επιτροπής. Γι' αυτό είναι βασικό να δούμε τη δημόσια συζήτηση που ξεκίνησε η Επιτροπή σαν ευκαιρία να ενδυναμώσουμε αυτό το δικαίωμα και όχι το αντίθετο, όπως κάποιοι επιχειρούν.

Η μεταναστευτική πολιτική και η αξιοπιστία της Ευρωπαϊκής Ένωσης είναι ήδη υπό τόση μεγάλη δοκιμασία και αμφισβήτηση που δεν χρειάζονται περισσότερες εκπτώσεις στο σεβασμό των δικαιωμάτων. Και μια καλή αρχή θα ήταν να μη δεχόμαστε αβάσιμα επιχειρήματα. Η πραγματικότητα είναι πως η οικογενειακή επανένωση καλύπτει πολύ μικρό μέρος της μετανάστευσης και δεύτερον πως όταν η Επιτροπή ζητά επανειλημμένως από τα κράτη μέλη στοιχεία απάτης, εκείνα δεν εμφανίζονται ποτέ, τουλάχιστον μέχρι τώρα.

Ας είμαστε λοιπόν αρκετά τολμηροί ώστε να θεσπίσουμε ίση μεταχείριση, την μεταχείριση που θα επιθυμούσαμε για τον εαυτό μας και να δούμε τα πράγματα στην πραγματική τους διάσταση.

4-016-000

Philip Claeys (NI). - Voorzitter, met dit debat over de richtlijn over de gezinshereniging loopt het Europees Parlement voor de zoveelste keer achter de feiten aan. Het probleem is niet dat sommige lidstaten de richtlijn niet of in onvoldoende mate toepassen. Het probleem is dat de hele filosofie van de richtlijn hopeloos achterhaald is. De gezinshereniging en gezinsvorming behoren tot de grootste bronnen van massale immigratie in Europa. Zeer dikwijls gaat het om mensen die de taal van het gastland niet kunnen spreken en die geen enkel perspectief op integratie of op werk hebben. Het beetje integratie dat eventueel al

gerealiseerd is, wordt telkens opnieuw teniet gedaan door de komst van familieleden die het hele proces alweer vanaf nul moeten beginnen. Het is dweilen met de kraan open.

Daarom groeit het besef dat het zo niet langer verder kan en dat er restrictieve maatregelen moeten kunnen worden genomen. We moeten af van de eenzijdigheid van een richtlijn die de lidstaten enkel een lakser beleid toestaat, maar geen strenger beleid. We moeten ook dringend af van de waanidee dat het recht op een familiaal leven dat in het Handvest van de grondrechten is vervat, dat dit automatisch zou betekenen dat de gezinshereniging enkel in een van de Europese lidstaten kan plaatsvinden en niet in het land van herkomst. Het wordt tijd dat men niet alleen rekening houdt met de rechten van immigranten, maar ook met de rechten van de lidstaten en de rechten van de burgers en de belastingbetalers in de lidstaten.

De spreker is bereid een "blauwe kaart"-vraag te beantwoorden (artikel 149, lid 8, van het Reglement)

4-017-000

Cecilia Wikström (ALDE), *Fråga "blått kort"* . – Herr talman! Jag skulle vilja fråga herr Claeyns om han har förmågan att på ett empatiskt sätt föreställa sig att det är honom det gäller och att det är hans familj som av olika skäl – det kan vara krig, fattigdom, hungersnöd eller vad som helst – tvingas lämna sitt land, och att då inte kunna återförenas i ett säkert land.

Jag undrar bara om han någon gång har tänkt tanken att det skulle kunna gälla honom och hans närstående. Är det inte så att rätten att älska sina barn eller sina föräldrar gäller alla, oaktat vilket land man kommer ifrån?

4-018-000

Philip Claeyns (NI), *"blauwe kaart"-antwoord* . – Voorzitter, ik zou mevrouw Wikström willen zeggen dat er, naast emotionele en sentimentele beschouwingen, ook een beleid moet kunnen worden gevoerd. De vaststelling is dat een heel groot deel van die immigratie van mensen die geen enkel perspectief op integratie hebben, in het kader van de gezinshereniging gebeurt, dat er enorm veel misbruiken bestaan in die politiek van gezinshereniging, dat wij daar als beleidsmakers rekening mee moeten houden. Het gaat niet alleen over mensen die in heel moeilijke omstandigheden naar hier moeten komen, maar wij moeten ook eens zien of er niet veel van die gezinshereniging mogelijk is in het land van herkomst, en dat is effectief zo.

4-019-000

Simon Busuttil (PPE). - Fis-snin li għaddew id-Direttiva dwar ir-Riunifikazzjoni tal-Familji għamlet ġid kbir, għax ippermettiet lil hafna familji li kienu jinsabu f'postijiet perikolużi jingħaqdu taħt il-protezzjoni li toffri l-liġi Ewropea. Fl-istess hin ippermettiet ukoll lil hafna immigranti jintegraw fl-Ewropa billi għamlitilhom il-ħajja familjari tagħhom possibbli. Huwa proprju għalhekk li din id-direttiva għandna niehdu ħsiebha u naraw li l-iskopijiet tagħha jibqgħu jintlahqu fiż-żmien li ġej. Il-Green Paper tal-Kummissjoni dwar din id-direttiva li qed niddiskutu llum tanalizzaha minn perspettivi differenti. Izda jien nixtieq nieħu l-opportunità sabiex immur lil hin u nieħu perspettiva oħra wkoll u nsemmi lil dawk il-pajjiżi li għadhom sal-lum qed jiffaċjaw piżijiet sproporzjonati minħabba l-influss kbir ta' immigrazzjoni. Bħalissa pereżempju wiehed jista' jsemmi l-Greċja. Dan il-pajjiż lanqas biss jista' jlahħaq mal-influss u l-bżonnijiet tan-nies illi jaslu, aħseb u ara kif jista' jlahħaq illi magħhom jiżdiedu wkoll il-familjari tagħhom.

Jiena niġi wkoll minn pajjiż, Malta, illi rċieva influż qawwi li diġà johloq piż sproporzjonat. Jekk wieħed iżid ukoll il-familji ta' numru ta' dawn l-individwi allura l-piż ikun ferm u ferm akbar. Dan ma jfissirx illi din id-direttiva, din il-liġi, hija hażina. Altru! Diġà għidt illi hija tajba hafna u importanti hafna. Imma importanti illi fl-evalwazzjoni ta' din il-liġi nżommu l-perspettivi kollha, inkluż il-kapaċità tal-pajjiżi membri li jifilhu jwettquha. Jekk direttiva ma tkunx tista' tithaddem allura ma hija ta' interess għal hadd.

Il-kelliem qabel li jilqa' mistoqsija karta blu skont l-Artikolu 149(8)

4-020-000

Zofija Mazej Kukovič (PPE), *Vprašanje, postavljeno z dvigom modrega kartončka.* – Dovolite, da povprašam za eno zelo pomembno področje, kar se tiče migracij, preselitev, združitev družin.

Kako je poskrbljeno za zdravstveno varstvo in predvsem za preprečitev nalezljivih bolezni, ki so danes, tudi v Evropi, še velika grožnja na mnogokaterih področjih?

4-021-000

Simon Busuttil (PPE), *blue-card answer.* – I think it would be more appropriate for the Commission to reply to this question. The point I was trying to make in my speech is that it is good to have standards, but we have to make sure that it is possible for all Member States to implement them. These standards must include health services, as my colleague has mentioned, so I hope that this too will be taken into account. That is the point I was making in my speech.

4-022-000

Claude Moraes (S&D). - Mr President, as the debate so far has shown, family reunification, of which I am a product – I joined my family in the European Union as an immigrant – is something which is extremely important and fundamental, and I think EU law and regulations in this area understand that this is a fundamental right. It is a fundamental right to be joined by your family, but of course you cannot divorce it from the context of immigration to the European Union.

What we are doing today is perhaps not debating current EU migration policy but ensuring that we do not have the inconsistencies and unfairness that accompany the right for non-EU citizens who are already legally residing in a Member State to be joined by their families. This is a basic human right, and we should always remember this. Of course, the reality of the directive is that it is very imperfect. The discretion used by Member States has been so wide as to create some unfair practices. This Green Paper, therefore, is a chance to strengthen the guarantee of family reunification to non-EU citizens, but we must have what Mrs Guillaume talked about in terms of a proactive approach by the Commission to ensure that those inconsistencies, where they are deeply unfair, are ironed out.

Some Member States have called for more restrictive conditions to be added to this directive in order to tackle fraud and abuse. We really need to assess all of this and to ensure that what we are delivering here are basic human rights, but obviously in a realistic context of immigration to the European Union.

4-023-000

Sophia in 't Veld (ALDE). - Voorzitter, collega's, het gaat hier om een richtlijn ten behoeve van de gezinshereniging. Het gaat hier niet over immigratiebeleid. Zoals Claude Moraes net zei, kun je die twee natuurlijk niet helemaal scheiden, maar laten we wel goed in de gaten houden waar het hier over gaat. Het gaat hier over immigranten die een stabiel gezinsleven willen opbouwen. Dat is nu juist ten gunste van de integratie. Mensen die gedwongen alleen moeten blijven terwijl hun geliefden en hun gezin ergens anders wonen, hebben geen stabiele situatie. Het is dus in ons belang om te zorgen dat mensen in een stabiele gezinssituatie kunnen leven.

Laten we overigens ook bedenken dat er nog steeds heel veel mensen zijn die geen aanspraak kunnen maken op dit recht, bijvoorbeeld mensen die ongehuwd samen leven met kinderen of paren van gelijk geslacht. Wat dat betreft verwelkom ik dan ook het buitengewoon vooruitstrevende advies van de bevoegde commissie in de Raad van Europa aan de Europese Commissie.

Natuurlijk moet misbruik worden tegengegaan en gedwongen huwelijken is iets waarvan ik grote afschuw heb. Maar het moet me wel van het hart, collega's, - en dat is een puur persoonlijke opmerking - dat ik het wel een beetje gelegenheidsfeminisme vind om te zeggen dat we daar nu met dit instrument tegen moeten knokken. Als we de positie van vrouwen willen versterken, dan kan ik nog wel een paar dingen verzinnen, eerlijk gezegd.

We moeten ons vooral focussen op het beter toepassen van de richtlijn, juist zorgen dat de verschillende interpretaties worden verkleind, dat er meer harmonisatie komt, een meer geharmoniseerde toepassing van de richtlijn, in plaats van de verschillen te vergroten. Wat dat betreft stel ik dan ook tevreden vast uit de woorden van de commissaris, dat er geen draagvlak is voor de restricties die door de Nederlandse regering worden verlangd.

4-024-000

Jean Lambert (Verts/ALE). - Mr President, we know that this is a difficult debate. It was difficult the first time round. Indeed at that time some of us who were in the House felt that the directive that we are currently discussing was too flexible and we launched a case before the ECJ concerning a couple of the provisions of the directive. Unfortunately, from the point of view of some of us, the ECJ found in the wrong way, but nevertheless it upheld two of the issues, not least about children joining their families.

So while there are those who argue that this directive is unnecessarily lax, I think that we can see within the directive how we look differently at issues of flexibility. At present four Member States covered by the directive are using it in a more and more restrictive manner, despite the rulings of the European Court of Justice. I think that is an issue that the Commission needs to look at. As someone said, the whole goal of this directive was in favour of family reunification as a measure of integration. Integration measures were meant to be part of the goal, not a barrier to family reunification. We know about people being asked to take language courses abroad when those courses do not exist and we know about highly restrictive costs in terms of coming to join family members. All of these measures are put in place to actually erect barriers. I believe, and my group believes, that those certainly need to be challenged.

We are also hearing a great deal about issues of marriage and whether marriages are genuine or not. This is of course incredibly difficult to determine, not least when you look at the divorce rates of some EU nationals. But, nevertheless, there are ways in which we can deal

with this. Some Member States already have legislation in place on issues relating to forced marriage, rather than arranged marriage. The EU has programmes in third countries looking at the empowerment of young women and girls and indeed trying to change family attitudes on the issue. There are also measures that you can take at interview stage to try to establish whether it is a forced marriage or not. I am really interested that people are so concerned about this because a number of us in this House want to bring forward measures looking at the question of forced marriage. We look forward to support from some unusual sources in terms of women's rights on this.

There is flexibility in the directive. We know that. As I say, we have seen ECJ rulings that have tried to put a limit on certain parts of the flexibility, but I think that, rather than looking to open up the directive, we need to ask the Commission what it has been doing in terms of infringement proceedings. In 2008 they said this directive was inadequately transposed and inadequately implemented in a number of Member States. What has happened since to improve that situation?

4-025-000

Cornelis de Jong (GUE/NGL). - Voorzitter, onlangs vroeg ik de Nederlandse minister voor Immigratie en Asiel, de heer Leers, of hij in zijn kruistocht tegen gezinshereniging geen compassie had voor mensen die van elkaar houden. Zijn antwoord was: "Levensgeluk is voor mij geen criterium". Hoe kun je zoiets zeggen? Nota bene als christendemocraat! Noemden christendemocraten het gezin niet ooit de hoeksteen van de samenleving? Leert het christendom niet dat liefde het hoogste goed is? En staat niet in de mensenrechtenverdragen dat gezinsleven bescherming behoeft? Niet volgens deze minister, die daarmee zijn afkomst en partij verloochent.

Inmiddels krijg ik veel mails van mensen die wanhopig zijn, die door het huidige Nederlandse beleid met inburgeringstoetsen, opgeschroefde inkomenseisen en veel te hoge kosten voor verblijfsvergunningen, geen gezinsleven kunnen opbouwen. Dat geldt voor iedereen, maar voor LGBT's in het bijzonder. Advocaten adviseren hen tegenwoordig de Europaroute te kiezen. Dat wil zeggen dat ze naar een andere Europese lidstaat verhuizen omdat er geen lidstaat is met zo'n hardvochtig beleid als Nederland. Hoe ver kan een regering zakken?

Gelukkig heeft commissaris Malmström keer op keer laten blijken dat voor haar levensgeluk wel telt. Misbruik moet worden voorkomen, maar Europa gaat het voor geliefden niet onmogelijk maken om met elkaar te leven in een van de lidstaten. Toch worstel ik wat met het groenboek. Geeft de Commissie hiermee niet toch het signaal af dat het gezinsherenigingsbeleid ter discussie staat? Kan die energie niet beter worden gestoken in het afstraffen van een minister die een schande is voor de christendemocratie en voor de waardengemeenschap die Europa zegt te zijn.

4-026-000

Mario Borghezio (EFD). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, ho ascoltato molte critiche severe agli orientamenti del governo olandese in tema di ricongiungimento familiare. Queste critiche rivolte a un paese che, nel pieno esercizio della propria sovranità, sta adottando regole più restrittive su un tema così delicato e strettamente connesso alla questione fondamentale dell'integrazione degli immigrati, richiama alla mia attenzione quanto emerge da un documento ufficiale governativo, che sarà presentato proprio oggi a Roma. Si tratta dell'ottavo rapporto sull'immigrazione del CNEL – organismo di dignità

costituzionale nel mio paese – dal quale emerge che le regioni e le province italiane nelle quali è stata meglio e più seriamente realizzata l'integrazione sono quelle del Nord, e particolarmente del Nordest: cioè proprio quelle regioni – per esempio il Veneto – in cui governa un movimento da molti in quest'Aula ritenuto xenofobo, come la Lega Nord.

Ciò mi fa ritenere sia proprio l'adozione di regole severe, di un filtro serio nei confronti dell'immigrazione, a condurre alla realizzazione dell'integrazione. E questo ciò che emerge non già da un'opinione di parte, bensì da un documento ufficiale governativo, di rango costituzionale nel mio paese. Esaminiamole, dunque, queste regole proposte. Sono regole da Terzo Reich o norme razionali? Quando a un immigrato, perché ottenga il ricongiungimento familiare, si chiede di dimostrare di avere un lavoro, una certa stabilità economica, ecc.; quando si chiede l'applicazione di severe misure relativamente alla truffa vergognosa dei matrimoni forzati o di convenienza, non si fa altro che richiedere norme europee. Noi vogliamo, insomma, norme conciliabili con la civiltà giuridica europea.

4-027-000

Auke Zijlstra (NI). - Voorzitter, de instroom van gezinsimmigranten in Nederland zal ook dit jaar weer ruim 40.000 bedragen. Gezinshereniging is daarmee een van de belangrijkste motoren achter deze voortgaande massa-immigratie, met problemen als culturele vervreemding, vergroting van de ecologische voetafdruk en bedreiging van de welvaartsstaat. Ik benadruk dat het hier gaat om gezinsmigranten. Het zijn geen vluchtelingen die gevaar of risico lopen in eigen land.

Nederland vraagt nu om verruiming van de Europese richtlijn zodat we de mogelijkheid hebben om zelf over migratie te beslissen. Iedere lidstaat is immers anders. Nederland wil ruimte voor een eigen noodzakelijk beleid, maar commissaris Malmström vindt dat de problemen van één land niet tellen. Staat zij in deze voor de Europeanen? Nee, het groenboek van commissaris Malmström staat voor immigranten. De Commissie stelt dat complete families zich in de EU moeten vestigen, maar het recht op een gezinsleven kan net zo goed, nee beter, in het land van herkomst uitgeoefend worden. Commissaris Malmström heeft totaal geen oog voor de redelijke eis dat lidstaten zelf moeten kunnen beslissen in zaken die hun voortbestaan betreffen.

Ik roep de Commissie nog eens op het belang van de lidstaten en het belang van de samenleving voorop te stellen. Regelgeving moet het belang van iedereen dienen, niet alleen het belang van immigrant en dat van de Commissie in haar ivoren toren.

De spreker is bereid een "blauwe kaart"-vraag te beantwoorden (artikel 149, lid 8, van het Reglement)

4-028-000

Judith Sargentini (Verts/ALE), "blauwe kaart"-vraag. – Voorzitter, mijnheer Zijlstra, ik hoor u zeggen dat het toch zo zou moeten zijn dat de Nederlandse overheid zelf gaat over het al dan niet toelaten van gezinsmigranten. Dat is eigenlijk het geval. Mijn vraag aan u is: bent u zich ervan bewust dat het merendeel van de gezinsmigratie in Nederland mensen betreft die naar iemand komen die een Nederlands paspoort hebben? Of dat nu iemand is die in Nederland geboren en getogen is of iemand die later een Nederlands paspoort heeft gekregen, dat is nog weer wat anders, maar het zijn dus Nederlanders met een Nederlands paspoort die een migrant, hun partner of hun kind, naar Nederland halen. Dat zou Nederland zelf kunnen regelen, maar dat doet Nederland niet. Waarom niet, mijnheer Zijlstra?

4-029-000

Auke Zijlstra (NI), "blauwe kaart"-antwoord. – Voorzitter, collega Sargentini vraagt zich af waarom Nederland de regels die er blijkbaar zijn, niet toepast. Mijn antwoord is: die regels zijn er niet. De eisen die Nederland wil stellen aan partnermigratie betreffen bijvoorbeeld een minimuminkomen en zaken als een moment waarop er sprake kan zijn van een zelfstandig verblijfsrecht. Deze zaken worden in de Europese richtlijn naar de mening van het Nederlands parlement nog te veel beperkt. Waar Nederland dus om vraagt is niet dat de richtlijn versterkt wordt toegepast in heel Europa, maar dat Nederland zelf de mogelijkheid krijgt om ruimere regels toe te passen.

4-030-000

Monika Hohlmeier (PPE). - Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Die Diskussion hier in diesem Hause zeigt, dass wir die gesamte Bandbreite vertreten: Auf der einen Seite diejenigen, die keinerlei Einschränkungen wünschen, auf der anderen Seite diejenigen, die jede Form von Zuwanderung gleich mit der Gefährdung durch Massenzuwanderung verbinden. Das sind die beiden Extreme innerhalb dieses Hauses.

Man muss die Familienzusammenführung mit großer Vernunft betrachten und auch mit Rationalität. Auf der einen Seite gibt es in der Tat Probleme in Mitgliedstaaten, in denen zu restriktive Maßnahmen ergriffen werden. Denn Familienzusammenführung kann nicht mit so vielen Hindernissen belegt werden, dass am Ende gar niemand mehr zusammengeführt werden kann. Auf der anderen Seite ist es völlig berechtigt, dass Mitgliedstaaten beispielsweise Sprachkenntnisse und Integration oder auch die Bereitschaft verlangen, sich innerhalb eines Staates zu integrieren.

Als Zweites haben die Mitgliedstaaten natürlich das Recht – und wir sollten diese Probleme nicht zur Seite schieben –, die Probleme, die bei der Familienzusammenführung entstehen, zu benennen. Wenn Länder wie Griechenland, Malta, Rumänien oder Italien nicht mehr benennen dürfen, welche Probleme sie zum Teil in diesem Zusammenhang haben, dann weiß ich nicht mehr, ob wir demokratisch sind, wenn wir Probleme schlicht und einfach ignorieren.

Wir brauchen jetzt nicht schon wieder eine neue Richtlinie. Wir sollten die Probleme sorgfältig diskutieren und dann darüber nachdenken, wie wir Probleme beseitigen können. Das ständige Neuproduzieren von Richtlinien führt nicht dazu, dass die Richtlinien und deren Umsetzung verbessert werden. Wir haben derzeit zum Teil Umsetzungsprobleme. Ich habe aber auch volles Verständnis dafür, dass wir uns erst einmal damit auseinandersetzen müssen, dass wir nicht schon wieder eine neue Richtlinie machen und etwas draufsetzen, bevor wir die alte Richtlinie überhaupt in irgendeiner Weise in ihrer Problematik fertig durchdiskutiert haben.

Ich bin dafür, dass man den Mitgliedstaaten zuhört und dass man gleichzeitig das Grundrecht auf Familienzusammenführung respektiert. Wenn man das mit Vernunft und Verstand tut, dann werden wir auch zu einem guten Weg kommen.

4-031-000

Monika Flašíková Beňová (S&D). - Rada by som hovorila o tých veciach, ktoré sú z môjho pohľadu otázne. Medzi tieto oblasti by som zaradila aj samotnú definíciu tzv. rozumnej perspektívy získavania práva na trvalý pobyt.

Táto vágna definícia zo zelenej knihy môže byť nebezpečná, a to najmä tým spôsobom, že ak sa nechá členským štátom príliš voľný priestor na interpretáciu, výsledkom bude, že žiadny občan z tretej krajiny nebude môcť byť garantom rodinného príslušníka. V niektorých členských štátoch musí potencionálny garant na území štátu pobývať minimálne 2 roky, aby mohol požiadať o prijatie rodinného príslušníka. Pozadím týchto požiadaviek je najmä snaha monitorovať správanie a ekonomickú situáciu žiadateľa ako potencionálneho garanta. Takýmto spôsobom vzniká politicky vykonštruované časové a priestorové odlúčenie rodín. Viaceré mimovládne organizácie upozornili na to, že ide o porušenie práva na súkromie a rodinný život tak, ako ho ustanovuje článok 8 dohovoru. Ďalej to už tiež nemusí byť s právom na manželstvo a so zásadou nediskriminácie.

Z tohto dôvodu som za to, aby sa dĺžka procedúry a čakacej lehoty skrátila. V správe o vykonaní smernice a tiež v zelenej knihe sa tiež uvádzajú problémy a nedostatky vo vykonávaní tejto smernice na vnútroštátnej úrovni. Uvádzajú sa v nich obavy v súvislosti s transpozíciou tejto smernice. Ich záverom je, že členským štátom sa prenecháva príliš veľký priestor na uplatňovanie niektorých jej ustanovení.

4-032-000

Hubert Pirker (PPE). - Herr Präsident, Herr Kommissar! Wenn von Migration die Rede ist, dann denken sehr viele an Asyl, an überfüllte Boote, die meisten aber nicht an gesteuerte Zuwanderung und kaum jemand überhaupt an die Familienzusammenführung. Dabei kommen über ein Drittel, und in manchen Staaten sogar mehr als die Hälfte der Zuwanderer in die Europäische Union über diesen Titel der Familienzusammenführung.

Wir als Christdemokraten unterstützen das Recht auf Familie und unterstützen auch die Familienzusammenführung. Ich würde mir aber wünschen, dass die Kommission dabei auch bestimmte Bedingungen berücksichtigt und in die Richtlinie einformuliert, so etwa, dass die Familienzusammenführung sich nur auf die Kernfamilie beziehen kann, dass subsidiäre Schutzberechtigte weiterhin ausgenommen werden – denn für sie gilt das Ziel einer möglichst raschen Rückkehr –, dass soziale Leistungen an die Inanspruchnahme von Integrationshilfen gebunden werden, und dass Missbrauch in jeder Form mit allen erdenklichen Maßnahmen auch tatsächlich effektiv bekämpft wird. Wenn diese Bedingungen berücksichtigt werden, dann hat Familienzusammenführung zweifelsohne auch einen sehr positiven Effekt.

Darüber hinaus möchte ich aber darauf aufmerksam machen, dass wir unser Augenmerk viel stärker auf den Zuzug von Fachkräften, von Spezialisten, von hochqualifizierten Menschen lenken sollten, denn alle Statistiken belegen, dass wir diese Menschen brauchen, um den Wirtschaftsstandort Europa zu stärken und letzten Endes auch um unsere Sozial-, Pensions- und Gesundheitssysteme aufrechterhalten zu können. Sie wissen, wir stehen da in einer starken Konkurrenz mit den USA im Wettbewerb um die besten Köpfe, natürlich auch mit Kanada oder mit Australien. Wir sind daher gefordert, attraktive Angebote zeitgerecht zu erstellen.

4-033-000

Emine Bozkurt (S&D). - Voorzitter, commissaris, in het verslag over de tenuitvoerlegging van de richtlijn gezinsmigratie en in het Groenboek staan problemen en tekortkomingen geconstateerd bij de nationale tenuitvoerlegging. Wat echter door sommige lidstaten, waaronder Nederland, wordt gedaan, is het omdraaien van het probleem. Zij beweren dat

de richtlijn ruimte laat voor misbruik. Beschikt de Commissie over gegevens of hebben lidstaten gegevens verstrekt om deze bezorgdheid te onderbouwen?

De EU heeft behoefte aan een gezamenlijk immigratiebeleid. Ja, maar het gaat hier om meest basale rechten, daar gaat het ook over, zoals het recht op een privé- en gezinsleven en het recht te huwen en een gezin te stichten. Zo ook wat betreft vluchtelingen waarvan het Groenboek zich nu afvraagt of ze ook niet daarbij moeten.

Is de Commissie op de hoogte van praktijken in Nederland als het gaat om gezinsherenigingen van vluchtelingen die een status hebben verworven, dat het criterium van feitelijke gezinssituatie wordt gebruikt. Is de Commissie op de hoogte dat het vastleggen van zo'n feitelijke gezinsband niet alleen vereist dat er bijvoorbeeld een biologische band is, maar dat er ook interviews worden afgenomen, ook met heel kleine kinderen en dat er op basis van zogeheten foute antwoorden tegen moeders gezegd wordt dat ze geen band hebben met hun eigen kind. Wat de gaat de Commissie hieraan doen?

Nederland tornt aan basisrechten en wil terugkomen op gemaakt afspraken. Laten wij lidstaten ermee weggomen dat ze terugkomen op internationale verdragen over basisrechten? Ik wil horen van niet. Ik wil van de Commissie horen dat zij gaan garanderen dat wij rechten respecteren en hoog houden in Europa en niet instemmen met deze hardvochtige voorstellen.

4-034-000

Salvatore Iacolino (PPE). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, non v'è dubbio che il ricongiungimento familiare sia un tema di sostanza, serio e concreto. Il benessere della famiglia deve prevalere su qualsiasi cosa anche se è innegabile, ovviamente, che questo diritto deve sottostare a delle regole.

A mio parere, la direttiva del 2003 contiene regole valide, che tuttavia deve essere applicata in modo uniforme e omogeneo nel territorio di tutti gli Stati membri. Per questa ragione la Commissione, molto opportunamente, ha avviato un dibattito serio mediante la pubblicazione di un Libro verde, nel quale si ravvisa una *vision* chiara: prevedere concretamente misure reali a sostegno di un processo di ricongiungimento familiare che, a mio avviso, non si può non tenere in debito conto.

Io sono relatore di un *dossier* relativo alle tecnologie dell'informazione e della comunicazione, sul trasferimento di lavoratori provenienti da paesi terzi in stabilimenti ubicati sia in paesi terzi sia in Europa. In questo caso specifico è stata approvata in commissione una norma derogatoria di maggior favore per garantire concretamente il ricongiungimento familiare, sicuramente una priorità politica del gruppo del Partito popolare europeo.

Certo, la lingua è importante, così come è importante che l'agenda europea sui flussi migratori – anche in questo caso si parla di immigrazione regolare – tenga conto di questa direttiva assolutamente giusta e concreta. L'obiettivo della Commissione deve essere quello di incalzare gli Stati membri affinché prevedano regole che siano concretamente applicate e, nel contempo, far sì che il diritto allo stare insieme sia effettivamente riconosciuto e sul quale nessuno può porre alcun rilievo.

L'obiettivo del PPE è garantire che i 500.000 soggetti, beneficiari potenziali di questa norma, siano tenuti in debito conto dagli Stati membri.

4-035-000

Procedura pytań z sali

4-036-000

Γεώργιος Παπανικολάου (PPE). - Κύριε Πρόεδρε, βεβαίως είναι ύψιστο καθήκον μας να σεβαστούμε το δικαίωμα στην οικογενειακή επανένωση και βεβαίως αυτή η οδηγία που συζητάμε σήμερα είναι καθοριστική και ενισχύεται και από την Πράσινη Βίβλο στην πρόσφατη ανακοίνωση της Επιτροπής.

Δεν χωρεί καμία αμφιβολία, και το τονίζω αυτό, ότι όλοι μας πρέπει να δώσουμε τη δέουσα προσοχή στο ζήτημα αυτό. Ξέρετε όμως, κυρίες και κύριοι συνάδελφοι, τι θα μου πουν οι Έλληνες συμπολίτες μου που θα παρακολουθήσουν τη συζήτησή μας; Θα μου πουν - όπως μου λένε συνέχεια - την ίδια στιγμή που κουβεντιάζατε αυτά, θέλω να μου πείτε τι κάνει η Ευρώπη, τι κάνετε όλοι σας για εκείνα τα κυκλώματα που υποχρεώνουν και τους διακινητές, που υποχρεώνουν υπηκόους τρίτων χωρών να προχωρούν αναγκαστικά σε γάμους, τι κάνετε για να αναπτύξουμε τις υποδομές σε εκείνες τις χώρες που έχουν τα μεγαλύτερα προβλήματα;

Στην Ελλάδα έρχονται εκατόν πενήντα χιλιάδες παράνομοι τον χρόνο. Στο κέντρο της Αθήνας, υπάρχουν περιοχές που έχουν γκετοποιηθεί. Τι κάνετε για όλους εμάς τους Έλληνες πολίτες που μετά τις 9 το βράδυ δεν μπορούμε να βγούμε από το σπίτι μας; Θέλω λοιπόν να καταλήξω λέγοντας ότι είναι πολύ σημαντικό το θέμα αυτό, δεν μπορούμε όμως να το απομονώσουμε από το συνολικό πλαίσιο των πολιτικών για την μετανάστευση.

4-037-000

Andrew Henry William Brons (NI). - Mr President, whatever the ostensible topic of debate in this House, the real objectives are first of all a steady incremental transfer of power from Member States to the centre, and, secondly, a dilution, not only of our national identities, but also of a more general European identity. The title 'Europhile' is most misleading.

The rights to family life, to marry and to found a family, taken from the European Convention, were not drafted to facilitate the colonisation of Europe by the Third World. The real objective of this directive is not to safeguard human rights; if it was, the EU would care about the peoples of Europe who lose the chance of a house, or a job or see the areas in which they live transformed beyond recognition.

These changes do not of course affect MEPs; they are doing rather well. A telling phrase in the wording of the question is: that Member States have been left with too much discretion. This directive and this question are about more power to the centre, so that we can have more immigration beyond the headline figure which is fed to the electorate. Is it desirable to reunify families? Yes, by reversing the process by which they became divided.

4-038-000

Jan Mulder (ALDE). - Voorzitter, ik heb een concrete vraag aan de Commissie. Misschien is het nog wat vroeg. Maar gezien de reacties die waarschijnlijk binnenstromen op dit groenboek en gezien de toon van dit debat, denkt de Commissie dat het waarschijnlijk is dat ze binnenkort met voorstellen zal komen om de richtlijn te veranderen, of is de huidige tendens dat de Commissie denkt dat we het beter bij het oude kunnen laten? Is het al mogelijk om daarover een indicatie te geven?

4-039-000

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL). - Senhor Presidente, a imigração é muitas vezes vista como uma ameaça. No entanto, os benefícios para a economia dos diversos Estados-Membros de uma mão-de-obra não só necessária mas também, em muitos casos, altamente qualificada, dão resposta às necessidades de desenvolvimento de uma União Europeia confrontada com a tendência para o envelhecimento e a diminuição da população. Em momentos de profunda crise económica e financeira, como a que atravessamos, as políticas de austeridade retiram direitos aos trabalhadores e ao povo, fragilizando, assim, também a situação dos imigrantes, resultando no aumento da imigração e do trabalho ilegal. Defendemos, assim, o reconhecimento da igualdade de direitos entre trabalhadores nacionais e estrangeiros no acesso ao emprego, nas condições de trabalho, na garantia dos direitos económicos, sociais e culturais e no alargamento dos direitos políticos dos imigrantes, mas também o direito de reagrupamento familiar, o que tem que significar que os familiares têm o direito, não só a ir para os países, mas a serem integrados na vida social, económica e cultural dos Estados-Membros.

Consideramos imperativo a subscrição por todos os 27 Estados-Membros da Convenção Internacional para a Proteção dos Direitos dos Trabalhadores Migrantes e suas famílias.

4-040-000

Andreas Mölzer (NI). - Herr Präsident! Jenseits aller humanitären Erwägungen und jenseits der Frage, inwieweit Familienzusammenführung ein Grundrecht ist, muss uns allen klar sein, dass diese Familienzusammenführung keine Zuwanderung in den Arbeitsmarkt bedeutet, sondern eben zumeist unmittelbar in die Sozialsysteme. Wenn wir bedenken, dass sich in den letzten Jahrzehnten in den meisten EU-Staaten die Zuwandereranzahl vervielfacht hat, dass aber zumeist die Zahl der Erwerbstätigen gleich geblieben ist, dann können wir erkennen, was das bedeutet. In vielen Ländern ist es ja so, dass bis zu 40 % der Zuwanderer überwiegend von Sozialleistungen leben, was auch die Folge des Ausnützens dieser Familienzusammenführung ist.

In diesem Zusammenhang sind ja organisierte Zwangsehen bzw. Aufenthaltsehen kein neues Phänomen und sie fliegen auch nur selten auf. Um die Massenzuwanderung einzuschränken, ist es sicher an der Zeit, endlich den Familienbegriff enger zu fassen, statt ihn allzu exzessiv großzügig zu handhaben. Wir müssen hier eine konsequente, aber auch humanitär begründete Haltung ausüben.

4-041-000

(Koniec procedury pytań z sali)

4-042-000

Juan Fernando López Aguilar, Autor. - Señor Presidente, lamento no haber podido estar presente desde el primer minuto en este debate sobre la pregunta oral que había planteado, por un problema de comunicación y de coordinación de las actividades parlamentarias. Pero he podido asistir a la mayor parte del debate, lo que me ha permitido comprobar que la pregunta es pertinente, que la pregunta es oportuna.

Porque, efectivamente, nos encontramos ante el mandato establecido por la propia Directiva de reunificación familiar en el año 2003: que la Comisión informase periódicamente al Parlamento Europeo acerca del estado de aplicación de la Directiva y de los problemas

planteados, incluida, en este mandato, la presentación de un Libro Verde, que ha sido sometido a debate.

Pero, desde el año 2003, las coordenadas de aplicación de la Directiva de reunificación familiar han cambiado y lo han hecho de forma drástica, precisamente por la entrada en vigor del Tratado de Lisboa, que afirma el espacio de libertad, seguridad y justicia y, consiguientemente, transfiere al pilar comunitario, al Derecho de la Unión, la libre circulación de personas en un conjunto de Estados que han desarmado sus fronteras interiores, pero que también establece una Carta de los Derechos Fundamentales de la Unión Europea, cuyos artículos 7 a 9 consagran el derecho al matrimonio, el derecho a fundar una familia y el derecho a la vida privada y familiar.

Y, en este contexto, se produce un debate, en un buen número de Estados miembros, acerca de supuestos abusos en la aplicación de la Directiva de reunificación familiar; debate, por cierto, especialmente intenso en algunos países en los que la tasa de inmigración es mucho menos elevada y, por tanto, menos dramático el problema que en otros países donde, en cambio, esa cuestión no se plantea con la misma intensidad.

Es, por tanto, el momento de analizar de manera racional, documentada y certificada, con detalle y no con prejuicios ni con cortinas de humo, cuáles son verdaderamente los problemas de aplicación de la Directiva de reunificación familiar. ¿Hay realmente supuestos objetivos y de hecho que justifiquen un debate acerca de la modificación de los términos de esta Directiva? ¿Hay realmente abusos que justifiquen una modificación de la Directiva en un sentido más restrictivo? ¿Es realmente un problema la aplicación uniforme en el conjunto de los Estados de la Unión de un periodo máximo para la concesión de un permiso uniforme de residencia a los cónyuges, a las parejas de hecho o a los hijos menores de las personas que ya disfruten de un permiso de residencia en el territorio de la Unión y, por tanto, tengan derecho a la libre circulación? ¿Cuáles son realmente los problemas que se han planteado en relación con esta Directiva?

Al margen de los prejuicios y al margen de la confusión generada al respecto, esa es la cuestión que suscita la presentación de esta pregunta oral y que requiere un debate al que, espero, contribuya con sus clarificaciones el trabajo de la Comisión.

4-043-000

PRESIDE: MIGUEL ÁNGEL MARTÍNEZ MARTÍNEZ

Vicepresidente

4-044-000

Michel Barnier, *membre de la Commission* . – Monsieur le Président, M. López Aguilar vient de dire que c'est une question pertinente et on voit bien, Mesdames et Messieurs les députés, par le nombre, la qualité et la vivacité de vos interventions exprimant des points de vue assez différents, que c'est une question en effet utile et pertinente.

Je vous remercie, Monsieur López Aguilar, au nom de ma collègue, Cecilia Malmström, de l'avoir posée, ce qui donne à la Commission l'occasion de faire le point sur l'état de cette consultation.

Je voudrais rappeler, en écho aux interventions de Véronique Mathieu, de Mme Sargentini, de Mme Lambert ou de Mme Flašíková Beňová, qu'en effet chacune d'entre elles et d'autres encore, ont souligné les divergences entre les États membres dans l'application des textes

actuels. C'est précisément, Mesdames et Messieurs les députés, pour bien comprendre, bien analyser, faire face au problème de cette application divergente, différente entre les États membres que la Commission a lancé cette consultation, qui va s'achever le 1er mars prochain, et à laquelle tous ceux qui ont quelque chose à dire doivent participer.

Bien comprendre, faire comme M. Iacolino l'a dit, œuvre de clarté; bien mesurer les imperfections de la directive actuelle – je pense à ce qu'a dit M. Moraes, tout à l'heure, en rappelant son témoignage personnel puisqu'il est lui-même issu, a-t-il dit, d'un regroupement familial.

Je voudrais également dire, en écho à ce qu'ont rappelé Mme Guillaume ou M. Triantaphyllides, M. Pirker, Mme Zuber, que j'ai écoutés, que, pour la Commission, il est clair que le regroupement, la réunification familiale est bien un outil d'intégration. Il faut, pour le mettre en œuvre, tenir compte naturellement de la capacité des États. C'est ce qu'a dit M. Busuttil avec beaucoup de sagesse. M. Busuttil a d'ailleurs rappelé le cas particulier en ce moment, la situation exceptionnellement difficile, que vit la Grèce et je veux confirmer que la Commission, s'agissant des capacités de la Grèce, M. Busuttil, continuera de soutenir un certain nombre de projets pour améliorer les capacités d'accueil de ce pays.

Madame Wikström, je veux, là aussi, faire écho à ce que vous avez dit, en précisant que c'est bien en réponse aux appels du pacte d'immigration mais aussi dans le programme de Stockholm et aussi à la très longue liste de problèmes relevés dans votre rapport de 2008, que la Commission a lancé cette consultation. Nous souhaitons et, au nom de Mme Malmström, j'appelle à ce que ce sujet soit étudié, examiné complètement, objectivement, avec raison – c'est le mot de Mme Hohlmeier qui a appelé tout à l'heure à la raison, les yeux ouverts, sans préjugés – je reprends vos propres mots, Monsieur López Aguilar. Nous souhaitons que cette consultation permette cet examen raisonné et objectif de tous les éléments.

Je vais également dire à plusieurs d'entre vous qui ont évoqué le cas notamment d'un État membre – Mme Sargentini, Mme in 't Veld, M. de Jong, M. Zijlstra ou Mme Bozkurt – que les mesures préalables à l'admission, qui peuvent être prises dans tel ou tel pays, ne sont pas en elles-mêmes contraires à la directive. En revanche, elles ne sont admissibles aux yeux de la Commission que si elles servent à faciliter l'intégration et que si elles respectent le principe de proportionnalité. Dans cet esprit, Madame Guillaume et Mme Wikström ont demandé si la Commission est engagée dans des procédures d'infraction. À ce stade, la Commission n'a pas engagé de procédures d'infractions. La directive donne aux États membres une large marge de manœuvre – je viens de rappeler qu'ils pouvaient l'utiliser mais dans certaines proportions –, elle n'a pas identifié de violations de dispositions spécifiques de la directive.

Cependant, celle-ci n'est pas assez précise. C'est la raison pour laquelle nous avons lancé cette consultation publique. La Commission surveille en permanence la mise en œuvre de cette directive par les États membres et elle est prête – je l'ai dit – si cela est nécessaire, à utiliser les procédures d'infraction.

Monsieur Claeys, si vous voyez des abus – vous avez vous-même évoqué cette situation –, cette consultation permet précisément aux États membres de nous faire part des faits, des statistiques pour bien comprendre les problèmes ou les abus et savoir s'il faut, au bout de cette consultation, proposer un changement.

Je conclus, en rappelant à Mme Mathieu ou à M. Mulder que la Commission a engagé un processus ouvert, sans préjugés, sans idéologie et, en fonction des résultats de cette consultation, nous déciderons des suites qu'il faut lui donner. Il y a plusieurs possibilités, je le rappelle puisque je l'ai dit dans la première intervention, notamment des lignes directrices interprétatives, qui peuvent constituer un instrument efficace si on les accompagne de groupes d'experts avec un dialogue approfondi avec chaque État membre. Le cas échéant, d'autres dispositions ou d'autres mesures pourront être prises mais prenons le temps de bien évaluer les résultats de cette consultation, qui se termine le 1er mars, et la Commission agira, encouragée par votre propre débat et vos propres recommandations.

Encore une fois, quelles que soient les mesures de suivi que la Commission prendra, nous allons veiller à la mise en œuvre correcte des règles actuelles de l'Union sur le regroupement familial et – je le redis une deuxième fois – les procédures d'infraction ne sont pas exclues si cela s'avère nécessaire.

En tout cas, je vous remercie beaucoup et je remercie votre rapporteur, Monsieur López Aguilar, d'avoir soulevé cette question et je retiens, et je le redirai à Mme Malmström, que la vivacité et le nombre des interventions prouvent bien que c'est une vraie question d'actualité.

4-045-000

El Presidente. – Se cierra el debate.

Declaraciones por escrito (artículo 149 del Reglamento)

4-046-000

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), raštu. – Asmens teisė gyventi kartu su šeimos nariais, taip pat teisė ir pareiga rūpintis vaikais, juos mokyti ir auklėti, kartu su jais gyventi yra pagrindinės su pilietybe nesusijusios teisės ir pareigos. Taigi šios teisės turi būti gerbiamos ir užtikrinamos ir trečiųjų šalių piliečiams, atvykusiems gyventi į Europos Sąjungą. Be to, norėčiau priminti, kad yra daug nacionalinių ir tarptautinių deklaracijų, kuriose laikomasi vienodos pozicijos šiuo klausimu ir pripažįstamos minėtos teisės ir pareigos. Europos Sąjungos pagrindinių teisių chartija teisę į šeimą ir į šeimos susijungimą iškelia kaip vieną iš pagrindinių žmogaus teisių. Vertinu, kad Europos Komisija pradėjo diskusijas dėl šeimos susijungimo taisyklių peržiūrėjimo, taikomų Europos Sąjungoje gyvenantiems migrantams, tačiau Komisija turėtų labai atsakingai įvertinti, ar direktyvoje yra numatyta pakankamai apsaugos priemonių dėl šeimos susijungimo, reikia užtikrinti, ar užkertamas kelias trečiųjų šalių piliečių šeimų diskriminacijai, nes vis dar pasireiškia neigiamas požiūris ir netolerancija į migrantus, atvykusius į Europą. Komisija taip pat turėtų įvertinti visas šeimos susijungimo teigiamas pasekmes. Direktyvoje visų pirma teigiama, kad šeimų susijungimas padeda užtikrinti socialinį ir kultūrinį stabilumą, kuris sukuria palankias sąlygas integracijai ir leidžia skatinti ekonominę ir socialinę sanglaudą, naudingą priimančiųjų šalių vietos valdžios institucijoms. Svarbu suvokti ir tai, kad teisė į šeimos susijungimą – lemiamas žingsnis į priekį, konkrečiai prisidedantis prie nelegalios imigracijos ir pavojingų formų socialinės atskirties mažinimo.

4-047-000

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), por escrito. – A imigração é, muitas vezes, vista como uma ameaça pelos setores políticos reacionários. Da nossa parte, para além de defendermos a integração solidária dos imigrantes enquanto princípio humanista, sabemos que os

benefícios para a economia dos diversos Estados-Membros de uma mão-de-obra não só necessária como, em muitos casos, altamente qualificada, dá também resposta às necessidades de desenvolvimento de uma União Europeia confrontada com a tendência para o envelhecimento e para a diminuição da população.

Em momentos de profunda crise do capitalismo, como a que atravessamos, as políticas ditas *de austeridade* retiram direitos aos trabalhadores e ao povo, fragilizando também a situação social e laboral dos imigrantes, que resulta no aumento da imigração e trabalho ilegais. Mas defendemos também o direito ao reagrupamento familiar, o que tem que significar que as famílias têm o direito a ser integradas na vida social, económica e cultural dos Estados-Membros. Consideramos imperativo que todos os 27 Estados-Membros subscrevam a Convenção Internacional sobre a Proteção dos Direitos de todos os Trabalhadores Migrantes e Membros das suas Famílias que, se eficazmente implementada, forneceria um importante quadro internacional para a proteção dos direitos dos trabalhadores migrantes.

6. Convenio regional sobre las normas de origen preferenciales paneuromediterráneas - Convenio regional sobre las normas de origen preferenciales paneuromediterráneas (debate)

4-049-000

El Presidente. – El siguiente punto es el debate conjunto sobre

- la recomendación de Emilio Menéndez del Valle, en nombre de la Comisión de Comercio Internacional, sobre el proyecto de Decisión del Consejo relativa a la celebración del Convenio regional sobre las normas de origen preferenciales paneuromediterráneas (11343/2010 - C7-0207/2011 - 2010/0093(NLE)) (A7-0026/2012), y

- la pregunta oral a la Comisión sobre la propuesta de Decisión del Consejo relativa a la celebración del Convenio regional sobre las normas de origen preferenciales paneuromediterráneas, de Emilio Menéndez del Valle y Vital Moreira, en nombre de la Comisión de Comercio Internacional (O-000024/2012 - B7-0036/2012).

4-050-000

Emilio Menéndez del Valle, *Ponente* . – Señor Presidente, señor Comisario, la consolidación de una sola orilla de paz, desarrollo, justicia y libertad en el Mediterráneo debe ser una prioridad máxima de la Unión.

En el marco del Proceso de Barcelona, los acuerdos de asociación con nuestros socios del Mediterráneo constituyeron el primer peldaño para crear una zona euromediterránea de libre comercio. Una de las principales razones que explican que no fuera posible alcanzar este objetivo en 2010 fue la falta de integración social, económica y comercial entre nuestros vecinos del sur.

La «primavera árabe», como saben ustedes, representa el cambio más trascendental desde la caída del muro de Berlín. En este contexto, hay que felicitar, sin duda, a la Alta Representante y al Comisario de Ampliación y Política Europea de Vecindad por privilegiar el Convenio, sobre el que hoy nos pronunciamos, entre los compromisos que integran la respuesta europea a esta situación.

Este Convenio sobre las normas de origen paneuromediterráneas supone un importante paso adelante hacia la creación de la zona de libre comercio. Su adopción ratificará un instrumento único y simplificado que reemplaza a los más de 100 protocolos bilaterales preexistentes y extenderá su ámbito geográfico para incluir a los Balcanes occidentales y a la AELC, además de los países del Mediterráneo.

Así, este Convenio supone un incentivo para el comercio sur-sur, que puede contribuir al crecimiento y la diversificación económica, a reducir la pobreza, a la democratización y a la integración de la región.

Confío en que la Comisión pueda satisfacer en este debate las preguntas y preocupaciones que, de forma prácticamente unánime, presenta este Parlamento en forma de pregunta oral y resolución.

Por otro lado, además de la ausencia de un mecanismo de resolución de controversias, de una cláusula de revisión y de un estudio de impacto, es importante abordar la importación y potencial acumulación de origen de productos originarios, valga la redundancia, de los asentamientos ilegales israelíes.

Lamentablemente he de añadir que, aunque el actual acuerdo técnico entre Israel y la Unión Europea requiere que las autoridades aduaneras y los exportadores israelíes analicen si los productos exportados a la Unión tienen o no su origen en las colonias, el procedimiento no contempla que esta distinción sea notificada a las aduanas europeas. Esto impide que nuestras aduanas, incapaces de revisar cada envío procedente de Israel a falta de un presupuesto extraordinario para ello, puedan cumplir fácil y eficazmente con la legalidad internacional y con su obligación de rechazar la aplicación del trato preferencial del acuerdo Unión Europea-Israel a los productos originarios de los territorios ocupados por Israel.

Así pues, pienso que un compromiso de la Comisión para abordar de forma más adecuada, sencilla y eficaz la determinación del origen real de los productos exportados por Israel que recoja las propuestas que se presentan en la resolución sería bien recibido y garantizaría un amplio respaldo para el Convenio, evitando que esta cuestión pudiera obstaculizar su aprobación y la integración social y económica de la región mediterránea, que tan importante es, sobre todo en las circunstancias que actualmente estamos viviendo, para la Unión Europea en su conjunto.

4-051-000

Vital Moreira, *Autor.* – Senhor Presidente, Senhor Comissário, caros Colegas, o nosso colega Emilio del Valle já justificou as razões pelas quais a Comissão do Comércio Internacional, a que ambos pertencemos, recomenda ao plenário do Parlamento que dê o seu assentimento à conclusão deste acordo pan-euro mediterrânico de regras de origem preferenciais de comércio livre. Na verdade, não se trata somente de dar mais consistência e dar mais um passo em frente na construção dessa zona de comércio livre euro-mediterrânico. Trata-se também de favorecer a integração regional da margem sul e oriental do Mediterrâneo favorecendo o comércio sul-sul, isto é, o comércio entre os nossos parceiros mediterrânicos.

Na verdade, a União Europeia, forte do seu sucesso como espaço de integração económica, sempre favoreceu a integração económica de outras zonas. Não nos fica, portanto, mal, que façamos tudo o que está ao nosso alcance para que outros sigam o nosso caminho e tirem o mesmo proveito da integração económica e comercial.

Como Emilio Menéndez já referiu, entendemos não só recomendar a aprovação deste acordo, mas também fazer um conjunto de perguntas à Comissão, que pensamos serem necessárias para reforçar a nossa convicção no consentimento a este acordo, e, por isso, as perguntas que fazemos, de que somos coautores, o Emilio Menéndez e eu próprio, são as seguintes, ele aliás já as referiu de forma breve:

Primeiro: Para que este acordo seja um apoio significativo à transição democrática na orla sul e oriental do Mediterrâneo é necessário que ele traga verdadeiros benefícios económicos para esses países, mas existe alguma avaliação sobre o verdadeiro impacto positivo deste acordo e destas novas regras de origem preferenciais? Segundo: a Convenção não inclui nenhum mecanismo de resolução de conflitos. Será porque a Comissão pensa, e gostaria que nos justificasse, que os mecanismos de resolução de conflitos que já existem nos acordos de comércio livre com muitos desses países são bastantes? A Convenção também não inclui nenhum mecanismo de revisão.

Pensa a Comissão que estas regras valerão para todo o sempre, que não será necessária nenhuma avaliação periódica destas regras de modo a justificar a sua revisão no futuro? E, finalmente, a questão politicamente muito sensível a que Emilio Menéndez já se referiu dos produtos originários dos colonatos israelitas nos territórios palestinianos ocupados. É evidente que temos de dar a segurança absoluta de que esses produtos não podem beneficiar das preferências comerciais que a União concede aos parceiros, incluindo à Autoridade Palestiniana e a Israel. Esses produtos não podem beneficiar dessas vantagens e é o mínimo que a União pode fazer para não ser conivente na ocupação ilegítima dos territórios palestinianos. Não pode haver nenhuma dúvida a esse respeito e um forte *commitment*, um forte compromisso da Comissão Europeia é essencial nesta matéria.

4-052-000

Michel Barnier, *membre de la Commission*. – Monsieur le Président, merci d'abord à MM. Menéndez del Valle et Moreira de ce rapport et de cette question, auxquels je veux répondre au nom de mon collègue, Algirdas Šemeta, qui regrette de ne pas pouvoir être là lui-même pour vous assurer, Mesdames et Messieurs les députés, de l'engagement total de la Commission en faveur de la constitution progressive d'une véritable zone de libre-échange euromed et de l'intégration sociale et économique de nos partenaires du sud de la Méditerranée.

Vous avez posé plusieurs questions, Messieurs Menéndez del Valle et Moreira, auxquelles je voudrais répondre précisément au nom de M. Šemeta. D'abord, la convention régionale sur les règles d'origine préférentielles pan-euro-med constitue l'une des premières réponses concrètes aux événements historiques et positifs qui se sont récemment produits chez beaucoup de nos voisins du sud de la Méditerranée.

Cette convention est importante pour plusieurs raisons. D'abord, elle va permettre de promouvoir le commerce entre l'Union européenne et ses voisins du sud de la Méditerranée. Elle renforcera donc l'intégration économique de ceux-ci. Elle ouvrira ensuite la voie à la simplification des règles d'origine et à leur adaptation à la nouvelle donne économique de la région. Elle permettra également l'intégration à la zone pan-euro-med d'autres voisins européens, notamment les pays des Balkans occidentaux en leur offrant de nouvelles opportunités au sein d'une zone d'échanges commerciaux élargie.

Puisque je parle d'ailleurs de l'intégration économique de cette région et de son association avec l'Union européenne, j'exprime, en tant que commissaire au marché intérieur, le souci

et l'idée que l'une des voies pour cette région, qui s'ouvre à la démocratie et au monde, serait sans doute aussi que ces pays, de l'autre côté de la Méditerranée, réussissent à constituer d'abord entre eux un marché commun. J'entendais, l'autre jour, le nouveau président tunisien plaider pour la constitution d'un tel marché, qui faciliterait les échanges, les communications, l'abaissement des frontières et la levée des obstacles entre les pays, notamment du Maghreb arabe. Mais nous avons aussi des outils, je viens de le dire, pour aller vers une zone de libre-échange organisée entre eux et nous, par delà la Méditerranée.

Une deuxième question que vous avez posée: s'il n'est effectivement pas prévu de mécanisme de règlement des différends dans le corps de la convention, en revanche un tel mécanisme est bien prévu à l'article 33 de l'appendice 1 de la convention, ce qui est d'ailleurs logiquement sa place, dans la mesure où les différends qui peuvent surgir entre pays partenaires concerneront des questions essentiellement bilatérales relatives à la vérification des preuves d'origine.

Le texte de cet appendice sera juridiquement contraignant, Mesdames et Messieurs les députés, et il remplacera les protocoles relatifs aux règles d'origine, qui sont actuellement annexés aux accords de libre-échange bilatéraux entre partenaires de la zone pan-euro-med. Ainsi, tous les accords de libre-échange conclus entre ces partenaires, se référeront aux mêmes règles d'origine, et donc à des dispositions identiques en matière de règlement des différends.

Troisième question: la convention et ses appendices pourront être révisés à tout moment. Par exemple, après plusieurs années de mise en œuvre et à la lumière de l'expérience acquise, des décisions modificatives pourront être adoptées par le comité mixte, tel que cela est précisément stipulé à l'article 4 de la convention. Je cite: "Le comité mixte arrête, par voie de décision, les modifications à apporter à la présente convention, y compris les modifications des appendices". Donc nous ne sommes pas dans une procédure totalement figée, qui ne bougera jamais. À la lumière de l'expérience, et vous avez cité un certain nombre de problèmes, il y a des évolutions possibles. Ce mécanisme sera développé dans le règlement intérieur du comité mixte créé par la convention.

Quatrième question: je voudrais vous assurer, au nom de M. Šemeta, que la Commission surveille, Messieurs Menéndez et Moreira, très précisément la mise en œuvre de l'arrangement technique entre l'Union européenne et l'État d'Israël, et prend les mesures nécessaires pour en améliorer, le cas échéant, le fonctionnement. L'avis aux importateurs sur les importations en provenance d'Israël fait actuellement l'objet d'un examen très précis dans cet objectif.

Les services de la Commission sont en train d'examiner, en étroite coopération avec les autorités douanières de tous États membres, la possibilité de rendre publique la liste des colonies et de publier une version modifiée de l'avis aux importateurs. L'objectif d'une telle mesure serait d'obliger les importateurs à vérifier eux-mêmes les codes postaux qui figurent sur les preuves d'origine établies en Israël qu'ils ont l'intention de soumettre aux autorités douanières des États membres de l'Union. Il devrait en résulter, je le crois, une amélioration des contrôles, la charge des vérifications étant à l'avenir partagée entre les importateurs et les autorités douanières.

Pour s'assurer qu'aucun produit des colonies ne bénéficie indûment d'une préférence dans l'Union européenne par le biais du cumul avec des partenaires ayant un accord de libre-échange avec Israël, la Commission considère que la meilleure approche consiste à

inviter ces partenaires, eux aussi, à négocier avec Israël des arrangements similaires ou identiques à celui négocié par l'Union européenne.

Enfin, je veux vous dire très franchement que la Commission est satisfaite de la manière dont fonctionne l'arrangement technique. Voilà pourquoi, aujourd'hui, elle n'estime pas nécessaire d'en modifier le statut juridique.

Voilà les réponses que M. Šemeta voulait apporter aux quatre questions que vous avez bien voulu poser à la Commission.

4-053-000

Ana Gomes, *relatora de parecer da Comissão dos Assuntos Externos, dos Direitos do Homem, da Segurança Comum e da Política de Defesa*. – Esta Convenção Regional sobre Regras de Origem Preferenciais Pan-Euro mediterrânicas pode contribuir decisivamente para o desenvolvimento da integração económica na região euro-mediterrânica, que é um dos principais objetivos da política da União Europeia desde o Processo de Barcelona e que é essencial para que a Primavera Árabe se cumpra.

Sabemos que a conclusão desta Convenção é desejada há muito pelos nossos parceiros do sul e do leste do Mediterrâneo. Até aqui os países do Sul subutilizaram as possibilidades que lhes abria a União Europeia a nível comercial. Para evitar a burocracia, muitas vezes suportavam sem sequer cuidar de beneficiar das isenções de direitos alfandegários possíveis. Graças a esta Convenção, que unificará a floresta de mais de 100 acordos bilaterais em matéria de regras de origem, o sistema será mais acessível e mais simples para as empresas dos nossos vizinhos a sul. Portanto, favorecerá as trocas do sul em direção à União Europeia, mas também as trocas dos países do sul do Mediterrâneo entre si, desde logo integrando a Líbia.

Mas é preciso entender que esta Convenção por si só, e por mais benéfica que seja, não chegará para operar a transformação que queremos nas relações comerciais da União Europeia com o sul do Mediterrâneo. Podemos apoiar o desenvolvimento das trocas sul-sul, mas não as podemos decretar. Os nossos parceiros, a sul, têm diante si um desafio premente para levantarem as barreiras que existem entre si e para estabelecerem acordos de trocas sul-sul, nomeadamente entre todos os países do Magrebe. É preciso uma evolução política no terreno para que a possibilidade de acumulação da origem, reforçada pela nova convenção, não continue a ser subutilizada. A evolução política no terreno é importante, por exemplo, na fronteira entre Marrocos e a Argélia e é também essencial que seja rigorosamente observado o condicionalismo político aplicável a produtos originários dos colonatos israelitas na Palestina ou do território ocupado do Saara Ocidental, que não podemos deixar que beneficiem das regras preferenciais.

4-054-000

Tokia Saïfi, *au nom du groupe PPE*. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers collègues, je voudrais d'abord remercier mes collègues, MM. Menéndez del Valle et Moreira, pour leur collaboration sur ce dossier important.

En effet – vous l'avez dit Monsieur le Commissaire –, cette convention marque une étape importante. C'est la première concrétisation de la communication "Partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée" du mois de mars 2011. Je souhaite donc qu'elle soit ratifiée rapidement après notre vote, d'autant qu'elle est déjà en vigueur dans certains autres pays de la zone et que l'Union européenne avait fait vœu d'être la première à le faire.

Je voudrais attirer votre attention sur plusieurs points. D'abord sur le problème des produits en provenance des territoires occupés qui appelle, dans un premier temps, une vigilance accrue de la part des autorités douanières.

Ensuite, concernant les opérateurs économiques sur la difficulté à connaître, comprendre et utiliser le système des règles d'origine. Une solution pourrait être assurée par davantage de communication et un appui technique. Je prends l'exemple de l'*Export Desk* créé en 2004. C'est un outil utile pour les exportateurs des pays tiers, mais il est très peu connu. J'ai aussi remarqué que le guide sur les règles d'origine n'est traduit qu'en anglais alors que le reste du site est traduit en arabe. C'est certes un détail mais, vu la complexité de ces règles, il me semble que les utilisateurs apprécieront de disposer d'un guide dans leur langue.

Autre point sur les règles d'origine: notre commission examine actuellement un rapport d'initiative sur la stratégie commerciale et d'investissement en Méditerranée. Une des propositions du rapporteur est de rapprocher les règles d'origine du système de préférence généralisée et celles de la convention pan-euro-med. Il nous serait utile d'avoir l'avis des directions générales TRADE et TAXUD sur ce point. Est-ce faisable? Est-ce une bonne solution?

Pour finir, j'appelle la Commission à poursuivre au même rythme les autres réformes qu'elle a annoncées l'année dernière dans la communication du mois de mars. Tout retard pourrait être interprété comme un signal négatif par tous les pays voisins.

4-055-000

Jörg Leichtfried, *im Namen der S&D-Fraktion*. – Herr Präsident! Ich möchte am Anfang die Gelegenheit nutzen, den Kollegen Menéndez del Valle und Moreira für ihre ausgezeichnete Arbeit zu danken und ihnen zu gratulieren. Es war ein sehr guter Bericht, und es war auch inhaltlich wichtig, zu dieser Situation Stellung zu nehmen. Ich glaube, der Ausschuss für internationalen Handel hat aus gutem Grund dieser regionalen Konvention zugestimmt. Wenn man in der Geschichte zurückgeht, war es doch der freie Handel, der sozusagen ursprünglich die Europäische Union informell gegründet hat. Es war der freie Handel unter sozialen Bedingungen – das muss man auch immer dazu sagen –, der erheblich zum Zusammenwachsen der Europäischen Gemeinschaft zur Europäischen Union und am Ende zum Wohlstand in der Europäischen Union beigetragen hat.

Wenn es jetzt gelingt, im Raum des gesamten Mittelmeers ein ähnliches System von Freihandel entwickeln zu können, so wäre das, davon bin ich überzeugt, eine große Chance für die Anrainerstaaten des Mittelmeers, auch zu einem gewissen höheren Wohlstand und vor allem zu einem friedlichen Umgang miteinander zu kommen, was ja nicht immer der Fall ist.

Es ist gut, dass es gelungen ist, mehrere hundert Abkommen, die es bisher hier gegeben hat, durch ein Abkommen zu ersetzen. Ich denke, das hat Hand und Fuß. Allerdings sollte man – und da war ich mit der Antwort vom Herrn Kommissar nicht ganz zufrieden – schon darüber nachdenken, dass natürlich eine intensiviertere Form von Streitbeilegung Sinn machen würde. Man sieht ja auch noch immer, dass das in der Europäischen Union nicht immer so harmonisch läuft. Deshalb wären Streitbeilegungsverfahren etwas, das durchaus Sinn haben könnte.

Ziel muss ein generelles Freihandelsabkommen bleiben, das haben wir noch nicht ganz erreicht. Man kann, wie Kollegin Gomes gesagt hat, auch niemand dazu zwingen. Wir

können das nur fördern. Aber ich glaube, wir sind da schon unterwegs in die richtige Richtung.

4-056-000

Niccolò Rinaldi, *a nome del gruppo ALDE*. – Signor Presidente, signor Commissario, onorevoli colleghi, la relazione del collega Menéndez del Valle, con cui mi congratulo, rappresenta un documento molto importante nell'ambito dello sforzo che stiamo compiendo, in seno alla commissione per il commercio internazionale e al Parlamento nel suo insieme, per definire nuove regole e imprimere uno slancio diverso per quanto riguarda il commercio nel Mediterraneo.

Si tratta di un compito essenziale nonché una delle grandi sfide – approfittando anche delle competenze esclusive dell'Unione europea in materia di commercio internazionale – per dare delle risposte a quei paesi che ancor oggi hanno un vasto potenziale non utilizzato in termini di politica commerciale nei nostri confronti. Si tratta non soltanto di portare maggiore stabilità e prosperità ma anche ampliare la base sociale e produttiva di coloro che possono beneficiare della politica commerciale.

A mio parere, questa Convenzione dovrebbe avere tre importanti effetti: incentivare il commercio sud-sud, oggi a livelli quasi minimi nella zona del Mediterraneo; favorire l'accesso al mercato per le piccole e medie imprese, in modo da operare quella che io definisco – in qualità di relatore di un altro provvedimento, il *"Trade for change"*, le misure commerciali per i paesi in via di democratizzazione nel Sud del Mediterraneo – una liberazione dei processi economici e commerciali in paesi in cui le poche oligarchie al potere hanno accentrato nelle loro mani i proventi del commercio; infine, rendere più leggibile questo commercio attraverso regole semplici.

Anche il problema di Israele va affrontato perché altrimenti ne va della credibilità del Parlamento. Si tratta di un lavoro importante: spesso ci chiediamo perché soltanto ora siamo riusciti ad arrivare a una semplificazione delle oltre cento diverse norme che regolavano le norme di origine.

È ora importante una rapida ratifica da parte di tutti. Quanto sta accadendo circa la ratifica del mandato della Banca europea per gli investimenti per il Mediterraneo non è molto incoraggiante, visto che gli Stati membri procedono molto a rilento. Auspichiamo che non si verifichi lo stesso ritardo anche per la Convenzione.

4-057-000

Paul Murphy, *on behalf of the GUE/NGL Group*. – Mr President, in my opinion this Convention must not be concluded until it is explicitly excluded that goods from illegal Israeli settlements could benefit from preferential access to EU markets as a result. At the moment it does open the door for that potentially to happen, which is not only wrong but it is also in contrast to official EU policy.

The settlements are a major tool of the occupation of the Palestinian territories. According to official Israeli land records, one third of the land within the settlements is privately held by Palestinians. Over 600 of the Palestinian-owned structures which were dismantled last year were located within the settlements and last year five Palestinians, including two children, were killed, and over a thousand people were injured, by settlers or by security forces in incidents related to the settlements. These settlements must be dismantled immediately.

Instead of opening a loophole for these goods to come into the EU market with preferential access, in reality the door to the EU market should be shut altogether.

4-058-000

Bastiaan Belder, *namens de EFD-Fractie*. – Voorzitter, deze nieuwe conventie betekent een belangrijke vereenvoudiging van de bestaande verschillende bepalingen. Dat is een goede zaak. Het kan een stimulans zijn voor de handel, de economische groei, de armoedebestrijding en de sociale, commerciële en economische integratie tussen de zuidelijke mediterrane landen. Dit dossier is door de Commissie bestempeld als een prioriteit binnen het reactiekader op de zogenaamde Arabische lente. Met de huidige ontwikkelingen lijkt het er niet op dat democratie een vanzelfsprekend gevolg is van deze opstanden. Laat ons handelsbeleid derhalve niet naïef zijn.

Hoewel ik mijn stem uitspreek voor deze nieuwe pan-Euromediterrane conventie, wil ik mijn afkeuring uitspreken over de begeleidende resolutie. 10 van de 19 overwegingen en 8 van de 20 paragrafen zijn gewijd aan de vermeende gebrekkige werking van de uitvoeringsregeling van Protocol 4 bij de Associatieovereenkomst tussen de EU en Israël. Dit lijkt me niet alleen buitenproportioneel, maar ook tegenstrijdig met de verklaringen van DG TAXUD afgelopen jaar dat deze overeenkomst naar tevredenheid wordt geïmplementeerd.

4-059-000

Andreas Mölzer (NI). - Herr Präsident, Herr Kommissar! Bei der Verwaltung des derzeitigen Netzwerks bilateraler Protokolle über Ursprungsregeln zwischen den Ländern bzw. Gebieten der Paneuropa-Mittelmeerzone gibt es bekanntlich Schwierigkeiten. Wenn diese nun geändert werden, ist meines Erachtens darauf zu achten, dass die regionalen Einkommen nicht eine ungünstigere Situation herbeiführen als nach den früheren Freihandelsabkommen. Schließlich soll diese Strategie den freien Warenverkehr zwischen der EU und den Partnerländern in diesem Raum gewährleisten bzw. vorantreiben.

Grundsätzlich muss in der Paneuropa-Mittelmeerzone beim diagonalen Handel das Verbot der Zollrückvergütung beachtet werden. Das ist ja etwa im Falle der Palästinensischen Behörde für das Westjordanland und den Gazastreifen nicht ganz unproblematisch. Immerhin gibt es in dieser Region immer wieder Streitigkeiten über den tatsächlichen Ursprung von Waren. Gerade angesichts der derzeitigen Überarbeitung wäre es wünschenswert, wenn sich die EU verstärkt mit dieser Problematik befasst. Hinsichtlich der Pan-Europa-Mittelmeerpräferenzursprungsregeln ist nach Neuerungen zu suchen, die dem Missbrauch effizient Einhalt gebieten.

4-060-000

Gianluca Susta (S&D). - Signor Presidente, non sfugge a nessuno l'importanza politica della Convenzione oggi in discussione. L'Unione europea è una realtà consolidata: ma un ulteriore processo di integrazione nel vecchio continente e tra il vecchio continente e il resto del mondo che sta ai suoi confini è una condizione indispensabile per rafforzare questa regione nei nuovi equilibri mondiali.

Ancora una volta, una moderna disciplina delle relazioni commerciali può rappresentare un punto alto di mediazione tra coloro che credono che l'Europa debba principalmente avere una vocazione atlantica e chi invece crede che nuovi equilibri nel Mediterraneo siano essenziali nella costruzione dell'Europa democratica del futuro.

Questa Convenzione riunisce in una più apprezzabile logica multilaterale, ancorché interregionale, tutte le differenti posizioni attualmente in vigore riguardanti l'origine delle merci scambiate con i paesi partecipanti al processo di Barcellona, con gli Stati dell'EFTA, con le Isole Fær Øer e con tutti gli Stati partecipanti al processo di associazione e stabilizzazione del Blocco balcanico.

Grazie a tale strumento giuridico, sarà più facile in futuro ricorrere al sistema paneuromediterraneo del cumulo dell'origine e accordare, dunque, un trattamento preferenziale alle tariffe doganali per le merci mediterranee, anche se va lamentata l'assenza di una clausola di revisione e di disposizioni unitarie per il regolamento delle controversie. Proprio per questo, la Convenzione può rappresentare un tassello importante per riprendere efficacemente il processo iniziato a Barcellona quasi vent'anni fa e a cui fanno riferimento iniziative più o meno convinte, più o meno efficaci, ma non certo poco importanti, quali l'Unione per il Mediterraneo, la *roadmap* commerciale decisa proprio nel quadro di tale processo.

Un obiettivo ambizioso, il nostro, oggi rallentato a causa degli squilibri ancora troppo forti tra le due sponde del *Mare nostrum*, per l'instabilità politica che ancora attraversa il Medio Oriente – che deve vedere un maggiore sforzo dell'Unione europea per spingere Israele a rispettare gli accordi internazionali relativi ai Territori occupati – e per le incertezze del processo di evoluzione della Primavera araba in Nordafrica, tutte grandi questioni ancora aperte, che richiedono una più forte iniziativa politica e diplomatica dell'Unione europea.

4-061-000

Alexandra Thein (ALDE). - Herr Präsident! Ich begrüße es, dass als Reaktion auf den Arabischen Frühling eine Handelsöffnung hin zu einer Europa-Mittelmeer-Freihandelszone erfolgen soll und die über 100 bilateralen Protokolle in einem einzigen regionalen Übereinkommen zusammengefasst werden.

Ich möchte aber Ihre Aufmerksamkeit auf den kritischsten Punkt lenken, nämlich die Produkte, die angeblich aus dem Staat Israel stammen. Das 1995 unterzeichnete Assoziierungsabkommen der EU mit Israel weist erhebliche Mängel in seiner Umsetzung auf. Wir alle wissen das in diesem Haus. In einer schriftlichen Anfrage an die Kommission habe ich unlängst genau diese Mängel angeprangert. Wir wissen aus verschiedenen Quellen, unter anderem auch von unseren Zollbehörden, dass israelische Siedler in den besetzten palästinensischen Gebieten produzierte Waren, unter anderem Obst und Gemüse, vorsätzlich falsch etikettieren und mit gefälschten Ursprungszertifikaten versehen, welche die Produkte als angeblich aus Israel stammend deklarieren. Dadurch soll diesen Produkten der Zugang zu präferenziellen Bedingungen zum EU-Binnenmarkt verschafft werden, unter anderem zu niedrigen Steuern.

Es darf nicht dazu kommen, dass dieses neue Abkommen auch dazu missbraucht wird, diese bisherige, illegale Praxis weiter auszuweiten. Herr Kommissar Barnier, ich halte es für extrem wichtig, dass besagte Liste mit den Ursprungsbezeichnungen der verschiedenen palästinensischen Dörfer und Städte veröffentlicht wird. Wir sind in unserer Delegation schon lange der Auffassung, dass nicht die Verheimlichung dieser Liste, sondern deren Veröffentlichung zu größerer Klarheit und Transparenz und zur Einschränkung des Missbrauchs beitragen wird.

4-062-000

George Sabin Cutaş (S&D). - Evenimentele din vecinătatea sudică a Uniunii Europene au condus la o regândire a relațiilor politice și comerciale cu statele din zona Mediteranei. Un prim pas în acest sens a fost conștientizarea că principiul condiționalității realizării de reforme democratice, pilon al politicii europene de vecinătate, a reprezentat mai mult un concept decât un stimulent real pentru înfăptuirea acestora.

În prezent, avem datoria de a sprijini aspirațiile democratice ale cetățenilor acestor țări. O mai mare integrare economică și comercială poate să contribuie la îndeplinirea acestui obiectiv. De aceea, consider necesară încheierea convenției regionale unice în domeniul regulilor de origine preferențiale paneuromediteraneene. Împărtășesc convingerea raportorului că aceasta va facilita comerțul dintre aceste țări în curs de dezvoltare, contribuind, astfel, la reducerea gradului de sărăcie, precum și la creșterea și diversificarea economică. Trecerea la sistemul euro-mediteranean privind cumulul de origine, compus din peste o sută de protocoale bilaterale, la un instrument unic regional va reduce din complexitatea actualelor relații comerciale. Trebuie menționat, de asemenea, că această modificare nu privește doar statele din vecinătatea sudică, ci și statele din Balcanii de Vest sau din Asociația Europeană a Liberului Schimb. Astfel de state, cu o economie fragilă, precum Albania, Bosnia și Herțegovina, Serbia sau Muntenegru pot beneficia de avantajul unui sistem integrat pentru regulile de origine.

4-063-000

Ryszard Czarnecki, *w imieniu grupy ECR.* – Panie Przewodniczący! Pojawił się tutaj apel, aby Komisja Europejska pracowała szybko. Wydaje mi się, że wyznacznikiem pracy instytucji unijnych nie powinno być szybkie tempo, ale dobry efekt. Inaczej wyjdzie taki bubel jak w przypadku ACTA. Przestrzegalbym przed tym – to po pierwsze.

Po drugie, już z tej debaty, z uważnej lektury tego dokumentu wynika wyraźnie, że nie jest to biało-czarny film, że są poważne wątpliwości i kontrowersje, zgłaszane zresztą przez moich przedmówców z różnych stron dotyczące różnych spraw. Wydaje się więc, że nie jest to taka prosta i oczywista sprawa. Wreszcie kolejna rzecz: mówiąc o wolnym rynku, należy pamiętać, że jest on czymś zupełnie innym niż pewne decyzje polityczne, o czym również była tutaj mowa. Musimy się zdecydować, czy podejmujemy pewne decyzje ze względu na zwiększenie wymiany handlowej, sprecyzowanie reguł wymiany handlowej, czy też podejmujemy decyzje stricte polityczne, które mają w ten czy inny sposób wesprzeć w mniejszym lub większym stopniu tego potrzebujących sąsiadów Unii Europejskiej.

Zgadzam się z całą pewnością z tym, że musimy bardzo precyzyjnie i szczegółowo, ponieważ – jak mówi stare przysłowie – diabeł siedzi w szczegółach, określić takie kwestie jak dopłaty dla eksporterów, zagadnienie kontroli celnych, żeby były one realne oraz sprecyzować definicję towarów oryginalnych.

4-064-000

Procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra («catch the eye»)

4-065-000

João Ferreira (GUE/NGL). - Esta convenção não pode ser desligada da conceção e do papel atribuído ao comércio internacional pela União Europeia. Ela não pode ser desligada de uma visão do comércio internacional orientado para a competição e não para a complementaridade. Dos estafados dogmas do livre comércio, dos fastidiosos e repetitivos

enunciados das mil maravilhas que garantem que nos traz, e que a realidade teima em contrariar. Retóricas primaveris à parte. O que aqui está em causa é o mesmo de sempre, o negócio. É alargar e consolidar uma área de comércio livre e desregulado. Assim é agora, tal como o foi antes, com as *ditaduras amigas* com as quais se celebraram os acordos de associação. O balanço é sempre o mesmo. Ganham multinacionais e grandes grupos económicos, perdem os pequenos produtores, os trabalhadores, os povos. É o protecionismo dos ricos e poderosos a que sempre conduz a ausência de regras.

Queremos também aqui deixar uma nota relativamente a Israel e à inaceitável inexistência de mecanismos que inviabilizem a utilização de preferências comerciais por parte deste país para produtos com origem nos colonatos, nos territórios palestinianos ilegalmente ocupados. Impõe-se que a Comissão tome medidas urgentes para alterar esta situação.

4-066-000

(Fin del procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra («catch the eye»))

4-067-000

Michel Barnier, *membre de la Commission*. – Monsieur le Président, je remercie chacun d'entre vous d'avoir largement contribué à ce débat et je voudrais maintenant, au nom de mon collègue Šemeta, vous apporter quelques éléments de réponses et d'abord remercier Mme Saïfi et Mme Gomes, M. Susta, M. Cutaş, d'avoir notamment rappelé que, avec cette convention, nous sommes convaincus qu'un message fort est envoyé de la part de l'Union européenne à tous ses partenaires.

Monsieur Ferreira, il ne s'agit pas de rhétorique comme vous l'avez dit tout à l'heure. Cela va bien au-delà de la rhétorique. Malgré la crise économique que nous affrontons, nous sommes résolus à rapprocher concrètement nos économies par ces échanges maîtrisés avec nos partenaires méditerranéens et d'autres encore.

Pour nous, et pour tous les partenaires paneuromed, nous avons un intérêt commun à voir s'installer des sociétés démocratiques, stables, pacifiques, prospères au sud de la Méditerranée. M. Leichtfried, tout à l'heure, a très bien dit en quels points le commerce pouvait être utile puisque ces pays ont besoin de travailler, ont besoin de prospérer, ont besoin de se développer, pas seulement pour eux-mêmes. Il ne s'agit pas d'économie en autarcie, il s'agit d'économie ouverte, des produits agricoles, des produits manufacturés, des échanges touristiques, qui permettent le progrès économique.

M. Leichtfried a bien rappelé aussi que c'est comme cela que l'Union européenne est née il y a maintenant près de soixante ans, par une volonté entre nous européens de vivre ensemble, une envie de vivre ensemble mais pas seulement, un intérêt, un besoin d'être ensemble par l'économie, le commerce et les échanges. C'est aussi ce que j'évoquais tout à l'heure comme une perspective de marché commun entre les pays, notamment du Maghreb arabe, avec lesquels nous pourrions ainsi, de marché commun à marché unique, établir probablement plus facilement un partenariat.

Mesdames et Messieurs les députés, une fois cette convention adoptée, j'espère rapidement – M. Rinaldi l'a souhaité –, elle devrait faciliter la révision des règles d'origine préférentielles paneuromed. Cette révision est attendue depuis plusieurs années par tous nos partenaires de la zone, elle est donc désormais une priorité et elle doit être conclue pour produire ses effets.

Je voudrais confirmer à Mme Ana Gomes, à M. Rinaldi, à M. Murphy ou à Mme Thein que, s'agissant des produits des colonies – je l'ai dit très précisément dans ma première intervention –, la préférence tarifaire leur sera refusée grâce, précisément, à l'arrangement technique et, Madame Thein, les vérifications doivent se faire à partir des codes postaux. C'est une responsabilité partagée entre les importateurs et les services des douanes.

J'ai bien noté également – je le dis à Madame Tokia Saïfi – sa suggestion d'une traduction en arabe. Si j'ai bien compris, il s'agit des guides des pays tiers sur les règles d'origine. Je ne sais pas si c'est à l'Union européenne de faire cette traduction ou aux pays concernés, en tout cas, je trouve que c'est une bonne suggestion. Les services de M. Šemeta l'examineront pour voir qui peut faire cela le plus efficacement possible. En tout cas, toutes ces traductions, pas seulement entre nous mais avec les autres aussi et dans leur langue, sont une manière de faciliter la coopération et le dialogue.

M. Leichtfried, tout à l'heure, a évoqué la question du règlement des différends et son bon fonctionnement. En effet, nous avons besoin d'une procédure pour le règlement des différends chez nous comme dans nos relations avec les pays tiers. C'est utile au niveau bilatéral d'abord, et principalement. Pour faire face à cette question du règlement des différends au niveau bilatéral, nous pouvons nous appuyer sur les règles qui figurent dans l'appendice. S'il s'agit éventuellement du règlement des différends au niveau plurilatéral, c'est donc à la convention elle-même, à son chapeau qu'il faudra faire référence.

M. Rinaldi a évoqué la simplification des règles d'origine. Oui, nous devons aller dans ce sens, et la convention est précisément l'outil qui peut permettre d'arriver à cette simplification.

M. Mølzer a évoqué, à juste titre, les abus auxquels il faut mettre fin. C'est, me semble-t-il, la responsabilité des États membres que d'agir pour mettre fin à un certain nombre d'abus et notre sentiment, notre analyse, Monsieur Mølzer, c'est que les États membres remplissent correctement cette responsabilité.

Voilà, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, ce que je pouvais dire en répondant aux questions qui ont été posées, sur les points qui ont été évoqués.

Je voudrais remercier l'auteur de cette question et le rapporteur de leur intervention et dire en écho, aux propos de M. Czarnecki, qui évoquait des doutes, que j'espère que ce débat et les explications que j'ai données au nom de M. Šemeta auront permis de lever un certain nombre de doutes et de questions ou de réserves sur la mise en œuvre de cette convention qui doit maintenant, avec vous et grâce à vous, intervenir rapidement.

4-068-000

Emilio Menéndez del Valle, *Ponente*. – Señor Presidente, gracias por esa amabilidad con el tiempo de palabra. Creo que no voy a necesitarlo, porque los argumentos están ya suficientemente explicitados y los temas están claramente encima de la mesa.

Sobre todo, y antes de nada, quisiera concluir este debate felicitando a todos los grupos parlamentarios por su excelente colaboración en este informe y, en particular, por el gran consenso que hemos logrado en este tema.

Señor Comisario, permítame comentar algo sobre el tema de los códigos postales que ha mencionado usted. Creo que puedo afirmar que hay fuentes de la propia Comisión que dudan de la fiabilidad del listado de códigos postales y, en cualquier caso, ese sistema de

códigos postales no reduciría sensiblemente la carga sobre las aduanas europeas. Creo que este es un detalle que debe tenerse en cuenta.

Pero, en fin, estoy absolutamente de acuerdo con usted —cómo no— en lo que ha dicho en su intervención inicial de que el problema relativo al tema del abandono de la pobreza y el crecimiento económico y social radica en gran parte en la integración del propio sur, en la cooperación y en la colaboración entre sur y sur. Ese sería el marco general de referencia para este tema.

Para terminar, ante la manifestación que ha hecho usted de que la Comisión no contempla modificar el actual acuerdo técnico entre la Unión Europea e Israel, quisiera decirle un par de cosas: una, que, al menos, la Comisión, dado que no pretende modificar ese acuerdo técnico, se esfuerce en garantizar que el cumplimiento de tal acuerdo técnico es estricto, que se ajusta a los términos que efectivamente contiene el acuerdo en cuestión; y la segunda, que, en cualquier caso, la Comisión —no solamente el Comisario Barnier— tenga en cuenta que la postura que el señor Vital Moreira y yo hemos defendido en esta sesión y venimos defendiendo insistentemente desde la Comisión de Comercio Internacional es la postura mayoritaria del Parlamento Europeo.

Muchas gracias por haber contribuido eficaz y brillantemente a este debate, señor Comisario. Muchas gracias, señor Presidente, por su actividad en esta Cámara, por haber aclarado —aprovecho ahora el tiempo que me ha concedido— que, efectivamente, los diputados deben esforzarse en no hablar demasiado deprisa, porque, de lo contrario, la eficacia de este cambio de impresiones efectivamente decae al no poder la interpretación cumplir su deber.

4-069-000

El Presidente. – Para cerrar el debate se ha presentado una propuesta de resolución de conformidad con el apartado 5 del artículo 115 del Reglamento ⁽¹⁾.

Se cierra el debate.

La votación tendrá lugar hoy a las 12.00 horas.

Declaraciones por escrito (artículo 149 del Reglamento)

4-069-500

Emer Costello (S&D), in writing. – I welcome this new Convention which now provides one single and simplified instrument for pan-Euro-Mediterranean preferential rules of origin. It is aimed at aiding the process towards democracy unleashed by the Arab Spring. However, a very serious problem exists whereby products manufactured by Israeli producers in the Occupied Palestinian Territories (OPT) are exported under the terms of the EU-Israel Association Agreement. The EU's position is clear; the European Council has concluded that settlements are illegal under international law, constitute an obstacle to peace and threaten to make a two-state solution impossible. Indeed, the European Court of Justice (ECJ) has specifically ruled in the Brita Case that that the application of the EU-Israel Association Agreement to goods manufactured in Palestine is illegal. Moreover, the EU Heads of Mission have reportedly recently recommended in their report that products manufactured in settlements should not benefit from preferential treatment under the

(1) Cf. Acta.

EU-Israel Association Agreement. The Commission must revise and upgrade the EU-Israel Technical Arrangement to a legally-binding agreement which ensures that the new Convention does not perpetuate or create a situation which facilitates or encourages the abuse of the rules of origin.

4-069-750

Vincent Peillon (S&D), *par écrit*. – Les objectifs que poursuit cette convention régionale - remplacement de plus de 100 textes bilatéraux par un seul, intégration des pays des Balkans occidentaux dans le système paneuroméditerranéen de règles d'origine et facilitation des échanges entre les pays membres - contribuent à l'intégration économique de la région euroméditerranéenne, qui est l'un des principaux objectifs de la politique euroméditerranéenne de l'UE depuis le processus de Barcelone. Par ailleurs, sa conclusion est souhaitée depuis plusieurs années par nos partenaires du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Après les discours qui ont accompagné les révolutions arabes, il est temps de poser des actes. L'adoption de cette convention permettra à l'UE de délivrer un premier message concret d'ouverture commerciale aux pays du Sud de la Méditerranée, qui s'ouvrent enfin à la démocratie. Mais elle ne suffira pas à elle seule à opérer le bouleversement que nous attendons dans les relations commerciales de l'UE avec le Sud de la Méditerranée. Nous devons donc poursuivre nos efforts pour soutenir le développement des échanges Sud-Sud, améliorer la coopération douanière, moderniser les règles d'origine elles-mêmes et, plus globalement, revoir la politique commerciale de l'UE à l'égard de nos partenaires méditerranéens dans le sens d'une meilleure prise en compte de leurs intérêts.

4-070-000

Jarosław Leszek Wałęsa (PPE), *na piśmie*. – Rozpoczęcie w 1995 roku Procesu Barcelońskiego zapoczątkowało budowę wzajemnej współpracy w obszarze Morza Śródziemnego w zakresie: polityki i bezpieczeństwa, ekonomii i finansów oraz partnerstwa społecznego, kulturalnego i humanitarnego. Kontynuacją działalności na tych trzech płaszczyznach było stworzenie w 2008 roku Unii na Rzecz Regionu Morza Śródziemnego, co docelowo ma zostać uwieńczone między innymi stworzeniem Euro-Śródziemnomorskiej strefy wolnego handlu. Znaczącym krokiem naprzód w zakresie rozwoju gospodarczego regionu będzie wprowadzenie preferencyjnych oraz ujednoczonych reguł pochodzenia, które w szczególności pozwalają na diagonalną kumulację, co pozwala dodatkowo wspierać towary wyprodukowane w różnych krajach regionu. Ma to szczególne znaczenie w sytuacji, gdy sygnatariuszami konwencji mają być 42 państwa. Równocześnie wprowadzenie jednolitych zasad pozwoli na znaczne uproszczenie prowadzenia działalności handlowej i w konsekwencji wzrost aktywności gospodarczej. Prowadzi to również do zaciśnięcia współpracy, poprawy stabilności i bezpieczeństwa oraz wspólnego rozwoju na zasadach partnerstwa, co stanowiło fundament Procesu Barcelońskiego oraz co jest w dalszym ciągu jego celem.

4-071-000

VORSITZ: OTHMAR KARAS*Vizepräsident***7. Zukunft des Systems für die Überwachung der Umwelt und die Umweltsicherheit (GMES) (Aussprache)**

4-073-000

Der Präsident. – Als nächster Punkt folgt die Aussprache über die Anfrage zur mündlichen Beantwortung an die Kommission von Norbert Glante im Namen des Ausschusses für Industrie, Forschung und Energie zur Zukunft des Systems für die Überwachung der Umwelt und die Umweltsicherheit (GMES) (O-000325/2011) – (B7-0027/2012) (2012/2509(RSP)).

4-074-000

Michel Barnier, *membre de la Commission.* – Monsieur le Président, la question que pose M. Glante est importante concernant le programme européen de surveillance de la terre (GMES), qui est l'un des programmes phare de la politique spatiale de l'Union européenne intégré dans notre stratégie Europe 2020.

Je ne rappelle pas toutes les informations essentielles que GMES peut fournir pour l'environnement, la protection de la biodiversité, l'état des océans, la compréhension des moteurs du changement climatique, la réaction face aux catastrophes naturelles, la prévention ou la politique de développement. Ces informations sont nécessaires à chacune des autorités publiques des États membres, parfois aux régions, pour mettre en œuvre toutes ces politiques de réparation, de prévention ou de protection de l'environnement.

Le GMES a bien démontré son efficacité. Je pense à cette catastrophe majeure qui a frappé l'île d'Haïti en janvier 2010. Notre Union, grâce à GMES, à partir d'images satellitaires, a fourni à tous les acteurs internationaux et aux services d'urgence travaillant sur le terrain des cartes de référence sur les dégâts provoqués.

Je dis cela parce que j'ai eu l'occasion de travailler, avant de redevenir commissaire, sur le sujet de la protection civile, et sur l'idée, que ma collègue Kristalina Georgieva soutient, d'une organisation européenne pour une meilleure réponse en matière de protection civile. Dans cette proposition, j'avais moi-même, il y a quatre ans, imaginé de nous appuyer sur les services satellitaires pour apporter une réponse plus efficace de prévention, de réparation, comme nous avons pu le faire lors de la catastrophe majeure d'Haïti.

Par ailleurs, les données des services GMES sont également utilisées pour des simulations de propagation en cas de fuite de pétrole, par exemple à partir du Costa Concordia lors de cette catastrophe récente.

En termes budgétaires, Mesdames et Messieurs les députés, de quoi parlons-nous? Depuis 1998, le financement global pour GMES jusqu'en 2013 par l'Union et l'ESA s'élève à plus de 3,2 milliards d'euros pour la conception et la mise en œuvre initiale des services, ainsi que des infrastructures.

Après 2013, la continuité de ce programme, qui comprendra le déploiement des infrastructures d'observation, le fonctionnement des services et leur maintenance, exigera un budget d'environ 5,8 milliards d'euros pour la période 2014-2020.

Dans une étude récente d'Euroconsult sur l'observation de la Terre par satellite, nous avons noté que, au niveau mondial, des recettes de 2,5 milliards d'euros ont été générées en 2010 sur les services de ventes de données, ce qui signifie que ces recettes sont trois fois plus importantes qu'il y a 10 ans. C'est donc, Mesdames et Messieurs les députés, un marché en forte expansion.

Dans le même temps, une étude de coûts-bénéfices menée pour la Commission considère que le programme GMES devrait générer des bénéfices au moins quatre fois supérieurs aux coûts d'investissement pour la période allant jusqu'en 2030. GMES n'a pas présenté de retards, ni de dépassements de coûts dans le passé et n'est pas susceptible d'en présenter à l'avenir, étant donné qu'il est fondé sur une structure qui permet, si cela est nécessaire, de redéfinir les priorités du contenu des objectifs des différentes composantes pour rester dans la limite des coûts prévus.

La communication de juin 2011 sur le budget pour Europe 2020 a placé GMES en dehors du cadre financier pluriannuel. Conformément au règlement financier, un acte légal, c'est-à-dire ici un règlement, n'est plus nécessaire, puisqu'il n'y a plus d'engagement financier. La communication au Parlement européen et au Conseil, adoptée en novembre 2011, a donc semblé la plus adaptée pour ouvrir un débat avec les autres institutions sur le moyen de garantir le succès à long terme de GMES. Cette communication contient en annexe les éléments qui pourront figurer dans un accord international entre les États membres pour remplacer le règlement qui arrive à expiration à la fin 2013.

Mesdames et Messieurs les députés, GMES reste sans doute un programme important de l'Union. La Commission a considéré que les coûts de GMES ne pouvaient être supportés uniquement par le budget de l'Union, compte tenu des limites qui lui sont imposées. C'est une manière d'assurer la continuité du programme tout en permettant à l'Union de continuer à assurer pleinement ses engagements internationaux. Il faut reconnaître que la structure du budget de l'Union rend difficile le financement de programmes de grande envergure comme GMES, dont la durée d'exécution dépasse très largement celle du cadre financier.

Comme la Commission l'a répété le 30 novembre dans sa communication, elle considère qu'elle est particulièrement attachée au succès de GMES. Si, comme cela est proposé, un fonds GMES est établi par les États membres, alors la Commission présentera, sous forme juridique, une proposition pour sa mise en œuvre. Le calendrier dépend donc de l'établissement du fonds de financement par les États membres, au sein du Conseil.

Des discussions sur GMES ont aussi lieu en ce moment même au sein du Conseil et dans ce cadre, il y a un échange de points de vue sur ce sujet au Conseil compétitivité le 21 février prochain. Le GMES fournira des informations qui permettront de gérer des questions allant du changement climatique à la surveillance des frontières, je viens de le rappeler. Voilà pourquoi je pense que c'est un programme important que nous devons, d'une manière ou d'une autre, avec les États membres, continuer de soutenir.

4-075-000

Norbert Glante, *Verfasser* . – Herr Präsident, Herr Kommissar! Ich bitte um Entschuldigung. Es war etwas viel Betrieb bei den Fahrstühlen in diesem Parlament. Da sollte man einmal über die Vorrangsteuerung beim Hersteller nachdenken. Deswegen kam ich ein bisschen zu spät.

Herr Kommissar, vielen Dank für die Beantwortung der Fragen, die uns auf den Nägeln brennen. Ich glaube – und an manchen Stellen wiederhole ich mich vielleicht, aber ich will

es einfach nur unterstreichen –, das GMES-Programm ist eine der beiden weltraumpolitischen Leitinitiativen der Europäischen Union und von entscheidender Bedeutung für die Erdbeobachtung. Diese wiederum ist ein unentbehrliches Instrument im Kampf gegen den Klimawandel und die Umweltverschmutzung sowie für Katastrophenschutz und Sicherheit, nachhaltige Entwicklung, Mobilität und Krisenbewältigung.

GMES wurde als Programm der Union eingerichtet und wird bis 2013 mit etwa 3,2 Milliarden Euro aus dem Haushalt finanziert. Das Fehlen einer tragfähigen Finanzplanung für die langfristige solide finanzielle Unterstützung würde wahrscheinlich bewirken, dass die Kosten langfristig steigen werden. Das Programm und die damit verbundene Bereitstellung von Daten könnten vorübergehend ausgesetzt oder gar eingestellt werden. Das könnte letztlich bedeuten, dass die bisher getätigten Investitionen vergeblich waren.

Europa könnte seine Unabhängigkeit und seinen technologischen Vorsprung in Bezug auf diese wichtige Weltrauminfrastruktur verlieren. Um was geht es? Es geht um eine Summe von 5,8 Milliarden Euro für den Zeitraum 2014 bis 2020, sicherlich eine sehr große Summe, aber dahinter steht auch ein hoher volkswirtschaftlicher Nutzen. Trotz der derzeitigen angespannten Haushaltslage vieler Mitgliedstaaten muss GMES in den Haushalt und über die Finanzielle Vorausschau ausreichend finanziert werden.

Sie, Herr Kommissar Barnier, haben uns vor kurzem einen Brief geschrieben. Ich darf daraus zitieren: „Europa darf sich nicht mit defensiven Antworten auf die Krise begnügen – so wichtig dies auch sein mag –, Europa muss seinen Bürgerinnen und Bürgern darüber hinaus auch eine Perspektive für neues Wachstum eröffnen!“ Man könnte es allerdings auch sehr deutlich formulieren. Man kann sich auch kaputtsparen. Das gilt in anderem Zusammenhang für ein wichtiges Mitgliedsland innerhalb der Europäischen Union.

Sollte GMES in der Zukunft intergouvernemental ohne Mitsprache des Parlaments außerhalb des Haushalts behandelt werden, so wäre die Europäische Weltraumstrategie meines Erachtens schon vor ihrem Start gescheitert. Deshalb fordern wir einen legislativen Vorschlag der Kommission zur langfristigen Verwaltung, Finanzierung und Durchführung von GMES und die Einbettung des Budgets in die mittelfristige Finanzplanung.

Die dänische Präsidentschaft hatte Schlussfolgerungen für den Wettbewerbsrat am 21. Februar angekündigt und wieder abgesagt, weil es dafür keine Mehrheit im Rat gibt. Auch wird von einigen Mitgliedstaaten – das wundert mich besonders – bezweifelt, dass die Ratsarbeitsgruppe Weltraum dafür zuständig sein soll. Inzwischen gibt es leider aufgrund dieser Entwicklung im Rat zwei Lager. Ein Lager, eine Gruppe von Mitgliedstaaten, die GMES über den Haushalt finanzieren, hat ihnen auch Briefe geschrieben. Eine zweite Gruppe will dem Vorschlag der Kommission folgen. Sollte sich diese Entwicklung fortsetzen, befürchte ich, dass GMES scheitern könnte und so eine große Chance vertan wird.

Abgesehen davon, dass viele Millionen Euro, die bis jetzt in das Programm geflossen sind, dann umsonst wären. Das größte Risiko ist allerdings, dass wir damit einen Präzedenzfall schaffen und die Mitgliedstaaten sich damit außerhalb des Vertrages von Lissabon betätigen. Ich dachte, diese Zeit hätten wir hinter uns. Ich habe drei Forderungen.

Erstens: Ich hoffe, dass wir als Europäisches Parlament gemeinsam mutig genug sind, die großen Projekte der EU, zum Beispiel GMES, aber auch Galileo oder ITER weiter über den

Haushalt zu finanzieren und dafür eigene Haushaltszeilen mit ausreichenden Reserven einzurichten.

Zweitens: Ich hoffe und verlange, dass die Kommission schnellstmöglich diesen legislativen Vorschlag vorlegt.

Drittens: Ich appelliere an den Rat, sich zu einer vernünftigen ausreichenden Finanzierung innerhalb des Haushalts durchzuringen und sich dafür zu entscheiden.

4-076-000

Rachida Dati, *au nom du groupe PPE*. – Monsieur le Président, je tiens à m'associer aux propos énoncés précédemment par mon collègue Glante. Mais sur l'avenir de GMES aujourd'hui, il est vrai que nous n'avons pas trouvé de terrain d'entente.

Ce qui est en jeu va bien au-delà de GMES. C'est une réelle ambition de garantir aussi notre croissance, bien au-delà des aspects qu'a rappelés mon collègue Glante, que ce soit les aspects technologiques, mais aussi les aspects environnementaux. C'est aussi une Europe des projets que nous réclamons tant et finalement que M. le commissaire Barnier a tant promue, y compris pendant la campagne des élections européennes.

En voulant exclure GMES du cadre financier pluriannuel et en traînant sur l'adoption d'un nouveau règlement sur sa mise en œuvre après 2014, la Commission jette un doute sur l'avenir de ce programme. Plus grave encore, elle jette un sérieux doute sur sa capacité à assumer finalement des projets extrêmement ambitieux.

Je le dis à M. Barroso – pardon Monsieur le commissaire Barnier –, pour une fois, qu'il fasse un peu preuve de courage et d'initiative, notamment sur ce projet! En effet, je trouve qu'au cours de ce mandat, il fait très rarement preuve de courage et d'initiative et je le dis très clairement. Mobilisez-vous pour ce projet si indispensable à notre compétitivité et aussi pour favoriser l'emploi. En ce moment, on en a vraiment besoin.

Vous le savez, au Parlement européen, nous sommes très mobilisés. Nous avons signé une lettre en septembre adressée à M. Barroso. Nous avons adopté le rapport sur la stratégie spatiale de l'Union européenne, rappelé précédemment par M. Glante, qui vous demandait très clairement de ne pas renoncer au financement GMES.

Aujourd'hui, par cette question orale, par cette résolution, nous récidivons. Que M. Barroso entende notre message, qu'il entende les messages des élus directement choisis par les citoyens européens. Que l'Union européenne n'abandonne pas aux États un projet qu'elle a elle-même initié et qu'elle a jusqu'ici financé.

En conclusion, je m'associe à toutes les demandes précédemment formulées par mon collègue Glante.

4-077-000

Silvia-Adriana Țicău, *în numele grupului S&D*. – Regulamentul nr. 911/2010 privind Programul european de monitorizare a Pământului (GMES) și exploatarea sa inițială, pe perioada 2011-2013, expiră în 2013 și, din păcate, Comisia nu a venit cu o nouă propunere de regulament. GMES prezintă un potențial enorm în ceea ce privește creșterea economică și crearea de locuri de muncă, datorită dezvoltării unor servicii inovatoare. GMES oferă informații cruciale pentru gestionarea mediului în mod sustenabil, îmbunătățirea protecției biodiversității, monitorizarea și prognozarea situației oceanelor, precum și a compoziției

atmosferei, înțelegerea factorilor determinanți și a efectelor schimbărilor climatice, abordarea catastrofelor naturale sau a celor provocate de om, sprijinirea politicilor de dezvoltare și consolidarea securității cetățenilor europeni.

Componenta de servicii a GMES asigură accesul la informații în sprijinul următoarelor domenii: monitorizarea atmosferei, monitorizarea schimbărilor climatice, în sprijinul politicilor de adaptare și atenuare, gestionarea situațiilor de urgență, monitorizarea terenului, monitorizarea mediului marin, securitate. Printre aplicațiile și serviciile GMES se numără: monitorizarea din spațiu a calității aerului, monitorizarea dezvoltării algelor toxice, pregătirea reacțiilor la dezastre pe baza datelor spațiale, creșterea siguranței transportului maritim în regiunile arctice, cuantificarea energiei solare primite de Pământ, urmărirea prin satelit a navelor piratate, monitorizarea erupțiilor vulcanice și a efectelor acestora asupra transportului aerian.

Pe 9 februarie, Agenția Spațială Europeană a semnat contracte pentru lansarea, în 2013, a doi noi sateliți: Sentinel 2 și Sentinel 3 din constelația de 5 sateliți ai programului GMES. Reiterăm solicitarea adresată de către Parlament Comisiei în cadrul Rezoluției din 19 ianuarie 2012 referitoare la o strategie spațială a Uniunii Europene în serviciul cetățeanului și solicităm Comisei să finalizeze cadrul legislativ, să clarifice abordarea privind o guvernare efectivă. Solicităm Comisiei includerea GMES în cadrul financiar multianual pentru 2014 – 2020. Atragem atenția că absența unui plan financiar de susținere economică pe termen lung ar putea face inutile investițiile realizate până în prezent.

4-078-000

Fiona Hall, *on behalf of the ALDE Group* . – Mr President, GMES has a vital role to play, particularly in the fight against climate change. It will deliver accurate scientific information about how climate change is affecting the planet, the land, the sea and the air. GMES will therefore be key to Europe's long-term security, so it is crucial to guarantee a stable financial framework for the future development of the programme.

I am deeply concerned about the funding proposal from the Commission putting GMES outside the next Multiannual Financial Framework and making it subject to a voluntary intergovernmental agreement. That is no way to finance a strategic security project, and indeed we know that no intergovernmental agreement has yet been reached. We know that some Member States have indeed expressed objections to paying for GMES from their national budgets, so how will the Commission ensure that enough money is found, given the current national budget constraints?

There is a further principle at stake here. Climate change affects us all in different ways and all EU Member States need access to GMES. It contradicts the principle of open access if those Member States who pay more start demanding better conditions of use. GMES will lose its status as a European Union flagship initiative, and it will lose its independence as well.

So what are the alternatives? If GMES was within the MFF then funding could come from the agriculture budget and the structural funds, as well as from Horizon 2020. Equally, innovative financing mechanisms such as project bonds could be explored, allowing private capital to be leveraged. The decision on how to finance GMES is in the hands of the Commission and the Council, so, Commissioner, will you reconsider this question of how GMES is to be financed?

4-079-000

Jacqueline Foster, *on behalf of the ECR Group* . – Mr President, as Vice-President of the Parliament's Sky and Space Parliamentary Intergroup, I fully support Mr Glante's motion for a resolution on the future of GMES and I echo his comments.

The primary aim of the European Earth Monitoring Programme, GMES, is to provide information services which give access to accurate data and information in the fields of environment and security. In practice this means managing natural resources and biodiversity, observing the state of the oceans, monitoring the chemical composition of our atmosphere and providing essential support in the event of disasters such as tsunamis, famine, oil spills, etc., and very serious accidents. The role of the aid agencies is made infinitely easier when they can pinpoint the areas which need help. This is one of Europe's flagship space initiatives and we should be proud of what it has already achieved and what it can offer to all of us in the future.

With this in mind, I cannot understand why the Commission has indicated that GMES will be funded outside the Multiannual Financial Framework. Member States are already in great difficulty, and I have no confidence that they will come up with the goods. Uncertainty with regard to future funding will be detrimental to hundreds of thousands of people, many high-tech, high-skilled jobs and a supply chain throughout Europe which is growing and developing thanks to the project.

Commissioner, this Parliament has consistently supported the Commission's position on the EU space programme, but you cannot chop and change and expect us to say nothing.

In conclusion, Europe's future in space is of paramount importance, and we as MEPs have a responsibility to ensure that space policy remains high on the agenda. Likewise, the Commission has a responsibility to guarantee effective long-term governance and financial management of key EU space projects. If the Commissioner does not want to listen to me, my colleague, the next speaker Mr Vladimir Remek, was the EU's first astronaut, so maybe the Commissioner will listen to his comments.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 149(8))

4-080-000

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *Întrebare conform procedurii „cartonașului albastru”* . – Aș dori s-o întreb pe doamna Foster dacă consideră că, în cazul în care programul GMES nu va fi finanțat integral din bugetul Uniunii Europene, aceasta ar putea însemna faptul că unele state membre care, de exemplu, nu participă în mod voluntar la finanțarea GMES, dar care ar putea fi afectate de dezastre naturale, nu vor putea avea acces la datele colectate și furnizate de GMES? Aș dori să-mi răspundă doamna Foster la această întrebare.

4-081-000

Jacqueline Foster (ECR), *blue-card answer* . – Mr President, I think I did cover it in my remarks when I said I could not understand why the Commission would remove the type of funding that it already has.

I also did stress that Member States already have huge difficulties, and I could not see them coming forward with additional funding for these products. Ms Țicău is absolutely right because many Member States could find themselves excluded from these huge programmes.

Yes, she is absolutely right, and this is why it is absolutely paramount that the budget stays within the confines of the European Union.

4-082-000

Vladimír Remek, *za skupinu GUE/NGL*. – Vážený pane předsedající, Evropa bohužel nemá mnoho projektů, ve kterých by byla bezkonkurenčně na světové špičce. GMES je právě tím ojedinělým příkladem. Je proto s podivem, že na projekt, o kterém tvrdíme, že je jedním ze základních prvků strategie Evropa 2020, nemáme prostředky ve finančním rámci Unie po roce 2013. I při respektování krizové situace bychom měli být schopni stanovit si priority jak pro EU, tak by to měly zejména chápat členské státy Unie. Suma potřebná pro fungování systému GMES je navíc pozoruhodně nízká ve srovnání s ohromnými náklady, kterými v Evropě látáme bezendné dluhové díry. Pumpováním stovek miliard do nich přitom do značné míry zachraňuje hlavně zisky bank. Unie je přitom často chápána především jako byrokratický sbor úředníků. Na GMES můžeme ukázat, že tomu tak není, že jsme schopni programů pro lepší život obyvatel Unie a navíc mít excelenci, po které toužíme.

4-083-000

Marian-Jean Marinescu (PPE). - Așa cum spunea domnul comisar Barnier, implementarea programului GMES poate genera beneficii mult peste costurile investițiilor, creștere economică și locuri de muncă. Comisia propune ca, din 2013, să finanțeze GMES în afara bugetului Uniunii, dintr-un fond format din contribuțiile financiare ale celor 27 de state membre, în funcție de produsul intern brut al acestora. Acest mod de finanțare este în detrimentul proiectului. Abordarea comunitară este esențială, deoarece va permite sinergii cu gestionarea programului Galileo.

Pe plan internațional, prin eliminarea dimensiunii comunitare, Uniunea pierde credibilitate în fața actorilor internaționali din domeniul industriei spațiale. GMES trebuie să continue să fie finanțat din bugetul Uniunii, pentru a-i asigura dezvoltarea și exploatarea durabilă, pe termen mediu și lung.

Mesajul Consiliului din ianuarie este foarte clar: GMES trebuie să fie finanțat sub MFF, astfel încât să beneficieze de un plan financiar credibil și stabil, care să garanteze că serviciile GMES vor avea același nivel de accesibilitate în fiecare stat membru.

Invit Comisia să nu pună în pericol asigurarea independenței Uniunii și dezvoltarea tehnologiilor spațiale și să vină cât de curând cu o propunere legislativă referitoare la operabilitatea GMES pe termen lung. Programul GMES trebuie pus în aplicare în mod coerent cu politicile Uniunii. Comisia trebuie să producă un plan pe termen lung, referitor la modificări legislative care să promoveze și să impună utilizarea serviciilor oferite, atât de GMES, cât și de Galileo. Acest plan ar fi o indicație extrem de valoroasă pentru activitatea de cercetare, cât și pentru mediul industrial în pregătirea tehnologiilor și produselor care să faciliteze utilizarea respectivelor servicii.

4-084-000

Vittorio Prodi (S&D). - Signor Vicepresidente, signor Commissario, onorevoli colleghi, come sapete mi sono impegnato nella difesa del programma GMES da quando sono approdato al Parlamento e sento ora il bisogno – dopo lettere, interrogazioni orali e scritte, risoluzioni, incontri, dibattiti, audizioni e articoli di giornale – di ricordare a chi sembra

averlo dimenticato, quali siano i vantaggi di questo programma, così come elencati in una pubblicazione edita, fra gli altri, dalla Rete di regioni europee NEREUS.

Ecco alcuni dei settori che l'UE metterà a rischio senza GMES: la qualità dell'aria, il monitoraggio dell'adattamento al cambiamento climatico, la politica comunitaria dell'acqua, il programma Inspire per le informazioni geospaziali, la protezione civile e i servizi d'emergenza, l'agricoltura e le foreste, i servizi per l'ambiente marino, il controllo di attività illegali, la gestione dell'energia e la mappatura urbana. A questi vorrei aggiungere l'appoggio, in particolare ai paesi dell'Africa, a tutta la tecnologia attualmente necessaria per gestire l'ambiente.

Considerata questa lista non esaustiva dei meriti del GMES potrebbe, Commissario Barnier – che sono convinto essere un assertore dei vantaggi di GMES – spiegarci chi e perché non intende far funzionare il programma GMES com'è stato finora? Perché la Commissione si fa scudo dietro decisioni del Consiglio, quando abbiamo la prova che almeno otto grandi paesi hanno chiesto di reinserire il GMES nel QFP? Chi, e perché, insiste nell'adozione di un approccio intergovernativo con un accordo che renderebbe il controllo del Parlamento su uno dei programmi spaziali più importanti molto più difficile, anziché facilitarlo come previsto dal Trattato di Lisbona?

Contiamoci amici del GMES: se la Commissione è d'accordo e sostiene di seguire solo ciò che ordina il Consiglio e se il Consiglio sostanzialmente è d'accordo; se le regioni invocano il GMES a gran voce, è vero che, in questo momento di crisi, il GMES rappresenta uno dei pochi settori in cui i posti di lavoro permangono e la nostra industria europea è ancora competitiva. Il Parlamento ha già espresso più volte il pieno sostegno al GMES.

Commissario Barnier, la prego di dire a coloro che nella Commissione e nei suoi servizi remano contro il GMES che è ora di smetterla. Dobbiamo lavorare per l'Europa e per i suoi giovani al fine di rendere il loro futuro meno disperato.

(L'oratore accetta di rispondere ad una domanda "cartellino blu", conformemente all'articolo 149, paragrafo 8 del regolamento)

4-085-000

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *Întrebare adresată conform procedurii „cartonașului albastru”*. – Aș vrea să-l întreb pe domnul Prodi dacă știe faptul că, prin intermediul GMES, a fost cuantificată mai exact cantitatea de energie solară primită de Pământ? Astfel, GMES a arătat faptul că zonele deșertice primesc într-o zi mai multă energie solară decât întreaga energie consumată de omenire într-un an. Aceasta reprezintă un imens potențial, mai ales în contextul în care energia devine o resursă deficitară. De utilizarea acestei energii ar putea beneficia în primul rând continentul african.

Aș dori să-mi răspundă domnul Prodi la această întrebare.

4-086-000

Vittorio Prodi (S&D), *Risposta a una domanda "cartellino blu"*. – Signor Presidente, è evidente che questo è possibile ed è anche uno dei dati che il GMES può fornire costantemente. In ogni caso, io facevo riferimento all'Africa come a un intero continente, che ha bisogno di questi supporti e il cui costo aggiuntivo risulta per noi esiguo mentre per gli africani possono rappresentare la prospettiva di grande progresso e partecipazione.

4-087-000

Oldřich Vlasák (ECR). - Vážený pane předsedající, považuji za velmi důležité dosáhnout maximálních synergií mezi programy Galileo a GMES, a to s ohledem na stávající evropské kapacity, hospodárnost a efektivnost řízení programů s takto rozsáhlým kosmickým segmentem. Také z těchto důvodů považuji svěřeni řízení programu GMES agentuře GSA za správné.

V oblasti průzkumu vesmíru se musí ale postupovat tak, aby nedošlo k finančnímu ohrožení vlajkových programů Evropské unie. Ohledně financování proto preferuji taková řešení, která zajistí pokračování programu GMES po roce 2013, přičemž se obávám, že řešení pomocí zvláštního fondu by přineslo mnoho otazníků a nejasností. Při jednáních o víceletém finančním rámci proto budu podporovat začlenění programu GMES, ovšem za podmínky minimalizace negativních dopadů na prioritní oblasti, kterými jsou politika soudržnosti a budování dopravní infrastruktury.

4-088-000

Christine De Veyrac (PPE). - Monsieur le Président, le 29 juin dernier, la Commission européenne publiait cette proposition inacceptable de faire financer le programme GMES en dehors du cadre financier pluriannuel.

Huit mois ont passé, huit mois au cours desquels les États membres et le Parlement européen sont montés au créneau pour exprimer leur opposition avec fermeté et demander à la Commission un retour à la raison sur ce dossier. Est-il encore nécessaire – plusieurs d'entre vous l'ont fait – de rappeler que GMES impactera le quotidien de nos concitoyens en leur fournissant des services essentiels? Voilà pourquoi nous nous battons tous pour sa défense et contre la proposition de la Commission.

Ce désengagement financier est peu compréhensible pour l'ensemble des acteurs, alors que vous avez reconnu vous-même, Monsieur le Commissaire, l'exemplarité de ce programme phare. À l'heure actuelle, si l'on veut résumer la position de la Commission, c'est: "Vous souhaitez voir la survie de ce programme, financez-le vous-mêmes.". La Commission doit, aujourd'hui, ouvrir les yeux sur la réalité de la crise. On ne peut pas demander, une fois encore, à nos pays et à nos citoyens de dégager de nouveaux financements.

Monsieur le Commissaire, au nom de la Commission, pourriez-vous aujourd'hui nous exposer les raisons motivant un tel désengagement de l'Union vis-à-vis de ces programmes où l'échelle européenne a une réelle valeur ajoutée? Par ailleurs, je ne veux pas rentrer dans une approche technique mais la Commission pourrait-elle justifier devant nos concitoyens son souhait d'écarter le Parlement européen de ce programme, excluant ainsi tout contrôle démocratique?

Je vous demanderais aujourd'hui d'exprimer une position claire, forte et raisonnée. Nous ne pouvons maintenir cette épée de Damoclès sur l'avenir du programme, c'est l'ensemble des acteurs de ce marché qui retiennent leur souffle. Le dialogue de sourds actuel risque de paralyser le marché, qui implique bon nombre de petites et moyennes entreprises dans nos territoires.

Avec GMES, il s'agit de permettre l'indépendance de l'Union et de préserver l'avantage technologique pour lequel œuvrent nos entreprises depuis des années.

J'espère que la Commission fera d'ici peu une proposition législative incluant GMES dans les prochaines prévisions budgétaires européennes.

4-089-000

Kay Swinburne (ECR). - Mr President, the GMES programme is instrumental in allowing the EU to make real progress in developing a comprehensive space strategy. As others have said, the programme will give the EU the ability to directly monitor the earth and its atmosphere and will assist, when fully functional, in handling emergency management of natural disasters.

The case for past investment through the EU budget was convincing, and I believe that it remains so. The programme has made real progress from purely R&D to an operational stage. We cannot risk putting further development of the programme in jeopardy with a proposed move for it to have to rely on intergovernmental funding.

The current austerity measures being implemented in many Member States would suggest that if this were a discretionary intergovernmental spend, it would not be incurred. In the field of R&D it is critically important that the EU budget is used so that longer-term investments are made today in order to fuel the economic competitiveness and growth of future years. It is one of the few programmes I continue to support, believing that investment at EU level will add value and will contribute to the formulation of sound, scientifically-based policies and, hopefully, generate commercial opportunities as the programme matures.

4-090-000

Salvatore Tatarella (PPE). - Signor Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, la Commissione ha certamente commesso un grave errore e, come si sarà reso conto oggi, il Parlamento la invita, quasi all'unanimità, di ovviare a questo errore. La votazione su questo argomento sarà molto significativa e io mi auguro che la Commissione ne voglia tener conto.

GMES è un programma europeo di grande eccellenza, che non può essere affidato al finanziamento di accordi intergovernativi. Alcuni Stati si sono già espressi per questo cambiamento di rotta. Questo programma è per l'Europa d'importanza fondamentale sul piano politico, strategico e tecnologico. Non possiamo perdere né l'indipendenza né il vantaggio tecnologico acquisito e lasciare lo spazio alle superpotenze statunitense e russa. Si creerebbe inoltre una grave sperequazione fra Stati membri. Bisogna far presto per dare certezza di tempi alla progettazione e agli investimenti.

Parliamo spesso di crescita, innovazione, ricerca scientifica, tecnologie d'avanguardia, investimenti per l'industria e occupazione di qualità. Ebbene, in GMES è racchiuso tutto questo. In questo Parlamento discutiamo spesso di lotta al cambiamento climatico, al degrado ambientale e alla desertificazione; discutiamo altresì di protezione e sicurezza civile, sviluppo sostenibile, mobilità, gestione delle crisi e di aiuto ai paesi in via di sviluppo. Ebbene, GMES è indispensabile per tutto questo.

Un programma lasciato a metà equivale anche a buttare dalla finestra investimenti importanti già eseguiti e in questi tempi, in cui si è riscoperto il valore della disciplina di bilancio, sarebbe molto grave. Se la costruzione europea è democratica, la Commissione deve ascoltare la voce del Parlamento e del Consiglio. Un'ultima considerazione: per massimizzare l'investimento del bilancio comunitario, è possibile coinvolgere l'industria anche in un'operazione di partenariato pubblico-privato.

4-091-000

Amalia Sartori (PPE). - Signor Commissario, credo lei si trovi oggi di fronte a una situazione piuttosto inconsueta: ha davanti a lei un'intera commissione – la commissione ITRE – che, unitamente agli interventi di molti colleghi, le chiedono di fare chiarezza su alcune questioni: si sta discutendo di un grande progetto, uno di quelli che – come Galileo e ITER – qualificano la politica europea, al di là e al di sopra delle singole politiche nazionali; un progetto condiviso in modo trasversale, come avrà notato; un progetto in parte già finanziato e, addirittura, in parte già realizzato.

Di fronte a una simile situazione, sono più che giustificate la preoccupazione e l'amarezza del Parlamento nel rendersi conto che la Commissione sembra – e mi auguro si possa continuare ad usare questo verbo – aver deciso di rinunciare al progetto, trasferendo ad altri – in particolare agli Stati membri, in un momento così difficile – la volontà di proseguire il progetto stesso, sottraendo di fatto a quest'Aula la facoltà di esaminare il nuovo regolamento, com'era stato deciso nel 2010.

Mi auguro che il Commissario Barnier e la Commissione scelgano una strada diversa.

4-092-000

Damien Abad (PPE). - Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers collègues, le programme GMES est un programme unique au monde, qui est symbole d'une Europe de projets de coopération industrielle, celle qui parle à nos concitoyens. GMES, c'est l'innovation, c'est l'emploi, c'est l'industrie et la politique industrielle. Voilà des mots qui devraient nous interpeller dans cette période de crise.

Pourtant, la proposition de la Commission européenne de sortir ce programme du cadre financier de l'Union le menace directement. Et le lancement des satellites sentinelles prévu à partir de 2013 ne peut être garanti dans l'état actuel des choses si l'on n'a aucune visibilité sur les financements qui permettront de faire fonctionner les satellites une fois en orbite.

L'interruption de ce programme, les retards qu'elle induirait conduiraient inéluctablement à des surcoûts industriels et budgétaires conséquents. La continuité d'un tel programme industriel est indispensable pour contenir les coûts et renforcer son efficacité. Alors que nous essayons de réduire aujourd'hui nos dépenses, ce changement de cap dans le programme risque au contraire de les faire exploser.

Dans cette période économique troublée, les nombreux sous-traitants ne peuvent envisager d'investir en l'absence de prévisibilité. GMES doit donc être consolidé et doit, pour ce faire, bénéficier de la pérennité et de la continuité du cadre budgétaire européen.

Dans ce sens, avec mes collègues parlementaires, nous vous demandons de revoir cette proposition pour qu'on fasse de GMES le symbole de la politique industrielle et spatiale en Europe.

4-093-000

„Catch the eye“-Verfahren

4-094-000

Elena Băsescu (PPE). - Doresc să salut inițiativa colegului meu, Glante, de a adresa această întrebare orală. Consider că este nevoie de finanțarea Programului european de monitorizare

a Pământului și după anul 2013. În acest context, subliniez implicarea Agenției Spațiale Europene în dezvoltarea sa.

Componenta pentru situații de urgență SAFER asigură elaborarea hărților de referință la doar șase ore după apelul inițial. Pentru țara mea, acest mecanism s-a dovedit deosebit de util în numeroase situații. Vă dau doar câteva exemple: în iunie 2010, autoritățile române au putut obține o hartă completă a zonelor afectate de inundații grație acestui program. În noiembrie 2011, s-a făcut apel la același mecanism pentru identificarea focarelor de incendiu din apropierea Sibiului. Operațiunea a fost desfășurată cu susținerea Agenției Spațiale Române.

4-095-000

Petru Constantin Luhan (PPE). - Pentru a răspunde provocărilor din ce în ce mai mari la nivel mondial, Europa are nevoie de un sistem propriu de supraveghere a Pământului, bine coordonat și fiabil. Odată operațional, GMES va limita impactul catastrofelor naturale de genul celor din Chile și/sau Haiti. GMES nu poate împiedica aceste catastrofe, dar va putea eficientiza operațiunile de salvare, întrucât imaginile generate de GMES pot identifica regiunile cu probleme.

În cazul României, des afectată de inundații, se poate localiza infrastructura distrusă, iar populația poate fi evacuată și ajutată în mod eficient, prin cadrul acestui sistem. Conform unei analize cost – beneficiu, se preconizează că programul GMES va genera beneficii în valoare de cel puțin două ori costurile investițiilor, până în 2020 și de patru ori costurile, până în 2030. Acest lucru reprezintă un potențial enorm în ceea ce privește creșterea economică și crearea de locuri de muncă datorită dezvoltării unor servicii inovatoare și unor aplicații comerciale în sectorul din aval.

Așadar, consider că acest program merită în continuare sprijin în cadrul programului financiar.

4-096-000

(Ende des „Catch the eye“-Verfahrens)

4-097-000

Michel Barnier, *membre de la Commission* . – Monsieur le Président, j’entendais Madame la présidente Sartori tout à l’heure dire que j’étais dans une position inhabituelle, pas tellement confortable, mais c’est la loi du genre quand on est commissaire, puisque je dois exprimer des convictions et même le faire au nom de mon collègue, M. Tajani, et en mon nom personnel, à la fois sur l’utilité de ce programme et puis expliquer aussi la difficulté budgétaire dans laquelle nous sommes et qui suscite vos critiques et vos remarques.

D’abord, sur le fond, il se trouve que j’ai été ministre de l’environnement dans mon propre pays, comme Mme Dati et Mme De Veyrac le savent bien. Ce sont des sujets qui m’intéressent depuis longtemps, et je suis très engagé sur les questions de protection civile. Donc, Mme Țicău, Mme Hall, Mme Băsescu, M. Luhan, Mme Foster et vous-même, M. Prodi, vous avez eu raison de rappeler l’importance stratégique majeure d’un programme comme GMES pour tout ce qui touche à la prévention, aux bonnes conditions de réparations de certaines catastrophes, à la gestion du changement climatique, à la gestion de l’environnement.

Monsieur Prodi, vous avez bien fait de rappeler que certains pays, parmi les plus fragiles, dont ceux de l’immense continent africain – en ce qui me concerne, j’ai cité la question de

Haïti que je connais assez bien, c'est un pays auquel je suis très attaché après la catastrophe naturelle majeure qu'il a subie – comptent, à coup sûr, parmi les plus favorables et les plus opportuns pour utiliser tous les outils que propose GMES. Il n'y a pas de doute là-dessus. Comme il n'y a pas de doute sur la détermination du vice-président Tajani, au nom duquel je parle, et de la Commission, sur l'engagement au service de grands projets.

Pour tout ce qui touche, Madame de Veyrac, à l'indépendance de l'Europe et à la politique industrielle, j'aimerais bien – je le dis à titre personnel pour l'instant – que nous retrouvions ensemble la même audace que celle des fondateurs de la CECA, du projet GALILEO, que certains ont évoqué, ou GMES en matière de politique industrielle. Je crois que l'Europe doit redevenir une base de production et non pas être simplement un territoire de consommation des produits fabriqués en Chine ou aux États-Unis et j'aurai l'occasion de le redire dans d'autres circonstances. Donc, Monsieur Abad ou Monsieur Tatarella, Mesdames et Messieurs les députés, il n'est pas question d'abandonner ou d'interrompre ce programme qui doit faire l'objet – je reprends les mots de Mme de Veyrac – d'un engagement clair, fort et raisonné. C'est notre ligne.

Cela étant dit – l'importance de ce programme, son caractère stratégique et l'engagement du vice-président Tajani –, nous avons une difficulté budgétaire. Il faut dire les choses telles qu'elles sont. Je le dis à Rachida Dati ou à M. Marinescu, à Mme Swinburne: pourquoi la Commission a-t-elle proposé de financer ce programme important en dehors du cadre financier pluriannuel? Tout simplement en raison de son coût.

En plus de l'effort financier consenti pour GALILEO, dont nous sommes totalement propriétaires, ce choix ne peut être actuellement soutenu uniquement par le budget de l'Union européenne simplement en raison des contraintes budgétaires que nous devons prendre en compte. Le temps nécessaire pour atteindre et maintenir le niveau opérationnel de ce programme dépasse largement la période couverte par le cadre financier. Voilà pourquoi la programmation et la mise en œuvre du programme GMES ne peuvent pas suivre la même logique que celle d'autres programmes de l'Union européenne pour lesquels l'application stricte des règles et des limites du cadre financier reste en vigueur.

J'ai été naturellement sensible à votre appel. Comme vous l'avez demandé, je ferai part au président Barroso et à mon collègue Tajani de votre interpellation et de votre souhait.

J'ai été très sensible, Madame Swinburne, à votre appel vibrant à un financement communautaire. Je voudrais rappeler que ce qui est proposé – je le dis à Mme Hall – pour GMES, c'est de suivre une approche similaire à celle que nous avons déjà engagée pour le Fonds européen de développement, dont notre service juridique a confirmé qu'elle serait complètement légale. À Mme Țicău, comme à Mme Hall, je voudrais dire que la proposition actuelle de la Commission européenne prévoit un fonds qui devrait être alimenté par tous les États membres de l'Union puisque GMES profite de manière équitable à tous les vingt-sept États membres de l'Union.

Je transmettrai donc votre message. Je voudrais dire à M. Prodi qui est toujours très intéressé par ces questions d'environnement et de GMES qu'il est vrai que ces huit États membres que vous avez cités ont, officiellement, dans une lettre à la Commission, demandé de réintroduire GMES dans le cadre financier.

J'observe sans malice, mais pour être objectif, que, parmi ces huit États membres, quelques-uns nous ont également écrit pour demander de contenir le budget européen dans le cadre strict de 1 % du PIB et même de le réduire. Nous avons donc cette difficulté

dans notre dialogue, qui explique que, actuellement, un accord n'a pas été dégagé entre tous les États membres au sein du Conseil. Une décision commune n'a pas pu être prise au Conseil sur la compétitivité et il sera toujours question de ce point prochainement.

Je voudrais également, en conclusion, dire à M. Remek, à M. Marinescu, à M. Abad, qui ont évoqué globalement la politique spatiale, qu'il y a en effet un traitement assez différent entre deux sujets qui font partie de ce grand enjeu spatial: GALILEO et GMES. GALILEO ou EGNOS sont la propriété de l'Union européenne, il était donc logique que nous continuions à en assumer globalement et collectivement le financement. Cela n'est pas le cas pour GMES puisque la phase de développement a été cofinancée par la Commission et que nous n'avons pas la propriété de l'infrastructure.

Je suis conscient que ces réponses ne vous satisferont pas. Elles sont l'objet de cette contradiction que nous avons entre les ambitions industrielles, spatiales, économiques que nous soutenons et les contraintes budgétaires que nous avons à prendre en compte.

En tout cas, Mesdames et messieurs les députés, au nom du vice-président Tajani, je ferai part à mes collègues de votre interpellation, de vos critiques et de votre attente sur ce sujet majeur.

4-098-000

Der Präsident. – Zum Abschluss der Aussprache wurde ein Entschließungsantrag gemäß Artikel 115 Absatz 5 der Geschäftsordnung eingereicht ⁽²⁾.

Die Aussprache ist geschlossen.

Die Abstimmung findet heute um 12.00 Uhr statt.

Schriftliche Erklärungen (Artikel 149)

4-099-000

Pavel Poc (S&D), *písemně*. – Myšlenku zřídit Evropský program monitorování Země (GMES) jsem uvítal jako správnou odpověď Evropské unie na stále se zvyšující potřebu přesných a spolehlivých environmentálních dat obzvláště v souvislosti se změnami klimatu, migrací obyvatelstva a nedostatkem zdrojů a potravin. Mělo by se jednat o technicky nejvyspělejší program na světě v oblasti environmentálního monitoringu, který by pomohl zaručit větší bezpečnost pro evropské občany a kvalitnější systém humanitární pomoci, přispěl by k udržitelnému rozvoji EU a v neposlední řadě by podporoval inovace. Velice mne znepokojuje, že se Evropská komise rozhodla přesunout financování GMES mimo víceletý finanční rámec, a s tímto krokem nesouhlasím. Obávám se, že program GMES tak ztratí svoji evropskou dimenzi a stane se pouhým nástrojem individuálních zájmů. Komise ve svém sdělení o Evropském programu monitorování Země a jeho provozních činnostech počínaje rokem 2014 uvádí, že se zavázala zajistit programu GMES úspěch a v této souvislosti vypracovala toto sdělení, aby určila vhodné řízení a dlouhodobé financování programu od roku 2014. Opravdu doufám, že Komise svůj závazek dodrží.

4-099-500

(Die Sitzung wird kurze Zeit unterbrochen.)

(2) Siehe Protokoll

4-100-000

VORSITZ: MARTIN SCHULZ*Präsident***8. Abstimmungsstunde**

4-102-000

Der Präsident. – Als nächster Punkt folgt die Abstimmungsstunde.*(Abstimmungsergebnisse und sonstige Einzelheiten der Abstimmung: siehe Protokoll)***8.1. Einlagensicherungssysteme (A7-0225/2011 - Peter Simon) (Abstimmung)****8.2. Leitlinien für den Haushaltsplan 2013 - andere Einzelpläne als Kommission (A7-0030/2012 - Derek Vaughan) (Abstimmung)****8.3. Mehrjahresplan für den westlichen Stöckerbestand (B7-0064/2012) (Abstimmung)****8.4. Beitrag der Gemeinsamen Fischereipolitik zur Erzeugung öffentlicher Güter (B7-0065/2012) (Abstimmung)****8.5. Politische Entwicklungen in Ungarn in letzter Zeit (B7-0050/2012) (Abstimmung)**

4-108-000

– Vor der Abstimmung:

4-109-000

Gerard Batten (EFD). - Mr President, I just want to draw your attention to the fact that the first amendment on this report does not seem to have appeared on the *Séance en Direct* website this morning. It would normally appear there where it can easily be seen by all the assistants preparing the voting list.

I am reliably informed that this is the first time this appears to have happened in the experience of our assistants in five years of preparing voting lists. Not all Members may be aware of its existence, and I wish to draw your attention to it. If you vote for this, then the whole of the rest of the motion falls. It is in support of the Hungarians being free to determine their own constitution without pressure from the EU. I would like to say that, but also I would be very grateful if you could conduct an investigation and let us know why it did not appear properly this morning.

4-110-000

Der Präsident. – Herr Batten! Welcher Änderungsantrag 1 zu welchem Entschließungsantrag?

4-111-000

Gerard Batten (EFD). - Mr President, it is the first one. It is the EPP amendment, the first thing that we are voting on.

4-112-000

Der Präsident. – Herr Batten! Sie sprachen von der EntschlieÙung der EVP. Das ist damit klar. Ich rufe also in der Reihenfolge der eingegangenen EntschlieÙungsanträge auf. Das ist der Grund, warum ich zuerst über den EntschlieÙungsantrag der EVP abstimmen lasse.

8.6. Lage in Russland (B7-0052/2012) (Abstimmung)

8.7. Abkommen EU-Marokko zur gegenseitigen Liberalisierung des Handels mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen und Fischereierzeugnissen (B7-0047/2012) (Abstimmung)

4-115-000

– *Vor der Abstimmung über Änderungsantrag 1:*

4-116-000

Cristiana Muscardini (PPE). - Signor Presidente, ho chiesto la possibilità di aggiungere all'emendamento 6, alla fine del paragrafo dopo "Parlamento europeo", la seguente frase "se la valutazione d'impatto dimostrerà difficoltà oggettive nei settori coinvolti nell'accordo, la Commissione dovrà tenerne conto nell'ambito della revisione della PAC;".

Questo per rispondere alle preoccupazioni del settore agricolo.

4-117-000

(Der mündliche Änderungsantrag wird nicht übernommen.)

8.8. Abkommen EU-Marokko zur gegenseitigen Liberalisierung des Handels mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen und Fischereierzeugnissen (A7-0023/2012 - José Bové) (Abstimmung)

4-119-000

– *Vor der Abstimmung:*

4-120-000

José Bové, rapporteur. – Monsieur le Président, chers collègues, je ne serai pas long. Je veux simplement dire que le rapport sur l'accord de libre-échange porte mon nom, et comme il y a eu un vote, dans le cadre de la commission du commerce international, qui était en faveur de l'accord, le rapport continue à porter mon nom jusqu'à présent, et j'appelle à voter contre ce rapport. Ceux qui sont contre cet accord doivent voter non, et pas oui. Je voulais juste le préciser.

4-121-000

– *Nach der Abstimmung:*

4-122-000

José Bové, rapporteur. – Monsieur le Président, au vu du résultat, je me plie à la majorité, et bien évidemment, je retire mon nom.

En tout cas, je veux remercier tous les collègues dans ce Parlement qui ont participé au débat parce qu'il est très important d'avoir tenu pour la première fois un débat sur le commerce international. Nous devons continuer dans ce sens. J'espère que la Commission tiendra compte des débats qui ont eu lieu.

4-123-000

Der Präsident. – Herr Bové hat seinen Namen zurückgezogen. Das verwandelt sich nach den Praktiken des Hauses jetzt also in den Bericht Moreira. Glückwunsch, Herr Moreira!

8.9. Lage in Syrien (B7-0068/2012) (Abstimmung)

8.10. 19. Tagung des Menschenrechtsrates in Genf (B7-0071/2012) (Abstimmung)

4-126-000

– *Vor der Abstimmung über Ziffer 31:*

4-127-000

Cristian Dan Preda (PPE). – Aș vrea să vă propun ca prima parte a paragrafului 29 să fie suprimată:

'Condemns the recent statement by the Japanese Minister of Justice on a possible resumption of the use of death penalty'

– Rațiunea este simplă: în cursul după-amiezii vom vota o rezoluție special consacrată acestei probleme, rezoluția convenită de toate grupurile politice este mult mai nuanțată decât această frază.

4-130-000

(Der mündliche Änderungsantrag wird nicht übernommen.)

8.11. Zugang blinder Menschen zu Büchern (B7-0062/2012) (Abstimmung)

8.12. Regionales Übereinkommen über Pan-Europa-Mittelmeer-Präferenzursprungsregeln (B7-0061/2012) (Abstimmung)

8.13. Regionales Übereinkommen über Pan-Europa-Mittelmeer-Präferenzursprungsregeln (A7-0026/2012 - Emilio Menéndez del Valle) (Abstimmung)

8.14. Zukunft des Systems für die Überwachung der Umwelt und die Umweltsicherheit (GMES) (B7-0063/2012) (Abstimmung)

4-135-000

Der Präsident. – Die Abstimmungsstunde ist geschlossen.

4-136-000

PRZEWODNICZY: JACEK PROTASIEWICZ*Wiceprzewodniczący***9. Wyjaśnienia dotyczące sposobu głosowania**

4-138-000

Ustne wyjaśnienia dotyczące głosowania

4-139-000

Sprawozdanie: Peter Simon (A7-0225/2011)

4-140-000

Iva Zanicchi (PPE). - Signor Presidente, durante la crisi economica e finanziaria è emerso che in Europa i singoli sistemi nazionali di garanzia dei depositi presentavano in diversi casi dei problemi. Oltre a vedere accresciuta la sfiducia dei depositanti, le conseguenze dell'insolvenza di una banca erano a carico dello Stato e, in ultima istanza, dei contribuenti.

Ritengo pertanto giusta l'adozione di misure volte a ottenere una tutela dei depositanti nettamente migliore che, tenendo conto delle differenze dei vari mercati bancari europei, possano stabilire requisiti comuni per tutti i sistemi di garanzia dei depositi, in primo luogo il rispetto del diritto ad essere tutelati fino a 100.000 euro e il termine breve per il pagamento dei depositi in caso di rimborso.

4-141-000

Charles Tannock (ECR). - Mr President, I voted against the report on deposit guarantee schemes. While what the scheme hopes to achieve is clearly desirable for all Member States, it is my view that the measures which have been proposed to reach these aims are neither suitable nor workable in practice.

As a Group, we do not consider it wise to demand that all Member States impose such a high level of pre-funding, especially when our banks are trying to increase capital levels while minimising the withdrawal of credit to consumers. We believe that, rather than imposing a blanket scheme for all Member States, it will be preferable for guarantee schemes and pre-funding levels to be tailored to the needs of the individual Member States, according to their own circumstances.

We feel that the one-size-fits-all proposals that the rapporteur puts forward are actually geared much more towards the banking system of his own country, Germany, than they are towards the EU as a whole. It is this factor, coupled with the insistence on a high level of pre-funding – to be built up over a short period – which led us as a Group, the ECR, to oppose this report.

4-142-000

Daniel Hannan (ECR). - Mr President, the bail-out of the banks will one day be regarded as one of the most scandalous moments of the century. The sums are off the scale. In the United Kingdom we spent GBP 1 trillion. We know where the money came from. We do not know where it is now; we do not know who has got it. What happened in the panicky days in the intermediate aftermath of the collapse of Lehmans was a total loss of nerve. In

their turmoil, politicians the world over turned for advice to the one lot of people who could not give them disinterested counsel, namely bankers. Of course bankers suggested that the banks be bailed out.

Do you know what, if we had asked the bankers whether we should bail out the bakeries I suspect we would have got the same answer, and the bankers might have almost believed it – saying foodstuffs are an absolutely essential commodity, they are not like anything else, and so forth. But that is why we do not ask them; that is why we have representative government.

There has now been this explosion of anger, which has taken the form of the occupying movements. I would just say to anyone protesting in those movements: the one thing you are not complaining about is capitalism. In a capitalist system, bad banks would have been allowed to fail; their profitable operations would have been bought by more successful competitors, shareholders and bondholders would have lost, and taxpayers would not have contributed a penny.

4-143-000

Gay Mitchell (PPE). - Mr President, I understand that the discussions on this are ongoing in COREPER and in the Council and that there is no agreement between the Council and Parliament on this matter yet. As some of these issues are contentious, the four Fine Gael MEPs in the EPP abstained on both the roll-call votes because it is not clear how these contentious matters are to be resolved. I wish that to be a matter of record.

4-144-000

Julie Girling (ECR). - Mr President, I voted against this report. Yes, I agree that we need to focus on banks, but we need to focus on ensuring banks are able to raise their capital requirements and continue lending. We need to be focusing on freeing up capital for growth in Europe.

It may well be the case that some Member States need to take action to support better-funded guarantee schemes, but this proposal is simply not proportionate. The 1.5% is not sensible and not suitable for my Member State, the UK, and therefore unacceptable to my Group. We must stop this ridiculous juggernaut of European financial regulation. Mindless harmonisation is not the answer. It will not solve our problems. It is the action of busy fools, and I really do not look forward to being around when that becomes the accepted wisdom.

4-145-000

Sprawozdanie: Derek Vaughan (A7-0030/2012)

4-146-000

Kay Swinburne (ECR). - Mr President, I welcome this report drawn up by my fellow Welsh colleague Derek Vaughan on the guidelines for the 2013 budget, which covers all EU institutions apart from the Commission. He has established in his own-initiative report the need for the EU to freeze these budgets. However, I would urge him and his colleagues on the Committee on Budgets to be bolder in order to seek a real-terms reduction in the overall EU budget.

With the number of EU Member States implementing harsh austerity measures and unemployment on the rise, standing at 8.9% in my own constituency of Wales, it is only fair that the EU institutions play their part in curbing expenditure. Unnecessary and wasteful excesses need to be identified and reduced and where possible eliminated, including addressing the politically taboo issue of a two-seat parliament. Strasbourg and Brussels symbolise the EU excesses which my constituents believe should stop and this question is covered by Amendment 2, which was carried today. I hope that the formal negotiations on the MFF are also able to be more bold in this regard.

4-147-000

Frank Vanhecke (EFD). - Voorzitter, bij deze richtsnoeren voor de begroting 2013 komen we jammer genoeg niet verder dan een beetje algemeenheden over "verantwoordelijkheid en terughoudendheid op budgettair gebied". Dat is absoluut een totaal onvoldoende. We hadden concrete voorstellen moeten doen om het door deuren en vensters gooien van belastinggeld in alle Europese instellingen te stoppen. 50 miljoen euro investering en 11 miljoen euro jaarlijkse werkingskosten voor een Huis van de Europese geschiedenis, bovenop de 21 miljoen euro die ons Parlementarium, ons bezoekerscentrum, al gekost heeft, dat is niet verdedigbaar. Reizen die tot 26.000 euro per deelnemend parlementslid kosten, dat is niet verdedigbaar. Een luxe filmprijs die geen kat interesseert, maar die jaarlijks 570.000 euro kost, dat is niet verdedigbaar. Subsidies aan de Europese politieke partijen die dit jaar alleen al oplopen tot 30 miljoen euro, dat is niet verdedigbaar. Ik kan nog 100 zulke voorbeelden aanhalen. Dat is een schandaal.

4-148-000

Charles Tannock (ECR). - *(opening of speech missing as microphone not switched on)* ... for the 2013 budget for the institutions other than the Commission. We as a Group welcome the budget freeze that was proposed, to be adopted by the institutions where possible, and are waiting now to see whether this will be an inflationary or a real-terms freeze. We do not believe that the report is yet perfect, but do believe that it will serve as a good starting point for future negotiations. We hope that, following these negotiations, the report will go further to keep the budgets under control, which is what is necessary in this European Union.

4-149-000

Daniel Hannan (ECR). - Mr President, the money has run out! The euro crisis has emptied our treasuries and exhausted our credit; and we are now talking about borrowing unbelievable sums, literally unimaginable sums: hundreds of billions, trillions of euros.

There is nobody from whom to borrow it, so in practice what we are doing is borrowing it from future generations. In other words, the government is going to inflate away this debt through money printing. It has already happened in the US, it has happened in my country, and it is coming next to the European Central Bank.

Inflation is the coward's way to close a budget deficit. Unlike a tax rise or a spending cut for which the government is blamed, inflation is still seen by a number of voters as some kind of natural force, something that governments have to deal with, rather than something they create themselves. But in terms of its overall impact, it is far more damaging to the competitiveness and productivity of an economy.

What I find most bewildering is the way in which people who defend our current levels of spending have appropriated the language of fairness. There is nothing fair about expropriating generations yet to come so that we can sustain our own standard of living.

4-150-000

Anneli Jäätteenmäki (ALDE). - Arvoisa puhemies, kannatan Euroopan parlamentille yhtä istuntopaikkaa. Olen erittäin iloinen, että parlamentti nyt suurella enemmistöllä äänesti yhden istuntopaikan puolesta. Nyt meidän täytyy ryhtyä vakuuttamaan omia hallituksiamme, että Eurooppa-ministerit, ulkoministerit ja pääministerit ottaisivat tämän asian esille Euroopan ministereiden yhteisissä kokouksissa. Olemme kuulleet, että yksikään jäsenvaltio ei ole vuosiin ottanut esille tätä asiaa.

Se, että on kaksi toimipaikkaa, kuitenkin maksaa veronmaksajille 180 miljoonaa euroa, se on paljon rahaa tänä aikana, jolloin pitäisi säästää. 5 000 virkamiestä tulee tänne muutamaksi päiväksi. Tällainen ihmisten ja papereiden liikuttaminen kuluttaa myös ympäristöä. EU:n pitää myös säästää kaikista hallintokuluista.

4-151-000

Julie Girling (ECR). - Mr President, I would like to welcome the vote. I very much welcome the beginning of a debate on the budget – it is about time we started addressing it sensibly. I particularly welcome the carrying of Amendment 2 for the ending of this ridiculous travelling circus that results in our monthly flog here to Strasbourg: something which I would very much like to do without.

The single most frequent question I am asked by my constituents is: Why is the EP not taking seriously the issue of austerity in the way that Member States are having to? The joke is, of course, that some of the Members here think they are. They need to go and have a look at what is happening in places like Greece and see exactly what needs to be done. We need to take a very big slash to our budgets. This place is not an alternative source of funding for pet projects in Member States that are not funded by Member State governments.

4-152-000

Bernd Posselt (PPE). - Herr Präsident! Auch ich bin für nur einen einzigen Sitz des Europäischen Parlaments, nämlich Straßburg. Und warum habe ich trotzdem nicht für Änderungsantrag 2 gestimmt? Weil dieser sachlich falsch ist. Denn wir haben längst einen einzigen Sitz. Im Vertrag steht: Der Sitz des Europäischen Parlaments ist in Straßburg! Und alle Sparmaßnahmen könnten wir selbst vornehmen, ohne den Rat zu fragen. Wir könnten die Mini-Plenarsitzungen in Brüssel abschaffen – große Einsparungen. Wir könnten die Verwaltung von Brüssel hierher verlegen – große Einsparungen. Wir könnten die teuren Gebäude in Brüssel verkaufen und hier viel günstiger investieren – große Einsparungen!

Aber niemand, der diesen Änderungsantrag 2 unterstützt hat, tut das oder will das. Daran sieht man, es geht überhaupt nicht um Sparmaßnahmen. Es geht um Demagogie gegen Straßburg. Straßburg ist die politische Hauptstadt eines politischen und kulturellen Europa und keine Bürokratenmetropole.

4-153-000

Martin Kastler (PPE). - Herr Präsident! Ich kann das nur unterstützen, was mein Vorredner und Kollege Bernd Posselt gesagt hat: Straßburg ist die Hauptstadt Europas, es ist der Sitz des Europäischen Parlaments. Ich schlage vor, dass wir Brüssel schließen, dass wir die

Fahrerei von Brüssel nach Straßburg sein lassen, dass wir endlich hier investieren. Hier gehören uns die Gebäude, in Brüssel gehören sie uns nicht. Hier ist der Sitz des Parlaments.

Da frage ich mich dann schon: Wir haben so viele Besucher jeden Monat hier in Straßburg. Wir erklären ihnen Europa. Warum bauen wir dann in Brüssel ein Parlamentarium, ein Museum für die europäische Geschichte? Das gehört hierher, nach Straßburg! Deswegen habe ich gegen diesen Bericht gestimmt.

4-154-000

Projekty rezolucji B7-0064/2012

4-155-000

Kay Swinburne (ECR). - Mr President, sustainable fishing policy should be at the heart of all EU policy formulation in this area.

The western stock of horse mackerel is of great economic importance to the EU, and so we need to ensure we do not risk depletion of its stocks in our waters. It is important that we develop a strategy based on the latest scientific evidence, which will provide the maximum sustainable yield, whilst keeping in line with the goals of the Common Fisheries Policy.

It is therefore sensible that this strategy is based on a rule of harvest control, looking at trends on where their eggs are abundant so that the sustainable exploitation of stocks can be achieved. It is for these reasons that I supported the joint resolution on a multiannual plan for the western stock of Atlantic horse mackerel.

4-156-000

James Nicholson (ECR). - Mr President, the problems of the common fisheries policy seem to go on and on and never seem to end. As they go on the problems also go on for the fishermen and the people who actually work on shore and depend on the industry.

We have continuing disagreements between scientists and local fishermen as to who is right and who is wrong, and we never seem to be able to get to the end or have any control of it.

The real answer is that we need more regional control in fisheries; we need more regional support to the local areas and less interference from the centre. It is time for common sense. Fish are extremely important to everyone, and whenever something is blocked in Council it must be unblocked at the earliest possible moment.

4-157-000

Charles Tannock (ECR). - Mr President, I too voted in favour of the motion for a resolution on the multiannual plan for the western stock of Atlantic horse mackerel. We believe that it is important that this internal dispute is sorted out as soon as possible, and thus we agree with the oral question asking the Commission and the Council how they intend to solve the institutional deadlock that has presented itself now. Given that the decision taken by the Commission and Council will have a knock-on effect on other multiannual plans that are under discussion at the moment, it is important that it be taken quickly.

We, as a Group, agree with the aim of the report itself and we feel that it is important that the marine biomass of western horse mackerel is maintained at a level that will ensure that it can be exploited in a sustainable way and that will also ensure that it provides the highest possible long-term yield for our consumers.

4-158-000

Julie Girling (ECR). - Mr President, I voted for this resolution because I am committed to restoring and then maintaining fish stocks at the levels that can produce maximum sustainable yields. This is with the aim of achieving the goals for depleted stocks on an urgent basis – and I stress the word ‘urgent’. Where possible, we need to achieve this by 2015.

This definitely needs to be unblocked in Council so that this action can begin. It really throws into complete disrepute all our claims to be able to manage fishing in any kind of coherent and sensible way if we cannot even get the most simple measure passed through Council quickly and efficiently and get on with the work that we are supposed to be doing to restore stocks.

4-159-000

Seán Kelly (PPE). - A Uachtaráin, bhí áthas orm tacaíocht a thabhairt don tuarascáil seo chomh maith agus bhí díospóireacht an-mhaith againn sa Pharlaimint dhá lá ó shin.

Gan dabht ar bith tá fadhb mhór againn – ní hamháin san Eoraip ach ar fud an domhain go léir – mar tá an t-éileamh ar iasc a ithe ag ardú agus, ina lán de na stoic, tá an stoc féin ag ísliú. Dá bhrí sin caithfidimid a bheith an-chúramach, agus feictear é sin sa tuarascáil seo.

Réiteach na faidhbe, tá sé le fáil in *aquaculture* (dobharshaothrú) agus ba mhaith liom go mbeadh i bhfad níos mó béime air sin amach anseo. Tá mo thír féin ag smaoineamh ar dhobharshaothrú a chruthú, agus is maith sin. Ach don chéad MFF (Creat Airgeadais Ilbhliantúil) eile ba chóir dúinn airgead a chur i láthair chun do Bharshaothrú a chur ar bun timpeall na hEorpa ar fad agus cabhróidh sé sin go mór leis an bhfadhb atá againn faoi láthair.

4-160-000

Projekt rezolucji RC-B7-0579/2011

4-161-000

Kay Swinburne (ECR). - Mr President, with the CFP negotiations high on the EU's political agenda, this joint motion for a resolution, on the contribution of the common fisheries policy to the production of public goods, makes some sensible assertions. We need to have a fisheries policy which keeps conservation and sustainability issues in mind, particularly as the current fisheries policy has failed to meet any of its targets.

We also need to look at the contribution the entire sector makes to the local and European economies. The Welsh fishing sector, although small, has a wider community impact, especially through the recreational and tourist sector and the extensive scientific research programmes being carried out around the Welsh coastline. We need, however, to take care when discussing the inclusion of recreational fishing in the CFP reform process, as a symbiotic relationship between fishing and tourism in my constituency should not be

damaged by the inappropriate application of fishery policies to recreational boats. Despite this one reservation I support the overall motion.

4-162-000

James Nicholson (ECR). - Mr President, the common fisheries policy has unfortunately failed the vast majority of fishermen throughout the European Union. It is too cumbersome, too centrally controlled and does not give enough power to the regions.

Global sustainable fishing is for the public good, has always been for the public good and will continue to be for the public good. This is now being minimised because fish are a public good and fishing areas are being isolated. They are all in very isolated areas and they require our most urgent support. So I will call for the blockage to be unblocked and for this problem to be solved, because this is an urgent need for fishermen.

4-163-000

Projekty rezolucji B7-0050/2012, B7-0053/2012, B7-0095/2012

4-164-000

Norica Nicolai (ALDE). - Am votat pentru această rezoluție, pe care o consider importantă, pentru că ea constituie un semnal de alarmă timpurie cu privire la derapajele democratice din Europa și, respectiv, din Ungaria. Cred că actuala criză poate fi soluționată numai cu o coeziune în jurul valorilor care ne-au unit. Standardele democratice, libertatea de exprimare, libertatea presei, libertatea individuală și regulile constituționale sunt vitale pentru viitorul Europei. Această rezoluție salvează Europa, care nu mai poate fi acuzată că utilizează duble standarde în politica drepturilor omului, că se comportă într-un anumit mod cu țările terțe, dar este destul de îngăduitoare în ceea ce privește țările membre. Cred că orice derapaj de la ordinile constituționale și democratice, de la tratatele europene și de la libertățile individuale trebuie sancționat și cred că Ungaria înțelege că acest Parlament este Parlamentul care, în continuare, rămâne gardianul acestor valori.

4-165-000

Michał Tomasz Kamiński (ECR). - Panie Przewodniczący! Dlaczego głosowałem przeciwko rezolucji Parlamentu Europejskiego w sprawie sytuacji na Węgrzech? Otóż jestem zdania, że nasz instytucja, bardzo ważna instytucja, jaką jest Parlament Europejski, powinna niezwykle starannie zastanawiać się nad tym, czy warto ingerować w wewnętrzne sprawy państw członkowskich. Gdyby naprawdę dochodziło do poważnych naruszeń porządku demokratycznego, wtedy powinniśmy zabierać głos.

W moim jednak przekonaniu Parlament Europejski stał się areną wewnętrznej bitwy toczonej na Węgrzech między lewicą a prawicą. Nie chcę rozsądzać – bo nie jest to moją rolą – czy premier Viktor Orbán we wszystkim, co robi, ma rację. Pewnie tak nie jest, bo nie jest święty, natomiast z całą pewnością nasz parlament nie powinien być włączany do wewnętrznych rozgrywek politycznych w poszczególnych krajach. Takie rozgrywki zawsze się toczą, do nich poszczególne demokracje oczywiście mają prawo, ale nie powinno się dewaluować roli Parlamentu Europejskiego, wykorzystując go w takich sporach.

4-166-000

Kristiina Ojuland (ALDE). - Mr President, I voted in favour of the resolution on the recent political developments in Hungary, for the reasons that I already outlined in the

statement that was submitted after the debate. It was pivotal that the situation in Hungary was discussed in the European Parliament. When the core values of the European Union are at stake in any Member State, then it cannot be considered as an internal affair of the country. On the contrary, it then concerns all of us.

The European Parliament has adopted a strong resolution and I expect Mr Orbán to take it into account when making efforts to comply with the recommendations, objections and demands of the European Commission, the Council of Europe and the Venice Commission.

4-167-000

Mitro Repo (S&D). - Arvoisa puhemies, kannatin päätöslauselmaa. Viimeaikainen poliittinen kehitys Unkarissa on erityisen huolestuttavaa. Toisaalta asioihin olisi tullut puuttua jo viime kesänä.

Euroopan unioni perustuu yhteisille eurooppalaisille arvoille. Näiden arvojen ytimessä ovat demokratia, ihmisoikeudet ja oikeusvaltion periaate. Jokaisen EU:n jäsenvaltion on kunnioitettava näitä arvoja ja periaatteita.

Huolenaiheet eivät rajoitu pelkästään niihin seikkoihin, joihin komission aloittama rikkomusmenettely on kohdistettu. Unkarissa on toteutettu myös monia muita kyseenalaisia lainsäädäntömuutoksia. Esimerkiksi kirkkojen rekisteröintiä koskeva laki edellyttää kahden kolmasosan enemmistön hyväksyntää parlamentissa. Näin rajoittava säännös on omiaan loukkaamaan uskonnon- ja omantunnonvapauden periaatetta.

On tärkeää, että myös Unkarissa ymmärretään Euroopan parlamentin huolenaiheet. Me emme saa välittää Unkarin kansalle mielikuvaa, että olisimme heitä vastaan, päinvastoin me haluamme tukea heitä.

4-168-000

Ryszard Czarnecki (ECR). - Panie Przewodniczący! Z całą świadomością głosowałem przeciwko tej rezolucji, ponieważ uważam, że w naszym Parlamencie ma miejsce swoista polityczna nagonka na premiera wybranego (procentowo) olbrzymią ilością głosów. Nie było jeszcze takiej sytuacji po tej stronie Europy, żeby partia zdobyła aż tak duże poparcie. Wydaje mi się, że powinniśmy, mówiąc tyle o demokracji w tej instytucji, szanować demokratyczny werdykt wyborców. Powinniśmy oczywiście oceniać pana premiera Orbana, ale mam wrażenie, że ataki na niego są elementem pewnej gry politycznej. Pan premier Orbán sprząta w tej chwili bałagan, który zostawili socjaliści na Węgrzech. Szkoda, że dzisiaj w ławach socjalistów widzę tylko dwóch posłów. W moim przekonaniu – jako Parlament Europejski – nie powinniśmy uciekać się do takich metod. Powinniśmy grać *fair*. Ta rezolucja jest przykładem gry *unfair*.

4-169-000

Zbigniew Ziobro (EFD). - Dzisiejsze rezolucje w sprawie Węgier stanowią groźny i niebezpieczny precedens, który daje dowód na to, że Parlament Europejski ingeruje w sprawy wewnętrzne suwerennego państwa członkowskiego. Tak być nie powinno. Jeśli to spotkało dziś Węgry, to można spytać, kiedy to się stanie w stosunku do innych krajów. Dlaczego tak się dzieje? Otóż dlatego, że prawicowy konserwatywny rząd premiera Orbána zdecydował się wprowadzić do konstytucji odwołanie do wartości, które są sprzeczne z poprawnością polityczną obowiązującą dziś w Europie: odwołanie do wartości

chrześcijańskich, odwołanie do instytucji małżeństwa jako związku między kobietą a mężczyzną, odwołanie do zasady, że życie ludzkie jest chronione od momentu poczęcia.

O podwójnych standardach i hipokryzji atakujących dziś Węgry socjalistów świadczy fakt, że kiedy wysłałem w imieniu grupy posłów i wyborców z Polski list do przewodniczącego Schulza – wówczas przewodniczącego grupy socjalistów, dziś przewodniczącego Parlamentu Europejskiego – i wskazałem na masowe wyrzucanie z polskich mediów dziennikarzy o charakterze prawicowym, o poglądach prawicowych, nie spotkało się to z żadną reakcją. To są te podwójne standardy, to jest hipokryzja.

4-170-000

Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE). - Čia turbūt klaida, kadangi prašiau žodžio dėl situacijos Rusijoje, bet dėl Vengrijos galiu pasakyti, kad esu su Vengrija visa širdimi, kol jie nepažeidžia tarptautinių įsipareigojimų ir susitarimų.

4-171-000

Przewodniczący. - Dziękuję bardzo. Naprawimy tę pomyłkę.

4-172-000

Adam Bielan (ECR). - Panie Przewodniczący! Konstytucja węgierska, mimo że oprotestowana przez socjalistyczną lewicę, stanowi istotny dorobek ustrojowy tego kraju. Jest to dokument podkreślający europejskie i chrześcijańskie wartości, w jakich zakorzenione jest społeczeństwo Węgier, wzmacnia ochronę życia oraz instytucję małżeństwa, przede wszystkim jednak zastępuje obowiązującą aż dotychczas ustawę zasadniczą z okresu komunizmu. Wątpliwości, jakie pojawiały się ze strony przedstawicieli władz niektórych państw Unii, oceniam w dużej mierze jako nieuzasadnione, by nie rzec przesadzone.

Głosowałem dzisiaj za przyjęciem projektu rezolucji mojej grupy parlamentarnej oraz za odrzuceniem projektu przedstawionego przez lewicę. Uważam, że w obecnej sytuacji politycznej i gospodarczej, w jakiej znajdują się Węgry, powinniśmy okazać szerokie wsparcie dla społeczeństwa i władz tego kraju. Wyrażam dezaprobatę wobec wszelkich przejawów kwestionowania porządku prawnego ustanowionego przez węgierski parlament w sposób demokratyczny w zgodzie i z poszanowaniem ogólnie przyjętych standardów świata zachodniego.

4-173-000

Bernd Posselt (PPE). - Herr Präsident! Die Entschließung der Linken und der sogenannten Liberalen in diesem Haus zu Ungarn erinnert an das Orwellsche Wahrheitsministerium. Es entspricht nämlich in nichts den Tatsachen.

Sie sehen das, wenn Sie nach Ungarn kommen. Sie kommen aus dem Bahnhof heraus, da steht ein Demonstrant gegen die Regierung. Sie schalten am Abend die Fernsehnachrichten ein, da kritisiert jemand die Regierung. Und dann wird hier behauptet, es herrsche keine Presse- und Meinungsfreiheit. Das ist vollkommene Absurdität. Das ungarische Fernsehen hat die Debatte hier in diesem Haus in voller Länge übertragen.

Ich wünschte mir, eine solche Meinungsfreiheit würde in allen Mitgliedstaaten bestehen, damit die Bürger sich ein eigenes Bild machen können. Denn mir haben damals nach dieser Debatte Hunderte von Ungarn gemailt und geschrieben, sie hätten den Eindruck, die Redner

der Linken sprächen hier von einem ganz anderen Land, weil sie völlig an den Tatsachen vorbei reden. Und sie haben gesagt, sie glaubten überhaupt nicht mehr, dass es hier um die Wahrheit geht, sondern nur um einen ideologischen Krieg gegen ein freies Land.

4-174-000

Projekty rezolucji RC-B7-0052/2012

4-175-000

Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE). - Panašu, kad nėra priežasčių tikėtis esminių rinkimų proceso pokyčių Rusijoje. Permatomos balsadėžės ir kameros balsavimo apylinkėse nesprendžia sisteminių problemų. Pats prezidentas D. Medvedevas yra pripažinęs, kad reikia keisti reikalavimus, bet jau po prezidento rinkimų. Šį kartą kandidatai visoje šalyje turėjo surinkti po 2 mln. parašų per ypatingai trumpą laikotarpį – per keturias savaites (dvi iš jų buvo kalėdinės). Tokie reikalavimai sudaro formalų pagrindą apriboti rinkėjų galimybes rinktis iš plataus politinio spektro kandidatų. Stebėtojų statusas yra suteikiamas tik užregistruotų kandidatų atstovams, o tai riboja visuomeninio rinkimų stebėjimo ir kontrolės galimybes. Nerimą kelia pranešimai apie kliūtis veiklai, su kuriomis susiduria nevyriausybinės organizacijos, pirmiausia asociacija „Golos“.

Dar norėčiau pasakyti, kad šiandien balsavau už pakeitimus, susijusius su Politkovskajos, Chodorkovskio ir Magnickio atvejais. Deja, Parlamentas jų nepriėmė, ir man dėl to labai gaila, kadangi aš manau, jog šių žmonių bylos yra tiesioginis sunkios situacijos Rusijoje atspindys.

4-176-000

Norica Nicolai (ALDE). - Cred că această rezoluție este la fel de importantă pentru a sublinia conduita de promovare a democrației și a necesității de alegeri libere, ceea ce Uniunea Europeană face constant. Rusia, ca partener privilegiat al Uniunii Europene, trebuie să îndeplinească anumite standarde pentru a susține o încredere în acest parteneriat și a-i da viabilitate. Din păcate, ceea ce se întâmplă la Moscova și nu numai - simpli cetățeni care demonstrează, numeroși, în stradă, dar și organizațiile care sunt implicate în protejarea și apărarea drepturilor omului - dovedește că avem de a face în continuare cu o tentativă totalitară, care derapează și care nu este capabilă să-și servească propriii cetățeni, ci doar interesele unor structuri politice. Faptul că anumiți candidați nu au fost admiși să candideze, faptul că, în momentul de față, modul în care lucrează comisia electorală, modul în care se desfășoară campania, nu sunt corecte, ne dovedesc că Rusia este departe de a îndeplini aceste standarde.

4-177-000

Michał Tomasz Kamiński (ECR). - Panie Przewodniczący! Parlament Europejski nie po raz pierwszy zajmuje się sytuacją w Rosji i dobrze, że tak się dzieje. Rosja jest ważnym partnerem dla Unii Europejskiej. Sąsiaduje z kontynentem europejskim. Jest także sąsiadem Polski. Trudno się dziwić, że coraz więcej osób w tej Izbie, niezależnie od podziałów politycznych, z rosnącym niepokojem patrzy na to, co dzieje się za naszą wschodnią granicą.

Nadchodzące wybory prezydenckie w Rosji – nie ma już co do tego wątpliwości – nie będą wyborami uczciwymi. Zaostrza się w istocie kurs przeciwko opozycji. Kandydaci, którzy nie odpowiadają obozowi władzy, nie są po prostu rejestrowani. Do tego dochodzi

stanowisko Rosji w polityce międzynarodowej, które niejako zrzuca maskę z reżimu Putina. Mam na myśli weto Rosji wobec rezolucji ONZ w sprawie Syrii. Rosjanie stanęli w tej kwestii – pokazując, jacy są naprawdę – po stronie bezwzględnych morderców z reżimu syryjskiego.

4-178-000

Kristiina Ojuland (ALDE). - Aitäh härra eesistuja. Täna siis võtsime vastu esimese resolutsiooni, mis puudutab Venemaad, esimese sel aastal. Ja ma toetasin seda resolutsiooni ja jagan paljusid seisukohti, mis resolutsioonis kirjas on, olen ise selle resolutsiooni kaasautor. Me kordame resolutsioonis üle, et Venemaal detsembris toimunud riigiduumi valimised ei olnud vabad ega õiglased. Ja ma loeksin ette hea meelega resolutsiooni punkti kuus, mis ütleb väga selgelt, et Venemaal tuleb viia läbi uued ja õiglased valimised.

Nimelt ütleb punkt kuus seda, et me kutsume Venemaa valitsust üles esitama vastavalt OSCE soovitudele seadusandlike ettepanekute paketi, mille eesmärk on tõeliselt demokraatliku poliitilise süsteemi välja arendamine. Ettepanekud peaksid hõlmama ka reforme, et lihtsustada nii parteide kui ka presidendikandidaatide registreerimist ning vältida registreerimiseeskirjade piiravat kohaldamist, nii et võimalikult peagi oleks võimalik tõeliselt vabade ja õiglaste valimiste toimimine. Aitäh.

4-179-000

Paul Murphy (GUE/NGL). - Mr President, with a hundred thousand people out on the streets again, it is clear that the movement of the enraged in Russia is no longer directed against the fraudulent parliamentary elections alone. It is a prelude to the mobilisations that will follow the re-election of Putin. It is increasingly a movement that is fed up and disgusted with the whole political elite and with the thieves, the oligarchs that have enriched themselves at the expense of Russian workers, Russian pensioners and Russian youth. The movement is a demonstration of massive people-power in action, but the current leadership – a combination of failed neoliberal politicians and right-wing nationalist demagogues – does not offer any way forward in the struggle for democratic rights and freedoms.

Today, when corrupt politicians dominate the electoral arena, my sister party in Russia does not recognise the legitimacy of the presidential elections. I support their call for an active boycott, turning the current protests into a new, genuine socialist force that can unite all working people, regardless of ethnic background, religious belief or sexual orientation, to challenge the rule of Putin, the oligarchs and the pro-Kremlin lackeys.

4-180-000

Mitro Repo (S&D). - Arvoisa puhemies, kannatin päätöslauselmaa. Eurooppa tarvitsee Venäjää ja Venäjä tarvitsee Eurooppaa.

Venäjä, kuten EU:n jäsenvaltiot, ovat Euroopan neuvoston, Etyjin ja lukuisten ihmisoikeussopimusten jäseniä. Siitä huolimatta Venäjän demokratian tila on jatkuvasti vain huolenaiheena. Venäjän vaalikäytäntö ei vastaa Euroopan neuvoston ja Etyjin vaalinormeja. Viime joulukuun duuman vaaleissa ilmeni monia menettelyvirheitä, manipulointia sekä merkkejä vaaliurnien täyttämisestä jälkikäteen. Vaalit eivät olleet oikeudenmukaiset eivätkä vapaat.

Venäjän maaliskuun presidentinvaaleihin odotetaan jopa 600 kansainvälistä tarkkailijaa. Sujuva ja puolueeton vaalitarkkailutoiminta olisi myös Venäjän yhteiskunnan kehitykselle

tärkeää. Venäjän viranomaisten ei tule puuttua vaaleihin, mutta toisaalta vaalien lopputulos näyttää jo nyt päivänselvältä.

Euroopan unioni on arvoyhteisö, joka perustaa toimintansa demokratian ja ihmisoikeuksien kunnioittamiselle. Venäjä ei saa olla tässä poikkeus.

4-181-000

Ryszard Czarnecki (ECR). - Panie Przewodniczący! Dzisiaj potępiamy Rosję, ale może byłoby dobrze, aby ten apel dotarł do rządów państw członkowskich Unii Europejskiej. Przedstawiciele wielu partii politycznych, które zasiadają w tym parlamencie, są tak naprawdę współodpowiedzialni za swoistą hipokryzję. Rządy tych państw w gruncie rzeczy na ołtarzu stosunków handlowych z Moskwą składają prawa człowieka. Wydaje mi się, że byłoby dobrze, gdyby grzmiał dzisiaj – słusznie – w obronie praw człowieka w Rosji, w obronie wolnych wyborów, w obronie wolnych mediów przedstawiciele wielu ugrupowań w tym parlamencie uderzyli się w piersi za swoje rządy, chociażby za rząd niemiecki, ale nie tylko. W moim przekonaniu bez tego ta demokracja będzie pusta.

(oklaski)

4-182-000

Eduard Kukan (PPE). - Voľby sú základným pilierom každého demokratického systému. Ak má takýto systém fungovať, treba, aby voľby boli férové a slobodné. Ostatné parlamentné voľby v Rusku odrazili skreslenú realitu, v akej sa tento štát momentálne nachádza. Ani nie celkom slobodnú, a ani nie celkom férovú. Ukázali totiž, že občanom je síce dovolené prejaviť svoju vôľu vo voľbách, ale táto vôľa nie je v konečnom dôsledku rešpektovaná. EÚ musí na tieto veci Rusko dôrazne upozorniť a vyvodiť z toho dôsledky pri ďalšom rozvoji vzťahov. Podporujem preto uznesenie, ktoré sme dnes prijali a ustanovenia, že EÚ má vyvíjať tlak na Rusko, aby sa dôsledne prešetrili všetky neregularity, ktoré tieto voľby sprevádzali, aby boli z toho vyvedené dôsledky. Tento apel je o to naliehavejší, že Rusko onedlho čakajú ďalšie voľby.

4-183-000

James Nicholson (ECR). - Mr President, the growing discontent in Russia is, beyond doubt, extremely concerning. This situation is not good for stability in either the short or the long term. I believe very strongly that the Russian people deserve much better than they are receiving at present.

We would all want to see free and fair elections. Some say it will not happen. Opposition parties must be given fair play, but above all I certainly hope all goes well for the Russian people in the coming weeks and months. I wish them good elections, I wish them to be free and fair, and I sincerely hope that the electoral commission is able to oversee those elections rightly and properly.

4-184-000

Charles Tannock (ECR). - Mr President, I too voted, along with my Group, the ECR, in favour of the joint motion for a resolution on the situation in Russia. The current political situation in Russia, following the Duma elections held there in December of last year and the subsequent demonstrations at the end of that month, remains deeply worrying.

In the ECR Group we also feel it is important that the problems witnessed by the international observers of that election be addressed in order to avoid a similar situation next time elections are held. Thus we believe, as a group, that it is now imperative that all opposition parties are allowed to be registered properly. Once this has happened, we believe that future elections, in particular the imminent presidential one, should be held in a way that is deemed to be democratic, free and fair and also consistent with Russian membership and obligations as a member of the Council of Europe and the OSCE.

4-185-000

Adam Bielan (ECR). - Panie Przewodniczący! Ostatnie rosyjskie wybory parlamentarne w powszechnej opinii uznaje się za zmanipulowane. Wyrazem tego są trwające nieprzerwanie od grudnia masowe demonstracje przeciwników obecnych władz, przybierające formę coraz bardziej zorganizowanego ruchu społecznego. Parlament już w grudniu wzywał do ponownego przeprowadzenia wyborów w oparciu o standardy demokratyczne.

W obliczu zbliżających się wyborów prezydenckich jesteśmy zobligowani, przy zaangażowaniu europejskiej dyplomacji, do udzielenia zdecydowanego wsparcia działaczom rosyjskiego społeczeństwa obywatelskiego sprzeciwiającego się niedemokratycznym praktykom. Mobilizowanie władz rosyjskich do poszanowania praw człowieka oraz demokracji i praworządności to nasze kolejne zadanie. Popierając rezolucję, apeluję do władz na Kremlu o przeprowadzenie wolnych i uczciwych wyborów w oparciu o konkurencję polityczną. W szczególności wzywam do zmiany decyzji uniemożliwiającej start w wyborach kandydatom opozycji – Grigorijowi Jawlińskiemu i Dmitrijowi Mieziencewowi. Liczę, że nadchodzące wybory staną się pierwszą demokratyczną lekcją w czasach Władimira Putina.

4-186-000

Bernd Posselt (PPE). - Herr Präsident! Auch ich bedauere, dass die Frage der Jukos-Häftlinge, der Herren Chodorkowskij und Magnitskij, nicht in der Entschließung enthalten ist, und zwar mit der bürokratischen Begründung, es sei eine Entschließung zu den Wahlen.

Wenn diese Menschen unter schlimmsten Umständen inhaftiert sind, gegen das russische Recht misshandelt werden, und sozusagen fern der Heimat leiden müssen, dann liegt das daran, dass Herr Putin befürchtet, dass sie an seiner Macht kratzen könnten und an nichts anderem. Sie wurden aus dem Verkehr gezogen, weil sie die Demokratie und die Vielfalt in Russland beflügeln könnten.

Deshalb setzen wir uns massiv für die Freiheit dieser Menschen ein, und außerdem dafür, dass Russland nach Putin endlich demokratisiert wird. Herr Schröder hat ja Herrn Putin zum lupenreinen Demokraten erklärt. Herr Putin ist im Gegenteil der Entdemokratisierer Russlands, und wir müssen uns vorbereiten, die demokratische Opposition gegen Putin für die Zeit nach Putin so stark als möglich zu unterstützen.

4-187-000

Projekty rezolucji RC-B7-0047/2012, B7-0047/2012, RC-B7-0048/2012

4-188-000

Mitro Repo (S&D). - Arvoisa puhemies, EU:n ja Marokon välille on tärkeää saada aikaan sopimus maatalous- ja kalastustuotteista. Sopimuksen ohella olemme tänään äänestäneet myös Marokkoa koskevasta päätöslauselmasta.

Onko tosiaan niin, että Euroopan unioni ei kauppapolitiikassaan ole halukas parantamaan myös kohdemaan ihmisoikeuksien ja demokratian tilaa? Mielestäni tällainen lähestymistapa on vääränlainen ja kestävä. Euroopan unioni ei ihmisoikeuksiin ja demokratiaan perustavana arvoyhteisönä voi erottaa omia periaatteitaan toiminnassaan.

Euroopan ulkosuhdehallinnon ja erityisesti komission tulee laatia selkeät ja kestävät toimintaohjeet kaikkeen sen kaupalliseen toimintaan EU:n ulkopuolisissa maissa. Tällaisen toimintaohjeen tulee sisältää selkeät ja kestävät ohjeet ihmisoikeus-, oikeusvaltio- ja demokratiaperiaatteiden toteuttamiseksi ja valvomiseksi ehtona kaikkien kauppasuhteiden solmimiselle.

4-189-000

James Nicholson (ECR). - Mr President, the debate we have had about Morocco has been one that has lasted for some considerable time. It has been long and intensive. I do realise that there are many issues in that particular area of the Mediterranean and North Africa that must be resolved. They are very complicated, difficult and they are down to trade and many other reasons, but we must continue to work with Morocco in every way and show our willingness to cooperate with them.

Trade is never easy and trade between countries and trading partners is never easy. but, above all else, it has to be fair to both sides and it must be open. Above all else it must meet certain standards – standards that we set down ourselves – and we in the European Union cannot allow imports into the European Union that do not meet the standards which we laid down within the European Union.

4-190-000

Zalecenie: José Bové (A7-0023/2012)

4-191-000

Mitro Repo (S&D). - Arvoisa puhemies, EU:n tulee kunnioittaa kansainvälisen oikeuden periaatteita eikä hyväksyä maataloussopimusta Marokon kanssa ellei sitten tuotantoa miehitetyn Länsi-Saharan alueelta rajata ulos sopimuksesta. Kyllä uusi sopimus saadaan aikaan, kunhan Länsi-Sahara vain jätetään ulkopuolelle.

EU:n ja Marokon välille on tärkeää saada aikaan tiivistä yhteistyötä, sekä sopimus kalastuksesta ja maataloudesta, mutta ihmisoikeuskysymyksiä ei tule sivuttaa. Ihmisoikeudet ovat universaaleja, erottamattomia ja toisistaan riippuvia oikeuksia.

Marokko ei voi päättää kauppasuhteista miehittämänsä Länsi-Saharan puolesta. Kaupallisesta näkökulmasta sopimus saattaa haitata myös eurooppalaisten tuottajien kilpailutilannetta. Sopimuksella suositaan paljon pääomaa vaativaa teollista maataloutta.

Itse suosin kestävän maanviljelyn sekä perheviljelmien tukemista. Euroopan unionin tulee toimia arvojen mukaisesti kaikissa toimissaan.

4-192-000

Ryszard Czarnecki (ECR). - Panie Przewodniczący! Chciałbym podkreślić w sposób bardzo wyraźny, że nie zagłosowałem za tą rezolucją, ponieważ tak naprawdę nie jest ona w interesie rolników, tylko wielkich koncernów – to po pierwsze. A po drugie chciałbym powiedzieć, że w moim kraju, w Polsce, mieliśmy duże problemy z marokańską truskawką, co uderzało w polskich producentów truskawek. Wydaje mi się, że Parlament Europejski nie powinien kreować takich rezolucji, które w gruncie rzeczy uderzają w interesy ekonomiczne ludzi, którzy nas do tego Parlamentu Europejskiego wybrali. Stąd właśnie takie, a nie inne moje głosowanie.

4-193-000

Bernd Posselt (PPE). - Herr Präsident! Ich begrüße die Annahme dieses Abkommens sehr. Denn wenn es einen Staat in Nordafrika gibt, der auf einem guten evolutionären Weg ist, dann ist das Marokko: in der Tradition verwurzelt, aber Reformen gegenüber aufgeschlossen. Ein klassischer konstitutioneller Staat mit einer klaren Entwicklung hin zu mehr Parlamentarismus. Es ist in unserem Interesse, Marokko zu stützen und so eng wie möglich mit Marokko zusammenzuarbeiten. Denn wir wissen weder, was aus den militärischen Kräften wird, wie sie in Ägypten leider wieder dominieren, noch wohin der Islamismus geht, der sich in einem Teil der Opposition festgesetzt hat. Aber Marokko ist ein Land der Balance, der *checks and balances*, ein Land, das ein wichtiger Partner für Europa ist. Wir sollten es nicht aus egoistischen Einzelinteressen sozusagen von uns stoßen.

Es war ein Fehler, das Fischereiabkommen abzulehnen. Ich bin froh, dass wir es hier anders getan haben. Auch das Fischereiabkommen und andere Verträge sollten so schnell wie möglich vom Haus unterstützt werden.

4-194-000

Projekty rezolucji RC-B7-0068/2012, B7-0071/2012

4-195-000

Michał Tomasz Kamiński (ECR). - Panie Przewodniczący! Parlament Europejski zabrał głos w sprawie, która, myślę, bulwersuje dzisiaj cały świat. Panie Przewodniczący! Chciałbym powiedzieć, że głosując dzisiaj nad rezolucją w sprawie 19. sesji Organizacji Narodów Zjednoczonych, głosowałem przeciwko poprawkom, które po raz kolejny w tej Izbie pod niewinnie brzmiącą nazwą „praw reprodukcyjnych” ukrywają propagandę i propagowanie zabijania nienarodzonych dzieci.

(Przewodniczący odebrał mówcy głos)

4-196-000

Projekty rezolucji RC-B7-0068/2012

4-197-000

Mitro Repo (S&D). - Arvoisa puhemies, Syyrian väkivaltainen ja hallitsematon tilanne johtuu siitä, että presidentti Bašar al-Assad kieltäytyy luopumasta vallasta. Parlamentti on

jo aiemmin todennut, että al-Assad *must go*, sillä hän on menettänyt täysin luottamuksensa. Syyria on tehnyt kaikkensa estääkseen kansainvälisen median toiminnan maassa. Tiedämme kuitenkin, että jopa yli 7 000 ihmistä on jo kuollut viimeisen 11 kuukauden aikana.

Konfliktin syyt ovat puhtaasti valtaan liittyviä, sillä Syyrialla ei ole öljyä, kuten Libyassa. Länsimaat sekä YK eivät ole halukkaita ryhtymään rauhaan pakottamiseen Syyriassa. Turkin sekä Arabiliiton rooli on ensisijaisen tärkeä konfliktin ratkaisussa.

Euroopan unioni on oikein kiristänyt kohdennettuja taloussankotteitaan al-Assadin hallintoa ja lähipiiriä kohtaan. Meidän on käytettävä kaikki mahdolliset poliittiset ja diplomaattiset keinot. Yhtenä mahdollisuutena tulisi pohtia Ranskan ehdottamaa humanitaarista käytävää, joka suojaisi siviiliväestöä. Meidän on toimittava aktiivisesti sen puolesta, että YK:ssa saadaan aikaan kestävä ratkaisu toiminnaksi Syyrian tilanteessa.

4-198-000

James Nicholson (ECR). - Mr President, it is probably extremely difficult for most of us to describe what we are witnessing in Syria. We see it continuing night after night and day after day on our television screens and it must be condemned in the strongest possible terms and in the strongest possible way. There is absolutely no way we can condone or sympathise with it.

While we cannot be the world's policeman – and that is what I think we have to learn from events over recent years – we must offer what support we can. I have to say I was disappointed when the veto was used in the United Nations because, at the end of the day, it is the people on the ground – as has been said – who suffer the most. I hope for wise counsel to prevail as soon as possible so that they can look forward to a better future.

4-199-000

Adam Bielan (ECR). - Panie Przewodniczący! Rządzący Syrią prezydent Assad już od niemal roku stosuje brutalną przemoc wobec własnych obywateli. Kolejne inicjatywy społeczności międzynarodowej nie przynoszą rezultatu. Tym bardziej bulwersują rozbieżności wśród stałych członków Rady Bezpieczeństwa. Głosując za rezolucją, wyrażam zdecydowaną dezaprobatę wobec rosyjskich i chińskich działań na arenie międzynarodowej w tym zakresie. Ubolewam szczególnie z powodu blokowania przez te kraje rezolucji potępiającej reżim w Damaszku, zwracając się jednocześnie o powtórne przeanalizowanie sytuacji.

W samej Syrii obawy budzą doniesienia o pojawieniu się wśród protestujących bojowo nastawionych fundamentalistów, nawołujących do dżihadu i dążących do wojny domowej. Wzywam więc władze do ustabilizowania sytuacji w kraju oraz zaprzestania represji wobec społeczeństwa i działaczy opozycyjnych. Otwarty i pokojowy dialog między narodem a rządzącymi jest jedynym akceptowalnym sposobem realizacji zobowiązań publicznych, wdrażania demokratycznych reform i gwarancją poszanowania praw wszystkich grup etnicznych.

4-200-000

Bernd Posselt (PPE). - Herr Präsident! In Syrien muss natürlich das Regime abtreten, denn die Art und Weise, wie es das eigene Volk abschlachtet, ist völlig inakzeptabel.

Auf der anderen Seite haben viele Menschen große Angst vor dem, was danach kommt. Die Christen in Syrien sagen, sie wurden bisher relativ tolerant behandelt, die Juden in

Syrien sagen dasselbe, Israel blickt mit Sorge auf eine künftige Entwicklung in Syrien. Also man muss einfach sagen, die Beseitigung des jetzigen Regimes, so wichtig sie auch ist, ist nicht alles, sondern wir müssen dafür sorgen, dass die relative Toleranz gegenüber Minderheiten und Religionsgemeinschaften, die es in Syrien in den letzten Jahrzehnten gegeben hat, nicht einem extremistischen neuen Regime geopfert wird, das einen ideologischen Islamismus betreibt.

Deshalb Unterstützung der Menschen: Ja, Unterstützung der Demokratie: Ja, aber gleichzeitig Unterstützung der Minderheiten und eines friedlichen Kurses mit den Nachbarn, nicht zuletzt auch mit Israel. Das zeigt die Größe der Aufgabe, die auf uns zukommt.

4-201-000

Projekty rezolucji B7-0071/2012

4-202-000

Paul Murphy (GUE/NGL). - Mr President, May this year will mark the third anniversary of the end of the bloody civil war in Sri Lanka. Tens of thousands of innocent Tamils were slaughtered, particularly at the end of the war when they were caged into a tiny area before being massacred by the army.

At the end of last year the Lessons Learnt and Reconciliation Commission published its report. This commission was set up from the very start to be biased. It is not a serious attempt at all to deal with the very serious allegations of war crimes against the Rajapakse regime.

It is now time for a genuine independent inquiry into the events. This inquiry will have to include representatives of all communities within Sri Lanka and trade unions in the country. I have been denied a visa to visit Sri Lanka as part of a delegation of the European United Left Group in this Parliament because on several occasions I have spoken out against the actions of the Sri Lankan Government, against the actions of the army and in favour of the rights of the Tamil people.

I demand that the Sri Lankan Government revokes this decision and allow MEPs who are critical of its policy to visit the country and see the situation on the ground for themselves.

4-203-000

Mitro Repo (S&D). - Arvoisa puhemies, äänestin tämän periaatteellisessa mielessä tärkeän päätöslauselman puolesta. Päätöslauselmassa korostetaan aivan oikein yhteisen mielipiteen löytymisen tärkeyttä tulevassa YK:n ihmisoikeusneuvoston kokouksessa. Yhdellä äänellä puhuminen on ollut Euroopan unionin poliittisen yhteistyön kompastuskivi, etenkin ulkopoliitikassa. Puhumalla yhdellä äänellä edistettäisiin näkyvyyttä sekä EU:n vaikutusvaltaa globaalina toimijana.

Nostan esille mielestäni tärkeät teemat tämän hetken kansainvälisessä tilanteessa. Ihmisoikeuksien valtavirtaistamisen tulee olla osa valtion instituutioiden rakentamista. Etenkin arabikevään uusia demokratioita tulee tukea heidän rakentaessaan todellista kansanvaltaa.

Syyrian tilanne huolestuttaa ja koskettaa eurooppalaisia. On äärimmäisen valitettavaa, ettei jo 7 000 ihmishenkeä vaatinutta kriisiä saada päättymään. YK:ssa on päästävä sopuun yhteisistä toimenpiteistä.

Lopuksi korostan vielä, että EU:n tulee varmistaa, että ihmisoikeuksien universaalisuus, erottamattomuus ja toisistaan riippuvaisuus ei saa joutua kyseenalaiseksi.

4-204-000

Gay Mitchell (PPE). - Mr President, according to a former Tiananmen Square student leader, Chai Ling, over 35 000 forced and coerced abortions are taking place today in China. Ling calls the brutal enforcement of the one-child policy the largest crime against humanity. He says it is as if the Tiananmen Square massacre had taken place every hour, and it is an unending holocaust that has gone on for thirty years.

Coerced abortion has been exposed by the UNHCR in the context of refugees and displaced populations. Up to one hundred million girls who would have otherwise been expected to be alive are missing from various populations – mostly in Asia – as a result of sex-selective abortions, infanticide or neglect. Why is this not highlighted more by the UNHCR? Why is this not highlighted more by this House? If these were males, they would be alive. Gender-based abortion – the murder of women because they are females – is totally unacceptable and must be addressed by the UN and the European Parliament.

4-205-000

Bernd Posselt (PPE). - Herr Präsident! Ich unterstütze massiv, was Kollege Mitchell gesagt hat und bedaure Ziffer 31 des vorliegenden Berichts. Denn Abtreibung ist kein Mittel der Menschenrechtspolitik, Abtreibung ist eine massive Menschenrechtsverletzung, nämlich eine Verletzung des Rechts auf Leben durch Tötung eines ungeborenen Menschen. Deshalb hat diese Ziffer 31, so wie sie formuliert ist, nichts – aber auch absolut nichts – in einem Menschenrechtsbericht verloren. Hier wird ein Menschenrechtsbericht für ideologische Zwecke missbraucht. Dafür sind Menschenrechte zu wichtig und zu kostbar. Dafür sollten wir uns auch als Europäisches Parlament zu schade sein.

4-206-000

Projekty rezolucji B7-0062/2012

4-207-000

Eduard Kukan (PPE). - Som rád, že Európsky parlament prijal uznesenie a opätovne vyzval Komisiu k podpore zmluvy dotýkajúcej sa autorských práv kníh a tlačovín pre nevidiacich a zrakovo postihnuté osoby. Súhlasím s tým, aby bolo nevidiacim a dyslektikom umožnené čo najviac čítať knihy a tlač v im prístupných formátoch, ale taktiež legálne šíriť takéto záznamy cez hranice. Myslím si, že je to jeden zo spôsobov, ako je možné rozšíriť doposiaľ veľmi obmedzený prístup zrakovo postihnutých k publikáciám. Podporujem preto cieľnú výnimku dotýkajúcej sa autorských práv, ktorá má byť súčasťou medzinárodnej zmluvy pripravenej na pôde Svetovej organizácie duševného vlastníctva. Dúfam, že táto rezolúcia prispeje k tomu, aby Komisia a Rada podporili zmluvu WIPO týkajúcu sa autorských práv na knihy a tlačoviny pre nevidiacich a zrakovo postihnuté osoby.

4-208-000

Charles Tannock (ECR). - Mr President, along with my Group, the ECR, I abstained in the vote on the oral question regarding blind persons' access to books. I fully believe that easy access to books is a great opportunity that should be shared by everybody. The world

of literature should not only be accessible to those who are sighted, nor should it only be sighted people who can access encyclopaedias, comic books, recipe books, dictionaries, etc.

Our group does not object in any way with the general aim of this report. The aspect of the report that forced us to abstain as a group was the demand for a binding treaty on the issue, which seems a little extraordinary. As noted in the resolution, EU negotiators have already opposed the adoption of a binding treaty. We do not believe that, in this instance, a binding treaty would be the best way forward. It should be a voluntary convention of some sort instead.

4-209-000

James Nicholson (ECR). - Mr President, I fully support the right of blind persons to have access to every possible means that should be available to them, be it written, electronic or any other new means that I am not aware of.

I know there are some problems with copyright and other issues, and I have listened to my colleague, Mr Tannock, explain what some of them are. I certainly feel they should be resolved and overcome at the earliest possible moment.

We should not allow any bureaucratic problems to stand in the way of the rights of those who are visually impaired. I think this is something that we should all support in the best possible way.

4-210-000

Seán Kelly (PPE). - Mr President, one of the hallmarks of an open and inclusive democratic society is that it treats all citizens equally, and particularly those with disabilities. In that regard, the European Union and Member States have made a lot of progress. Indeed, in relation to the European Union there is a blind friend of mine up in the booth here who has a job as an interpreter and is doing a very good job indeed.

At the same time, we cannot be complacent. There is room for major improvement, particularly in certain areas. Where the visually impaired are concerned, their not having access to 95% of published books is simply a figure that we cannot be pleased with. We certainly need to do all we can to increase accessibility to books for blind people. This is a step in the right direction. We really have to work harder to ensure that all people have access to all books.

4-211-000

Projekty rezolucji B7-0061/2012

4-212-000

Charles Tannock (ECR). - Mr President, I voted alongside my Group, the ECR, in favour of the oral question on the future of the Global Monitoring for Environment and Security programme as we believe that it is a key part of the European space strategy in general. We believe that monitoring of the sea, land and atmospheric environment is extremely important and that GMES plays a vital role in this regard.

We disagree with the Commission's proposal that further financing of the project should be done outside the Financial Framework for 2014 to 2020. We feel that such a move

would seriously jeopardise the entire future of the project as well as rendering the investment that has been put into the project so far both pointless and worthless.

4-212-500

Pisemne wyjaśnienia dotyczące głosowania

4-213-000

Sprawozdanie: Peter Simon (A7-0225/2011)

4-214-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, pois considero essencial a proteção dos interesses dos cidadãos que colocam as suas *poupanças de vida* nos bancos. O sistema de garantia e os modos de beneficiação têm progredido, mas terá que ser feito mais, quer a nível dos Estados-Membros a título individual, quer a nível da União Europeia, pois é essencial que as pessoas sintam confiança e acreditem na credibilidade das instituições financeiras, caso contrário, o *afastamento* dos depositantes pode colocar em causa a estabilidade financeira destas instituições. A formulação de requisitos comuns aplicáveis permite que os Estados-Membros disponham de condições a um nível harmonizado que evita a distorção de concorrência, protegendo, desta forma, os depositantes e contribuindo para a estabilidade do sistema financeiro.

4-214-000

Elena Oana Antonescu (PPE), *în scris*. – Criza economică și financiară curentă a afectat nu numai mecanismele politice și instituționale ale statelor membre, ci și cetățenii obișnuiți. Așa cum a arătat-o cu prisosință închiderea mai multor bănci, stabilitatea sistemului de depozit și de creditare este esențială pentru succesul economiei europene. Cetățenii statelor membre au trebuit să fie despăgubiți practic din fonduri publice pentru eșecul instituțiilor bancare responsabile de gestionarea depozitelor. În aceste condiții, instaurarea unui mecanism european de garantare a depozitelor contribuie semnificativ la protejarea eficace și în timp real a economiilor cetățenilor europeni. Un avantaj concret al propunerii este reprezentat și de instituirea unor măsuri de protecție care fac posibilă prevenirea eșecurilor instituțiilor bancare, avertizând în termeni reali autoritățile naționale și europene cu privire la riscurile sistemice existente. Susțin adoptarea de către Parlamentul European a acestei măsuri care vine totodată în completarea directivei adoptate anterior de către Consiliu și de către Parlamentul European cu privire la majorarea plafonului depozitelor garantat de autoritățile publice și la reducerea timpului de despăgubire a deponenților. În același timp, consider că, prin adoptarea acestei propuneri, se face un pas decisiv către realizarea unei veritabile piețe unice la nivelul serviciilor bancare.

4-215-000

Zoltán Bagó (PPE), *írásban*. – A belső piacnak arról a területéről van szó, ahol közös követelményként jelentkezik a betétesek átfogó védelme és az EU-n belüli betétbiztosítási rendszerek azonos stabilitásának biztosítása, így egyértelmű, hogy magam is hozzájárulok e jelentős elfogadásához. Elkötelezettségemet mi sem igazolja jobban, minthogy ennek elfogadásával kizárható lesz az a fajta bankpánik is, mely nemrég Magyarországon is nagy felforduláshoz vezetett, hiszen többen megszüntették hazai bankbetéteiket, és mások ország bankjaiba helyezték el ezeket. Kifejezetten örömteli, hogy az irányelvben egyértelműen meg van határozva ugyanazon betétes vonatkozásában annak fedezeti szintje, továbbá,

hogy konkrétan és nevesítve van valamennyi tranzakcióból származó bevétel is, mely ennek védelme alatt áll, illetve, hogy az önkormányzatok bevételei is kellő fedezettel rendelkeznek. Ez a közös biztonsági háló egy magas fokú védelmet biztosít a betétesek számára az Európai Unióban.

4-215-500

Regina Bastos (PPE), *por escrito*. – Atualmente, em caso de falência de uma instituição de crédito, os Sistemas de Garantia dos Depósitos (SGD) que vigoram nos diferentes Estados-Membros da UE indemnizam os depositantes até ao nível de cobertura acordado de 100 000 euros por depositante. O prazo de reembolso é de 30 dias úteis, no máximo. Este sistema garante a confiança dos depositantes, mas se não for suficiente para os proteger de forma credível e garantir os respetivos reembolsos, são os Estados e os contribuintes que suportam as falências das instituições de crédito. Este relatório, que apoiei, propõe uma atuação diferenciada mediante a definição de requisitos comuns para todos os SGD, salvaguardando a flexibilidade suficiente quanto aos aspetos concretos do seu respetivo modo de funcionamento. Apresenta ainda medidas concretas relativamente aos requisitos comuns para uma ampla proteção dos depositantes e condições uniformes de estabilidade dos SGD no seio da UE, à flexibilidade das medidas de prevenção e de apoio à estabilidade, ao prazo de reembolso realista para os depositantes, aos SGD europeus e ao fomento da cooperação a nível europeu. Estas medidas visam garantir requisitos comuns aplicáveis aos SGD que possibilitem condições de proteção uniformes, um mesmo nível de estabilidade e a não distorção da concorrência.

4-215-750

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – La relazione dell'on. Simon porta in Parlamento un dossier legislativo importante, che riguarda alcuni aspetti rilevanti circa i depositi bancari e la garanzia bancaria su di essi. La crisi finanziaria attuale ha generato un clima di comprensibile sfiducia nei confronti delle banche e delle istituzioni finanziarie, al punto che la Commissione nel 2010 ha pensato di mettere mano per l'ennesima volta a direttive precedenti che disciplinavano questa materia, visto la delicata situazione che molte banche vivono in seguito alle turbolenze finanziarie. Con questa proposta, si vogliono modificare e rimpiazzare vecchie direttive, prevedendone una che introduca norme uniformi per la tutela e la garanzia dei depositi bancari. Verranno introdotte con questa direttiva criteri omogenei, per ristabilire una fiducia minima dei cittadini e delle imprese nei confronti delle banche, fiducia che ora è ai minimi storici. Il mio voto alla relazione è favorevole.

4-216-000

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šio pranešimo, nes manau, kad tęsiantis finansų krizei bendros indėlių garantijų sistemos visoje ES sukūrimas yra ypač aktualus ir reikalingas. Pagal šiuo metu Europos Sąjungoje veikiančias nacionalinių indėlių garantijų sistemų taisykles, bankrutavus kredito įstaigoms, indėlininkams turi būti išmokamos nustatyto dydžio neviršijančios kompensacijos. Tiesa, finansų ir ekonomikos krizės metu kompensacijų lygis buvo padidintas net iki 100 000 eurų vienam indėlininkui, kompensacijos išmokėjimo terminas sutrumpintas iki daugiausiai 30 darbo dienų. Padidintas apsaugos lygis stiprina indėlininkų pasitikėjimą ir taip padeda užkirsti kelią situacijai, kai daug indėlininkų tuo pačiu metu atsiima savo pinigus, bijodami juos prarasti. Šie žingsniai stiprinant indėlininkų pasitikėjimą yra labai sveikintini, tačiau yra galima ir būtina padaryti daugiau. Būtent todėl yra svarstoma visoje ES nustatyti privalomą reikalavimą, kad indėlių garantijų sistemos visoje ES šalyse ir visoje kredito įstaigose atitiktų

bendrus reikalavimus. Taip būtų išvengta konkurencijos iškraipymo, indėlininkams visose valstybėse narėse suteikiama vienoda apsauga ir užkirstas kelias destabilizuojanti poveikį turintiems indėlių perkėlimams iš vienos kredito įstaigos į kitą.

4-216-250

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – Em caso de falência de uma instituição de crédito, os sistemas de garantia dos depósitos (SGD) que vigoram nos diferentes Estados-Membros da UE indemnizam os depositantes até ao nível de cobertura acordado em 100 000 euros por depositante e o prazo de reembolso, no caso de indemnização, é de 30 dias úteis, no máximo. Apoio este sistema porque garantirá a confiança dos depositantes, mas se não for suficiente para os proteger de forma credível e garantir os respetivos reembolsos, são os Estados e os contribuintes que suportarão as falências das instituições de crédito em causa.

4-216-375

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório por considerar que a reformulação dos Sistemas de Garantia de Depósitos (SGD) contribuirão para proteger mais eficazmente os depositantes e para a estabilidade do próprio sistema financeiro. Ao garantir igualdade de condições do nível de cobertura, dos prazos de reembolso e das condições de utilização dos fundos, os Estados-Membros terão a possibilidade de adaptar os seus SGD às particularidades dos mercados financeiros.

4-216-437

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Acompanho o relator, tendo em consideração o parecer do Grupo Consultivo dos Serviços Jurídicos do Parlamento Europeu, do Conselho e da Comissão.

4-216-468

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – Em 2008, a falência do banco de investimento *Lehman Brothers*, o quarto maior dos Estados Unidos da América, lançou, nos meios financeiros, um tsunami por causa do receio de incumprimento de obrigações para com os seus clientes. Com o agravamento da crise mundial, outros bancos faliram e nem sempre os depositantes conseguiram reaver as suas economias. Esta situação originou uma certa desconfiança dos cidadãos nas instituições financeiras que urge recuperar. O relatório em análise, elaborado por Peter Simon, debruça-se sobre a proposta de diretiva do Parlamento Europeu e do Conselho, em primeira leitura, relativa aos sistemas de garantia de depósitos. Saúdo esta proposta de diretiva que visa a criação de um fundo de garantia de depósitos pois não pode ser o contribuinte a pagar os problemas financeiros dos bancos. Pelo contrário, os cidadãos devem ter garantias que, em caso de falência de uma instituição bancária, não serão prejudicados nos seus depósitos e serão reembolsados em tempo útil. Votei favoravelmente este relatório pois a nova regulamentação será uma mais-valia para o cidadão e para a sociedade europeia através das garantias e da harmonização, contribuindo, assim, para a construção de um mercado único de serviços financeiros a nível da União Europeia.

4-216-500

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – A presente proposta de Diretiva sobre os sistemas de garantia dos depósitos (SGD) pretende estabelecer requisitos comuns, nos diferentes

Estados-Membros, relativos à proteção dos depositantes aquando da falência de uma instituição de crédito. A proposta apresenta aspetos pertinentes e outros que nos merecem preocupações e sérias reservas. O relator propõe o aumento do nível de proteção para os depositantes ao estabelecer o direito legal ao reembolso máximo de 100 000 euros e um prazo de reembolso mais rápido.

Por um lado, esta Diretiva é mais um passo para a plena realização do mercado interno da UE no domínio dos serviços financeiros – matéria, por variadíssimas e atuais razões, de grande sensibilidade. A proposta do relator deixa mesmo em aberto a criação da possibilidade de fusão de SGD de diferentes Estados-Membros e de criação voluntária de sistemas transfronteiriços próprios. Por outro lado, não concretiza quais as instituições que se responsabilizam pelo financiamento dos SGD. Não pode ser o Estado, ou seja, os contribuintes, a acarretarem com as consequências da falência das instituições de crédito, quando os SGD não têm financiamento suficiente. Este aspeto deve ser assegurado na Diretiva.

4-217-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Žiadna banka, a to bez ohľadu na stav jej financií, nemá dostatok likvidných prostriedkov na to, aby na mieste vyplatila všetky vklady alebo ich podstatnú časť. Banky sú preto vystavené riziku hromadného výberu vkladov, ak sa vkladatelia domnievajú, že ich vklady nie sú bezpečné. To môže mať vážny dosah na celé hospodárstvo. V súčasnosti existuje v EÚ približne 40 systémov ochrany vkladov, ktoré chránia rôzne skupiny vkladateľov a vkladov rôznymi úrovňami krytia a ukladajú bankám rôzne finančné záväzky, čím obmedzujú výhody vnútorného trhu plynúce pre banky aj vkladateľov. S cieľom uľahčiť začatie a vykonávanie činnosti úverových inštitúcií je potrebné odstrániť rozdiely medzi právnymi predpismi členských štátov, pokiaľ ide o pravidlá systémov ochrany vkladov, ktorým podliehajú tieto inštitúcie. Predmetná smernica predstavuje základný nástroj na vytvorenie vnútorného trhu v oblasti činnosti úverových inštitúcií z hľadiska slobody usadiť sa, ako aj slobody poskytovať finančné služby, pričom zvyšuje stabilitu bankového systému a ochranu vkladateľov. Mala by vytvoriť rovnaké podmienky pre úverové inštitúcie, umožniť vkladateľom ľahko pochopiť vlastnosti systémov ochrany vkladov a uľahčiť rýchle vyplácanie vkladateľov zo strany zdravých a dôveryhodných systémov ochrany vkladov v záujme finančnej stability. I preto je potrebné, aby bola ochrana vkladov podľa možnosti čo najviac harmonizovaná a zjednodušená.

4-218-000

Bruno Gollnisch (NI), *par écrit*. – Comment voter contre un rapport dont le but est, en cas de défaillance d'une banque, de garantir le remboursement d'un déposant à hauteur de 100 000 euros dans des délais brefs, toute banque devant être affiliée à un système de garantie des dépôts.

Cependant, la grande question est la suivante: à quoi cela sert-il quand, dans un pays comme la France, on sait que les dépôts des particuliers s'élèvent à quelque 1 600 milliards d'euros et que le fonds de garantie peine à atteindre les 2 milliards. Il s'agit de faire croire qu'un dépôt moyen de 24 000 euros par habitant peut être couvert par une garantie de 33 euros par habitant!

Cela signifie tout simplement qu'en cas de faillite d'une grande banque, il est douteux qu'une quelconque garantie fonctionne sans l'appel impérieux, une fois de plus, à l'Etat, c'est à dire

au contribuable! Quand on est "too big to fail", on peut donc toujours faire n'importe quoi. L'intention est louable mais, en cas de catastrophe, l'efficacité est douteuse. Le seul objectif d'un tel texte est de maintenir la confiance des déposants, qui est la condition même du métier de banquier.

4-218-500

Louis Grech (S&D), *in writing* . – I am in agreement with the Simon report, which advocates better protection for depositors on the one hand and supports stabilisation of the European financial system, with the view of a more complete Single Market, on the other hand. The rapporteur insists on the need to strike a balance between the uniform protection of depositors in each Member State through the diligent compliance of common requirements as set out by the proposal, and the flexibility which must be afforded to Member States in determining the framework for the operation of Deposit Guarantee Schemes. The proposals for cutting red tape, ensuring adequate funding (both at the ex-ante and ex-post stages), staving off distortions of competition and ensuring that the same coverage level and target level are adhered to by all Member States are equally welcome. The need for proper monitoring, transparency and supervision by all relevant authorities at the various levels remains fundamental to securing the proper workings of this Directive, guaranteeing the confidence of depositors and restoring stability in our financial markets.

4-218-750

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu* . – Pritariau dokumentui balsuodamas, nes nustatyti bendri reikalavimai indėlių garantijų sistemoms suteiktų valstybėms narėms galimybę, esant vienodam apsaugos ir stabilumo lygiui bei išvengiant konkurencijos iškraipymo, užtikrinti didžiausią lankstumo lygį kuriant indėlių garantijų sistemas. Valstybės narės, laikydamosi nuostatų dėl vienodo kompensacijos ir tikslinio finansinių išteklių lygio bei nustatytų išmokėjimo terminų ir lėšų naudojimo sąlygų, tokiu būdu savo indėlių garantijų sistemas gali pritaikyti prie nacionalinių finansų rinkų ypatumų. Tokiu būdu užtikrinama veiksminga indėlininkų apsauga ir finansų sistemos stabilumas. Didesnio kompensacijos lygio nepakanka norint patikimai apsaugoti indėlininkus. Siekiant išvengti situacijos „bank run“ ir užkirsti kelią galimai destabilizacijai finansų rinkose, indėlių garantijų sistemas taip pat reikia aprūpinti reikalingais finansiniais ištekliais. Finansų ir ekonomikos krizės metu išaiškėjo, kad atskiros nacionalinės indėlių garantijų sistemos Europoje finansuojamos nepakankamai, todėl kredito įstaigos bankroto našta turi prisiimti valstybė ir galiausiai mokesčių mokėtojai. Kad finansinės įtampos metu būtų užtikrintas stabilizuojantis indėlių garantijų sistemų poveikis, visoje ES būtina garantuoti pakankamą išankstinį (*ex ante*) indėlių garantijų sistemų finansavimą. Indėlininkai turi būti geriau nei iki šiol informuojami apie indėlių garantijų sistemų veikimą, o bankroto atveju indėlininkams turi būti greičiau išmokamos kompensacijos. Priemonių suvienodinimas padėtų stiprinti indėlininkų pasitikėjimą ir Europos finansų sistemos stabilumą bei įgyvendinti vidaus rinką.

4-219-000

Petru Constantin Luhan (PPE), *în scris* . – Indiferent de situația financiară a unei bănci, solidă sau precară, este imposibil pentru aceasta să dețină suficiente lichidități pentru rambursarea integrală sau parțială a creditelor populației în cazul unor retrageri masive. Din acest motiv, instituțiile bancare riscă să se confrunte cu fenomenul „bank run”, în cazul în care deponenții consideră că depozitele lor nu sunt în siguranță și încearcă să le retragă în același timp. Sistemele naționale de garantare a depozitelor din UE sunt deosebit de importante pentru cetățenii noștri și oferă un plus de încredere pentru crearea de depozite

bancare. Sistemele europene de garantare despăgubesc deponenții în cazul incapacității de plată până la un anumit plafon de garantare. Valoarea plafonului a fost ridicată, mai întâi, de la 20 000 EUR la 50 000 EUR, iar începând din 2011, la 100 000 EUR per deponent.

Această directivă se aplică absolut tuturor instituțiilor de credit și statutul de membru al unui sistem de garantare a depozitelor devine obligatoriu. În acest fel, vom avea certitudinea că deponenții își pot valorifica oricând creanțele și că toate sistemele sunt suficient finanțate. Un nivel ridicat de protecție sporește încrederea deponenților și duce astfel la evitarea retragerii simultane a fondurilor de către mulți deponenți din teama de a-și pierde banii.

4-221-000

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this proposal. The formulation of common requirements applicable to deposit guarantee schemes will make it possible for Member States to organise these schemes in as flexible a manner as possible while providing uniform protection, ensuring equal stability and avoiding distortions of competition. While maintaining the same coverage level and target level and abiding by the stipulated time limits for reimbursements and terms relating to the use of funds, Member States will thus have the opportunity to adapt their deposit guarantee schemes to national features of financial markets. By means of this approach, effective protection of depositors will be achieved and the stability of the financial system ensured.

4-220-000

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – La posizione espressa dal Parlamento è ampiamente condivisibile. Una della priorità deve essere quella di prevenire future richieste ai sistemi di garanzia dei depositi. Per questa ragione occorre mettere in pratica l'azione e la vigilanza preventive. Occorre anche assicurare una valutazione coordinata e trasparente dei modelli di business degli operatori vecchi e nuovi, sulla base di un approccio comune concordato con l'Autorità europea di vigilanza. Il mio voto è favorevole.

4-222-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Ce rapport comporte quelques avancées. Mais il propose d'assouplir les règles de garantie des dépôts présentées par la Commission. Elles devraient au contraire être renforcées pour augmenter la contribution financière des banques à la sécurité du système financier. La mise à contribution des actionnaires des banques en cas de faillite bancaire ou de difficultés pouvant menacer les déposants n'est proposée ni par la Commission ni par les amendements de la commission ECON. Cette mise à contribution est nécessaire. Elle devrait s'intégrer dans une refonte globale du système financier. Il faut notamment séparer les activités de détail et les activités de marché des banques, afin de réorienter le système de crédit au service de l'économie et de l'emploi et de réduire les risques financiers. Je ne peux apporter mon suffrage à un rapport aussi peu ambitieux pour la sécurité des usagers des banques.

4-223-000

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Em caso de falência de uma instituição de crédito, os sistemas de garantia dos depósitos (SGD) que vigoram atualmente nos diferentes Estados-Membros da UE indemnizam os depositantes até ao nível de cobertura acordado. Durante a crise financeira e económica, o valor desse nível de cobertura sofreu um aumento, no âmbito da Diretiva 2009/14/CE do Parlamento Europeu e do Conselho, inicialmente

de 20 000 para 50 000 euros, tendo acabado por passar, em 1 de janeiro de 2011, para 100 000 euros por depositante. Simultaneamente, o prazo de reembolso, em caso de indemnização, foi reduzido para um período máximo de 30 dias úteis. O nível de cobertura acrescido reforça a confiança dos depositantes e previne a chamada corrida aos depósitos, ou seja, o levantamento por parte de um grande número de depositantes. Contudo, um nível de cobertura mais elevado, por si só, não é suficiente para proteger os depositantes de modo credível. Para evitar o perigo de corridas aos depósitos e uma eventual desestabilização dos mercados financeiros, os SGD deverão igualmente ser dotados dos recursos financeiros necessários. A congregação das medidas previstas na presente diretiva visa reforçar a confiança dos depositantes e a estabilidade do sistema financeiro europeu, contribuindo para a realização do mercado único.

4-224-000

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The fact that the central aspects of the current Commission proposal are a further reduction in the time limit for paying out to depositors, from 20 working days to 7 days, and the establishment of sound and credible deposit guarantee schemes in the EU, i.e. the deposit guarantee schemes have to be sufficiently financed, is very productive.

4-225-000

Claudio Morganti (EFD), *per iscritto*. – Ho voluto esprimere il mio voto positivo a questa relazione, poiché è soprattutto nei periodi di crisi e recessione economica che occorre garantire al meglio i risparmiatori contro gli eventuali rischi di insolvenza bancaria. In simili occasioni si può rischiare di avere infatti una pericolosa "corsa agli sportelli" con effetti destabilizzanti per tutto il sistema creditizio. Questo testo pone le basi per un sistema di garanzie comune sui depositi bancari valido in tutta Europa, in maniera tale da evitare anche il rischio di possibili distorsioni di mercato. La soglia prevista di 100.000 euro mi sembra adeguata, così come la necessità di avere dei tempi rapidi per gli eventuali rimborsi. Si devono quindi dare doverose garanzie a coloro che vogliono giustamente far fruttare i risparmi di una vita e che rischiano magari di trovarsi rovinati a causa dei grandi speculatori e di azzardate operazioni finanziarie che hanno altri responsabili e altri colpevoli.

4-225-500

Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE), *raštu*. – Tinkama indėlininkų apsauga kredito įstaigos nemokumo atveju, kaip parodė neseni įvykiai Lietuvoje, yra labai svarbus instrumentas užtikrinant piliečių pasitikėjimą tiek pačia bankų sistema, tiek valstybe, kontroliuojančia šią sistemą. Vis tik noriu atkreipti dėmesį į kelis aspektus, kuriems šiame pranešime buvo skirta mažiau dėmesio. Pagrindinis dalykas, kaip teisingai pastebima ir patvirtintame dokumente, – tinkama nacionalinių institucijų atliekama komercinių bankų priežiūra ir savalaikis reagavimas į galimus pavojaus signalus. Antras dalykas – būtinybė turėti tikslų finansiniams instrumentams, patenkantiems indėlių garantijų sistemą, taikomų kriterijų sąrašą ir užtikrinimas, kad klientams būtų teikiama tiksli bei išsami informacija apie taikomas garantijas.

4-225-750

Rolandas Paksas (EFD), *raštu*. – Pritariu šiai rezoliucijai, kadangi stabili ir patikima indėlių garantijų sistema užtikrins tinkamą indėlininkų apsaugą. Visų pirma, bendri visapusiškos indėlininkų apsaugos ir vienodo indėlių garantijų sistemų stabilumo

reikalavimai užkirs kelią konkurencijos iškraipymams bei padės apsaugoti piniginius indėlius. Be to, prevencinių ir rėmimo priemonių lankstumas padės išvengti kredito įstaigos mokumo sunkumų atsiradimo, o jiems atsiradus, sudarys sąlygas kuo greičiau juos pašalinti.

Manau, kad yra tikslinga taikyti indėlininkams palankių penkių darbo dienų negražinamų indėlių išmokėjimo terminą. Tokiu būdu indėlininkai bus apsaugoti nuo ilgalaikių finansinių sunkumų, o kartu ir išsaugotas jų pasitikėjimas. Be to, bus sudaromos geresnės sąlygos greitai grąžinti indėlininkams indėlius.

Taipogi būtina sugriežtinti nuostatas dėl informacijos teikimo ir suteikti indėlininkams galimybę be nuobaudų perkelti indėli, kuriam nesuteikiama garantija, į kitą kredito įstaigą.

4-225-875

Alfredo Pallone (PPE), *per iscritto*. – Purtroppo, in sede di trilogio, non è stato raggiunto un accordo, per cui oggi abbiamo votato il testo approvato lo scorso luglio in commissione ECON in prima lettura, aprendo la strada alla II lettura. Quel testo è in parte condivisibile, mentre, in altre, quali la soglia di contribuzione e i tempi di rimborso, credo debba essere migliorato. Mi auguro che in sede di II lettura la Commissione presenti un testo bilanciato. Infatti, il testo, così come votato dalla commissione ECON, contiene delle criticità per il sistema italiano, che ha retto nel corso della recente crisi, sia in merito al sistema di finanziamento che alle modalità di finanziamento del Fondo. In ragione di ciò, in sede di voto, ho sostenuto i 4 emendamenti presentati dall'on. Ford (ECR), volti a lasciare discrezionalità agli Stati membri in merito alle modalità e al sistema di finanziamento dei DGS.

4-226-000

Γεώργιος Παπανικολάου (PPE), *γραπτώς*. – Η συγκεκριμένη έκθεση την οποία και υπερψήφισα, αφορά την αποζημίωση των καταθετών σε περίπτωση πτώχευσης ενός πιστωτικού ιδρύματος. Υπενθυμίζεται πως όταν ξέσπασε η παγκόσμια χρηματοπιστωτική κρίση, η ΕΕ αύξησε το εγγυημένο αυτό όριο από τις 20.000 ευρώ σε 50.000 ευρώ και από 1ης Ιανουαρίου 2011 τελικά σε 100.000 ευρώ ανά καταθέτη. Παρόλα αυτά, η ρύθμιση αυτή δεν επαρκεί για την πλήρη προστασία των καταθέσεων. Είναι σαφές πως μαζικές φυγές από τραπεζικά ιδρύματα, ένας σημαντικός παράγοντας δεδομένης της κρίσης που πλήττει το ευρώ, μπορούν να αποσταθεροποιήσουν μέσα σε πολύ μικρό χρονικό διάστημα το τραπεζικό σύστημα. Με την παρούσα οδηγία επιχειρείται η δημιουργία ενός συστήματος εγγύησης των καταθέσεων μέσω της συνένωσης των ευρωπαϊκών μέτρων που ακολουθούνται από τα κράτη μέλη. Πρόκειται για μία πρόταση με ιδιαίτερο ελληνικό ενδιαφέρον δεδομένης της γενικότερης ανάγκης θωράκισης του ελληνικού τραπεζικού συστήματος.

4-226-500

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente o presente relatório relativo aos sistemas de garantia dos depósitos (SGD) que vigoram nos diferentes Estados-Membros da UE. Atualmente, o sistema prevê a indemnização até ao nível de cobertura acordado em 100 000 euros por depositante. O prazo de reembolso, em caso de indemnização, é de 30 dias úteis, no máximo. O presente relatório reconhece a heterogeneidade dos diferentes setores bancários da UE e propõe uma atuação diferenciada mediante a definição de requisitos comuns para todos os SGD, salvaguardando a suficiente flexibilidade quanto aos aspetos concretos do seu respetivo modo de funcionamento. Pretende garantir-se requisitos comuns aplicáveis aos SGD que possibilitem condições de

proteção uniformes, um mesmo nível de estabilidade e a não distorção da concorrência, mas também a maior flexibilidade possível na conceção dos SGD, para que estes se adaptem às particularidades dos mercados financeiros de cada Estado-Membro. Tendo em conta que se visa a proteção eficaz dos depositantes e a garantia de estabilidade do sistema financeiro, votei favoravelmente o presente relatório.

4-226-750

Miguel Portas (GUE/NGL), *por escrito*. – Os sistemas de garantias de depósitos devem ser analisados numa dupla perspetiva: o grau em que os direitos dos depositantes são protegidos e as entidades sobre as quais recai a responsabilidade por essa proteção. O relatório em análise apoia uma linha de reforço das garantias dadas aos depositantes, assente numa maior responsabilização das instituições financeiras, de forma a dotar os SGD de recursos que permitam fazer face às crises e evitar que essa responsabilidade recaia sobre os contribuintes através do envolvimento público. Essa escolha é a mais justa, mais responsável e a que melhores sinais dá às próprias instituições para a condução da sua atividade. Por estas razões, votarei favoravelmente o relatório.

4-227-000

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. The formulation of common requirements applicable to Deposit Guarantee Schemes will make it possible for Member States to organise these schemes in as flexible a manner as possible while providing uniform protection, ensuring equal stability and avoiding distortions of competition. While maintaining the same coverage level and target level and abiding by the stipulated time limits for reimbursements and terms relating to the use of funds, Member States will thus have the opportunity to adapt their Deposit Guarantee Schemes to national features of financial markets. By means of this approach, effective protection of depositors will be achieved and the stability of the financial system ensured.

4-228-000

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – Le banche sono intermediari finanziari speciali perché si finanziano attraverso i depositi, strumenti redimibili su domanda e senza perdite. La più lunga scadenza degli attivi bancari rende il rimborso dei depositi difficile in caso di un'improvvisa e simultanea domanda di ritiro da parte dei depositanti. La "corsa agli sportelli" può contagiare altre banche e compromettere la stabilità non soltanto del sistema bancario ma anche dell'intera economia.

Per prevenire tale rischio, un crescente numero di paesi ha istituito un sistema di garanzia dei depositi, seguendo l'esempio degli Stati Uniti. L'assicurazione dei depositi si è dimostrata efficace nella prevenzione dei panici bancari ma indebolisce la disciplina di mercato sul *management* e gli azionisti e crea azzardo morale. Infatti, attenua l'incentivo dei depositanti al monitoraggio del *management* della banca; la scarsa attenzione dei depositanti può incoraggiare la banca a scegliere impieghi più rischiosi, dato che i profitti le resteranno ma le eventuali perdite saranno sostenute dal fondo di garanzia dei depositi e, se questo non bastasse, dai contribuenti.

Spero che l'approvazione del testo votato questa mattina possa far pervenire ad obiettivi di omogeneizzazione con un approccio del tipo misura unica per tutti.

4-228-500

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – A Comissão Europeia apresentou uma proposta relativa aos sistemas de garantia de depósitos que tem como objetivo providenciar os mecanismos adequados que tranquilizem os cidadãos no que diz respeito à proteção das suas poupanças, investimentos ou apólices de seguros, independentemente da sua localização na Europa. Subscribo o presente relatório por entender ser necessário garantir uma eficiente cobertura dos depósitos constituídos até 100 mil euros, quer sejam efetuados por particulares ou por entidades empresariais, em qualquer moeda. Será ainda necessário diminuir a burocracia associada, efetuar reembolsos mais rápidos e proceder a medidas diversificadas que permitam obter um financiamento responsável e a longo prazo para os 95 % de depósitos que existem até ao montante protegido. Entendo que os europeus não só irão dispor de uma melhor proteção para as suas poupanças, como poderão também optar pelo melhor produto de poupança em qualquer país da UE. Já as entidades bancárias irão beneficiar da proposta, uma vez que podem oferecer produtos competitivos em toda a Europa sem estarem limitadas por tais diferenças. Considero ainda fundamental que sejam adotadas medidas com vista a evitar futuras reclamações relativamente aos sistemas de garantia de depósitos, sendo conveniente prevenir e supervisionar regularmente a atividade bancária.

4-229-500

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *în scris*. – Am votat pentru Rezoluția legislativă a Parlamentului din 16 februarie 2012 referitoare la propunerea de directivă privind sistemele de garantare a depozitelor (reformare), deoarece directiva reprezintă un instrument esențial pentru realizarea pieței interne din punctul de vedere al libertății de stabilire și al libertății de a presta servicii financiare în domeniul instituțiilor de credit, sporind totodată stabilitatea sistemului bancar și protecția deponenților. Sistemele naționale de garantare a depozitelor din UE despăgubesc deponenții în cazul incapacității unei instituții de credit de a-și onora obligațiile până la incidența plafonului de garantare care, începând cu 1 ianuarie 2011, este de 100 0000 EUR per deponent.

Pentru ca sistemele de garantare a depozitelor să poată avea un efect de stabilizare în perioade de criză financiară, este necesar să fie asigurată o finanțare suficientă a sistemelor de garantare a depozitelor în avans (ex ante) peste tot în Europa. Deponenții trebuie să fie informați mai bine decât în prezent cu privire la modul de funcționare a sistemelor de garantare a depozitelor, iar în cazul incapacității unei instituții de credit de a-și onora obligațiile de plată, aceștia trebuie să fie despăgubiți rapid. Formularea cerințelor comune referitoare la sistemele de garantare a depozitelor permite statelor membre o flexibilitate maximă în configurarea acestor sisteme.

4-229-000

Derek Vaughan (S&D), *in writing*. – I fully support this directive which aims to ensure that savers are compensated for the failures of the banks. Protection for account holders is vitally important, especially given the events of the recent economic crisis with panicked scenes as customers attempted to withdraw their money from collapsing banks. Customers must feel confident that their money is safe and I voted in favour of this directive because it will ensure that effective deposit guarantee schemes are in place in each Member State.

4-230-000

Angelika Werthmann (NI), *schriftlich*. – Um das Risiko eines „Sturms auf die Banken“ zu verringern und um zu vermeiden, dass bei zukünftigen Krisen erneut der Steuerzahler für Ausfälle von Kreditinstituten zur Kasse gebeten wird, ist es unerlässlich, europaweit einheitliche Mindeststandards zur Einlagensicherung zu schaffen. Ausnahmslos alle Kreditinstitute sollen verpflichtend einem Einlagensicherungssystem angehören, weiters ist eine ausreichende ex-ante Finanzierung aller Einlagensicherungssysteme notwendig. Darüber hinaus gilt es, durch kurze Auszahlungsfristen im Entschädigungsfall das Vertrauen der Einleger zu stärken. Eine europaweit einheitliche Erstattungsfrist von fünf Werktagen anstatt der derzeit gültigen Regelung von zwanzig Werktagen halte ich für angemessen.

4-231-000

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Esta Diretiva relativa aos sistemas de garantia de depósitos (SGD) pretende estabelecer requisitos comuns, a serem respeitados pelos Estados-Membros, relativos à proteção dos depositantes aquando da falência de uma instituição de crédito. A proposta do relator aumenta, em alguns aspetos, o nível de proteção para os depositantes - estabelece o direito legal ao reembolso máximo de 100 000 euros e um prazo de reembolso mais rápido. No entanto, alguns aspetos desta Diretiva levantam-nos preocupações. Por um lado, esta Diretiva é mais um passo para a plena realização do mercado interno da UE. Deixa em aberto a criação da possibilidade de fusão de SGD de diferentes Estados-Membros e de criação voluntária de sistemas transfronteiriços próprios. Por outro lado, não concretiza quais são as instituições responsáveis pelo financiamento dos SGD. Não pode ser o Estado, ou seja, os contribuintes, a acarretarem com as consequências da falência de instituições de crédito quando os SGD não têm financiamento suficiente. Este aspeto deve ser assegurado na Diretiva.

4-232-000

Sprawozdanie: Derek Vaughan (A7-0030/2012)

4-233-000

Damien Abad (PPE), *par écrit*. – Face à la crise, nous devons nous montrer responsables. C'est pourquoi j'ai voté en faveur du rapport Vaughan qui prône un gel des dépenses administratives des institutions européennes.

4-233-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, considerando que, na situação atual de elevada carga sobre a dívida pública e em tempos de restrições e esforços de consolidação orçamental por parte dos Estados-Membros, as instituições europeias devem, à semelhança dos cidadãos, demonstrar responsabilidade orçamental e auto-restricção.

4-234-000

Zoltán Bagó (PPE), *írásban*. – Ésszerű és indokolt bővítés, költséghatékony és önmérsékletet tanúsító magtartás közepette. Így foglalhatom össze röviden annak az „igen” szavazatnak a lényegét, mellyel támogattam a 2013-as költségvetési eljárásra vonatkozó iránymutatásokról szóló jelentést. Az Európai Unió, az Európai Parlamenten keresztül ismét igazolta azt a nagyszerű képességét és készségét, hogy sikerül végrehajtania egy olyan stratégiaileg fontos bővítést, mint Horvátország csatlakozása oly módon, hogy az nem

terheli azt a többéves pénzügyi keretet, mely már korábban elfogadásra került. Ezen felül örömmel vettem tudomásul, hogy határozott igényként jelent meg az EP költségvetésének független értékelésére irányuló munkacsoport létrehozása, valamint mindazok az intézkedések, melyek a költségvetést az ésszerű és gazdaságos mederben tartják. Nem kétséges, hogy az Európai Unió intézményrendszereinek és magának az Európai Parlamentnek is élen kell járni abban a restriktív gazdaságpolitikában, melyet maga is hirdet, és megkövetel az egyes tagállamok hazai költségvetésétől. Ennek a jelentésnek az elfogadása lehet az igazolása és alapja annak a társadalmi igénynek, mely egyre inkább jelentkezik a politikai elittel szemben.

4-234-500

Jean-Luc Bennahmias (ALDE), *par écrit*. – Restrictions budgétaires obligent en temps de crise, la rigueur est partout en Europe, nous ne pouvons demander des efforts considérables aux Etats sans en faire nous même! Le rapport Vaughan avec raison appelle à geler les dépenses du Parlement européen pour 2013. Cela est nécessaire, nous le savons tous, encore faut-il prendre les mesures pertinentes. Mais, n'oublions pas que l'adhésion de la Croatie risque d'augmenter les dépenses de l'UE... Il faudra alors se montrer encore plus proactif qu'aujourd'hui et prévoir les rééquilibrages budgétaires impératifs pour les dépenses futures. Il est tout à fait normal, dans un souci de solidarité avec les citoyens européens, que nous gelions les dépenses liées à nos déplacements ainsi que nos indemnités individuelles jusqu'en 2014. En parallèle de ces mesures liées à nos dépenses individuelles, le rapport préconise d'identifier des possibilités d'économie à long terme afin de maintenir les dépenses dans les limites budgétaires que nous nous sommes fixées. Il est crucial de repérer les lignes budgétaires qui présentent des chevauchements entre elles ou manquent d'efficacité dans leur action. En conséquence, en solidarité avec les difficultés rencontrées par nombre des Etats de l'Union, nous réclamons à travers ce rapport une évaluation indépendante du budget du Parlement pour se rendre compte objectivement des rééquilibrages à effectuer.

4-235-000

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šio pranešimo, nes juo Europos Parlamentas pasisako už ES institucijų administracinių biudžetų įšaldymą, atsižvelgiant į užsitęsusias sudėtingas ekonomines aplinkybes. Parlamentas taip pat primena, kad 2013 metais reikės pasirengti Kroatijos narystei ir tai turės poveikio biudžetui, ypač kai tai susiję su naujosiomis narėmis skirtais išteklių ir personalo įdarbinimu įvairiose institucijose. Visgi Europos Parlamentas primena, kad visos institucijos, atsižvelgdamos į didelę viešosios skolos našta ir į būtinybę taupyti dabar, kai valstybėse narėse toliau dedamos pastangos siekiant konsoliduoti nacionalinius biudžetus, turi parodyti atsakomybę ir solidarumą už biudžetą ir taupymą. Todėl Parlamentas ragina stiprinti tarpinstitucinį bendradarbiavimą siekiant dalytis geriausia praktika, o taip pat ieškant galimybių taupyti modernizuojant savo žmogiškųjų išteklių, organizacinę, technologijų ir pastatų politiką.

4-236-000

Antonio Cancian (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore della relazione del collega Vaughan che fissa gli orientamenti per il bilancio del 2013 perché condivido molti degli spunti in essa contenuti. In un'epoca di grave crisi economica, in cui gli Stati membri e le amministrazioni locali chiedono sacrifici, talvolta pesanti, ai propri cittadini, credo che l'Unione europea debba fare la propria parte ed essere un esempio nel controllo della spesa pubblica. Appoggio pienamente l'invito a proseguire sulla strada delle riforme strutturali

e organizzative per riuscire a contenere e comprimere i costi di funzionamento del Parlamento, anche in vista delle maggiori spese che comporterà, l'anno prossimo, la piena integrazione della Croazia.

Andranno sicuramente considerate e valutate con attenzione alcune proposte avanzate nella relazione, come il congelamento delle linee di bilancio relative alle spese di viaggio e la sospensione dell'indicizzazione delle indennità dei deputati. Ritengo inoltre che vada affrontata la controversa questione della doppia sede del Parlamento, che ci costringe ad una costosa trasferta ogni mese. Alla luce di questi rilievi, ritengo tuttavia importante assicurarci che qualsiasi discussione non scivoli in derive populiste e demagogiche, che nuocerebbero all'immagine dell'Unione senza fornire un vero contributo al risparmio.

4-236-250

Anna Maria Corazza Bildt (PPE), *skriftlig*. – Därför välkomnar jag att ändringsförslag nr 2 kräver en snabb utvärdering av situationen: Jag röstade för ändringsförslag nr 2 i betänkandet om riktlinjer för 2013 års budget, eftersom jag fullhjärtat stöder ett enda säte för parlamentet som skulle leda till stora besparingar. Sedan jag blev parlamentariker 2009 har jag varit med och drivit frågan om ett enat säte för Europaparlamentet, och jag har röstat för en, i stället för två, sessioner i september. Jag stöder aktivt kampanjen Single Seat, som drivs av en grupp parlamentsledamöter av Europaparlamentet som är engagerade för att hitta en lösning i frågan. I ett läge av ekonomisk kris är det uppseendeväckande att EU fortsätter att spendera miljoner euro varje år på att ha dubbla säten. Förutom den ekonomiska aspekten skulle man även göra stora vinster för miljön om det fanns ett gemensamt säte och man undvek de regelbundna transportererna av personal och material mellan Bryssel och Strasbourg. Hittar vi inte en lösning snart riskerar det att urholka förtroendet för Europaparlamentet som institution. Jag säger att det får vara nog med flyttkarusellen mellan Strasbourg och Bryssel!

4-236-375

Andrea Cozzolino (S&D), *per iscritto*. – È assolutamente condivisibile che, nel perdurare delle difficoltà economiche, le istituzioni diano per prime un esempio di austerità e di rigore, anzitutto congelando i propri bilanci amministrativi. Si tratta di una maniera efficace, oltre che concreta, per essere credibili rispetto ai sacrifici che giorno dopo giorno chiediamo ai nostri concittadini. Conseguire un risparmio rafforzando la cooperazione interistituzionale, condividendo le migliori prassi tra istituzioni e modernizzando le politiche in materia di risorse umane, tecnologie e politiche ambientali può e deve diventare un obiettivo strategico per le istituzioni comunitarie. L'occasione di questo voto, tuttavia, consente di ribadire ancora una volta e con maggiore forza che - alla necessità di intervenire drasticamente per tagliare spese improduttive - deve fare da contraltare l'esigenza di moltiplicare gli sforzi per liberare e rendere disponibili quante più risorse possibile per rimettere al più presto in moto l'economia globale e ridare speranza a quanti oggi cedono facilmente alle populistiche sirene antieuropeistiche. Il giudizio che i cittadini europei esprimeranno sulle istituzioni che li governano dipende sicuramente dalla capacità di queste ultime di mostrarsi sensibili alle esigenze e alle difficoltà dell'attuale fase, ma, ancor più, dalla capacità di predisporre politiche adeguate per uscire il prima possibile dal tunnel della crisi.

4-236-437

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – En ces temps de crise, une stricte discipline budgétaire s'impose au plus grand nombre et le Parlement européen ne doit pas déroger à la règle. Un gel du budget de fonctionnement du Parlement pour l'année 2013 a donc été décidé. Concrètement, le budget de personnel et le budget consacré aux déplacements des parlementaires seront identiques en termes réels à celui de l'année 2012 et les indemnités individuelles des députés n'évolueront pas jusqu'à la fin de la législature. Pour identifier d'autres possibilités d'économies, le budget du Parlement fera prochainement l'objet d'une évaluation indépendante.

4-236-500

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce budget d'austérité car il est important que les institutions européennes contribuent, en ces temps de crise économique, à l'effort de discipline budgétaire initié par les Etats membres.

4-236-625

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório por considerar que as instituições europeias, no contexto da grave situação económica atual, deverão congelar os seus orçamentos administrativos, sem no entanto desrespeitar as obrigações juridicamente vinculativas e os eventuais aumentos subsequentes. A redução de custos passa também pelo reforço da cooperação interinstitucional, tendo em vista a partilha de boas práticas e o aumento da eficiência no domínio dos recursos humanos, organização, tecnologia e energia.

4-236-750

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Ao tomar em devida consideração a atual situação financeira, económica e social da União, exige-se cada vez mais que as instituições respondam com a responsabilidade e comedimento às exigências da gravíssima situação que atravessamos e que utilizem processos de gestão orçamental rigorosos com vista à realização de poupança. É neste momento necessário atingir um equilíbrio sustentado e um esforço de consolidação em todas as categorias do orçamento, mantendo uma abordagem prudente relativamente às despesas de funcionamento administrativo. Acolho, por isso, como positiva a recomendação no sentido do congelamento dos seus orçamentos administrativos das várias instituições. O Parlamento deve manter o princípio da excelência legislativa, respeitar os princípios da boa gestão e transparência e zelar por um espírito de responsabilidade orçamental.

4-236-875

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – O relatório em apreço visa as orientações para o processo orçamental de 2013 no que respeita às seguintes instituições da União Europeia: Parlamento Europeu, Conselho, Tribunal de Justiça, Tribunal de Contas, Comité Económico e Social Europeu, Comité das Regiões, Provedor de Justiça Europeu, Autoridade Europeia para a Proteção de Dados e Serviço Europeu para a Ação Externa.

Neste momento de crise económica e financeira, é imprescindível que as instituições públicas adotem princípios de boa gestão financeira, quer na execução, quer na elaboração dos seus orçamentos. O Parlamento Europeu deve ser um exemplo de rigor e poupança sem, contudo, pôr em causa a excelência legislativa. Todos concordamos que é necessário

fazer economias. Por isso, concordo com a proposta de criação de um grupo de trabalho que, em articulação com a mesa administrativa, identifique as rubricas com excedentes e aquelas onde é possível fazer mais poupanças. A prioridade deve ser a canalização de fundos para políticas que ajudem os Estados-Membros a sair da crise. Votei favoravelmente este relatório pois entendo que as orientações aprovadas, sem colocar em causa a disponibilidade dos recursos necessários para o bom funcionamento das instituições da UE, garantem um orçamento de grande rigor e eficácia para o próximo ano.

4-237-000

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Estas orientações referem-se a todas as outras secções, que não a Comissão, pelo que inclui o orçamento do Parlamento, Conselho, Tribunal de Justiça, de Contas, Comité Económico e Social Europeu, Comité das Regiões, Provedor de Justiça, Autoridade Europeia para a Protecção de Dados e o Serviço Europeu para a Acção Externa. As orientações no sentido de diminuir os gastos das instituições europeias são genericamente positivas. Por outro lado, *modernizar assim as políticas das instituições no domínio dos recursos humanos, organização, tecnologia e edifícios* seriam preocupações justas se não estivessem imbuídas, algumas delas, das mesmas orientações demagógicas das denominadas medidas de austeridade. Como referimos durante o debate, preocupam-nos, entre outros, os cortes efetuados nos serviços de interpretação e de tradução, que, para além de porem em causa o princípio do multilinguismo nas instituições europeias, e em especial no Parlamento, poderão constituir a porta de entrada para ataques aos direitos dos trabalhadores destes serviços, que não podemos aceitar.

4-238-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *pisomne*. – Strop pre okruh 5 viacročného finančného rámca (VFR) pre rozpočet EÚ na rok 2013 je 9 181 miliónov EUR v bežných cenách. Pristúpenie Chorvátska taktiež bude mať vplyv na rozpočet na rok 2013, najmä čo sa týka prostriedkov pre nových poslancov a prijímanie zamestnancov vo všetkých inštitúciách. Vzhľadom na vysoké zaťaženie vyplývajúce z verejného dlhu a obmedzení v čase prebiehajúcich snáh o vnútroštátnu rozpočtovú konsolidáciu by Európsky parlament a všetky ostatné inštitúcie mali preukázať rozpočtovú zodpovednosť a vlastné uskromnenie. Inštitúcie by v kontexte pretrvávajúcich náročných ekonomických podmienok mali zmraziť svoje administratívne rozpočty. Zároveň je však potrebné dodržiavať právne záväzné povinnosti a možné následné zvýšenia. Domnievam sa, že je nevyhnutné, aby inštitúcie posilnili medziinštitucionálnu spoluprácu s cieľom vymieňať si najlepšie postupy, hľadať úspory a modernizovať tak svoje politiky týkajúce sa ľudských zdrojov, organizácie, technológií a budov.

Taktiež má veľký význam a opodstatnenie vynakladať snahu o posilnenie nediskriminačných politík, ktoré uľahčujú prístup, prijímanie a integráciu osôb so zdravotným postihnutím. S cieľom dosiahnuť významné dlhodobé úspory je na mieste, aby všetky inštitúcie hľadali ďalšie úspory v snahe dodržať rozpočtovú disciplínu a zmrazili svoje rozpočty a pritom zohľadnili svoje právne záväzky a nové finančné nároky.

4-238-500

Lorenzo Fontana (EFD), *per iscritto*. – Ritengo sia di fondamentale importanza, soprattutto nell'attuale clima di austerità, continuare a dimostrare che le Istituzioni europee agiscono in modo responsabile, realizzando risparmi reali e rispettando un opportuno rigore di bilancio. Per questi motivi, il mio voto è stato positivo.

4-239-000

Bruno Gollnisch (NI), *par écrit*. – Les institutions européennes sont d'autant plus coûteuses qu'elles sont nuisibles et engendrent, des dépenses indues ou excessives en tentant de justifier leur existence, d'accroître leurs propres pouvoirs ou leur visibilité.

Dans ce contexte, les économies de bouts de chandelle et les appels hypocrites à la modération des augmentations budgétaires contenus dans le rapport et adressés à toutes les institutions sauf la Commission apparaissent comme hypocrites et dérisoires, surtout quand on sait que l'Union européenne, paradoxalement, emploie moins de fonctionnaires que la seule ville de Paris, et que les députés se sont systématiquement opposés, de manière souvent opaque, à la réduction de leur propre train de vie!

On attend avec impatience le rapport sur le budget de la Commission, sa gestion et ses politiques, pour voir si d'aventure et pour une fois, cette assemblée osera sabrer dans les dépenses inutiles, de publicité ou de clientélisme.

4-239-500

Nathalie Griesbeck (ALDE), *par écrit*. – Comme en 2012, le Parlement Européen se met à l'heure de l'austérité budgétaire : nous avons ainsi voté cette semaine le gel du budget de notre Parlement pour 2013. En effet, alors que l'UE traverse une période d'austérité financière et budgétaire sans précédent, il est essentiel que les institutions européennes fassent preuve de responsabilité et participent aux efforts budgétaires. J'ai bien sûr voté en faveur de ce rapport et je me félicite de son adoption. Nous demandons également une évaluation indépendante du budget du Parlement européen. En outre, nos indemnités individuelles de parlementaires seront gelées jusqu'à la fin de la législature, ainsi que les lignes budgétaires liées aux déplacements, ou encore au personnel. Plus particulièrement, je souhaite indiquer que j'ai voté contre l'amendement n°2 en faveur d'un siège unique du Parlement Européen car il s'agit encore une fois d'attaques contre le siège de Strasbourg. Or je défends fermement le maintien de celui-ci, non seulement pour des raisons historiques et symboliques, mais surtout au nom du principe de diversité de l'Union Européenne. Il s'agit avant tout une question politique touchant à l'indépendance du Parlement : le choix de Strasbourg reflète une volonté d'une Europe décentralisée, et non pas "concentrée" en un lieu unique de pouvoir à Bruxelles.

4-239-750

Brice Hortefeux (PPE), *par écrit*. – Le Parlement était appelé à se prononcer jeudi 16 février sur son budget de fonctionnement pour l'année 2013. Ce budget ne soulevait pas de difficulté majeure, si ce n'est le dépôt d'un amendement réclamant que le Parlement européen ne dispose que d'un seul siège. Cet amendement, à mon grand regret, a été approuvé, ouvrant dès lors la voie à une bataille interne entre les partisans et les opposants au siège de Strasbourg. Par simple commodité, certains travaux se déroulent à Bruxelles mais n'oublions pas que Strasbourg est le seul siège officiel du Parlement européen, le symbole du rapprochement entre la France et l'Allemagne, le symbole de l'unité européenne voulue par les pères fondateurs. Aujourd'hui, des députés ont déclaré une guerre ouverte à Strasbourg. Pourtant, un rapport rédigé par l'Association européenne des jeunes entrepreneurs et présenté le 14 février renverse les arguments financiers, institutionnels, environnementaux avancés par les détracteurs. J'en appelle donc les députés à respecter la lettre des traités, car si l'on devait pousser la logique jusqu'au bout, pourquoi ne pas faire de Strasbourg le siège unique du Parlement européen?

4-239-875

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Pritariau dokumentui, kadangi Europos Parlamentas ir visos institucijos, atsižvelgdamos į didelę viešosios skolos našta ir į būtinybę taupyti dabar, kai toliau dedamos pastangos siekiant konsoliduoti nacionalinius biudžetus, turėtų parodyti atsakomybę už biudžetą ir taupymą. Institucijos turi stiprinti tarpinstitucinį bendradarbiavimą siekdamos dalytis geriausia praktika, ieškodamos galimybių taupyti ir taip modernizuodamos savo žmogiškųjų išteklių, organizacinę, technologijų ir pastatų politiką. Džiugu, kad Europos Parlamento struktūriniai pokyčiai ir restruktūrizacija lėmė tai, kad pavyko sutaupyti nemažai 2012 m. biudžeto lėšų. Todėl reikėtų tęsti struktūrinės ir organizacinės reformas, o naujovės turi būti taikomos ir kitose srityse. Generalinis sekretorius turėtų pateikti Biudžeto komitetui išsamią ataskaitą, kurioje būtų išsamiai apžvelgtos 2011 m. nepakankamai įgyvendintos biudžeto eilutės ir pateikta objektyvi tai lėmusių priežasčių analizė. Tačiau tuo pat metu taupymas neturėtų kelti grėsmės EP teisėkūros veiklai. Manau, kad visos institucijos turi toliau ieškoti galimybių taupyti siekiant išsaugoti biudžetinę tvarką ir įšaldyti savo biudžetus atsižvelgiant į teisinius įsipareigojimus ir naujus finansinius iššūkius.

4-239-937

Agnès Le Brun (PPE), *par écrit*. – L'adoption d'orientations par une résolution constitue la première étape de la procédure d'adoption du budget. Sont concernées toutes les institutions à l'exception de la Commission. Le budget du Parlement est le plus important parmi les autres institutions. La seconde étape sera le vote en mars prochain d'une résolution présentant des estimations concrètes. En cette période de crise et face à la nécessité de réduire nos dépenses publiques, j'ai soutenu l'adoption de ces orientations qui prévoient qu'à l'image du budget administratif de la Commission, le budget celui du Parlement européen et des autres institutions soit gelé, c'est à dire simplement indexé sur l'inflation.

4-240-000

George Lyon (ALDE), *in writing*. – In the context of national austerity and budget consolidation efforts across Europe, I am glad that, with the vote of Thursday 16th February, the European Parliament has shown self-restraint and responsibility in the guidelines for the EU 2013 budget.

I support the proposed freeze in administrative spending for all institutions, which can surely be achieved through structural changes, reorganisation and getting rid of inefficiencies. I also welcome the proposed freeze on travel expenditure in 2013 and no indexation of all MEPs allowances. I am delighted that we seem to have an agreement to reject any new unforeseen building development project for our institutions until the end of the legislature.

Finally, I would like to recall that I remain convinced that one of the best and most efficient ways to make savings in the Parliament budget would be to adopt a Single Seat for this House, in Brussels and this is the reason why I signed and supported the amendment tabled to that effect by a group of MEPs from all political groups.

4-241-000

David Martin (S&D), *in writing*. – I welcome this report calling for the Secretary-General to come forward with proposals for an independent evaluation of Parliament's budget.

4-241-500

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport sur les orientations pour le budget 2013. Si je soutiens le gel du budget de notre institution pour 2013, j'ai voté contre l'amendement s'attaquant au siège du Parlement européen à Strasbourg. Deux jours auparavant était présenté un rapport rectifiant considérablement les chiffres erronés mais très souvent entendus, élevant le coût du siège Strasbourgeois de 169 à 203 millions d'euros par an. La réalité est toute autre, selon le secrétariat général du Parlement, le total des coûts spécifiques de Strasbourg est de 51,5 millions d'euros, soit 10 cents d'euros par citoyen et par an. De même, l'estimation de l'empreinte carbone de 19 000 tonnes de CO2 est quatre fois supérieure à la réalité, qui est en fait de 4 199 tonnes. Je constate que mes collègues ne désarment pas au sujet du siège de Strasbourg et qu'il s'agit là d'un sujet plus politique que réellement budgétaire ou environnemental. Pour ma part, j'estime que si le Parlement européen doit avoir un siège unique, cela doit bien entendu être Strasbourg.

4-242-000

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – Il relatore fa bene a ricordare gli ingenti risparmi conseguiti nell'ambito del bilancio 2012 grazie ai cambiamenti strutturali e alla riorganizzazione. Per questo, oltre ad incoraggiare a proseguire sulla strada delle riforme strutturali, è bene che si incominci a pensare di realizzare risparmi anche sul lungo periodo. Il mio voto è favorevole.

4-243-000

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – As instituições, no contexto da continuação de uma situação económica exigente, deverão congelar os seus orçamentos administrativos, contudo, é necessário respeitar as obrigações juridicamente vinculativas e os eventuais aumentos subsequentes. As instituições devem reforçar a cooperação interinstitucional com vista a partilhar boas práticas, procurar economias e modernizar assim as suas políticas no domínio dos recursos humanos, organização, tecnologia e edifícios. Todas as instituições devem, portanto, procurar fazer mais economias, visando manter a disciplina orçamental e congelar os respetivos orçamentos, embora tendo presentes as obrigações jurídicas e os novos desafios financeiros, como a adesão da Croácia.

4-244-000

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – In the context of the heavy burden of public debt and restraint in times of ongoing national budgetary consolidation efforts, Parliament, and all the EU institutions, should show budgetary responsibility and self-restraint. By calling for a freeze on their own allowances and travel expenses, the Members of this House wish to contribute actively to maintaining budgetary discipline and keeping the overall evolution of the Parliament's 2013 administrative budget under the inflation rate.

4-245-000

Andreas Mølzer (NI), *schriftlich*. – Gerade angesichts der Schulden- und Wirtschaftskrise und des teilweise harten nationalen Sparkurses, den viele EU-Mitgliedstaaten eingeschlagen haben oder gar einschlagen müssen, ist es umso wichtiger, dass sich auch die Europäische Union zu Sparmaßnahmen durchringt. Wenngleich bei den großen Themen wie den drei Parlamentssitzen oder dem Subventions- und Agenturenschubel keine Durchbrüche erzielt wurden, wurde im vorliegenden Bericht dennoch deutlich gemacht, dass Sparen

angesagt ist. Die Berichtsfassung gibt hier nur halbherzige Vorgaben, wenngleich diese natürlich besser als nichts sind. Ich habe in diesem Sinne abgestimmt.

4-246-000

Vital Moreira (S&D), *por escrito*. – Na votação das linhas orientadoras para o Orçamento de 2013 votei a favor de uma sede única para o Parlamento Europeu, não só por razões financeiras (dados os custos das duas sedes), mas também por razões de eficácia e boas condições para os trabalhos parlamentares. Votei também a favor da redução do orçamento de viagens (tanto das comissões como das delegações interparlamentares) por me parecer que há demasiadas viagens, em parte absolutamente supérfluas, que por vezes não passam de *turismo parlamentar*, o que não ajuda nada a reforçar a legitimidade política do PE na opinião pública.

4-247-000

Claudio Morganti (EFD), *per iscritto*. – Sono molto soddisfatto che oggi la maggioranza assoluta dei deputati di questo Parlamento abbia approvato l'emendamento che avevo presentato per sottolineare l'impossibilità di continuare ad avere due sedi parlamentari. Spero quindi che ora questo testo arrivi al più presto all'attenzione del Consiglio e degli Stati Membri: non possiamo continuare a nasconderci dietro ad un dito: parlare di tagli e riduzioni quando noi stessi siamo complici, nostro malgrado, del più grosso e assurdo tra tutti gli sprechi.

Mi sarebbe piaciuto tuttavia che oggi fossero stati accolti anche altri due emendamenti presentati dal mio gruppo: uno per bloccare gli ingenti e incomprensibili finanziamenti ai partiti e alle fondazioni politiche europee e l'altro per consentire che l'acquisto di edifici da parte delle Istituzioni comunitarie fosse vincolato ad un voto d'approvazione in Aula. Noi della Lega Nord siamo rimasti coerenti come sempre, a difesa del rigore e della trasparenza: altri partiti forse preferiscono attingere a finanziamenti europei ed essere complici di oscure manovre immobiliari tra Bruxelles, Strasburgo e Lussemburgo.

4-247-250

Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE), *raštu*. – Europos Sąjungai vaduojantis iš krizės bei mažėjant atlyginimams privačiame sektoriuje, viešasis sektorius neturėtų būti išimtis. Pritariu šiai rezoliucijai, nes esu įsitikinusi, jog ir ES institucijos gali solidariai prisidėti prie bendros taupymo politikos. Mūsų sprendimas neindeksuoti išmokų yra sveikintinas, kaip ir pasiryžimas atsisakyti dviejų darbo vietų. Vis tik manau, jog turėtume žengti dar toliau ir taupymą pradėti nuo realios ir efektyvios savo kaštų analizės, kuri galėtų parodyti mūsų veiklos efektyvumo mastus ir tolesnio kaštų karpymo galimybes.

4-247-500

Paul Murphy (GUE/NGL), *in writing*. – I abstained on the final vote as the report did not specify that it would cut the generous expenses, salaries and other privileges of MEPs. I call for all MEPs to be on a salary not in excess of that of a skilled worker. Any expenses incurred in the exercise of their duties should be fully vouched for and be published on a regular basis. Due to the unnecessary financial and environmental cost, I supported the amendment calling for a single seat for the European Parliament; however I believe that this must occur together with investment in public works in the city of Strasbourg to ensure that there is no loss in jobs in the Strasbourg region. I voted in favour of the amendment calling for a cut in the state funding of EU political parties and foundations. I believe that

political parties, including those at an international level, should be primarily funded 'from the bottom up' through contributions from their members and non-corporate supporters.

4-247-750

Rolandas Paksas (EFD), *raštu*. – Esant dabartinei finansinei padėčiai Europos Parlamentas ir visos institucijos turėtų parodyti atsakomybę už biudžetą ir taupymą. Taigi būtina vykdyti išmintingą išlaidų politiką.

Manau, kad daugiausia lėšų galima sutaupyti, jei Parlamentas turėtų tik vieną buveinę ir būtų atsisakyta mėnesinių kelionių tarp Briuselio ir Strasbūro. Be to, siekiant užtikrinti skaidrumą pastatų politikos srityje, turėtų būti vykdoma procedūros reforma, kad šių klausimų sprendimui būtų reikalingas plenarinio posėdžio pritarimas.

4-247-875

Alfredo Pallone (PPE), *per iscritto*. – A seguito dei cambiamenti strutturali e alla riorganizzazione interna del Parlamento europeo, in riferimento alla gestione del bilancio 2012, abbiamo potuto riscontrare come sia stato possibile ottenere un ampio margine di risparmio. L'obiettivo per il bilancio 2013 di proseguire sulla stessa linea nell'evitare sprechi visto il periodo di difficoltà economiche mi trova pienamente favorevole. Cercare di congelare il bilancio delle istituzioni europee vuol dire risparmiare ma questo risparmio ovviamente non deve influire negativamente sui progetti di crescita e sviluppo. Bisogna dunque lavorare su una programmazione delle spese del Parlamento per avere delle buone previsioni di bilancio che non danneggino settori d'investimento e che limitino esclusivamente gli sprechi.

4-247-937

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente o presente relatório com as orientações para o processo orçamental de 2013, do qual sublinho o convite lançado a todas as instituições para reforçar a cooperação interinstitucional com vista a partilhar boas práticas, procurar poupanças e modernizar assim as políticas das instituições no domínio dos recursos humanos, organização, tecnologia e edifícios. Esta determinação contribuirá certamente para a execução de poupanças reais nos orçamentos.

4-247-968

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – Numa primeira abordagem, o orçamento de 2013 terá de lidar com dois acontecimentos de grande relevo: por um lado, terá de considerar a adesão da Croácia, que implicará um acréscimo de custos para a União Europeia; por outro, surge num contexto em que se impõem grandes sacrifícios aos cidadãos comunitários, reclamando-se, por conseguinte, uma política de transparência e de contenção orçamental das instâncias comunitárias. Dever-se-á, deste modo, ter como preocupação fundamental, desde o primeiro momento, a redução de despesa, procurando adotar boas práticas que maximizem os recursos disponíveis. Por ser este o sentido das orientações para o processo orçamental de 2013, votei favoravelmente.

4-248-000

Crescenzo Rivellini (PPE), *per iscritto*. – Oggi, durante la sessione plenaria del Parlamento europeo di Strasburgo, abbiamo votato la relazione del collega on. Vaughan. Dopo un dibattito sulle linee principali del bilancio del Parlamento europeo per l'anno

2013, i deputati hanno concordato che esso non dovrebbe superare il tasso di inflazione, considerando anche l'adesione, il prossimo anno, della Croazia all'UE, con un impatto previsto di circa 8,5 milioni di euro.

Al fine di contenere la spesa e trovare ulteriori possibilità di risparmio, si è deciso di cercare "sovrapposizioni tra le linee di bilancio e inefficienze". Saranno congelate le indennità individuali dei deputati fino al termine della legislatura e le linee di bilancio legate ai viaggi e al personale saranno anch'esse congelate almeno ai livelli del 2012.

4-249-000

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing* . – In favour. I am especially happy that amendment number 2, stating that a single seat could lead to important savings in the EP budget, has been adopted by a big majority.

4-250-000

Licia Ronzulli (PPE), *per iscritto* . – In un contesto caratterizzato dal perdurare delle difficoltà economiche, ritengo fondamentale per le istituzioni consolidare la cooperazione interistituzionale, realizzando ingenti risparmi anche grazie a cambiamenti strutturali e riorganizzazione interna. Oggi più che mai la disciplina di bilancio deve essere rigorosa, soprattutto da parte di tutte le istituzioni internazionali, chiamate ad essere particolarmente vigili su qualsiasi tipo di spreco e cattiva gestione.

4-251-000

Kārlis Šadurskis (PPE), *rakstiski* . – Eiropas pamatlīgums paredz, ka EP ir oficiāla darba vieta gan Briselē, gan Strasbūrā. Lai veiktu jebkādas izmaiņas šajā regulējumā, piemēram, ieviestu tikai vienu oficiālo darba vietu, ir nepieciešama šo izmaiņu ratifikācija visās Eiropas dalībvalstīs. Francijas valdība šādu priekšlikumu nekad neatbalstīs. Ja tomēr Francija to kādreiz atbalstītu, domāju, vairums citu valstu tai ātri vien pievienotos, jo, patiesi, deputātu un darbinieku braukāšana starp šīm abām darba vietām ir liela un bezjēdzīga Eiropas nodokļu maksātāju naudas šķērdēšana. Nesenie ierosinājumi par EP vienas oficiālās darba vietas apstiprināšanu šobrīd izskatās pēc lēta mēģinājuma iemantot popularitāti un izlikšanās par taupīgiem. Tieši šo iemeslu dēļ es atbalstīju ETP pozīciju balsot 'pret'.

4-252-000

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto* . – Mi compiaccio che nel testo della relazione sul bilancio 2013 – Altre sezioni, in un paragrafo si faccia specifico riferimento agli avanzamenti dell'adesione della Croazia, da tener conto nel momento in cui si stabilirà il bilancio del prossimo anno.

Questo paese, dopo un lungo percorso di avvicinamento ai capitoli europei, diventerà uno Stato membro a pieno titolo dell'Unione il 1° luglio 2013, quando l'insieme dei 27 attuali Stati membri dell'UE e la Croazia avranno ratificato il trattato di adesione. Già all'inizio di quest'anno il paese ha indetto un referendum sull'adesione. Durante il periodo di ratifica, la Croazia continuerà comunque a progredire nell'attuazione del trattato e la Commissione monitorerà i progressi realizzati. Fino alla sua adesione, la Croazia parteciperà in qualità di osservatore, senza diritto di parola, alla maggior parte dei gruppi del Consiglio e delle sessioni del Consiglio e alle riunioni del Consiglio europeo, nonché ai comitati della Commissione. Ciò consentirà ai rappresentanti croati di familiarizzarsi con i metodi di lavoro delle istituzioni dell'UE e di partecipare al processo decisionale.

Mi esprimo favorevolmente dunque a questo orientamento di *budget* per il prossimo anno, sperando che la sua direzione venga mantenuta nel testo finale.

4-253-000

Nicole Sinclair (NI), *in writing*. – I support Amendment 5 as I oppose the concept of pan-European political parties, not only on the grounds of cost but because I question their democratic integrity.

4-253-500

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – Este documento é o primeiro passo para o procedimento orçamental e inclui propostas como o congelamento dos orçamentos administrativos do Parlamento e de outras instituições e, em particular, um congelamento das rubricas orçamentais relativas às viagens sem qualquer indexação das subvenções dos Membros até ao final da legislatura. Para além disso, está prevista uma avaliação independente do orçamento do Parlamento e propostas de poupanças concretas serão avançadas até ao final de 2012. Pelos motivos apresentados, votei a favor do documento.

4-254-000

Angelika Werthmann (NI), *schriftlich*. – In diesen für die Mitgliedsstaaten wirtschaftlich schwierigen Zeiten ist der realistische Sparansatz des Kollegen Vaughan richtig und er ist zu unterstützen. Denn wir müssen selbstverständlich die Verwaltungsmittel einfrieren zu einer Zeit, in der alle Bürgerinnen und Bürger in Europa den Gürtel enger schnallen müssen. Und wir können sicher noch weitere Einsparungen erzielen, wenn die interinstitutionelle Zusammenarbeit verbessert wird und in Bereichen, wie Personal, Organisation oder Gebäudemanagement besser kooperiert wird. Bei allen notwendigen Sparbemühungen gibt es jedoch auch Bereiche, wo Umsicht gefordert ist: Einmal beim Umweltschutz, denn wir brauchen eine effiziente Umweltpolitik in allen EU-Organen und Einrichtungen. Gerade die Institutionen sollten hier ein Vorbild für Europa sein.

Zum Zweiten im Bereich Übersetzungen und Sprachendienste: Bereits im vergangenen Jahr wurden hier Einsparanstrengungen unternommen. Doch dies kann nicht beliebig weitergehen. Im Europäischen Parlament entsteht Gesetzgebung für 500 Millionen Europäerinnen und Europäer. Und diese Bürgerinnen und Bürger müssen die Möglichkeit haben, unsere Arbeit in ihrer Landessprache nachvollziehen zu können. Transparenz in demokratischen Prozessen darf nicht am Dometscherbudget scheitern.

4-255-000

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – No contexto da atual crise económica e social e de profundas dificuldades com que os povos da Europa se têm confrontado, o documento refere que *os esforços nacionais de consolidação orçamental estão em curso, o Parlamento Europeu e todas as instituições deverão dar provas de responsabilidade orçamental e autocontenção*. Desta forma, o Parlamento considera necessário que as instituições *deverão congelar os seus orçamentos administrativos*, sendo, contudo, necessário *respeitar as obrigações juridicamente vinculativas e os eventuais aumentos subsequentes*. Consideramos que orientações no sentido de diminuir os gastos das instituições europeias são genericamente positivas. No entanto, tememos que afirmações que preconizam que se deve *modernizar as políticas das instituições no domínio dos recursos humanos, organização, tecnologia e edifícios* tenham por base as mesmas orientações demagógicas das denominadas medidas de austeridade que têm agravado as condições de vida das populações na Europa. Defendemos que estas

medidas não deverão afetar o princípio do multilinguismo, nomeadamente no que se refere aos postos de trabalho dos serviços de tradução.

4-256-000

Projekt rezolucji B7-0064/2012

4-256-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, considerando que o objetivo de manter a biomassa da unidade populacional de carapau num nível que permita assegurar a sua exploração sustentável é essencial, de modo a obtermos o máximo rendimento a longo prazo. Não nos devemos esquecer, inclusive, que, de acordo com a Política Comum de Pescas, o princípio de precaução é importante, de modo a gerir melhor a sustentabilidade, não só desta unidade de peixes, mas de todas em geral. Para isto, é essencial que a Comissão proporcione um diálogo com todas as instituições, com o objetivo de clarificar os seus respetivos papéis no processo de tomada de decisões e resolver a questão da futura arquitetura dos planos de gestão plurianuais.

4-257-000

Zoltán Bagó (PPE), *írásban*. – Szavazatommal pozitívan támogattam az atlanti-óceáni fattyúmakréla nyugati állományára és annak halászatára vonatkozó többéves tervre irányuló javaslatot. Egyetértek azzal, hogy a fattyúmakréla nyugati állományának megfelelő szinten tartásához egyensúlyban kell lennie mind a populáció fenntartható kiaknázásának, mind a legmagasabb hosszú távú hozamnak is. Természetesen ez az egyensúlyi szint csak pontos biológiai információk birtokában állapítható meg. E kérdés elsősorban a tengerparti régiók szempontjából kiemelkedő, azonban azzal, hogy e halfajta tekintetében pontos szabályokat illetve keretszámokat állapítunk meg, elősegítjük a szabályozás kiterjesztését más halfajokra is. Minderre véleményem szerint az uniós szintű halgazdasági versenyképesség érdekében van szükség, illetve azért, hogy a jövő generációk számára is hozzáférhetővé tegyük a napjainkban még létező, igen változatos tengeri halállományt.

4-258-000

Elena Bănescu (PPE), *în scris*. – Am votat în favoarea acestui raport, deoarece este nevoie ca Uniunea să mențină biomasa stavridului negru vestic la un nivel care să asigure exploatarea sustenabilă a acestuia. Stocul vestic este cel mai important stoc de stavrid negru din apele Uniunii. Atrag atenția că informațiile de natură biologică nu sunt suficiente pentru a evalua stocul pe deplin. În acest sens, indicele de abundență a icrelor poate fi folosit drept un indicator biologic pentru evoluția dimensiunii stocului. Totodată, este necesară o gestionare corectă a capturilor admisibile. Aplicarea de norme eficiente de control este esențială. Este oportun să se garanteze evaluarea periodică a planului de gestionare a stocului vestic de stavrid negru. Subliniez că planurile de gestionare pe termen lung sunt fundamentale pentru conservarea stocurilor de pește.

4-258-250

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente a resolução sobre o plano plurianual relativo à unidade populacional ocidental de carapau, porque considero necessário desbloquear o processo legislativo no Conselho, tendo em vista manter a biomassa da unidade populacional ocidental de carapau num nível que permita assegurar a sua exploração sustentável e o mais elevado rendimento a longo prazo.

4-258-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A sustentabilidade e consequente renovação dos recursos haliêuticos são duas preocupações centrais em qualquer política de pescas que não as pode descurar sob pena de, a prazo, levar esta atividade ao fim por esgotamento dos mesmos. O carapau, peixe de consumo frequente no meu país e em vários outros da União, não escapa a esta necessidade de controlo e exploração regrada e, simultaneamente, às solicitações dos mercados e dos consumidores. Cabe à União Europeia, com recurso a instrumentos como o plano plurianual proposto, procurar um justo equilíbrio entre estes polos e orientar da melhor forma a condução de uma política de pescas que, para além da renovação das reservas de pescado, não descure as populações particularmente envolvidas neste setor. Espero que o presente bloqueio interinstitucional quanto plano proposto possa ser ultrapassado e que todas as instituições possam concorrer positivamente para o fortalecimento da capacidade pesqueira europeia e da defesa dos recursos piscícolas.

4-258-750

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – A presente proposta de resolução foi apresentada na sequência das perguntas, com pedido de resposta oral, formuladas por Carmen Fraga Estévez e Pat the Cope Gallagher em nome da Comissão das Pescas, nos termos do n.º 5 do artigo 115.º do Regimento, e analisa o estado atual do plano plurianual proposto relativo à unidade populacional ocidental de carapau e às pescarias que exploram essa unidade populacional.

Os recursos do planeta não são ilimitados e a sua exploração deve ter em conta essa realidade. Como muitas outras espécies haliêuticas, o carapau é muito importante para a União Europeia e precisamos de uma estratégia de exploração sustentável, visto que a unidade populacional de carapau ocidental é a mais importante em águas comunitárias. Os planos plurianuais, baseados em estudos científicos, revestem-se, assim, de uma importância enorme tendo em vista a manutenção dos *stocks* e, por isso, devem estar no centro das preocupações quando se trata da política comum das pescas. Votei favoravelmente esta proposta de resolução, pois irá contribuir para a manutenção da biomassa da unidade populacional ocidental de carapau que, por sua vez, permitirá garantir um elevado rendimento para os pescadores a longo prazo mediante a sua exploração sustentável.

4-259-000

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Os planos de gestão plurianuais constituem uma ferramenta importante para a gestão sustentável dos recursos haliêuticos. Isto mesmo é reconhecido por esta resolução. No caso unidade da populacional ocidental de carapau (a mais importante, do ponto de vista comercial, das águas europeias), o plano plurianual tem por objetivo manter a biomassa desta unidade num nível que permita assegurar a sua exploração sustentável e o mais elevado rendimento a longo prazo. Este objetivo é comprometido pelo bloqueio institucional que tem vindo a impedir a aprovação e efetiva implementação do plano. Estamos perante uma guerra entre o Parlamento e o Conselho, na qual o Parlamento quer fazer valer o seu poder de codecisão, considerando que o Conselho não pode reservar-se a competência de adaptar unilateralmente os parâmetros definidos na proposta para a fixação dos totais admissíveis de capturas, uma vez que estes constituem componentes essenciais do plano a longo prazo proposto. A resolução aprovada salienta que o bloqueio interinstitucional existente deve ser resolvido em prol da sustentabilidade das unidades populacionais de peixes e para permitir aos profissionais da

pesca um melhor planeamento das suas atividades – posição que nos parece acertada. Nesse sentido, apela a um diálogo entre as três instituições, de forma a ultrapassar o impasse, neste como em casos futuros.

4-260-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Vzhľadom na implementačný plán prijatý na Svetovom samite OSN o udržateľnom rozvoji v Johannesburgu v roku 2002 sa Európske spoločenstvo okrem iného zaväzuje k tomu, že zachová alebo obnoví zásoby rýb na úrovne, ktoré dokážu produkovať maximálny udržateľný výnos, s cieľom urýchlene dosiahnuť tieto ciele v prípade vyčerpaných zásob, a, ak je to možné, najneskôr do roku 2015. Západné zásoby sú hospodársky najdôležitejšími zásobami stavridy ostrobokej žijúcej vo vodách Únie. Biologické informácie o týchto zásobách nestačia na ich celkové posúdenie, ktoré by umožnilo stanoviť cieľ úhynu rýb pri rybolove súvisiaci s maximálnym udržateľným výnosom a ktorým by sa mohol celkový povolený výlov oprieť o vedecké prognózy v tejto oblasti. Podľa preventívnych vedeckých odporúčaní mal byť niekoľko rokov každoročný výlov západnej stavridy ostrobokej od roku 2003 pod úrovňou 150 000 ton za predpokladu, že by sa tým využívanie zásob stalo udržateľným, a to aj v prípade, že ani v budúcnosti nedôjde k mimoriadne výraznému doplneniu zásob.

Oblasti, pre ktoré sa každoročne stanovujú obmedzenia celkového výlovu stavridy ostrobokej, sa nezhodujú s hranicami zásob tohto druhu ryby v Atlantickom oceáne. Je potrebné zabezpečiť, aby pravidlá výlovu zabezpečovali preventívnu koncepciu hospodárenia s týmito zásobami.

4-260-500

Pat the Cope Gallagher (ALDE), *in writing*. – The delay by the Council in adopting its first reading has forced the Committee on Fisheries, in frustration, to raise the matter in plenary. As rapporteur for this file, I shall do all possible in conjunction with the shadow rapporteurs, the Committee on Fisheries, the Commission and the Council to reach a satisfactory conclusion, which may not necessarily create a precedent for other management plans.

4-260-750

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Pagal 2002 m. Johannesburge įvykusiame Jungtinių Tautų pasaulio aukščiausio lygio susitikime priimtą įgyvendinimo planą Europos Sąjunga įsipareigojusi išlaikyti arba atkurti žuvų išteklius taip, kad būtų užtikrintas didžiausias tausią žvejybą užtikrinantis sužvejojų žuvų kiekis, siekiant neatidėliotinai ir, jei įmanoma, ne vėliau kaip iki 2015 m. įgyvendinti šiuos tikslus išekvotų išteklių atžvilgiu. 2009 m. balandžio mėn. Komisija pasiūlė išteklių valdymo planą, pagrįstą Pelaginių žuvų regioninės patariamosios tarybos parengiamuoju darbu ir Tarptautinės jūrų tyrinėjimo tarybos bei Žuvininkystės mokslo, technikos ir ekonomikos komiteto rekomendacijomis. Šio plano tikslas – išlaikyti tausų Vakarų Atlanto paprastųjų stauridžių naudojimą, užtikrinanti jų biomasės kiekį, ir numatyti geriausią ilgalaikį išteklių naudojimą. Balsavau už šį dokumentą, kadangi ilgalaikiai išteklių valdymo planai, taikomi kuo didesniai žuvų išteklių skaičiui, yra itin svarbūs siekiant išsaugoti šiuos išteklius, kaip nurodyta Komisijos pasiūlyme dėl pertvarkytos bendros žuvininkystės politikos. Todėl Komisija yra raginama nedelsiant imtis veiksmų, kaip nurodyta ir žadėta keletą kartų, kad būtų užkirstas kelias tolesniems tarpinstituciniams trikdžiams tvirtinant būsimus ilgalaikius išteklių valdymo planus, o Taryba raginama pateikti savo poziciją dėl siūlomo daugiamečio plano dėl Vakarų Atlanto

paprastųjų stauridžių išteklių, kad Parlamentas galėtų pradėti antrąjį svarstymą ir pasiekti pažangos šiuo klausimu.

4-261-000

David Martin (S&D), *in writing*. – The western stock of horse mackerel is economically the most important stock of horse mackerel inhabiting Union waters. It is important to remind ourselves that under the terms of the Plan of Implementation adopted at the United Nations World Summit in Johannesburg in 2002, the European Union is committed to maintaining or restoring fish stocks to levels that can produce the maximum sustainable yield, with the aim of achieving the goals for depleted stocks on an urgent basis and where possible not later than 2015. This must also apply to horse mackerel stocks.

4-262-000

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Os planos plurianuais são a pedra angular da política comum das pescas e uma ferramenta fundamental para a sua conservação, estabelecendo disposições gerais necessárias à prossecução dos objetivos da política comum das pescas que, por sua vez, devem ser adotados ao abrigo do processo legislativo ordinário, de acordo com o artigo 43.º, n.º 2, do TFUE. Estes planos têm por objetivo manter a biomassa da unidade populacional ocidental de carapau num nível que permita assegurar a sua exploração sustentável e o mais elevado rendimento a longo prazo. A regra de controlo da exploração deve basear-se, em partes iguais, nos pareceres de precaução e nos totais admissíveis de capturas mais recentes, ajustados por um fator que reflita a evolução recente da abundância da unidade populacional medida através da produção de ovos. Assim as regras de controlo da exploração são elementos fundamentais dos planos plurianuais e devem ser decididas ao abrigo do processo legislativo ordinário.

4-263-000

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – I am confident that, to maintain the biomass of western horse mackerel at a level that ensures its sustainable exploitation and to provide the highest long-term yield; the harvest control rule should be based in equal parts on precautionary advice and on recent total allowable catches, adjusted by a factor that reflects the recent trend. I voted in favour.

4-264-000

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – In Zeiten, in denen es immer mehr zur Überfischung der Bestände kommt, sollte vermehrt über die Einführung von Fangquoten diskutiert werden und in weiterer Folge auch darüber, wie diese eingehalten und kontrolliert werden können. Allerdings ist es der Wissenschaft bis heute noch nicht restlos gelungen, den Bestand von Fischen, in diesem Fall der Stöcker, genau zu bestimmen. Folglich beruhen sämtliche Maßnahmen allein auf Schätzungen. Nichtsdestotrotz sollten diese dafür herangezogen werden, um eine zulässige Gesamtfangmenge festzulegen. Ich habe der Entschließung zugestimmt, da es auf lange Sicht notwendig sein wird, die Fischbestände in einer Größe zu erhalten bzw. wiederherzustellen, bei der der höchstmögliche Ertrag gewährleistet werden kann.

4-264-250

Rolandas Paksas (EFD), *raštu*. – Balsavau už šią rezoliuciją, kadangi labai svarbu užtikrinti, kad gyvieji vandens ištekliai būtų naudojami užtikrinant tausojančias ekonomines, aplinkos ir socialines sąlygas.

Atkreiptinas dėmesys į tai, kad daugiametis Vakarų Atlanto paprastųjų stauridžių išteklių naudojimo ir žvejybos planas yra esminė išteklių išsaugojimo priemonė, užtikrinanti tausų ir ilgalaikį išteklių naudojimą ir sudaranti sąlygas žvejybos operatoriams geriau vykdyti savo veiklą. Pažymėtina, kad žvejybos kontrolės taisyklės turi užtikrinti atsargumo principu grindžiamą išteklių valdymą.

Sąjungos vandenyse gyvenančių paprastųjų stauridžių ištekliai, kuriuos žvejoja įvairūs laivynai, yra svarbiausi ekonominiu požiūriu. Dėl to daugiametis planas turi efektyviomis priemonėmis užtikrinti žuvininkystės sektoriaus stabilumą.

4-264-500

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – A presente resolução pretende resolver o bloqueio institucional (Parlamento Europeu, Comissão Europeia, Conselho) que entretanto se gerou em torno da aplicação do plano plurianual para o carapau. Nesse sentido, o Parlamento insta a Comissão a tomar medidas no sentido de promover o diálogo político entre as três instituições, com o objetivo de clarificar os respetivos papéis no processo de tomada de decisões e de resolver a questão da futura arquitetura dos planos plurianuais de gestão. Incita também o Conselho a apresentar a sua posição sobre o plano plurianual proposto relativo à unidade populacional ocidental de carapau, de forma a permitir que o Parlamento dê início à sua segunda leitura e progrida nesta matéria. De salientar ainda que os planos de gestão a longo prazo que se apliquem ao maior número possível de unidades populacionais de peixes são essenciais para a sua conservação, tal como salientado pela Comissão Europeia na sua proposta de reforma da Política Comum das Pescas, pelo que urge garantir a sua aplicação, neste caso às unidades ocidentais de carapau. A resolução mereceu o meu voto positivo.

4-272-250

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – A União Europeia comprometeu-se, nos termos do Plano de Execução aprovado na Cimeira Mundial das Nações Unidas, realizada em 2002, a garantir a sustentabilidade dos recursos haliêuticos disponíveis. Neste amplo universo, as unidades populacionais de carapau merecem particular atenção, dado que se encontram essencialmente nas águas continentais ocidentais. Pelo gravame do problema, que aponta não só para preocupações ambientais, como também para os reflexos económicos das medidas que se venham a adotar e que podem afetar muitos pescadores artesanais, as orientações que possam ser assumidas deverão surgir no contexto de um processo legislativo ordinário, num processo de diálogo político entre as três instituições – isto é, com a necessária contribuição do Parlamento Europeu. Por me rever nesta leitura, apresentada pelos relatores na proposta de resolução, votei em sentido favorável.

4-265-000

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. The EP underlines that the plan's objective is to maintain the biomass of western horse mackerel at a level that ensures its sustainable exploitation, and to provide the highest long-term yield; it believes that the harvest control rule should be based in equal parts on precautionary advice and on recent

total allowable catches, adjusted by a factor that reflects the recent trend in the stock abundance as measured through egg production; it stresses that the harvest control rules are core elements of the multiannual plans that must be decided under the ordinary legislative procedure.

4-266-000

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – Qualsiasi pesce può essere trasformato in farina e olio. Tuttavia, le specie bersaglio della pesca industriale sono generalmente quelle non destinate al consumo umano, che pertanto hanno un valore commerciale ridotto. Si tratta di specie di taglia piccola, soprattutto cicerello, busbana norvegese, spratto e melù, ma vengono anche catturate altre specie di taglia media, come appunto il sugarello, di cui discutiamo oggi in Aula.

La pesca industriale è un'attività di pesca la cui produzione viene utilizzata per impieghi che non siano l'alimentazione umana. Per inciso, l'Unione europea si preoccupa di adottare misure per ridurre le catture accessorie di specie come eglefino e merlano destinate al consumo umano. La parte più consistente della produzione entra in un processo industriale che, dopo aver tritato, cotto e pressato il prodotto, separa materie solide e liquide: la materia solida viene frantumata e trasformata in farina, mentre la materia liquida viene trattata per l'estrazione dell'olio di pesce.

Siccome il sugarello costituisce il principale *stock* di pesce per tale uso in tutta l'Unione europea, ritengo opportuno che, per uno sfruttamento sostenibile e il massimo rendimento a lungo termine, ancora una volta qui in Parlamento ci occupiamo del mantenimento di un settore strategico per molte località europee.

4-266-500

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – Segundo o artigo 2.º do Regulamento (CE) n.º 2371/2002 do Conselho, de 20 de dezembro de 2002, relativo à conservação e à exploração sustentável dos recursos haliêuticos no âmbito da Política Comum das Pescas, deve ser garantido que a exploração dos recursos aquáticos vivos crie condições sustentáveis dos pontos de vista económico, ambiental e social. Voto favoravelmente a presente proposta de resolução comum por entender que é importante assegurar a exploração sustentável do carapau, obter o mais elevado rendimento a longo prazo e solucionar rapidamente o bloqueio interinstitucional existente em prol da sustentabilidade das unidades populacionais de peixes e para permitir aos profissionais da pesca um melhor planeamento das suas atividades. Por fim, concordo com o facto das regras de controlo da exploração serem elementos fundamentais dos planos plurianuais e deverem ser decididas ao abrigo do processo legislativo ordinário.

4-267-000

Angelika Werthmann (NI), *in writing*. – The resolution underlines that the plan's objective is to maintain the biomass of western horse mackerel at a level that ensures its sustainable exploitation; urges the Commission to take more initiatives to foster a political dialogue between the three institutions aimed at clarifying their respective roles in the decision making process and at addressing the issue of the future architecture of the multi-annual financial framework; and urges the Council to submit its position on the proposed multi-annual plan.

4-268-000

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Estamos perante uma guerra entre o Parlamento e o Conselho, na qual o Parlamento quer fazer valer o seu poder de codecisão, considerando que o Conselho não pode reservar-se a competência de adaptar unilateralmente os parâmetros definidos na proposta para a fixação dos totais admissíveis de capturas, uma vez que estes constituem componentes essenciais do plano a longo prazo proposto. A resolução aprovada salienta que o bloqueio interinstitucional existente deve ser resolvido em prol da sustentabilidade das unidades populacionais de peixes e para permitir aos profissionais da pesca um melhor planeamento das suas atividades. Esta é uma decisão que nos parece correta.

4-269-000

Projekty rezolucji B7-0579/2011, B7-0581/2011, B7-0584/2011, B7-0065/2012, B7-0066/2012, B7-0067/2012

4-269-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo a presente resolução com os seus princípios gerais, nomeadamente o objetivo da PCP ser reformada de modo a garantir a sustentabilidade ambiental, social e económica das bacias hidrográficas e a sustentabilidade das comunidades piscatórias locais, embora ainda não exista uma definição clara da gestão das bacias hidrográficas regionais que são a melhor maneira de resolver a sustentabilidade das economias locais. Considero relevante que no âmbito da Reforma da PCP, se tenha em atenção o facto de as práticas destrutivas de pesca serem causadas por Estados-Membros vizinhos em bacias hidrográficas regionais de outros Estados-Membros, o que torna indissociável o problema da autogestão regional das bacias hidrográficas. Considero ainda mais grave a recusa da Comissão Europeia em permitir às comunidades piscatórias locais que lhes sejam reservadas áreas de proteção adequada, a partir da linha da costa, para sua exploração exclusiva, o que atualmente está a destruir o setor em regiões fortemente dependentes da pesca tradicional e artesanal, como os Açores.

4-270-000

Zoltán Bagó (PPE), *írásban*. – Szavazatommal azért támogattam a javaslatot, mivel egyik nagyon fontos közös erőforrásunkról, a halállomány megóvásáról és ésszerű felhasználásának szabályozásáról van szó. Ez, az ökoszisztémán alapuló megközelítés az érintettek felelőségének erősítésével hozzájárul a védett és fenntartható halászat megteremtéséhez. Ezáltal környezetvédelmi funkciót is betölt, mellyel az éghajlatváltozás következtében beálló negatív változások hatásai is csökkenthetőek. Külön ki kell emelnem, hogy a halászati tevékenység, mint alaptevékenység és az ehhez kapcsolódó kiegészítő tevékenységek fontos építőkövei Európa gazdasági növekedésének.

4-271-000

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šios rezoliucijos, nes ja Europos Parlamentas pateikia savo vertinimus dėl praėjusių metų vasarą Europos Komisijos pristatyto bendros žuvininkystės politikos reformos paketo. Parlamentas ragina šia reforma įtvirtinti tvarų žuvų išteklių naudojimą ir išsaugojimą, kaip vieną iš pagrindinių bendrosios žuvininkystės politikos reformos idėjų. Šiam tikslui pasiekti Europos Parlamentas siūlo įvairias priemones, tarp jų ir pozityviąją diskriminaciją, t. y. numatyti, kad tos įmonės, kurios vykdo aplinką tausojančią žvejybą, turėtų geresnę prieigą prie ES paramos fondų.

Tokia praktika jau yra sėkmingai naudojama bendrojoje žemės ūkio politikoje. Europos Parlamentas taip pat atkreipia dėmesį į tai, kad žuvininkystė yra itin svarbus ES pramonės sektorius, aprūpinantis piliečius aukštos kokybės maistu ir kuriantis ekonominę ir socialinę pridėtinę vertę. Todėl ypač svarbu palaikyti tinkamą žuvų išteklių lygį, kad žuvininkystės veiklą būtų galima ilgai tęsti tradicinėse zonose ir bendruomenėse.

4-272-000

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – Je soutiens totalement la proposition de résolution déposée par Maria do Céu Patrão Neves qui met en lumière le caractère multifonctionnel du secteur de la pêche. En effet, je me suis toujours battu pour que la PCP ne soit pas uniquement conditionnée par des préoccupations environnementales. Parce qu'elle dynamise et structure de nombreux territoires, l'activité de la pêche est un élément clé dans la production de biens publics. Elle est l'expression d'un savoir-faire, d'une culture et porte en elle de nombreuses opportunités pour notamment renforcer les connaissances scientifiques ou encore assurer le développement des zones côtières. Elle a en outre un effet structurant sur l'aménagement des espaces maritimes. Voilà pourquoi je défends la mise en valeur des biens publics fournis par l'activité de la pêche.

4-272-125

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – Le secteur de la pêche et aquaculture rapporte 34,2 milliards d'euros par an et fournit un emploi à plus de 350 000 personnes en Europe. La durabilité environnementale – amélioration du niveau des stocks halieutiques - constitue une condition sine qua non de la durabilité économique et sociale de ce secteur. C'est pourquoi, la réforme de la politique commune de la pêche doit garantir que les stocks soient pêchés de manière durable afin d'assurer la pérennité du secteur et l'avenir des communautés côtières. Elle doit être ambitieuse et comprendre des objectifs clairs, hiérarchisés, mesurables et assortis d'un calendrier.

4-272-312

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente a resolução comum sobre a *contribuição da PCP para a produção de bens públicos*, porque o setor da pesca, devido à sua dimensão multifuncional, proporciona bens públicos que beneficiam os cidadãos europeus em geral, contributo que deve ser reconhecido, valorizado e, por conseguinte, tido plenamente em conta no financiamento da PCP.

4-272-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A pesca está intimamente ligada à vida dos europeus em múltiplos aspetos e contribui para que essa mesma vida seja mais rica, diversa e saudável. No plano alimentar, aquele que é mais imediatamente apreensível pelos consumidores, a existência deste produto contribui de modo importante para a riqueza e variedade da nossa dieta. No entanto, este é apenas um aspeto de entre muitos – como sejam o económico, o ambiental, o cultural, o científico, o recreativo e o turístico – dos que são tocados por esta atividade e que devem ser particularmente tidos em conta no momento de definir e aplicar uma Política Comum de Pescas para a União Europeia. Sem esta abordagem transversal e multidisciplinar, arriscaremos ter sobre a pesca uma intervenção redutora do seu impacto e potencialidades que, enquanto cidadão do país europeu com maior área marítima, não só não desejo como considero estrategicamente errada. A água é uma importante fonte de recursos e a pesca pode ser uma importante fonte de rendimento para os empresários

européus se essa visão integral e integradora for devidamente apreciada e aplicada. Uma Europa de costas voltadas para o mar e para os rios estaria de costas voltadas para o seu património e para o seu futuro.

4-272-750

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – A presente proposta de resolução comum, apresentada nos termos do n.º 5 do artigo 115.º do Regimento e que substitui as propostas dos grupos PPE, ALDE, Verts/ALE, S&D e ECR, aborda o contributo da Política Comum das Pescas (PCP) para a produção de bens públicos. A pesca, uma das atividades humanas mais antigas, não só por uma questão de sobrevivência dada a sua importância alimentar, mas também pelo seu peso na economia mundial, merece um tratamento especial por parte da União Europeia. Aliás, vários têm sido os normativos aprovados, quer por organizações internacionais, quer por este Parlamento com um destaque especial para a Diretiva-Quadro *Estratégia marinha* (2008/56/CE). Votei favoravelmente esta proposta de resolução comum pelos motivos seguintes: 1. Reconhece a pesca como setor que proporciona alimentos de qualidade; 2. Valoriza a sua componente económica e social na cultura, recreação e turismo, ciência, energia, ambiente e educação; 3. Garante a exploração sustentável dos recursos haliêuticos; 4. Consolida as políticas de ordenamento do espaço marítimo; 5. Potencia a fixação de pequenas comunidades pesqueiras; e 6. Contribui para a concretização dos objetivos da estratégia Europa 2020 enquanto impulsionadora do crescimento económico europeu.

4-273-000

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Lamentamos que durante as negociações para a redação de uma resolução comum, a maioria dos grupos políticos – direita, liberais e social-democracia – tenha decidido excluir alguns dos pontos fundamentais da resolução que apresentámos. O resultado foi uma resolução fraca e inconsequente, em face da crise que hoje se vive no setor e das sérias ameaças que sobre ele pesam; uma resolução à medida das fracas ambições destes grupos para o setor da pesca, para a melhoria da situação dos seus profissionais e das comunidades costeiras mais dependentes do setor. Por esta razão mantivemos a resolução do GUE/NGL e abstivemo-nos na votação desta resolução comum. Entre os pontos ignorados ou insuficientemente tratados por esta resolução, destacamos: a importância particular da pequena pesca costeira e da pesca artesanal nos planos económico, social, ambiental e cultural; a futura PCP deve, por si só e em articulação com outras políticas, contribuir para a manutenção e criação de atividades económicas e de postos de trabalho, quer a montante quer a jusante da pesca; a multifuncionalidade do setor das pescas deverá ser inteiramente tida em conta no plano do financiamento da PCP, devendo ser rejeitada qualquer forma de renacionalização dos custos da PCP.

4-274-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Rybolov patrí k najstarším ľudským činnostiam a ryby sú dôležitým a nenahraditeľnou súčasťou výživy ľudí. Preto je potrebné vynakladať úsilie súvisiace s ochranou a udržiavaním populácie rýb. Úloha rybného hospodárstva ako dodávateľa potravín pre ľudskú spoločnosť je dlhodobá a v širokej miere uznávaná. Sektor rybného hospodárstva vrátane voľne žijúcich rýb a akvakultúry je činnosť, ktorá sa podieľa na produkcii nenahraditeľných spoločných statkov, a to prostredníctvom troch hlavných súčastí – rybolovu, spracovania a uvedenia na trh. Odvetvie rybného hospodárstva poskytuje európskym obyvateľom potraviny vysokej kvality a vytvára hospodársku a sociálnu pridanú hodnotu pre Európsku úniu. Je preto potrebné, aby

reformovaná spoločná politika v oblasti rybného hospodárstva zabezpečila udržateľné využívanie zdrojov rybného hospodárstva a ochranu a udržanie populácie rýb na zdravej úrovni, a to tým spôsobom, aby rybolovné činnosti mohli pokračovať v rámci svojich tradičných oblastí a spoločenstiev dlhodobo.

Odvetvie rybného hospodárstva je pre Európsku úniu jeden z najdôležitejších pilierov potravinovej bezpečnosti, a preto sa musí zabezpečiť jeho udržateľnosť a stabilita prostredníctvom reformy spoločnej politiky v oblasti rybného hospodárstva tak, aby v budúcnosti toto odvetvie mohlo dodávať rybné produkty dostatočnej kvality a v dostačujúcom množstve s cieľom uspokojiť dopyt viac ako pol miliardy európskych občanov.

4-274-500

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už šį dokumentą, kadangi sveikų žuvų išteklių, sveikos jūrų ekosistemos ir jūrų biologinės įvairovės išsaugojimas yra svarbus bendras turtas, kurį būtina išsaugoti. Dinamiškas, gerai tvarkomas žuvininkystės sektorius galėtų duoti didesnę naudą Europos visuomenei ir ekonomikai ir tokiu būdu galėtų atlikti svarbų vaidmenį įgyvendinant strategiją „Europa 2020“. Žuvininkystės sektorius yra svarbus ES pramonės sektorius, aprūpinantis ES piliečius aukštos kokybės maistu ir kuriantis ekonominę ir socialinę pridėtinę vertę ES, todėl pertvarkyta BŽP turi užtikrinti tvarų žuvų išteklių naudojimą ir išsaugojimą, taip pat palaikyti tinkamą žuvų išteklių lygį, kad žuvininkystės veiklą būtų galima ilgai tęsti tradicinėse zonose ir bendruomenėse. Žvejybinė veikla, atsižvelgiant į visus jos aspektus (įskaitant tvarią akvakultūrą), tiesioginį ir netiesioginį poveikį ir viešąsias gėrybes, kurios sukuriamos vykdant žvejybinę veiklą, užtikrina socialinę ir teritorinę sanglaudą, skatina profesinį mokymą, socialinį ir ekonominį dinamizmą, o tai atitinka ES 2020 m. pažangaus augimo strategiją. Komisija rengdama būsimuosius politikos pasiūlymus ir sprendimus turi užtikrinti, kad BŽP prisidėtų prie bendrų politikos tikslų įgyvendinimo. Vykdamas šį labai svarbų BŽP reformos procesą, BŽP turi būti pripažinta kaip plėtros šaltinis, kalbant apie Europos augimo projektą, todėl būtina sukurti reikiamas sąlygas jo visapusiškam potencialui. Komisija rengdama ir įgyvendindama šią politiką turi atsižvelgti į specifinius žuvininkystės ir pakrančių regionų ypatumus.

4-275-000

David Martin (S&D), *in writing*. – I welcome this report, which underlines that the existence of healthy fish stocks and healthy marine ecosystems and the preservation of marine biodiversity are in themselves common goods which are only produced if fish stocks are being managed in a sustainable way and unnecessary negative impact on the environment is minimised.

4-276-000

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – Il settore della pesca apporta contribuisce fortemente alla crescita economica dell'Europa, non solo grazie alla sua attività principale, che la colloca al quarto posto su scala mondiale per produzione, fornendo all'anno 6,4 milioni di tonnellate di pesce. Per questo è giusto chiedere alla Commissione di adottare un approccio olistico al settore, in particolare per quanto riguarda la riforma della PCP, respingendo le prospettive riduzioniste, che non solo compromettono i benefici diretti e indiretti del settore ma ignorano altresì il più ampio spettro di vantaggi che esso offre. Il mio voto alla risoluzione comune è favorevole.

4-277-000

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – A pesca constitui um importante setor da UE, que proporciona aos cidadãos europeus alimentos de qualidade e é portador de uma mais-valia económica e social para a União Europeia. Assim, a PCP reformada deve garantir a exploração sustentável dos recursos haliêuticos, bem como a preservação das unidades populacionais de peixes a um nível saudável, por forma a que as atividades pesqueiras possam ser praticadas, a longo prazo, nas zonas de pesca tradicionais pelas comunidades que aí vivem. Por outro lado, a sustentabilidade ambiental, económica e social é um objetivo importante da PCP, e salienta que esta política deve ter como prioridade máxima a criação de um setor da pesca sustentável, a fim de assegurar os benefícios ambientais, sociais e económicos da pesca às gerações atuais e futuras. As pescas, se geridas adequadamente, poderiam prestar um grande contributo à sociedade europeia em termos de segurança alimentar, emprego e manutenção de comunidades pesqueiras dinâmicas.

4-278-000

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – In the resolution Parliament emphasises that the fisheries sector is an important EU industry, which provides EU citizens with high-quality food and creates economic and social added value for the European Union. Parliament takes the view, therefore, that the reformed CFP needs to guarantee the sustainable exploitation of fisheries resources and the preservation of fish stocks at a healthy level, so that fishing activities can continue in their traditional areas and communities in the long term. In favour.

4-278-500

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – A política comum das pescas pode oferecer mais do que um conjunto de diretrizes económicas para o setor. Na verdade, a pesca só se compreende por referência a uma outra realidade, com que se interliga, o mar. Há, por isso, dimensões culturais, recreativas, científicas, energéticas, ambientais e educacionais que não devem ser negligenciadas. Quando se pensa, por exemplo, na pesca tradicional, é notório que se está perante algo mais do que uma mera atividade económica: joga-se um modelo de vida, uma etnografia, quando não a história e a mundividência, de diversas povoações costeiras. A política comum das pescas deve, por isso, adotar uma abordagem holística, que considere sistemicamente estes vários fatores: um modelo híbrido, de compromisso, entre a sustentabilidade económica e ambiental, de coordenação entre os meios tradicionais de pesca e a investigação científica de ponta, entre o mar como espaço de trabalho e lugar de recreação. Sendo esta a orientação presente na resolução comum, votei em sentido favorável.

4-279-000

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. Fishing is an important ancient activity in human communities that has always provided them with high protein and healthy nourishment, representing today an economic and social added value also contributing to food security and independence for the European Union. I take the view, therefore, that the reformed CFP needs to guarantee the maintenance of the fisheries, in its main activities – extracting, processing and marketing – in its traditional zones, and within the framework of a sustainable balance between environmental protection, social development and economic profitability.

4-279-500

Licia Ronzulli (PPE), *per iscritto*. – Ritengo fondamentale il contributo che il settore europeo della pesca apporta alla crescita economica dell'Europa, non solo grazie alla sua attività principale, che la colloca al quarto posto su scala mondiale per produzione, ma anche grazie al suo contributo in altri settori. La pesca rappresenta attualmente un valore aggiunto economico e sociale, poiché contribuisce, da un lato, alla sicurezza e all'autosufficienza alimentare dell'Unione europea e, dall'altro, allo sviluppo di diverse regioni d'Europa che ne sono altamente dipendenti, in particolare dando lavoro a oltre 350.000 persone.

La polivalenza del settore della pesca e della sua produzione di beni pubblici garantisce la coesione sociale e territoriale e promuove la formazione professionale e il dinamismo socioeconomico. Infine, occorre tenere debitamente conto della piena integrazione del settore della pesca nella strategia Europa 2020, riconoscendo tale politica comune quale motore di sviluppo nel contesto del progetto per la crescita europea.

4-280-000

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – Da un'indagine svolta da esperti scientifici su oltre il 54% degli stock ittici del Mediterraneo, risulta che vi è uno sfruttamento eccessivo di tali risorse. Dal 1° giugno è entrato pienamente in vigore il regolamento "Mediterraneo", il cui scopo è migliorare la gestione della pesca, al fine di giungere a un'attività di pesca sostenibile, tutelare il delicato equilibrio dell'ambiente marino e riportare a livelli di sicurezza gli stock ittici.

Non è ragionevole però, a mio avviso, pensare che i regolamenti o l'Unione europea possano da soli assicurare la gestione della pesca nel Mediterraneo. La partecipazione di tutti paesi che si affacciano sul Mediterraneo, come il mio, è determinante e l'UE si adopera attivamente nell'ambito delle organizzazioni multilaterali, tra cui la Commissione generale per la pesca nel Mediterraneo e la Commissione internazionale per la conservazione dei tonnidi dell'Atlantico, al fine di migliorare le conoscenze scientifiche e garantire l'uguaglianza delle condizioni sulle quali promuovere la sostenibilità.

Allo stesso tempo è essenziale preservare le tradizioni locali di pesca e gli *habitat* costieri per poter mantenere in loco la popolazione insediatasi da tempo e che spesso vive della pesca stessa come unica risorsa. Mi rimetto quindi alle decisioni europee, affinché tengano conto di entrambi gli aspetti: sostenibilità e sviluppo locale.

4-280-500

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – A reforma da Política Comum das Pescas deve garantir a manutenção da pesca, nas suas principais atividades, nas suas zonas tradicionais e no quadro de um equilíbrio sustentável entre a proteção ambiental, o desenvolvimento social e a rentabilidade económica. Considero que a Comissão deve atuar reconhecendo a multifuncionalidade da atividade piscatória e o valor da sua vasta e diversificada produção de bens públicos e adotando uma abordagem holística do setor, em particular no quadro da reforma da PCP, rejeitando perspectivas reducionistas, que só prejudicam os benefícios diretos e indiretos do setor.

4-280-750

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *în scris*. – Am votat pentru Rezoluția Parlamentului privind contribuția adusă de politica comună în domeniul pescuitului la producția de bunuri

publice, întrucât sectorul european al pescuitului contribuie la dezvoltarea socială a UE prin crearea a peste 350 000 de locuri de muncă atât direct, cât și indirect. De asemenea, sectorul european al pescuitului contribuie la creșterea economiei europene, acest sector furnizând 6,4 milioane de tone de pește anual și generând anual venituri de 34,2 miliarde de euro.

Având în vedere că sustenabilitatea socială, economică și de mediu sunt obiective importante ale politicii comune în domeniul pescuitului, subliniez că prioritatea principală a acestei politici ar trebui să fie instituirea unui sector sustenabil al pescuitului, care să asigure generațiilor viitoare posibilitatea de a se bucura în continuare de beneficiile pescuitului. Reformarea politicii comune în domeniul pescuitului alături de alte inițiative-cheie ale UE în domeniul afacerilor maritime contribuie la atingerea obiectivelor UE privind o economie ecologică, precum și la crearea de locuri de muncă și la eradicarea sărăciei.

Am votat pentru paragraful 23 care solicită Comisiei să găsească o soluție juridică prin care să se permită pescarilor să dezvolte alte surse de venituri din gama largă de „activități conexe celor de pescuit” fără a suporta penalizări financiare.

4-281-000

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. – La résolution sur "la contribution de la politique commune de la pêche à la production de biens publics" est une occasion manquée pour le Parlement européen de prendre une position claire sur la politique commune de la pêche. On y trouve quelques points positifs mais cela reste très théorique. La résolution demande par exemple la mise en place d'un secteur de la pêche durable, la sécurité alimentaire, celle d'emploi et le maintien de communautés de pêche dynamiques. La résolution demande également la préservation de la biodiversité marine qui constitue en soi des biens publics, et demande la reconnaissance des mers – qui couvrent plus des deux tiers de la surface de notre planète – comme une ressource qui joue un rôle crucial dans la reproduction d'autres ressources naturelles. La résolution est délibérément vague et imprécise alors que, sur la politique commune de la pêche, les enjeux ne manquent pas. Je me suis donc abstenue sur ce vote.

4-282-000

Angelika Werthmann (NI), *in writing*. – The resolution emphasises that the fisheries sector is an important EU industry which provides economic and social value for the European Union and considers that environmental, economic and social sustainability are important objectives of the CFP. It also considers it crucial to recognise the seas as a resource which plays a crucial role in producing other natural resources. The resolution asks the Commission to integrate the concept of conditionality, which is already employed in the common agricultural policy.

4-283-000

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Esta é uma resolução fraca e inconsequente face à crise que hoje se vive no setor e das sérias ameaças que sobre ele pesam. É uma resolução que não resolve os problemas dos seus profissionais e das comunidades costeiras mais dependentes do setor. Teria sido importante, nesta resolução, valorizar a importância particular da pequena pesca costeira e da pesca artesanal nos planos económico, social, ambiental e cultural e contribuir para a manutenção e criação de atividades económicas e de postos de trabalho, quer a montante, quer a jusante da pesca.

4-284-000

Projekt rezolucji B7-0095/2012

4-285-000

János Áder (PPE), írásban. – Ez a politikai határozat szégyene az európai szocialistáknak és liberálisoknak, mert tények ismerete nélkül, elfogult sajtóhírekre alapozva, bizonyítékok híján született meg. Szégyene ez a politikai határozat a magyar szocialistáknak, mert a „mennél rosszabb, annál jobb” elvét követi. Aki fel akarja függeszteni Magyarország tagsági jogait az egyúttal az európai uniós források megvonását is kezdeményezi. A szocialisták a gazdasági válság kellős közepén akarják Magyarországot megfosztani több ezer milliárd forintnyi európai uniós támogatástól csak azért, hogy az Orbán-kormány gazdasági mozgásterét még tovább szűkítsék, s aztán újjal mutogathassanak a kormányra, hogy nem tudja programját megvalósítani.

4-285-500

Luís Paulo Alves (S&D), por escrito. – Aprovo a presente proposta de resolução, sendo fundamental que a União Europeia esteja atenta às questões mais problemáticas relativamente à recente evolução política na Hungria, nomeadamente no que respeita ao funcionamento da democracia, dos direitos fundamentais, dos valores, das liberdades e dos princípios decorrentes da legislação europeia. Os Estados que adiram à União Europeia devem respeitar os seus princípios democráticos e liberdades fundamentais. Acrescento que é importante tirar lições dos erros da Hungria, para impedir que questões como estas voltem a suceder no espaço interno; caso contrário, não estaremos a construir a União Europeia que todos queremos e a que ambicionamos.

4-286-000

Pino Arlacchi (S&D), in writing. – I voted for this resolution because we must take a strong position and reiterate once again our serious concerns on the situation in Hungary in relation to the exercise of democracy, rule of law and protection of human and social rights.

Most of all I am deeply worried about the independence of the judiciary in Hungary. It is unacceptable that the new head of the National Judicial Authority and the Chief Prosecutor will have the right to assign cases to tribunals, infringing the principle of the right to access to court and to a fair trial.

The Hungarian Prime Minister, in front of the European Parliament, expressed his readiness to comply with the recommendations and objections raised by the EU institutions in order to respect the basic values and standards of the European Union. With this resolution we clearly state that we cannot accept further delays.

4-287-000

Zoltán Bagó (PPE), írásban. – Visszautasítom, hogy Magyarország önrendelkezését egyes politikai csoportok súlyosan megsértsék. Magyarország és az Európai Bizottság között hivatalos párbeszéd folyik, az Európai Parlamentnek meg kellene várnia a Bizottság elemzését. Magyarország nyitott ezen párbeszédre. Elfogadhatatlannak tartom, hogy az Európai Bizottság politikai nyomás alá került. A jelenlegi magyar kormány azon dolgozik, hogy a 2010-es állapotok szerinti eladósodott, kiszolgáltatott és a világgazdasági változások negatív hatásainak ellenállni alig képes ország működőképes EU tagállam maradjon.

Elutasítom azt a kettős mércét, miszerint a 2006-os események nyomán az akkori szocialista kormány ellen a baloldali pártok és a nemzetközi sajtó nem emeltek szót, most viszont tájékozatlan és megalapozatlan rágalomokkal járatják le hazámat. Az ország jelenleg is pénzügyi problémákkal küzd, és a kormány a hitelmegállapodás megkötésére törekszik. A pénzvilág láthatóan új hatalmi ágként jelenik meg az európai döntéshozatalban, hiszen a Lisszaboni Szerződés hetedik cikkelyének alkalmazása esetén az uniós támogatások kifizetésének felfüggesztése valósulna meg Magyarországgal szemben. Aki ezt javasolja, az nem erősíti, hanem gyengíti az európai kohéziót! Összességében hangsúlyozom, hogy itt már nem az európai értékek elfogadásáról van szó, hanem a pénz politikai hatalmáról és terjeszkedéséről.

4-288-000

Ivo Belet (PPE), *schriftelijk*. – Ik heb niet voor de gezamenlijke resolutie gestemd, omdat de Hongaarse regering nog tot half maart de tijd heeft gekregen van de Europese Commissie om haar wetgeving aan te passen. Dan is het toch niet meer dan normaal dat we wachten op de uitkomst van die formele procedure, alvorens hier zo'n krachtig standpunt in te nemen en te beginnen dreigen met het aanwenden van het kanon in de vorm van artikel 7. Over exact een maand weten we of de Hongaarse regering bereid is om aan de vragen van de Commissie tegemoet te komen. Mocht dat niet het geval zijn, dan moet de Commissie maatregelen nemen. In het andere geval lijkt me de grond voor een nieuwe resolutie van de baan.

4-288-250

Jean-Luc Bennahmias (ALDE), *par écrit*. – Ne nous y trompons pas, ce qui se passe aujourd'hui en Hongrie est grave du point de vue des libertés publiques et des droits fondamentaux. Mais dans le débat politique européen actuel, tout est mélangé: les questions économiques, et notamment l'indépendance de la banque centrale hongroise, sont mélangées avec la question de l'indépendance du pouvoir judiciaire et les points problématiques de la nouvelle constitution au regard du respect des valeurs constitutives de l'Union. La banque centrale n'est pas, pour moi, le sujet principal ! Les libertés publiques, le respect plein et entier de la démocratie, le sont bien davantage ! Il s'agit aujourd'hui de réfléchir au moyen le plus approprié de contrer la dérive autoritaire du régime hongrois: est-ce l'article 7 si souvent mentionné ? Je crois plutôt qu'il nous faut à tout prix soutenir les démocrates en Hongrie, citoyens comme politiques, qui sont attachés à la démocratie et ses valeurs: là doit être notre priorité.

4-288-375

Cristian Silviu Buşoi (ALDE), *în scris*. – Nu putem continua să cerem țărilor terțe să impună standarde democratice pe care cele ce sunt deja parte a Uniunii Europene nu le respectă. Ungaria continuă să dea dovadă de derapaje democratice și cred că este datoria Parlamentului European să sancționeze aceste derapaje. Discutarea situației din Ungaria în Parlamentul European era necesară pentru protejarea legilor și valorilor UE și sper că premierul Viktor Orbán va trata cu seriozitate recomandările făcute de PE.

4-288-750

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – A nova Constituição húngara, que entrou em vigor a 1 de janeiro de 2012, tem suscitado preocupação em várias áreas, particularmente no que diz respeito à independência do poder judicial, à independência

do banco central, à independência da Autoridade para a Proteção de Dados, às condições justas de concorrência e à alternância política e em relação à *Lei de Estabilidade*, que sujeita ao regime de imposto de renda uma maioria de dois terços do Parlamento, bem como as leis cardinais que concedem o direito à atual maioria de nomear funcionários por um período extraordinariamente longo. Votei favoravelmente à preparação por parte do Parlamento Europeu, de um relatório para determinar se a Hungria satisfaz a legislação e valores da União Europeia. Neste sentido, será determinado se existe um risco claro de violação grave dos valores comuns europeus. Também considero importante solicitar à Comissão que acompanhe de perto as mudanças nas leis húngaras e a sua implementação em conformidade com o espírito dos Tratados europeus.

4-288-687

Anna Maria Corazza Bildt, Gunnar Hökmark och Anna Ibrisagic (PPE), *skriftlig*. – Trots den kritik och de allvarliga frågeställningarna beträffande ett antal av den ungerska regeringens lagstiftningar angående bland annat rättsväsendet finner vi inte skäl att ifrågasätta dess demokratiska förpliktelser. Vi anser att de allvarliga frågor som har tagits upp ska följas upp av den rättsliga procedur som nu inletts grundad på de gemensamma regler och lagar som EU bygger på. Vi anser det därför viktigt att kommissionen fullgör sitt uppdrag vad gäller att slå vakt om fördragets upprätthållande med en noggrann granskning av Ungerns nya grundlag. Vi anser däremot inte att Europaparlamentet på partipolitiska grunder ska döma i vare sig de ärenden som nu är föremål för kommissionens rättsliga prövning eller medlemsstaternas inrikespolitiska strider.

4-288-625

Emer Costello (S&D), *in writing*. – I support this resolution because of the serious concerns, including those voiced by constituents of mine in Ireland, about the current Hungarian Government's commitment to the exercise of democracy, the rule of law, checks and balances, the protection of human and social rights, and equality and non-discrimination. Parliament's Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs should now work with the Commission, the Council of Europe and the Venice Commission to determine how Parliament's and the Commission's recommendations to the Hungarian Government are being implemented. If the Hungarian Government does not adhere to the letter and the spirit of the EU treaties that Hungary has signed, Parliament may have to activate Article 7.1 of the Treaty on European Union on account of a serious breach of our shared values as EU members. There is an onus on all of us to ensure that the EU's basic values are upheld. This resolution is an indication of just how seriously the actions of the Hungarian Government are being taken elsewhere in the EU.

4-289-000

Ioan Enciu (S&D), *în scris*. – Am votat în favoarea acestei rezoluții, întrucât consider că Parlamentul European are datoria de a se asigura că Ungaria respectă acquis-ul comunitar și principiile democratice, așa cum sunt stabilite în Tratatul UE și în Carta drepturilor fundamentale a UE. Mai multe probleme legate de noua Constituție, legea presei, legea Băncii Centrale, independența justiției sau legea electorală au fost identificate atât de Parlamentul European, cât și de Comisie și alte organisme internaționale, iar răspunsul autorităților ungare nu a fost satisfăcător până la acest moment.

De aceea, Comisia, în calitatea sa de gardian al tratatelor, trebuie să supravegheze mult mai atent modul în care sunt respectate legislația europeană și principiile democratice, prin

realizarea unei analize aprofundate, care să acopere toate aspectele problematice specificate în această rezoluție. În același timp, Comisia LIBE va asigura respectarea de către autoritățile ungare a recomandărilor Comisiei și Parlamentului European.

4-289-250

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente esta resolução por evidenciar sérias preocupações sobre a situação da Hungria no que respeita ao exercício da democracia, ao Estado de Direito, à proteção dos direitos humanos e sociais e ao respeito pelos princípios de igualdade e não discriminação.

4-289-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Analisamos hoje a primeira Constituição democrática da Hungria depois da ditadura comunista e a legislação com ela conexas. Merecem ser respeitadas enquanto emanação da vontade dos representantes do seu povo. Ao contrário do preâmbulo do projeto de Constituição para a Europa, que tentou expurgar a herança cristã das referências comuns europeias, o texto da Constituição húngara assume essa herança e os valores civilizacionais e humanos que dela decorrem. Fê-lo sem se fechar a outros valores e não procura fazer *tabula rasa* da sua história. Note-se que, apesar dos ataques às questões dos costumes, da tradição e do cristianismo lançados por uma certa esquerda - no seio da qual avultam os herdeiros e defensores do comunismo - são as relacionadas com a separação de poderes que têm relevado para a Comissão Europeia. O Governo húngaro tem-se mostrado recetivo a responder a todas as dúvidas que lhe foram colocadas e disponível para rever a legislação adotada sempre que tal se justifique.

4-289-750

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – A situação política na Hungria foi abordada, por várias vezes, neste Parlamento. Em julho de 2011, foi apresentada e discutida uma proposta de resolução – que acabou por não ser votada – de condenação da Hungria devido à falta de garantias no cumprimento dos princípios e valores defendidos pela União Europeia. No passado dia 18 de janeiro, o Primeiro-Ministro húngaro, Viktor Orbán, esteve aqui a explicar as opções políticas do Governo e a Lei Fundamental do seu país, a qual incorporou, integralmente, a Carta dos Direitos Fundamentais da UE. O Parlamento Europeu não pode interferir na aprovação da Constituição de um Estado-Membro, o que seria considerado uma ingerência na soberania de um Estado (trata-se de algo que deve ser julgado pelos cidadãos desse país). Compete à Comissão dialogar com o Governo húngaro no sentido de ultrapassar eventuais inconformidades com os Tratados da UE. Apesar da nova Constituição húngara ter sido sufragada maioritariamente pelo parlamento húngaro, democraticamente eleito, e ter substituído a Constituição comunista de 1949, considero que a Comissão Europeia, que é a guardiã dos Tratados, deve atuar no sentido de estes serem escrupulosamente cumpridos.

4-289-812

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Manifestamos a nossa preocupação e inquietação com a escalada antidemocrática do Governo húngaro e com a aprovação de medidas de teor fascizante, em diversos domínios da vida social. Ao mesmo tempo, manifestamos também toda a nossa solidariedade para com o povo húngaro e todos aqueles que, na Hungria, lutam pela liberdade, pela democracia e pela justiça e pelo progresso social. Mas não podemos aceitar a ingerência, por parte das instituições europeias, em assuntos internos

de um Estado soberano, que outros têm vindo a defender. Nem podemos aceitar atribuir à Comissão Europeia – a mesma que assina, impõe e aplica os pactos de agressão FMI-UE em curso em Portugal, na Grécia e na Irlanda – o papel da guardiã das liberdades e da democracia. O caminho a seguir não é o da escolha entre duas versões do retrocesso social – a do Governo húngaro e a da UE. É elucidativo que à Comissão Europeia e a alguns setores da social-democracia não os preocupe o novo Código do Trabalho húngaro, o retrocesso nos direitos dos trabalhadores que ele significa, o ataque aos direitos sociais, a intervenção do FMI, em suma, as exigências cruéis de retrocesso social que as medidas ditas de austeridade estão a impor.

4-289-875

Carlo Fidanza (PPE), *per iscritto* . – Ho votato contro la proposta di risoluzione delle sinistre sull'Ungheria poiché la ritengo una montatura vergognosa, data anche l'apertura del governo ungherese nei confronti dei rilievi posti dalla Commissione Europea. L'adozione di tale risoluzione può avere inoltre effetti controproducenti, minando la fiducia del popolo ungherese nei confronti dell'Unione europea. Questa è una situazione da evitare, soprattutto in questo periodo di crescente euroscepticismo. Più in generale siamo di fronte ad un attacco politico del tutto strumentale contro un governo legittimamente eletto con una grande maggioranza e che sta orgogliosamente difendendo i diritti e la sovranità del proprio popolo.

4-290-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne* . – Maďarsko prijalo novú ústavu v apríli uplynulého roku, no samotné prijatie a niektoré ustanovenia, boli Európskym parlamentom kritizované v uznesení z 5. júla 2011. Maďarská vláda bola vyzvaná, aby riešila otázky a pripomienky vznesené Benátskou komisiou a taktiež bola vyzvaná Európska komisia, aby vykonala dôkladnú revíziu a analýzu novej ústavy a zákonov, aby sa overilo, či sú v súlade s *acquis communautaire* a najmä s Chartou základných práv EÚ. I predseda Európskej komisie José Manuel Barroso vyjadril obavy súvisiace s uplatňovaním demokracie v Maďarsku a apeloval na maďarské úrady, aby rešpektovali zásady demokracie a slobody a ich vykonanie nielen principiálne, ale aj v praxi a v politickom a spoločenskom živote v Maďarsku.

Prezentované pripomienky a obavy nesmerujú ku kritike Maďarskej republiky a maďarských občanov. Som ale presvedčená, že ochrana základných práv, občianskych slobôd, našich spoločných európskych hodnôt, ako aj mieru, bezpečnosti a dobrého spolunažívania – všetky tieto hodnoty by mali byť rešpektované a zachované.

4-291-000

Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (S&D), *in writing* . – The recent political developments in Hungary are raising many concerns, not only because of the specific restrictions imposed by the government but also for the sake of democracy in Hungary. Since December 2010, the Orbán government has introduced worrying legislation: the media laws that significantly restrict freedom of press; the cardinal laws which limit Hungary's central bank and data-protection agency; and a new constitution which imposes conservative ideology on the citizens by explicitly touching on the issue of abortions and same-sex marriage. While Prime Minister Viktor Orbán uses nice words to calm down our concerns, his words are void if not backed by consolidating actions. Having expressed our concerns about the situation in Hungary, it is our turn to transform our words into concrete

actions. With the following resolution the European Parliament requests an investigation into the compliance of Hungary's recent legislation with the EU's Treaties. We also instruct the European Commission to make use of legal measures, including Article 7 of the EU Treaty, in case Hungary fails to meet the legal obligations deriving from its EU membership. Our commitment to the EU's values and to the rights of the Hungarian people is reaffirmed by this resolution, therefore I voted in favour of it.

4-291-500

Nathalie Griesbeck (ALDE), par écrit. – Notre groupe parlementaire de l'ADLE a réussi, cette semaine, aux côtés de la gauche et des verts européens, à faire adopter notre projet de résolution commune condamnant fermement la situation en Hongrie, et ce malgré l'opposition honteuse de la droite et de l'extrême droite européennes. Notre résolution exprime de sérieuses craintes quant à « l'exercice de la démocratie, l'état de droit, la protection des droits de l'homme et des droits sociaux, le système d'équilibre des pouvoirs » ou encore sur « l'égalité et la non-discrimination » dans le pays. C'est une grande victoire pour notre Parlement. Notre résolution mentionne surtout explicitement (c'était l'objet du paragraphe 7, que j'ai bien sûr soutenu) l'article 7 du TUE qui prévoit un mécanisme de sanctions contre un Etat membre quand des violations graves aux principes européens sont avérées. Jusqu'à présent, en commission LIBE, les deux principales familles politiques du Parlement européen (le PPE et le S&D) s'y opposaient! Le Parlement européen a ainsi décidé de saisir sa commission LIBE, au sein de laquelle je siège, et qui sera chargée de rédiger un rapport vérifiant la conformité de la Hongrie avec les lois et principes européens, en matière de liberté des médias, et en ce qui concerne les réformes judiciaires et la question de la banque centrale hongroise.

4-291-750

Sylvie Guillaume (S&D), par écrit. – J'ai apporté mon soutien à cette résolution qui se justifie par les graves inquiétudes suscitées par l'état de la démocratie en Hongrie et les atteintes portées aux valeurs européennes. À la veille de l'échéance prévue pour les procédures d'infraction accélérées lancées par la Commission européenne, c'est un message fort de solidarité que nous adressons au peuple hongrois. Nous demandons ainsi à la Commission de vérifier la conformité du droit hongrois avec la lettre et l'esprit des traités européens, s'agissant notamment de l'indépendance de l'appareil judiciaire, le respect du pluralisme des médias et la protection des données personnelles. La commission des libertés civiles devrait également être chargée de la rédaction d'un rapport qui permettrait éventuellement d'envisager le déclenchement de la procédure prévue à l'article 7 du Traité, d'un mécanisme de sanction en cas de violation des valeurs communes de l'Union européenne. La Commission européenne doit aller au bout de la tâche qui est la sienne en tant que gardienne des Traités ; quant au gouvernement hongrois, il doit suivre les recommandations qui lui sont adressées pour se mettre en conformité avec le droit européen. Il est clair que nous ne pourrions nous en tenir à de simples mesures d'ajustements cosmétiques.

4-291-875

Mikael Gustafsson (GUE/NGL), in writing. – I voted in favour of the common resolution. Not, however, because I share all the views and opinions expressed herein. I voted in favour of the resolution as I believe it is necessary to send a strong message to the Hungarian Government that calls for respect for democratic rights. However, I support completely the efforts made by the Council of Europe (note: which is composed of 47 countries – and

is not the same as the European Council) in securing respect for democracy and human rights in Hungary.

4-291-984

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Pritariau balsuodamas, kadangi yra reiškiamas didelis susirūpinimas tuo, kaip Vengrijoje įtvirtinama demokratija ir teisinė valstybė, užtikrinamos ir ginamos žmogaus ir socialinės teisės, įgyvendinama kontrolės ir pusiausvyros sistema, užtikrinama lygybė ir nediskriminavimas. Siekiant Vengrijos piliečių ir ES bendrų interesų Vengrijos vyriausybė yra raginama atsižvelgti į Europos Komisijos, Europos Tarybos ir Venecijos komisijos rekomendacijas, prieštaravimus ir reikalavimus dėl minėtųjų klausimų ir atitinkamai pakeisti susijusius įstatymus laikantis pagrindinių ES vertybių ir normų. Manau, kad yra būtina užtikrinti visišką teismų sistemos nepriklausomumą, reguliuojant Vengrijos Nacionalinį Banką turi būti tvirtai laikomasi Europos teisės aktų, būtina siekti duomenų apsaugos ir informacijos laisvės institucijų nepriklausomumo, reikalinga visiškai atkurti Konstitucinio Teismo teisę peržiūrėti bet kokį teisės aktą, įtvirtinti žiniasklaidos laisvę ir pliuralizmą, rinkimų įstatymas turi atitikti Europos demokratines normas ir politinės kaitos principus, institucijose ir ne institucijose turi būti užtikrinta teisė demokratiškai būdu reikšti politinę opoziciją, religinių bendruomenių ir konfesijų įstatyme turi būti atsižvelgta į pagrindinius sąžinės laisvės principus.

4-292-000

Tunne Kelam (PPE), *in writing*. – I voted against the original resolution submitted by the ALDE, S&D, Verts/EFA and GUE/NGL Groups. The current hysterical witch hunt against Hungary is not acceptable. The European Commission has taken steps to resolve misunderstandings and questionable issues regarding the new constitution and Hungary has declared itself willing to fully cooperate on this matter. The EU is based on political agreements and treaties which lay down principles on how to behave in such situations. It is up to the European Commission to look into possible breaches of EU law. The European Parliament should not be made a tool of political rivalry and revenge after national elections have given a clear popular mandate to a certain political force.

The resolution in its present form can only incite political extremism and cause internal political rifts within a Member State, turning Hungarian people against the EU. It will be in the interest of all EU citizens to demonstrate that the EU is adhering to its principles, including the avoidance of making politically motivated, prejudicial and premature conclusions.

4-292-500

Eija-Riitta Korhola (PPE), *kirjallinen*. – Arvoisa puhemies, äänestin Unkaria koskevaa päätöslauselmaa vastaan, sillä mielestäni tämä talo ei toiminut arvonsa mukaisesti tuomitessaan Unkarin hallituksen kesken komission kanssa käytävää selvitystä ja antamatta hallituksen vastata syytöksiin. Hallitus on ilmaissut halunsa ratkaista kaikki komission ilmaiset huolenaiheet. Siksi tämä ele tuntuu pikemminkin puoluepoliittisesti motivoituneelta nöyryytykseltä kuin oikealta huolelta eurooppalaisten arvojen puolesta.

4-292-750

Jacek Olgierd Kurski (EFD), *in writing*. – We claim to live in a Europe of free nations and profess to value freedom and democracy. Two decades after the fall of communism and the end of the division of our continent, what now do I see? Hypocrisy and double

standards from those who claim to champion the rule of law and the will of the people. Of what crimes does Mr Orbán stand accused? Inscribing Christian values in the Hungarian constitution; defining marriage as the union of one man and one woman; protecting life from conception; characterising communism as tyranny. This House is the highest form of European democracy. It should constantly seek to promote democratic government and the rule of the majority with the respect of the minority. I have no doubt that minority rights are respected in Hungary today. If Mr Orbán's actions are not in line with the views of the majority of the Hungarian people, the consequence will be clear at the next Hungarian election. Let the Hungarian electorate judge Mr Orbán then, as is appropriate in a democracy, and let the European institutions follow not the path of external interference, but rather that of respect for the sovereignty of the Hungarian people.

4-293-500

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto* . – La situazione generatasi in Ungheria dopo l'introduzione della nuova Costituzione l'11 Aprile del 2011, ci riguarda direttamente e richiede azioni urgenti da mettere in campo. La nuova Costituzione ungherese, così come ravvisato dalla commissione di Venezia, rischia di ledere i diritti dei cittadini in diversi ambiti della vita sociale. In particolare, è minacciata l'indipendenza della magistratura e, ancora, sembra troppo forte l'ingerenza politica nei processi decisionali e legislativi, nonché giuridici. Aspetti che si riflettono anche nella facoltà di espressione religiosa, minata dalla nuova legge di registrazione delle chiese che prevede l'approvazione dei due terzi del parlamento ungherese. Si tratta di un insieme di disposizioni e scelte politiche che hanno causato l'apertura di procedure di infrazione da parte dell'Unione europea e che impongono, a noi parlamentari, di proseguire su questa strada per il rispetto dei valori che siamo chiamati a rappresentare qui in Europa e in ciascuno dei nostri Stati membri.

4-293-750

David Martin (S&D), *in writing* . – I voted for this resolution which calls, in the joint interest of Hungarian citizens and the European Union, on the Hungarian Government to comply with the recommendations, objections and demands of the European Commission, the Council of Europe and the Venice Commission regarding their legislation's compatibility with – notably – the independence of the judiciary, the independence of the central bank and the independence of the data protection authority and for fair conditions of political competition and to amend the laws concerned correspondingly, respecting the basic values and standards of the European Union

4-294-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit* . – Cette résolution a le mérite de demander à Monsieur Orbán de respecter les règles de la démocratie. Elle devrait aller plus loin et condamner le coup de force antidémocratique et antisocial mené par M. Orbán et son parti d'extrême droite. Mais pas de condamnation ici. Pas un mot sur le fait que M. Orbán ait purement et simplement aboli la République en Hongrie. Pas un mot non plus sur l'inscription d'une référence à « Dieu » dans la Constitution. Rien non plus sur les droits des travailleurs, laminés par les plans d'austérité successifs.

Par contre, le rappel à l'indépendance de la Banque centrale de Hongrie n'a pas été oublié. Les courbettes à la Commission, qui a mis tant de temps à réagir, non plus. Je préfère cette résolution à celle du PPE qui soutient honteusement M. Orbán. Mais je ne peux en aucun cas la soutenir. Je rappelle que l'article 7 du traité de Lisbonne prévoit qu'un tiers des

membres du Parlement européen peut demander qu'on suspende certains droits, dont le droit de vote, d'un gouvernement qui viole la démocratie. Visiblement la majorité ne s'en préoccupe pas et préfère réserver la suspension du droit de vote aux États déficitaires.

4-295-000

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – A nova Constituição húngara foi aprovada em 18 de abril de 2011, pelo parlamento húngaro, por uma larga e legítima maioria. Esta nova Constituição vem substituir a Constituição comunista, de 1949, já que a Hungria era o único país da Europa Central que ainda não tinha adotado uma nova Lei Fundamental desde a queda do comunismo. Esta nova Constituição incorporou integralmente a Carta dos Direitos Fundamentais e criou um sistema eleitoral mais justo, que garante a representação das minorias no parlamento. Assim, é necessário que o direito da União respeite a competência dos Estados-Membros para adotarem as suas Constituições no respeito dos princípios e valores em que assenta a UE; não deixa, no entanto, de ser necessário que o Governo húngaro trabalhe em estreita cooperação com a Comissão, para garantir a conformidade da nova legislação nacional com o direito da União e, se for caso disso, efetuar as necessárias alterações.

4-296-000

Alajos Mészáros (PPE), *írásban*. – Európa kifordult önmagából, és ez érvényes az európai intézményekre is. Megdöbentő, hogy a gazdasági válság időszakában az EP mennyi erőfeszítést tud fordítani egyik tagállamának pellengérré állítására. Hol van itt az európai szolidaritás és igazság, ha az elméletileg objektív és alapos vizsgálatok alapján véleményt formáló Európai Bizottság is elfogultan szól az egyik EU tagállamról? Úgy tűnik, az önálló gondolatoknak valóban nincs tere az EU-n belül, és a valós problémák megoldása helyett a felszínes puffogatás nyert teret. Nem hiszem el, hogy a több száz jogsértési eljárás között a Magyarország ellen indítottak lezárását követően máshogy viszonyulnak majd azok a politikusok a magyar helyzethez, akik ma gyűlöletet szító és megengedhetetlen hangnemben nyilatkoznak egy demokratikusan megválasztott és megalakult kormányról.

Szégyen, hogy ehhez ilyen sokan asszisztálnak az új és régi tagállamok képviselői közül egyaránt. Felelőtlen politikai harcok porondjává vált az Európai Parlament, ahol sokkal egyszerűbb hangzatos beszédeket tartani és képmutatóan aggódni egy tagállam iránt, mint az uniós polgároknak ígért politikai köteleességeket teljesíteni. Mélyen elítélem azon határozatot, amely Magyarország önrendelkezését súlyosan sértő pontokat tartalmaz, politikailag motivált és a valóságtól teljesen elrugaszkodott. A határozat szocialista, liberális és zöld szerzői túlléptek egy határt, amely ott, ahol állandóan demokráciáról és szolidaritásról papolnak, teljesen elfogadhatatlan. Ilyen és hasonló szégyenteljes állásfoglalást soha nem tudnék szavazatommal támogatni.

4-296-500

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – La liberté, la démocratie, l'égalité, la non-discrimination et le respect des droits fondamentaux sont les valeurs essentielles de l'Union européenne. Certains semblent banaliser de manière simplificatrice ce qui se passe en Hongrie. Or ce n'est pas insignifiant. Ce qui se passe en Hongrie est dramatique pour l'idée même du projet européen qui incarne l'humanisme, l'ouverture, la solidarité, le progrès, la justice et l'égalité en un mot l'universalité; le projet européen, c'est le rejet de l'intolérance, du nationalisme, du repli sur soi. Ce que je reproche aux mesures prises, c'est un grave « péché » de partialité. On essaie de mettre en place un Etat partial, un Etat au service d'une force politique. Ces

mesures, qui sont traduites en actes législatifs et/ou constitutionnels font basculer un pays européen d'un régime démocratique dans un régime autoritaire. Désormais, la peur de dire, de dénoncer, d'exprimer une opinion indépendante existe. Cette mutation d'un régime démocratique en un régime autoritaire dans un pays européen est gravissime pour l'idée même du projet européen. On a dépassé les limites du tolérable. On ne peut pas accepter ce que j'appelle "la tyrannie majoritaire". On ne peut pas adhérer à l'Union européenne et violer ses principes fondateurs.

4-297-000

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – Finally problematic questions have been raised about the so called 'Cardinal Laws', the Commission infringement proceedings against Hungary regarding three of the cardinal laws, general issues about the functioning of democracy in Hungary, the respect of fundamental rights and European laws, values, freedoms and principles in the complete internal restructuring of Hungary under the current government. In favour.

4-298-000

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Ungarn hat eine neue demokratisch gewählte Regierung, die, wie jede Regierung, neue Gesetze erlässt. Argumentiert wird nun, dass dabei Grundfreiheiten eingeschränkt werden und die EU daher über die Lage der ungarischen Bevölkerung besorgt ist. Natürlich darf es in einem EU-Mitgliedsstaat nicht zu Grundrechtsverletzungen kommen. Der Hohe Grad an Grund- und Freiheitsrechten muss in jedem Fall beibehalten und aufrechterhalten werden. In Falle der Kritik an Ungarn stellt sich aber die Frage, ob nicht andere Motivationen im Vordergrund stehen. Ungarn hat sich eine „rechte“ Regierung gewählt, was den „linkslastigen“ Regierungen anderer Mitgliedsstaaten und den politisch korrekten Gutmenschen hier im EU-Parlament offenbar ein Dorn im Auge ist. Und so werden nun zum Teil fadenscheinige Argumente vorgebracht bzw. wird kritisiert, was bei anderen Mitgliedsstaaten toleriert wird. Auch in Österreich und anderen EU-Staaten werden die Notenbank und der Verfassungsgerichtshof de facto politisch besetzt. Nicht alle Staaten der Union haben einen gleich hohen Standard beim Schutz der Menschenrechte, was natürlich zu bedauern ist. Aber gerade deshalb sollte man nicht Grundrechte als vorgeschobenes Argument gebrauchen, sonst kann es passieren, dass sie eines Tages nur mehr leere Worthüllen sind. Aus diesen Gründen habe ich gegen die Entschließung gestimmt.

4-299-000

Katarína Neveďalová (S&D), *písomne*. – Maďarsko prechádza v súčasnosti výraznými spoločenskými aj politickými otrasmami. Nová maďarská ústava, ktorá okrem toho, že urobila dobrú reklamu firme Apple (keďže jej časť bola údajne napísaná na ich najpredávanejšom tablete) sa postarala aj o množstvo protestov vo vnútri krajiny a vlnu nevôle v Bruseli. Sporné zákony v rámci novej maďarskej ústavy sa týkajú napríklad nezávislosti maďarskej centrálnej banky, odchodu sudcov do dôchodku, nezávislosti úradu na ochranu osobných údajov či kontroverzného mediálneho zákona. Vývoj v Maďarsku je, žiaľ, veľkým sklamaním! Premiér Orbán kľučkuje medzi Budapešťou a Bruselom, kde vždy povie niečo iné. Toto nezodpovedné konanie maďarskej vlády malo za následok mesačné ultimátum zo strany Európskej komisie na úpravu sporných zákonov. Odozva na kritiku bola rýchla a to v podobe nezmyselných obvinení z akéhosi liberálno-sociálno-demokratického komplotu. Viktor Orbán si akosi nechce uvedomiť, že svojím snažením o čo najväčšiu koncentráciu moci do rúk premiéra poškodzuje hlavne svojich občanov. Našou primárnou

úlohou je hájiť záujmy občanov EÚ – teda aj občanov Maďarska. Považujem preto situáciu za veľmi vážnu, ktorú treba pozorne sledovať.

4-300-000

Justas Vincas Paleckis (S&D), *raštu*. – Vengrijos parlamentui priėmus naują Konstituciją ir virtinę naujų įstatymų kilo abejonių, ar jie atitinka ES teisę, vertybes bei fundamentalius principus – laisvės, demokratijos, žmogaus teisių ir įstatymų viršenybės. Europos Komisija 2012 m. sausio 17 d. pradėjo pažeidimų procedūrą prieš Vengriją dėl nacionalinio centrinio banko, teismų, asmens duomenų apsaugos agentūros nepriklausomybės apribojimo. Kiekvienos valstybės, prisijungusios prie Sąjungos, piliečiai turi turėti tokias pat teises ir galimybes jas ginti, kaip ir kiti ES piliečiai. Todėl pritariu rezoliucijai, kuri ragina visų pirma nustatyti, ar Vengrijos vyriausybės veiksmai neprieštaruoja ES teisei, nesuvaržo demokratišų principų – valdžių atskyrimo, politinių partijų pliuralizmo, ir ar neapriboja Vengrijos piliečių žodžio ir religijos laisvės, teisės į teisingą teismą ir kitų teisių.

4-300-500

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução por estar de acordo com o apoio do Parlamento Europeu ao papel da Comissão Europeia de garantir a conformidade das legislações nacionais com os Tratados da União Europeia e com os valores fundamentais europeus e, apenas neste contexto, defendo a avaliação, por parte da Comissão, das novas leis orgânicas húngaras.

4-301-000

Crescenzo Rivellini (PPE), *per iscritto*. – Oggi, durante la sessione plenaria del Parlamento europeo di Strasburgo, abbiamo votato la risoluzione sui recenti sviluppi politici in Ungheria.

Con tale risoluzione, il Parlamento esprime preoccupazione per la situazione in Ungheria per quanto attiene all'esercizio della democrazia, lo Stato di diritto e il rispetto dei diritti umani. Il Parlamento preparerà una relazione per valutare che gli *standard* democratici dell'UE siano rispettati; subito dopo si deciderà se attivare l'articolo 7 del Trattato dell'UE, il quale verifica se ci sia "rischio di violazione grave" dei principi comunitari.

4-302-000

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. The European Parliament has today taken a stand to uphold fundamental EU values and to combat the dismantling of basic democratic rights in an EU member state. In doing so, it is filling the void left by the other EU institutions, which are unwilling to act. The EPP-dominated Council has remained scandalously silent throughout, while the European Commission has focused its criticism on narrow areas, ignoring the broader thrust of the democratic scale-back in Hungary, which is completely at odds with the core values on which the EU is founded. Against this background, it is the duty of the European Parliament to take action to defend democracy in the EU.

4-303-000

Kārlis Šadurskis (PPE), *rakstiski*. – Es balsoju par ETP un pret citu politisko grupu rezolūcijām, jo uzskatu, ka EP ir sacelta neadekvāta politiskā histērija par notikumu attīstību Ungārijā. Esmu nobažījies par to, ka sociālisti, liberāļi, zaļie un komunisti jau tagad izdara

savu spriedumu pirms Eiropas Komisijas un Ungārijas valdības konstruktīvā dialoga noslēgšanas. Spriedumi par situāciju šajā valstī būtu jābalsta uz faktiem un racionāliem argumentiem, nevis priekšlaicīgiem aizspriedumiem un emocijām. Protams, ka situācija Ungārijā nav perfektā stāvoklī, bet, manuprāt, premjerministram Orbānam un viņa valdībai ir jādod iespēja ieviest tik ļoti nepieciešamās reformas, ievērojot ES likumdošanu, valstī, kur iepriekšējo sociālistu un liberāļu valdīšana ir radījusi graujošas sekas gan ekonomiskā, gan sociālā ziņā. Diemžēl šī politiskā histērija mazina ungāru uzticēšanos EP un veicina eiroskepticismu. ETP diemžēl šoreiz paliek mazākumā ar savu viedokli.

4-303-500

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto* . – L'Ungheria ha recentemente approvato una nuova Costituzione votata con ampissima maggioranza da parte del Parlamento. Questo documento, che sostituisce la precedente Costituzione comunista del 1949, recepisce anche la Carta dei diritti fondamentali dell'Unione europea. Con questo voto sottolineiamo come in Ungheria non esista nessun pericolo per la democrazia. Ogni Stato membro, infatti, possiede la competenza sovrana di determinare la propria Costituzione e tale principio corrisponde alla sovranità del popolo nell'ottica dell'autodeterminazione attraverso la democrazia. E' auspicabile che il governo ungherese collabori strettamente con la Commissione europea per garantire che la nuova legislazione nazionale sia conforme al diritto dell'Unione e, se necessario, apportare modifiche. Ma detto ciò non sussiste in Ungheria nessun pericolo per la democrazia

4-304-000

Søren Bo Søndergaard (GUE/NGL), *skriftlig* . – Jeg stemte for det fælles forslag til beslutning. Ikke fordi jeg deler alle synspunkter i forslaget, men fordi jeg mener, det er nødvendigt at sende et stærkt signal til den ungarske regering om at respektere demokratiske rettigheder. Til gengæld støtter jeg helt op om Europarådets

4-304-500

Michèle Striffler (PPE), *par écrit* . – J'ai voté en faveur de la résolution sur "les récents événements politiques en Hongrie" rédigée à la suite de l'adoption de lois cardinales en Hongrie qui menacent l'indépendance du système judiciaire, de la banque centrale hongroise et de l'autorité hongroise de protection des données. J'estime que l'Union Européenne est avant tout une union d'Etats qui partagent des valeurs communes, comme le respect de l'Etat de droit, de la démocratie et des droits fondamentaux. Cette communauté de destin ne peut tolérer de membres qui transigent avec ces valeurs. J'appelle également le gouvernement de Viktor Orbán à se conformer aux règles contenues dans les Traités européens et à respecter les recommandations de la Commission européenne qui a lancé, le 17 janvier dernier, une procédure d'infraction à l'encontre de la Hongrie.

4-305-000

József Szájer (PPE), *írásban* . – Egységesen, mindannyiunknak ki kell állnia hazánk és a magyar kormány mellett! Határozottan elutasítom a szocialista, liberális, zöld és kommunista frakciók Magyarországot elítélő állásfoglalását, melynek szövege hemzseg a valótlan állításoktól és a rosszindulatú vádaskodástól. Elfogadhatatlan és gyalázatos, ami ma az Európai Parlamentben történt. Számomra fájdalom ez a mai színjáték, amely egyértelműen a koncepciók perek hangulatát idézi.

4-305-500

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – Após a aprovação da nova Constituição húngara, em abril do ano transato, e de inúmeras leis orgânicas de Estado, várias foram as vozes que indicaram o retrocesso na democracia húngara. No passado dia 19 de janeiro, o Primeiro-Ministro húngaro, Viktor Orbán, veio ao PE esclarecer a suas posições, garantindo ao Plenário a alteração das leis mais controversas que reforçam o controlo político sobre várias instituições do país. Na carta da CE enviada ao governo húngaro, a Comissão mostrou fortes preocupações, nomeadamente no que diz respeito à independência do banco central nacional, da autoridade de proteção de dados e do poder judicial. Contudo, muitas são as ONG que acusam as autoridades húngaras de atropelos à liberdade de expressão, de religião e liberdade sexual. Por outro lado, o governo húngaro aprovou várias leis retroativas, que violam um dos princípios básicos do Direito europeu. Sendo a Hungria um Estado de direito, membro da UE, penso que será importante que, conjuntamente com a CE, sejam revistas as leis que ponham em causa os princípios da democracia e da liberdade. Não podemos invocar certos princípios e valores na nossa política externa, quando dentro de casa temos Estados que não os cumprem.

4-305-750

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *în scris*. – Am votat pentru Rezoluția Parlamentului din 16 februarie 2012 referitoare la recente evoluții politice din Ungaria, întrucât statele membre și UE au datoria de a se asigura că procesele legislative și conținutul legislației statelor membre sunt conforme legislației, principiilor și valorilor UE și nu contravin acestor valori și instrumente. Ungaria a adoptat o nouă Constituție la 18 aprilie 2011, anumite dispoziții ale acesteia fiind criticate în rezoluția Parlamentului European din 5 iulie 2011. Parlamentul solicita atunci Comisiei Europene să efectueze o evaluare și o analiză aprofundată a noii Constituții și a legilor cardinale stabilite prin aceasta, în scopul verificării conformității lor cu *acquis*-ului comunitar și cu Carta drepturilor fundamentale a UE.

La 17 ianuarie 2012, Comisia a deschis o acțiune împotriva Ungariei pentru următoarele probleme: independența Băncii Centrale a Ungariei, scăderea vârstei de pensionare obligatorie pentru judecători și independența autorității de protecție a datelor, solicitând totodată autorităților ungare informații suplimentare cu privire la independența sistemului judiciar. Parlamentul European solicită guvernului ungar, în interesul comun al cetățenilor unguri și al Uniunii, să respecte recomandările, obiectiile și solicitările Comisiei Europene, Consiliului Europei și Comisiei de la Veneția referitoare la chestiunile semnalate anterior și să modifice corespunzător legile respective, respectând valorile și standardele de bază ale UE.

4-306-000

Frank Vanhecke (EFD), *schriftelijk*. – Het staat buiten kijf dat landen die tot de Europese Unie behoren de basisregels van de democratie moeten respecteren; dat is uiteraard ook voor Hongarije het geval, en ik heb er niets op tegen dat objectieve waarnemers nagaan of daar al dan niet problemen zijn. Dit gezegd zijnde mogen sommigen hier ook wel eens de hand in eigen boezem steken. Enkele jaren geleden werden in Vlaanderen wetten gestemd en uitzonderingsrechtbanken samengesteld om de grootste, meest populaire partij van het land te verbieden. En in de meeste Europese landen bestaan echte muilkorfwetten om in de naam van een zogezegd antiracisme de vrije meningsuiting over de enorme immigratie- en criminaliteitsproblemen te muilkorven. Nog maar zopas stemde Frankrijk een wet om

een nieuwe officiële en onaantastbare historische waarheid op te leggen, deze keer over de Armeense genocide. Wie de officiële waarheid in twijfel trekt, wordt zwaar bestraft. Dat zijn allemaal zaken die bijzonder bedenkelijk zijn. Het wordt tijd dat dit Parlement ook daar aandacht aan besteedt.

4-307-000

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – A entrada em vigor da nova Constituição da Hungria tem provocado reações de falsa indignação. Os que antes eram governo são agora oposição (social-democracia) e os que eram antes oposição são agora governo (direita). Uns e outros disputam a hegemonização do poder, temem a reação do povo ao aprofundamento da crise, fingem uma disputa que não é de conteúdo de políticas mas antes de forma. Mas ambos se têm mostrado disponíveis para a submissão da sua soberania e das suas instituições aos Tratados da UE, de forma a salvaguardar os interesses do grande capital que representam.

Não é o povo húngaro que preocupa a UE, o Governo húngaro e esta oposição (social-democracia). Nem por uma vez se referem ao novo código de trabalho e ao retrocesso nos direitos dos trabalhadores que ele significa, ou à intervenção do FMI e às exigências cruéis de retrocesso social que as chamadas *medidas de austeridade* estão a impor. Uma grande distância política e ideológica nos separa do Governo húngaro e de quem o apoia. Não alimentamos a ingerência em assuntos internos da Hungria. Não aceitamos campanhas de ingerência promovidas por quem tem responsabilidades na situação do país com o objetivo de forçar, a partir de fora, mudanças que apenas ao povo húngaro cabe forçar.

4-308-000

Projekt rezolucji RC-B7-0052/2012

4-308-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo a presente proposta de resolução, salientando a minha esperança em que as eleições de março de 2012 ocorrerão com respeito pelos parâmetros internacionais. Do meu ponto de vista, são preocupantes os relatórios que têm chegado sobre violações processuais, tais como falta de imparcialidade dos meios de comunicação social, falta de separação entre o partido e o Estado e as tentativas de ameaça de monitorizações independentes. Deve, com efeito, proceder-se a uma completa investigação de todos os relatórios de corrupção, fraude e intimidação e punir estes atos.

4-308-750

Laima Liucija Andrikienė (PPE), *in writing*. – I voted in favour of this important resolution on the situation in Russia. By adopting this resolution Parliament clearly shows its position regarding free and fair presidential elections in Russia. In a number of mass demonstrations since the Duma elections of 4 December 2011, the Russian people have expressed their desire for more democracy, including free and fair elections and a comprehensive reform of the electoral system. We, Members of the European Parliament, call on the Russian authorities to uphold fully freedom of assembly and freedom of speech in compliance with the Constitution of the Russian Federation, and to introduce a package of legislative proposals aimed at developing a truly democratic political system. Moreover, Mikhail Khodorkovsky's continuing incarceration raises serious questions about Russia's commitment to the rule of law, judicial independence and human rights. Observers attending his second trial condemned it as failing to meet acceptable standards of due

process and independence. The EU must insist on Russia meeting its obligations under international law with regard to civil, political and human rights. The Kremlin should also act on the recommendations of the Presidential Commission on Human Rights, which has been highly critical of the conduct of the Khodorkovsky trial.

4-309-000

Pino Arlacchi (S&D), *in writing*. – With this resolution we express our concerns for the forthcoming Russian presidential elections in March and we ask for compliance with international standards. According to the OSCE reports and to the GOLOS (the domestic election observation organisation) statements, the Duma elections of December 2011 were neither free nor fair and were marked by lack of independence of the administration, partiality of the media and state interference at different levels.

In addition to that I strongly condemn the crackdown of the police on peaceful demonstrations protesting against election irregularities reported by international observers. The Russian Federation is a full member of the Council of Europe and of the OSCE and has therefore committed itself to the principles of democracy. For all these reasons the Russian authorities must urgently reform the electoral laws in order to guarantee free and democratic presidential elections with equal opportunities for all candidates.

4-310-000

Zoltán Bagó (PPE), *írásban*. – Nevezett állásfoglalás elfogadása iránt leadott igenlő szavazatom egyértelmű, hiszen az abban foglalt és nevesített megállapítások mindegyike komoly aggodalomra ad okot. Nem kétségesek az EU és Oroszország között fennálló politikai és gazdasági kapcsolat eddigi eredményei, de az elmúlt időszak közhangulata, az egyes vizsgálatok, jelentések és beszámolók, illetőleg a Szíriával kapcsolatos hozzáállás (ENSZ-vétó és fegyverértékesítés) nagyon súlyos következtetések levonására ad okot. Bizonyára szerepe van ebben a soron következő oroszországi elnökválasztásnak és az ezt megelőző kampánynak is, de az EU nem tekinthet el azoktól a tényektől, ahol a politikai pluralizmus, a választások tisztasága, a megfélemlítés kilátásba helyezése, a szexuális irányultsággal vagy nemi identitással kapcsolatos kifejezés szabadságának korlátozása vagy egyéb olyan antidemokratikus lépés irányába történne elmozdulás, mely súlyosan sérti az emberi jogok terén eddig elért és gyakorolt eredményeket. A szíriai kérdésben Oroszországnak egyértelműen és kétséget kizáróan állást kell foglalni, hiszen a jelenlegi magatartása elbizonytalanodást kelthet az Arab Liga javaslatai alapján megfogalmazott közös fellépés tekintetében is.

4-310-250

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho votato a favore della risoluzione sulla situazione in Russia, dal momento che condivido tutte le preoccupazioni espresse in merito alla correttezza e alla democraticità in cui si svolgerà un'importantissima tornata elettorale fra poche settimane. La Russia è un Paese chiave a livello planetario, e purtroppo continuano a verificarsi episodi di diffusa irregolarità ogni volta che il popolo russo è chiamato alle urne per decidere chi sarà l'inquilino del Cremlino o quale sarà la composizione politica della Duma. È importante che la nostra assemblea richiami Mosca sulla pluralità partitica, sul pluralismo dell'informazione, sulla correttezza delle consultazioni elettorali e su una generale riforma della legislazione elettorale e in materia di partiti politici.

4-310-500

Antonio Cancian (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore della proposta di risoluzione comune sulle prossime elezioni in Russia perché ritengo che una proficua ed utile collaborazione con questo importante partner strategico non possa prescindere dalla condivisione del rispetto per i principi democratici. Preso atto delle relazioni dell'OSCE, secondo cui le recenti elezioni legislative non sono state del tutto libere, mi associo all'augurio che le prossime elezioni presidenziali possano essere caratterizzate da una maggiore trasparenza, e alla richiesta che l'Unione europea sappia farsi interprete di queste speranze favorendo un regolare e limpido svolgimento delle stesse. Il pluralismo rischia infatti di essere compromesso a causa dell'esclusione di alcuni candidati, che appare arbitraria e non del tutto giustificata. Le riforme del sistema politico e partitico annunciate dal presidente uscente Medvedev costituiscono un passo in avanti in questo senso, ma ulteriori azioni sono necessarie per completare la transizione democratica del Paese. L'Unione europea ha il dovere di vigilare e di sostenere lo sforzo della Russia in questo percorso.

4-310-750

Arnaud Danjean (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la résolution portant sur les élections présidentielles à venir en Russie, le 4 mars 2012, et sur les résultats controversés des élections législatives en date du 4 décembre 2011. En effet, nous avons voulu dénoncer ici le manque de transparence et d'impartialité du système électoral russe, enclin à de nombreuses fraudes, à un manque de neutralité des médias, et à une non-séparation du parti et de l'Etat. Cette résolution vise donc à exprimer les inquiétudes de l'Union européenne quant à la situation des droits de l'homme et de l'Etat de droit en Russie. Nous appelons ici la Russie à organiser des élections libres et démocratiques, et à sanctionner toutes formes de fraude et d'intimidation.

4-310-875

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – Avec l'exclusion arbitraire de candidats d'opposition de la prochaine élection présidentielle en Russie, le régime de Poutine et Medvedev démontre une nouvelle fois qu'il fait peu de cas du pluralisme politique. Il est indispensable que les lois électorales russes soient réformées afin que le peuple puisse enfin participer à des élections libres. Les citoyens russes sont descendus dans la rue pour exprimer leur volonté de prendre en main le destin politique de leur pays. C'est notre devoir d'être à leurs côtés.

4-311-000

Diane Dodds (NI), *in writing*. – Undoubtedly questions remain as to the freedom of the electoral process in Russia and whether the democratic process and result are free from interference from third parties. While we recognise that Russia has come a long way from the dark days of communism, we recognise too that progress still remains to be made. Of course there is an irony in the EU lecturing Russia about the fundamentals of democracy and the need for utmost integrity in the electoral process. Ask the people of Greece, or of Italy, if their democratic voice has been respected by the EU and the answer will be a resounding no. Both countries today have leaders and decision of Brussels' liking, not of their own. That democratic right, that precious vote, has been cast by the wayside by the EU, democracy ran roughshod over by those clinging to the failed euro zone project. Yes progress must be made in Russia, but the EU is not the example to follow.

4-312-000

Ioan Enciu (S&D), *in writing*. – I voted in favour of this resolution on the upcoming presidential election in Russia because it represents an important document for the European Union in its relations with the Eastern European country. Not only does it register the importance of a mutual pacific and closer partnership, but it also rightly puts the accent on the need for Russia to undertake serious reforms in the direction of the full democratisation of its political framework. The resolution that the European Parliament has adopted, in fact, shows once more the role of the EP as the defender of democracy in Europe and for the Union external relations. I finally want to draw attention to the vital contribution by the S&D to the joint motion, in particular having successfully obtained the requirement for the European Parliament to strongly urge Russia to seriously take its responsibility for international peace and security, by allowing the Security Council of the UN to act in order to solve the dramatic situation in Syria.

4-312-250

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente esta resolução por instar o Governo russo a apresentar propostas legislativas, em conformidade com as recomendações da OSCE, que visem o desenvolvimento de um sistema político verdadeiramente democrático, de forma a permitir a realização de eleições genuinamente livres e justas, tão rapidamente quanto possível.

4-312-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Ivan Krastev, Mark Leonard e Andrew Wilson em *What does Russia think?* são particularmente claros quanto a um dos problemas que afetam a Europa quando esta tenta interagir com a Rússia: *Se queremos influenciar e lidar com a Rússia, temos de a compreender. Mas se queremos compreender a Rússia, devemos interessar-nos por ela.* De facto, parece não existir um genuíno interesse europeu pela Rússia ou apenas um interesse reativo e de comparação em face dos nossos próprios padrões que, apesar da sua importância, não devem fazer-nos esquecer a importância geoestratégica do maior país do mundo. A Rússia encontra-se na encruzilhada entre a democracia liberal e o capitalismo de Estado e recentemente tem dado sinais de pender para este último modelo, como se viu no recente veto acerca da Síria no Conselho de Segurança das Nações Unidas. Os relatórios quanto à liberdade e justiça dos processos eleitorais fazem temer que as próximas eleições presidenciais também possam não cumprir os padrões internacionais. A Rússia teria a ganhar se adotasse estes padrões ocidentais quanto à democracia, direitos do Homem e do Estado de direito e o Ocidente ganharia se, por seu turno, se interessasse mais pela realidade russa para melhor a conhecer e influenciar.

4-312-750

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – A presente proposta de resolução comum, apresentada em substituição das propostas dos grupos: PPE, ALDE, Verts/ALE, S&D e ECR, versa sobre as eleições presidenciais que terão lugar na Rússia no próximo dia 4 de março bem como sobre os resultados das eleições para a Duma Estatal (Parlamento russo), realizadas em 4 de dezembro de 2011. As alternâncias presidenciais entre Putin e Medvedev na Rússia têm levantado algumas suspeitas sobre a transparência nos processos eleitorais neste país, bem como sobre o respeito pelo processo democrático. Em 14 de dezembro de 2011, este Parlamento aprovou uma resolução sobre a Cimeira UE-Rússia, fazendo votos para que fossem abordadas questões problemáticas como a energia, o terrorismo, a

corrupção, o respeito pelos direitos humanos e a realização de eleições livres. Recentemente, fomos confrontados com o veto da Rússia aquando da votação de uma proposta de condenação do governo sírio por causa dos massacres da população civil, que já causaram mais de cinco mil mortos, no Conselho de Segurança das Nações Unidas.

4-313-000

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Esta resolução, à semelhança de outras que o Parlamento já aprovou no passado, não evita a ingerência nos assuntos internos da Rússia. A Rússia, não obstante profundas contradições, teima em não se submeter totalmente ao papel que as potências da UE, acompanhando os EUA, lhe querem impor depois das derrotas do socialismo no leste europeu. A maioria do Parlamento não aceita o veto da Rússia a um conjunto de resoluções propostas pelos EUA e por outras potências no Conselho de Segurança da ONU, nomeadamente a que tinha como objetivo acelerar uma transição política na Síria.

Utilizam, assim, esta resolução como uma vingança, ameaçando-a com a *intensificação* do apoio à oposição interna e à *sociedade civil*. A Rússia é um país imenso com riquezas naturais importantes, recursos energéticos abundantes de que a UE é dependente e uma das maiores potências militares mundiais. A maioria do Parlamento atua com cálculo político, económico e diplomático, hostilizando-a para procurar submetê-la, tendência que a crise do capitalismo acentua com o confronto entre as principais potências mundiais, a NATO e potências regionais como a Rússia.

4-313-500

Carlo Fidanza (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore della risoluzione del Parlamento europeo sulla Russia poiché vista l'importanza geopolitica, di fornitore di energia e di partner economico dell'UE, credo vada fatto uno sforzo ulteriore per la tutela della libera informazione, per la lotta alla corruzione e di conseguenza per lo svolgimento di elezioni libere. L'UE deve accompagnare la Russia nel suo processo di democratizzazione ma non si deve prestare a chi, per ragioni di politica interna, vuole esclusivamente criminalizzare l'attuale governo.

4-314-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Vzťahy medzi EÚ a Ruskom sa za posledné desaťročia ustavične rozvíjali a viedli až k hlbokaj a komplexnej vzájomnej závislosti, ktorá sa v budúcnosti ešte určite znásobí. Uzavretie strategickej dohody o partnerstve medzi EÚ a Ruskou federáciou bude mať aj naďalej mimoriadny význam pre posilnenie spolupráce medzi oboma partnermi. Pretrvávajú však obavy z vývoja v Ruskej federácii, pokiaľ ide o dodržiavanie a ochranu ľudských práv a dodržiavanie spoločne dohodnutých zásad demokracie, volebných pravidiel a postupov. Ruská federácia je plnoprávnym členom Rady Európy a Organizácie pre bezpečnosť a spoluprácu v Európe (OBSE), a tým je povinná zásady demokracie a dodržiavanie ľudských práv obhajovať. Podľa záverečnej pozorovateľskej správy OBSE/ODIHR sa vo voľbách do Dumy konaných 4. decembra 2011 nedodržiali v plnej miere zásady slobodných a spravodlivých volieb a boli poznačené konvergenciou štátu a vládnej strany vrátane nedostatočnej nezávislosti volebných orgánov, predpojatosti médií a zasahovania štátu na rôznych úrovniach. Ruskí obyvatelia vyjadrili vo viacerých masových demonštráciách svoju vôľu po širšej demokracii a komplexnej reforme volebného systému. Myslím si, že by bolo na mieste nedávne demonštrácie práve takto i chápať – ako príležitosť odpovedať na výzvu ruského ľudu na väčšiu demokraciu,

reformu volebného zákona a dodržiavanie noriem Rady Európy a OBSE v spolupráci s Benátskou komisiou.

4-314-500

Nathalie Griesbeck (ALDE), *par écrit*. – Depuis les dernières élections législatives du 4 décembre 2011, l'Europe s'intéresse de près à la Russie. Ces élections n'ont pas été pleinement conformes aux normes d'élections libres et équitables. Le Parlement européen demande donc aux autorités russes qu'une réforme des lois électorales soit effectuée, afin d'assurer des élections présidentielles libres et égales. L'UE est aussi très préoccupée par la situation russe en matière de respect et de protection des droits de l'homme. Je me suis donc prononcée en faveur de cette résolution car la stabilité, la sécurité et la réussite de l'Europe dépendent des relations de coopération et de bon voisinage entre l'Union européenne et la Russie, fondées sur des valeurs partagées telles que le respect des droits de l'homme et des droits fondamentaux.

4-314-750

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Pritariau dokumentui, kadangi ES ir Rusijos glaudesnis bendradarbiavimas ir geri kaimynių ryšiai itin svarbūs siekiant užtikrinti Europos stabilumą, saugumą ir gerovę. ES ir Rusijos Federacijos strateginės partnerystės plėtojimas gali būti grindžiamas tik bendromis vertybėmis. Europoje tebekyla nerimas dėl Rusijos Federacijoje vykstančių pokyčių, susijusių su pagarba žmogaus teisėms ir jų apsauga, taip pat su visuotinai pripažįstamų demokratijos principų, rinkimų taisyklių ir procedūrų laikymusi. Kadangi Rusijos Federacija yra visateisė Europos Tarybos ir Europos saugumo ir bendradarbiavimo organizacijos narė, taigi yra įsipareigojusi laikytis demokratijos principų ir gerbti žmogaus teises. Manau, kad būtina siekti plėtoti iš tiesų demokratinę politinę sistemą, įskaitant reformas, kad būtų nustatytos lengvesnės registracijos taisyklės tiek politinėms partijoms, tiek kandidatams į prezidentus, ir spręsti per griežtų registracijos taisyklių problemą, siekiant kuo greičiau sudaryti sąlygas iš tiesų laisviems ir sąžiningiems rinkimams. Be to, reikalingas įsipareigojimas spręsti žiniasklaidos laisvės, susirinkimų ir žodžio laisvės problemas, plėtoti demokratijos, pagrindinių teisių ir teisinės valstybės principus.

4-315-000

Jarosław Kalinowski (PPE), *na piśmie*. – Obecna sytuacja w Rosji jest nietypowa. Pierwszy raz od dłuższego czasu możemy zaobserwować tak liczne protesty społeczne. Manifestacje przeciw polityce tandemu obecnie rządzącego Rosją odbywają się w wielu miastach i w przeciwieństwie do tych organizowanych przez aparat partyjny są dobrowolne i spontaniczne. To wskazuje na kształtowanie się społeczeństwa obywatelskiego. Reakcja władz nie ma nic wspólnego z przestrzeganiem praw człowieka, a nawet z respektowaniem konstytucji Federacji Rosyjskiej.

Chciałbym wyrazić poparcie dla rezolucji, ponieważ mimo starań o dobre stosunki polityczne i gospodarcze z tym krajem Unia Europejska nie może tego robić za wszelką cenę. A jako strażnik najwyższych wartości na arenie międzynarodowej powinna odważnie eksponować swoje stanowisko.

4-316-000

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this resolution, which strongly condemns the adoption by the Legislative Assembly of St Petersburg of a law against propaganda on

sexual orientation. It equally condemns similar laws adopted in the Ryazan, Arkhangelsk and Kostroma regions and calls on all Russian authorities to stop restricting freedom of expression in relation to sexual orientation or gender identity, in line with the European Convention on Human Rights and the International Covenant on Civil and Political Rights. It also calls on the Vice-President of the Commission/High Representative to convey the European Union's opposition to these laws

4-317-000

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – Il mio voto alla risoluzione comune è favorevole. Il Parlamento europeo non deve abbassare la guardia e continuare ad incalzare il governo russo affinché introduca un pacchetto di proposte legislative, conformemente alle raccomandazioni dell'OSCE, finalizzato a sviluppare un sistema politico realmente democratico e comprendente riforme che semplifichino le regole di registrazione per i partiti politici e i candidati presidenziali, nonché ad affrontare il problema della loro applicazione restrittiva, in modo da permettere quanto prima lo svolgimento di elezioni realmente libere e regolari.

4-318-000

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – A cooperação reforçada e as relações de boa vizinhança entre a UE e a Rússia são de crucial importância para a estabilidade, a segurança e a prosperidade da Europa; o desenvolvimento de uma parceria estratégica entre a União Europeia e a Federação da Rússia só pode assentar em valores comuns partilhados. No entanto, as preocupações continuam vivas em relação à evolução da Federação da Rússia em matéria de respeito e proteção dos direitos humanos e de observância dos princípios, das regras e dos processos democráticos geralmente aceites. A Federação da Rússia é membro de pleno direito do Conselho da Europa e da Organização para a Segurança e Cooperação na Europa (OSCE) e, por conseguinte, comprometeu-se a respeitar os princípios da democracia e os direitos do Homem. Em 12 de abril de 2011, o Tribunal Europeu dos Direitos do Homem condenou os morosos processos de registo dos partidos políticos na Rússia, que não respeitam as normas eleitorais estabelecidas pelo Conselho da Europa e pela OSCE, e as limitações ao registo dos partidos políticos e dos candidatos que restringem o debate e o pluralismo políticos na Rússia. Temos de continuar a incentivar os dirigentes russos a adotarem práticas mais democráticas para com os partidos da oposição.

4-319-000

Marek Henryk Migalski (ECR), *na piśmie*. – Głosowałem za rezolucją na temat sytuacji w Rosji ze względu na podkreśloną w niej konieczność domagania się uczciwych, wolnych i demokratycznych wyborów. Za najbardziej istotne jednak uważam w tym kontekście poprawki wniesione przez grupę ECR. Domagała się ona w nich wyjaśnienia śmierci Siergieja Magnickiego i Chadżimurada Kamałowa, a także ukarania winnych zabójstwa Anny Politkowskiej. Uważam, że wyjaśnienie tych zabójstw ma wpływ na sytuację przedwyborczą w Rosji.

4-320-000

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The S&D Group expresses its hope that the March 2012 Russian Presidential elections will be organised in compliance with international standards. The Group also expresses its serious concerns following reports of procedural violations, such as lack of media impartiality, lack of separation between

party and state, and the harassment of attempts at independent monitoring. The S&D Group has already called in December 2011 for an immediate and full investigation into all reports of fraud and intimidation, and the sanctioning of those found responsible. I abstained.

4-321-000

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Kurz vor den Parlamentswahlen in Russland will die EU ein Zeichen setzen. Sie beschwert sich über altbekannte Missstände, um so vielleicht Einfluss auf die bevorstehende Wahl zu nehmen. Die Union ist verärgert, dass Russland zweimal gegen eine Intervention in Syrien im UN- Sicherheitsrat gestimmt hat, weshalb die EU sich jetzt als Oberlehrer aufspielen will, aber nicht vor ihrer eigenen Haustüre zu kehren beginnt. Leider ist es so, dass nicht in jedem Mitgliedsstaat die Grundfreiheiten in dem Maße ausgeprägt sind, wie in einigen EU-Staaten. Die EU sollte jedoch vor allem zuerst in ihrem Besitzstand für eine Verbesserung sorgen, bevor sie andere Länder belästigt. So ist die Meinungsäußerungsfreiheit in einigen Staaten de facto nur zum Teil gegeben bzw. wird durch neue Gesetze immer stärker eingeschränkt, wie z. B. mit dem neuen, uferlosen Gesetz gegen Verhetzung in Österreich. In den Erwägungen zur Entschließung steht, dass eine verstärkte Zusammenarbeit und eine verbesserte Beziehung mit Russland, mehr Stabilität, Wohlstand und Sicherheit bringt. Mit diesem Entschließungsantrag wird aber genau das Gegenteil erreicht. Russland ist ein eigenständiges Land und das muss stärker respektiert werden. Diesem Antrag kann ich daher nicht zustimmen.

4-322-000

Justas Vincas Paleckis (S&D), *in writing*. – The EU's relations with the Russian Federation are very important for both sides. This country has shown some positive developments, as its recent accession to the WTO shows. However, I supported this resolution which raises concerns about the human rights situation in Russia. The OSCE did not consider the latest parliamentary elections in Russia free and fair. The post-Duma election events – huge demonstrations – testify that civil society in Russia is growing stronger. However, there is serious alarm regarding the future Presidential elections on 4 March. The Russian people have expressed their will for more democracy and a comprehensive reform of the electoral system. The EU should support them and contribute to the establishment of favourable conditions for the exercising of democracy in Russia. Brussels should do its best to ensure social and democratic consolidation, respect for human rights and the exercising of citizens' freedoms in Russia.

4-322-500

Alfredo Pallone (PPE), *per iscritto*. – La risoluzione del Parlamento per la quale ho votato favorevolmente relativa alla situazione in Russia a seguito delle elezioni alla Duma del 4 dicembre 2011 e sulle prossime elezioni presidenziali del 4 marzo 2012, è un monito dell'UE al rispetto delle regole democratiche di uno dei paesi più importanti del mondo. L'esito delle elezioni di Dicembre è stato duramente contestato, le proteste per presunti brogli elettorali hanno portato a dichiarazioni del Presidente russo Medvedev riguardo una riforma globale del sistema politico. Ciò che ritengo importante sottolineare è che le manifestazioni pacifiche che ci sono state non esprimono altro che la volontà del popolo di ottenere elezioni libere e regolari, elezioni che la Russia è tenuto a garantire in quanto membro dell'OSCE e del Consiglio d'Europa.

4-322-750

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução por condenar a repressão policial das manifestações pacíficas e concordar com o apelo às autoridades russas para que respeitem plenamente as liberdades de reunião e de expressão, em conformidade com a Constituição da Federação da Rússia.

4-322-875

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – Pela sua dimensão, não só económica ou territorial como também histórica, a Rússia é um ator de primeira grandeza na realidade internacional – em particular para a Europa. Deste modo, é com profunda apreensão que se recebem os resultados da avaliação das últimas eleições para a Duma, em dezembro de 2011, que dão conta de várias violações de regras processuais essenciais para a validade dos resultados eleitorais. Paralelamente, já fora do estrito momento eleitoral, nota-se o esforço do poder político de controlar, para lá do que deverá ser a sua esfera de competência, os opositores do regime, assumindo uma postura autoritária dificilmente compaginável com as exigências de um Estado de direito. Com este pano de fundo, votei a Resolução comum em sentido favorável, apelando a uma reestruturação do sistema político-eleitoral russo. Só deste modo, segundo parece, a Rússia poderá assumir, com plenitude, o papel que lhe está reservado na realidade internacional.

4-323-000

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. The EP notes the OSCE/ODIHR and PACE reports on the Duma elections, which state that the elections did not meet election standards as defined by the OSCE and were marked by the convergence of the state and the governing party, by procedural violations, apparent manipulation and a lack of independence of the election administration; is concerned that the outcome of the elections (the composition of the Duma) will not bring improvements as regards the role and influence of the Duma within Russia's political system; calls on its Delegation to the EU-Russia Parliamentary Cooperation Committee to consistently raise the issue of democracy, fundamental rights and the rule of law with the Russian counterparts; and calls, furthermore, for an assessment of the activities of the EU-Russia Parliamentary Cooperation Committee, and the intensification of the dialogue with the non-parliamentary opposition and civil society.

4-324-000

Kārlis Šadurskis (PPE), *rakstiski*. – Es nobalsoju par kopīgo rezolūciju par gaidāmajām prezidenta vēlēšanām Krievijā, jo uzskatu, ka Eiropas Parlamentam ir jādod skaidra vēsts Krievijas valdībai un opozīcijai, ka tam nav vienaldzīga cilvēku pamattiesību un brīvību īstenošana Krievijā. Režīms Krievijā sagādā demokrātiskajām institūcijām Eiropā vienu vilšanos pēc otras. Diemžēl iepriekšējā pieredze nedod cerības, ka 2012. gada prezidenta vēlēšanas Krievijā varētu būt godīgas un demokrātiskas, jo Krievijas valdība nav izdarījusi nekādus secinājumus pēc tam, kad tika piekerta un smagi nosodīta par krāpšanos un viltojumiem Valsts domes vēlēšanās. Eiropas organizācijas atkal un atkal izsaka cerību, ka kārtējās vēlēšanas Krievijā atbildīs tiesību standartiem, un katrreiz pēc vēlēšanām izsaka nožēlu, ka demokrātijas normas nav ievērotas. Tāda nu ir prakse komunikācijā ar valsti, kuras vadībā daudzi, šķiet, nav pamanījuši, ka rit 21. gadsimts.

4-325-000

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. – Membre du Conseil de l'Europe et de l'OSCE, la Fédération de Russie est un partenaire privilégié de l'UE. La coopération et le maintien de bonnes relations avec notre grand voisin de l'Est constituent une condition à notre stabilité et à notre prospérité. Ainsi, l'adoption d'un partenariat stratégique visant à instaurer une coopération plus étroite est à l'étude : il permettrait, entre autres, des avancées notables en matière politique et commerciale. Mais comme toute relation de confiance, celle que l'UE entretient avec la Fédération de Russie doit être basée sur le partage de valeurs communes. 2011 et son vent de démocratisation dans le monde arabe nous ont rappelé combien les principes démocratiques nous tenaient à cœur et combien il était important que l'Europe les promeuve. Les restrictions posées à la création de nouveaux partis politiques (avril 2011), le manque de transparence dans les élections législatives (décembre 2011) et le refus d'enregistrer la candidature à l'élection présidentielle d'un bon nombre d'opposants ne peuvent rester lettre morte. Le Parlement européen, dans une résolution que j'ai cosignée, a donc condamné ces récentes évolutions au sein de la Fédération de Russie et encouragé le président Medvedev à mettre en œuvre les réformes qu'il a annoncées.

4-326-000

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – Secondo gli analisti è inevitabile parlare di presunte frodi nelle elezioni alla Duma dello scorso dicembre, così come anche denunciato dalle ripetute manifestazioni di massa. Con questa dichiarazione, auspico che si rifletta sulle manifestazioni popolari, considerandole come un segno positivo del progresso della democrazia in Russia.

Stando al quotidiano *Kommersant*, il giorno della consultazione alcuni gruppi dell'opposizione hanno manifestato nel centro di Mosca contro le elezioni, definendole irregolari e manipolate. La polizia ha arrestato circa trenta attivisti sulla Piazza Rossa, mentre un altro centinaio di persone è stato fermato in Piazza *Triumfalnaya*.

Osservando quante persone si sono interessate a elezioni libere e giuste facendo sentire la loro voce in piazza, possiamo capire come la società russa si stia modernizzando e democratizzando. Questi segnali sono in fondo esattamente quello che abbiamo sempre voluto vedere, dobbiamo perciò incoraggiare questi sviluppi nell'interesse della Federazione russa e dell'Europa.

4-327-000

Konrad Szymański (ECR), *in writing*. – The continuing imprisonment of Mikhail Khodorkovsky reflects the arbitrary and politicised nature of justice in Russia under the Putin regime. However, the recent demonstrations in Russia following the rigged parliamentary elections in December show that ordinary Russians are losing patience with their authoritarian government. Putin will inevitably return to the presidency in March but he will hopefully take account of the demands of the opposition, one of which is the immediate release of political prisoners such as Mikhail Khodorkovsky. At the very least, Putin should act on the findings of the Presidential Commission on Human Rights, which was highly critical of the conduct of Khodorkovsky's second trial.

4-327-500

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – Inúmeras infrações foram detetadas no decorrer das eleições de 4 de dezembro para a Duma. Os atropelos registados por diversas ONG e pela

OSCE ao processo eleitoral não devem ser repetidos nas próximas eleições presidenciais de 4 de março, tal como afirmado pelo Primeiro-Ministro Vladimir Putin, que acredita que a Rússia necessita de ser democratizada e de lutar contra a corrupção instaurada em todos os domínios da sociedade. Penso que é essencial que as próximas eleições sejam acompanhadas de perto, desde a preparação das mesmas até ao próprio ato eleitoral, pela UE e instituições internacionais, para evitar o rol de irregularidades verificadas nas eleições anteriores. Contudo, é necessário assegurar que os observadores eleitorais não sofram pressões ou bloqueios por parte das autoridades locais. O povo russo já demonstrou que pretende uma sociedade aberta, onde valores como o pluralismo político, a liberdade de expressão, de reunião e de imprensa sejam assegurados como direitos fundamentais de um Estado de Direito. Mais uma vez, volto a afirmar que anseio uma democratização do sistema político russo, capaz de ter voz e de construir o seu futuro, dando expressão às capacidades de um país como a Rússia.

4-328-000

Graham Watson (ALDE), *in writing*. – In addition to my concerns about the conduct of the recent parliamentary election I am alarmed by the ongoing incarceration of Mikhail Khodorkovsky. Many eminent experts and organisations have declared his second trial to fall well short of accepted international standards of due process. Amnesty International has declared Khodorkovsky a prisoner of conscience. The blatant political interference in his trial reflects serious deficiencies in the rule of law in today's Russia. It is right that we make known our dismay at Russia's apparent unwillingness to accept its obligations under international law with regard to civil and political rights.

4-329-000

Angelika Werthmann (NI), *in writing*. – The resolution stresses that the credibility of the Russian Federation at international level and the legitimacy of its authorities both outside and inside Russia depend on free and fair electoral processes, consolidated democratic institutions and the respect of the rule of law; it condemns the crackdown of the police on peaceful demonstrations protesting against election irregularities and frauds reported by international observers and documented by recorded videos of average citizens; it calls on the Russian authorities to fully respect freedom of assembly and freedom of speech in compliance with the constitution of the Russian Federation; it calls on the Russian authorities to fully address all the shortfalls and deficiencies highlighted by both the OSCE/ODIHR Election Observation Mission and the independent organisation Golos and to quickly implement all of their recommendations with a view to paving the way for real free and fair presidential elections; it calls, in particular, for an efficient, accurate, impartial and reliable observation of the elections in accordance with OSCE/ODIHR and Council of Europe standards.

4-330-000

Marina Yannakoudakis (ECR), *in writing*. – My constituency of London is home to a number of Russians who have sought political asylum to escape the Putin and Medvedev regimes. Thousands more have left their homeland for the UK as business exiles. Since Vladimir Putin became President of Russia in 1999, no elections in the country have been recognised by Western observers as free and democratic. At the most recent Duma elections in December the OSCE witnessed blatant fraud, including the unashamed stuffing of ballot boxes. Corruption in Russia is endemic, with bribes accounting for 20% of the country's GDP. I am also increasingly concerned about abuses of human rights and restrictions on

the freedom of expression, including the unexplained deaths of journalists. Things must change in Russia. Russia must strengthen democracy and the rule of law and ensure that fundamental rights are respected. The country must also become a more responsible actor on the international stage. Russia's recent defence of bully-boy client states like Syria is deplorable, and Moscow must join the international community in condemning the Assad regime and all those with ties to it.

4-330-500

Roberts Zīle (ECR), rakstiski. – Es uzskatu, ka rezolūcija par gaidāmajām prezidenta vēlēšanām Krievijā noteikti ir atbalstāma. Mums īpaši ir jāņem vērā daudzu Krievijas iedzīvotāju paustā griba panākt būtiskus uzlabojumus Krievijas vēlēšanu sistēmā, kas novērstu līdzšinējo praksi negodīgiem līdzekļiem panākt vienas "vajadzīgās" partijas absolūto dominanti Krievijas Valsts domē, kā arī radītu reālu iespēju Valsts prezidenta vēlēšanās piedalīties un gūt panākumus arī Vladimiram Putinam vai Dmitrijam Medvedevam alternatīviem kandidātiem. Rezolūcijā pamatoti tiek norādīts, ka ES un Krievijas stratēģisko partnerību var veidot, tikai pamatojoties uz kopējām vērtībām. Latvijai kā Krievijas kaimiņvalstij ir svarīgi, lai Krievijā beidzot notiktu pāreja uz patiesu demokrātiju, kas ne tikai sekmētu mūsu valstu ciešākas ekonomiskās attiecības, bet, iespējams, pavērtu ceļu arī uz kopējas izpratnes veidošanos par vēstures notikumiem. Demokrātiska Krievija ir vienīgā iespēja sagaidīt jaunas ārpolitiskās doktrīnas izveidošanos mūsu kaimiņvalstī, kas nebalstītos uz impēriskām ambīcijām un sapņiem par varas un ietekmes saglabāšanu un audzēšanu Krievijas kaimiņvalstīs. Man gan jāizsaka nožēla, ka rezolūcijas galīgajā variantā ir pazudusi ECR grupas sākotnējā rezolūcijas projektā iekļautā norāde uz nepieciešamību dažādot energoresursu piegādi ES, kā arī aicinājums ES nepiemērot attiecībās ar Krieviju tādus dubultstandartus kā atbrīvošana no daļas noteikumu, kas iekļauti Trešajā enerģētikas tiesību aktu kopumā un vērsti uz brīvas pieejas nodrošināšanu enerģijas pārvades un sadales tīkliem.

4-330-750

Zbigniew Ziobro (EFD), na piśmie. – W Rosji przez pewien moment wyraźnie widzieliśmy podjęcie kroków w kierunku demokracji, między innymi poprzez zmianę przepisów dotyczących rejestracji partii politycznych. Pozytywne decyzje niestety zostały szybko zablokowane, przyćmione poprzez brutalne tłumienie protestów oraz szykany wobec opozycji. Należy pamiętać, że jest to opozycja wciąż pozostająca poza parlamentem. Nie mamy instrumentów jej bezpośredniego wsparcia, jednak możemy zapraszać jej przedstawicieli do Parlamentu oraz popierać ich działania podejmowane w Rosji. Szczególnie teraz, w okresie przedwyborczym, istnieje doskonały moment, w którym międzynarodowa krytyka poczynań rosyjskich władz oraz wsparcie dla opozycji przynosi podwójne wyniki. Nie tylko zmusza władze do tłumaczeń, lecz również powoduje legitymizację i uznanie międzynarodowe dla prodemokratycznych ruchów opozycji. Dlatego popieram rezolucję PE dotyczącą łamania praw człowieka w Rosji i oczekuję szerszego monitorowania sytuacji wewnętrznej w tym kraju przez organy unijne.

4-331-000

Projekty rezolucji B7-0047/2012, B7-0048/2012, B7-0049/2012, B7-0051/2012, B7-0054/2012, B7-0055/2012

4-331-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Abstenho-me na presente proposta de resolução. Acredito que este acordo poderá beneficiar o desenvolvimento económico de Marrocos, um vizinho importante do Sul do Mediterrâneo que vive um importante processo de democratização, e permitir a exportação com vantagens de uma série de produtos europeus. Por outro lado, é importante salvaguardar os interesses das Regiões da União Europeia, particularmente neste momento de crise, que poderão sair mais fragilizados com esta abertura do mercado, nomeadamente aquelas regiões com mais dificuldades de escoamento dos seus produtos e que tenham estas atividades como os principais setores da sua economia.

4-332-000

Elena Băsescu (PPE), *în scris*. – Am votat împotriva rezoluției, deoarece consider că textul propus nu prezintă suficiente garanții pentru părțile implicate. Astfel, nu se prevăd măsuri pentru susținerea fermelor de mici dimensiuni din Maroc, existând riscul înlocuirii lor cu ferme de tip intensiv. Mai mult, nu se asigură combaterea exploataării muncitorilor din fermele de mari dimensiuni. Pe de altă parte, documentul nu oferă un răspuns îngrijorărilor exprimate de către reprezentanții producătorilor europeni din sectorul fructe - legume. Ei au cerut în repetate rânduri includerea unor clauze care să îi protejeze de fenomenul concurenței neloiale din partea producătorilor marocani. În același timp, este importantă respectarea criteriilor fitosanitare la import practicate de UE. Din aceste motive, susțin realizarea de studii de impact de către Comisie în scopul adaptării dispozițiilor Acordului la cerințele tehnice ale noii Politici Agricole Comune.

4-332-500

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto*. – Ho espresso voto contrario alla risoluzione comune presentata da quattro gruppi, in quanto risoluzione favorevole all'approvazione dell'accordo UE-Marocco sui prodotti agricoli e ittici. La risoluzione esprime una posizione di aperto appoggio nei confronti di un accordo che va contro gli interessi delle nostre aziende e dei nostri produttori, che vedranno una concorrenza ancora più agguerrita da parte dei prodotti provenienti dal Marocco. Inoltre, come se non bastasse, questo accordo non aiuta nemmeno i produttori marocchini, salvaguardando soltanto gli interessi di pochissimi grandi gruppi multinazionali operanti in Marocco nel settore agricolo.

4-333-000

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šios rezoliucijos, nes pritariu, kad tarp priemonių, naudojamų ES kaimynystės politikoje, prekyba ir investavimas yra varomuosios augimo jėgos, padedančios besivystančiose šalyse mažinti skurdą, suburti žmones, sutvirtinti tautų ryšius ir prisideda prie politinio stabilumo. Todėl atsižvelgiant į politinę padėtį pietinėse Viduržemio jūros regiono šalyse po Arabų pavasario įvykių, manau, kad reikia stipraus, efektyvaus ir greito ES reagavimo, siekiant išlaikyti stabilią padėtį šioje kaimyninėje ES šalyje, su kuria Sąjungą sieja glaudūs prekybiniai ryšiai. Verta pažymėti, kad prekyba žemės ūkio ir žuvininkystės produktais sudaro apie 18 proc. Maroko eksporto, o kaimo vietovėse žmonių, dirbančių žemės ūkio sektoriuje skaičius siekia net 75 proc. visos darbo

jėgos ir tai parodo, kad šio sektoriaus stabilumas ir plėtra yra itin svarbūs šalies politiniam stabilumui. Taigi tolesnis ES ir Maroko prekybos žemės ūkio ir žuvininkystės produktais liberalizavimas yra būtinas.

4-333-125

Philippe Boulland (PPE), *par écrit*. – Aujourd’hui plus que jamais le Maroc a besoin du soutien de l’Union européenne, non seulement dans le contexte actuel du printemps arabe, mais aussi et surtout parce que le Maroc est un de nos plus proches partenaires. J’avais déjà voté pour la prorogation de l’accord existant en décembre dernier. Cet accord était nécessaire car il permettait à dix Etats membres de pêcher dans les eaux marocaines en échange d’une contrepartie financière destinée au développement de la politique de la pêche marocaine sur tout le territoire marocain. Après un long et difficile travail en commission puis dans l’hémicycle, le Parlement européen est finalement arrivé à un consensus et je m’en réjouis. Nous ne pouvons pas et ne devons pas abandonner un partenaire historique de l’UE. Nous devons maintenant au contraire tout mettre en œuvre pour consolider les accords de partenariat avec le Maroc et en proposer de nouveaux sur de nouvelles bases afin d’apporter notre soutien au processus démocratique en cours.

4-333-250

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. – J’ai choisi de voter en faveur de cette résolution. Ce vote positif est un vote qui affermit nos liens commerciaux avec le Maroc. C’est un vote qui rappelle le soutien que l’UE s’est engagée à apporter aux évolutions économiques et politiques du Maroc. Cette résolution souligne l’importance de l’accord agricole, pour le Maroc comme pour l’UE. Elle reconnaît les qualités de notre partenaire commercial marocain, tout en mettant au jour les préoccupations exprimées par les producteurs européens, pour permettre à la Commission d’y apporter une réponse adéquate. Cette résolution permettra un suivi de la mise en œuvre de l’accord agricole. Je suis confiante que le Maroc, comme l’UE, sauront y répondre.

4-333-375

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – J’ai choisi de m’abstenir sur le vote de cet accord. En effet, le texte tel que présenté au Parlement européen est déséquilibré. Sur le fond, cet accord risque de fragiliser le secteur des fruits et légumes, déjà exsangue, sans que des garanties suffisantes n’aient été apportées pour limiter les distorsions de concurrence entre producteurs des deux rives de la Méditerranée. C’est pourquoi il est crucial que l’UE engage de véritables réformes structurelles pour maintenir active une agriculture euroméditerranéenne, notamment dans le cadre de la future PAC. Sur la forme ensuite, il est à déplorer que le Parlement n’ait à se prononcer que par oui ou par non. La Commission doit changer de méthode, en introduisant la participation du Parlement en amont dans les discussions. De même, la Commission aurait dû entreprendre une étude d’impact sur les conséquences économiques, sociales et environnementales avant de conclure cet accord et non a posteriori. Mais au-delà de son aspect économique et commercial, cet accord revêt une dimension politique et stratégique pour l’UE et le Maroc. Il s’agit d’un soutien à la stabilité d’un partenaire qui a réussi à introduire d’importantes réformes politiques et à poursuivre le processus de modernisation dans un contexte régional tourmenté.

4-333-437

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente a resolução sobre o *Acordo UE-Marrocos sobre a liberalização recíproca em matéria de produtos agrícolas e de produtos de pesca*, porque poderá constituir um instrumento importante para o desenvolvimento dos países do sul do Mediterrâneo e ajudar a minorar a pobreza e o desemprego generalizados, que estão na origem de problemas económicos, migratórios e de segurança na região.

4-333-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Face ao que vem sucedendo na margem sul do Mediterrâneo, é essencial que a União Europeia dê sinais inequívocos de que pretende passar das palavras aos atos e estreitar o seu relacionamento com aqueles países. Depois da lamentável reprovação pelo Parlamento do Protocolo entre a União Europeia e o Reino de Marrocos que fixava as possibilidades de pesca e a contrapartida financeira previstas no Acordo de Parceria no domínio da pesca entre a Comunidade Europeia e o Reino de Marrocos, julgo ser chegada a altura de não fechar a porta à possibilidade de entendimento com um dos países muçulmanos que tem dado recentemente mais mostras de moderação e capacidade reformista. Não desconheço as reservas que semelhante liberalização levanta, nomeadamente, junto dos produtores agrícolas e industriais europeus. Espero que a aplicação prática desta decisão seja acompanhada detalhadamente e que se prevejam cláusulas que os salvaguardem em casos de especial necessidade. Ainda assim, creio que uma abertura significativa destes mercados poderá acarretar mais possibilidades de investimento e emprego europeu e um maior acesso dos consumidores aos produtos produzidos no sul do Mediterrâneo que cumpram rigorosamente os mesmos requisitos de higiene e segurança que aqueles impostos na UE.

4-333-750

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – A cooperação entre a União Europeia e o Reino de Marrocos data de há bastantes anos. Desde o dia 1 de março de 2000 que se encontra em vigor um Acordo de Associação entre a UE e Marrocos, o qual prevê a adoção, progressiva, de medidas de liberalização das trocas comerciais recíprocas de produtos agrícolas e de pesca. Os recentes acontecimentos políticos em alguns países da bacia sul do Mediterrâneo exigem da UE uma resposta pronta e eficaz em termos de cooperação, de modo a contribuir para o aprofundamento do processo democrático, ao mesmo tempo que reforça as relações bilaterais. Este novo acordo traduz-se em mais benefícios financeiros para os pequenos agricultores marroquinos e melhora a qualidade dos produtos, ao introduzir novas exigências a nível fitossanitário. Embora considere importante o reforço das relações bilaterais entre a UE e o Reino de Marrocos, as quais demonstram a nossa confiança num país que inicia um processo de reformas democráticas, absteve-me na votação do relatório, por não ter a certeza de que os pequenos agricultores do sul da Europa, nomeadamente de Portugal e de Espanha, não serão prejudicados com este acordo.

4-333-875

Elisa Ferreira (S&D), *por escrito*. – Declaro que, por lapso, votei a favor na votação final quando pretendia abster-me por ter dúvidas quanto ao possível impacto desta liberalização na agricultura e pescas portuguesas, apesar das indicações em contrário resultantes das opiniões técnicas a que tive acesso (nomeadamente vindas da Comissão de Comércio Internacional) e do reconhecimento da importância do acordo para a estabilização política do Mediterrâneo e das relações entre esta região e a União Europeia.

4-334-000

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Esta resolução é mais profissão de fé no livre comércio. Insiste-se que a abertura dos mercados e a progressiva integração no mercado interno da UE podem constituir instrumentos poderosos para o desenvolvimento dos países do sul do Mediterrâneo e ajudar a minorar a pobreza e o desemprego generalizados, que estão na origem de problemas económicos, migratórios e de segurança na região. Argumentos estafados, repetidos ao longo dos anos, em numerosas circunstâncias, e que a realidade teima em contrariar. Inclusivamente dentro da própria UE, onde a abertura e a integração capitalista dos mercados de economias com um grau muito diverso de desenvolvimento levou ao aprofundamento de desigualdades. De resto, não falta aqui nem a retórica da *Primavera Árabe*, esquecendo a repressão que continua a ser exercida pelo regime marroquino sobre o povo sarauí. Esquecendo a ocupação ilegal do território do Sahara Ocidental. Esquecendo que mesmo outros países, como os EUA, que assinaram acordos comerciais similares com Marrocos preveem, explicitamente, a exclusão de produtos originários do Sahara Ocidental – o que a UE não faz. É significativo que deputados da direita – portugueses, espanhóis e italianos (os países cujos agricultores serão mais afetados) – tenham votado contra este acordo. Mesmo tendo igualmente, noutras ocasiões, igualmente as maravilhas do livre comércio...

4-335-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Dohoda o pridružení medzi Európskou úniou a Marokom nadobudla platnosť v roku 2000. Rada Európskej únie podpísala v decembri 2010 dokument, ktorý by po ratifikácii Európskym parlamentom umožnil prístup k druhej fáze liberalizácie obchodu s poľnohospodárskymi výrobkami a výrobkami rybného hospodárstva medzi Európskou úniou a Marockým kráľovstvom. Čo sa týka poľnohospodárstva a rybného hospodárstva, táto nová dohoda obojstranne uprednostňuje posilnenie priemyselného poľnohospodárstva s veľkým kapitálom na úkor rodinného a drobného poľnohospodárstva. Zvýšenie kvót so zníženou sadzbou pre širokú škálu zeleniny a ovocia privedie európskych producentov do situácie, keď budú ťažko čeliť konkurencii, a nebude ani posilnený vyvážený rozvoj poľnohospodárstva v Maroku. Nesmieme zabúdať na záväzky EÚ v nadväznosti na arabskú jar týkajúce sa pomoci krajinám južného Stredozemia s prechodom k demokracii prostredníctvom obchodných a hospodárskych nástrojov na zabezpečenie vyššej miery slobody a väčších hospodárskych príležitostí. V tejto súvislosti sa práve predmetná dohoda javí ako pozitívny krok vedúci k podpore politickej stabilizácie a vzájomnému trvalo udržateľnému hospodárskemu rozvoju. Práve liberalizácia obchodu medzi EÚ a Marokom môže viesť k vzájomnému prospechu, zvýšeniu hospodárskeho rastu, prosperite, vytváraniu pracovných miest a odstraňovaniu chudoby.

4-336-000

Elisabetta Gardini (PPE), *per iscritto*. – L'accordo di liberalizzazione agricola, così come è stato concepito, avrebbe un impatto economico preoccupante sugli agricoltori europei, soprattutto per quanto riguarda il settore dell'ortofrutta, con ripercussioni drammatiche sull'occupazione nelle zone rurali dell'Unione europea.

Liberalizzando fin da subito il 55% delle importazioni europee dal Marocco, ad esempio, molti prodotti ortofruttili tipici del territorio italiano sarebbero minacciati dall'entrata nel mercato europeo di prodotti ottenuti a condizioni più competitive. Dobbiamo considerare, infatti, che gli agricoltori marocchini non soltanto fanno fronte a costi di produzione e di manodopera di gran lunga inferiori a quelli sostenuti in UE, ma non sono

nemmeno tenuti a rispettare gli stessi standard produttivi in termini ambientali e di sicurezza alimentare. Sarebbe opportuno pertanto procedere innanzitutto a uno studio di impatto sulle possibili conseguenze economiche e sociali di questa liberalizzazione, prima di una sua eventuale applicazione.

Auspico quindi che ci sia la volontà di procedere a una revisione dell'Accordo proposto che salvaguardi il principio di reciprocità e la possibilità per i nostri agricoltori di competere in una situazione di concorrenza che sia, se non paritaria, sicuramente sostenibile.

4-336-500

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Pritariau dokumentui, kadangi rinkų atvėrimas ir palaiptinui vykdoma integracija į ES vidaus rinką gali būti galingos priemonės, skirtos pietinių Viduržemio jūros regiono šalių vystymuisi skatinti, ir padeda mažinti plačiai paplitusį skurdą bei nedarbą, kurie yra šio regiono ekonomikos, migracijos ir saugumo problemų priežastis. Šis susitarimas – konstruktyvus žingsnis remiant politinį stabilumą ir abipusį tvarų ekonomikos vystymąsi. Tačiau atkreiptinas dėmesys į tam tikruose ES sektoriuose išsakytus nuogąstavimus dėl išaugusių neapmuitinamų kvotų jautriam vaisių ir daržovių importui, todėl Komisija turi pristatyti poveikio Europos gamintojams, ir ypač ūkininkų pajamoms, vertinimą ir nuolat apie tai informuoti Europos Parlamentą.

4-337-000

David Martin (S&D), *in writing*. – I welcome this Resolution on Morocco, which in relation to Western Sahara 'Calls on the Commission to ensure that the future agreement fully respects international law and benefits all the local population groups affected'.

4-337-500

Marisa Matias (GUE/NGL), *por escrito*. – Votei contra o Acordo UE-Marrocos sobre a liberalização recíproca em matéria de produtos agrícolas e de produtos de pesca por duas ordens de razão. Primeiro, porque não posso aceitar que o Sara Ocidental, um dos últimos territórios a nível mundial a estarem sob ocupação colonial, seja tratado como se estivesse debaixo de administração marroquina. Segundo, porque considero que o acordo aprofunda um modelo de agricultura que falha para os dois lados, nomeadamente pela destruição de postos de trabalho, pelo abaixamento da qualidade da produção e pela secundarização da segurança alimentar.

4-338-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Cette résolution explique que le libre-échange est "un volet important" de la réponse à apporter aux révolutions arabes. La mise en place d'une vaste zone de libre-échange euro-méditerranéenne est pourtant prévue depuis 1995! La majorité de ce parlement, engluée dans son dogmatisme libéral, soutient une fois de plus l'impérialisme européen contre les aspirations des peuples de Méditerranée à vivre bien. Je vote contre ce texte.

4-339-000

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Portugal atravessa um momento difícil, sendo que da produção e das exportações nacionais dependerá em muito o sucesso do combate à crise. O acordo em causa terá um impacto imediato e, principalmente, nos países do sul da Europa, entre os quais Portugal, com produtos concorrentes produzidos nas mesmas

estações, sendo que a mais baixo custo, considerando o preço dos fatores de produção, sem esquecer a necessidade de salvaguardar a segurança alimentar pela ausência de produtos fitossanitários proibidos no espaço europeu. Essa a razão do voto contra, que não invalida o reconhecimento da importância deste e de outros acordos a celebrar com o Reino de Marrocos, parceiro estratégico de Portugal, desde que sejam asseguradas todas as garantias recíprocas.

4-339-500

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – En el mismo sentido que el informe Bové, he votado en contra de la resolución porque la aprobación de este acuerdo tendrá efectos devastadores para las pequeñas y medianas explotaciones agrícolas. Además solo beneficiará a las grandes multinacionales europeas de la alimentación y a los grandes terratenientes marroquíes, entre ellos, y sobre todo, al rey de Marruecos, que sigue siendo el mayor propietario de tierra agrícola fértil. Este acuerdo, al igual que el de Pesca, está hecho de espaldas a la legalidad internacional pues sigue incluyendo recursos naturales que pertenecen al pueblo saharauí y, por tanto, respalda y eterniza el expolio que Marruecos lleva a cabo en el Sahara Occidental. Y en este acuerdo sigue sin tenerse en cuenta algo fundamental a la hora de abordar el comercio: la calidad democrática y social de los productos, las condiciones de explotación que padecen los agricultores marroquíes y el dumping social que supone liberalizar para hacer competir mediante el precio a los productos agrícolas europeos con los marroquíes. Se sigue sin exigir a Marruecos que cumpla y garantice unas mínimas condiciones sociales, laborales y fitosanitarias.

4-340-000

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – In the resolution by the GUE and the Greens Parliament opposes the agreement between the EU and Morocco on reciprocal liberalisation measures on agricultural products and fishery products, as well as any steps towards concluding free trade agreements with the countries of the Mediterranean. It is also of the opinion that the conclusion of free trade agreements will adversely affect small farmers, working people and young people, as well as the environment, in both the Southern Mediterranean and the EU. The resolution urges the Commission to initiate new negotiations with a clear mandate to meet the needs of sustainable economic and social development, food sovereignty and food security, both in Morocco and in the EU countries, assuring mutual benefits and avoiding competition among producers on both sides of the Mediterranean. I voted against the resolution of the GUE and EPP.

4-341-000

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Eine Verlängerung des Fischereiabkommens ist mit nichts zu rechtfertigen. Das Fischereiabkommen mit Marokko zu verlängern, das für ökologisch schädlich befunden und das mit gut 36 Millionen Euro jährlich nicht nur eines der teuersten Abkommen ist (von dem noch dazu weder der europäische Steuerzahler noch die einheimische Bevölkerung profitiert), ist kategorisch abzulehnen. Zumal beide Vertragspartner das Abkommen so auslegen, dass es die fischreichen Gewässer der besetzten Westsahara einberechnet, denen mittlerweile Überfischung droht. Das widerspricht dem UN-Seerechtsübereinkommen und dem Völkerrecht. Die völkerrechtswidrige legalisierte Plünderung der See vor der besetzten Westsahara durch die EU muss ein Ende haben.

4-341-500

Rolandas Paksas (EFD), raštu . – Žemės ūkio ir žuvininkystės sektoriai yra itin jautrūs ir svarbūs visai ES.

Pažymėtina, kad dėl išaugusių neapmuitinamų kvotų kyla grėsmė jautriam ES vaisių ir daržovių importui. Atsižvelgdama į tai, Komisija turi atlikti poveikio pajamoms vertinimą bei nustatyti kompensavimo mechanizmus gamintojams ir ūkininkams.

Siekiant apginti Europos ūkio subjektų interesus, būtina užkirsti kelią sukčiavimams įvežimų kainų sistemoje ir užtikrinti skaidrų jos funkcionavimą. Atsižvelgiant į šias aplinkybes, manau, kad yra tikslinga ir toliau pagal susitarimą reguliuoti padidintas tarifines kvotas.

4-341-750

Miguel Portas (GUE/NGL), por escrito. – Votei contra o Acordo UE-Marrocos sobre a liberalização recíproca em matéria de produtos agrícolas e de produtos de pesca, por duas ordens de razão. Primeiro, porque não posso aceitar que o Sara Ocidental, um dos últimos territórios a nível mundial a estarem sob ocupação colonial, seja tratado como se estivesse debaixo de administração marroquina. Segundo, porque considero que o acordo aprofunda um modelo de agricultura que falha para os dois lados, nomeadamente pela destruição de postos de trabalho, pelo abaixamento da qualidade da produção e pela secundarização da segurança alimentar.

4-341-875

Paulo Rangel (PPE), por escrito. – A turbulência política que tem atravessado os Estados do Magrebe (em particular, Tunísia, Egito e Líbia) reclama, desde logo pela proximidade geográfica à Europa continental, a atenção das instâncias comunitárias, de modo a proteger, também, o espaço comum. À luz da experiência das comunidades europeias, a cooperação económica, introduzindo laços de dependência e de inter-relação entre os povos, traduz-se num mecanismo privilegiado para prosseguir algumas das finalidades centrais do projeto comunitário, como a defesa dos direitos fundamentais das pessoas, do Estado de Direito e da legitimação democrática do governo. O incremento das relações económicas entre os dois espaços deve, porém, levar a uma aproximação do modelo de desenvolvimento marroquino, no sentido de se apoiar no respeito pela pessoa e pelo ambiente.

4-343-000

Crescenzo Rivellini (PPE), per iscritto . – Oggi ho votato contro l'accordo UE-Marocco, che prevede misure di liberalizzazione reciproche per i prodotti agricoli, il pesce e i prodotti della pesca, giacché desta molte preoccupazioni per le conseguenze negative che la sua applicazione avrebbe sul nostro sistema agricolo e agroalimentare. È emerso chiaramente che l'accordo è ben più favorevole per il Marocco che per l'Europa, in particolare per quanto riguarda il settore dell'ortofrutta e che, all'interno dell'Europa, risulta più vantaggioso per le produzioni dei paesi continentali piuttosto che per quelle dei paesi mediterranei.

Se l'accordo venisse approvato, verrebbero fortemente ridotti o eliminati i dazi doganali, in particolare per le produzioni orticole, frutticole e agrumicole, il che significa che alcuni prodotti tipici del nostro paese provenienti dal Marocco potrebbero entrare nel mercato europeo a condizioni più competitive di quelle attuali. È noto che il costo del lavoro in Marocco è molto più contenuto di quello medio europeo, e in particolare di quello italiano, e che nel paese l'applicazione dei diritti fondamentali ha ancora molte lacune e non ci sono

garanzie che la sicurezza alimentare sia basata su principi e procedimenti del tutto analoghi ai nostri.

4-343-250

Robert Rochefort (ALDE), *par écrit*. – Au lendemain du printemps arabe, alors que le Maroc fait des progrès démocratiques notables, il est fondamental que l'UE le soutienne pleinement. En ce sens, il était important de ne pas renoncer, après de longues négociations, à l'accord de libéralisation agricole réciproque. Pourtant, cet accord, tel qu'il nous a été présenté, soulève de nombreuses questions. Le Parlement n'a malheureusement eu pour choix que d'accepter ou refuser cet accord, sans pouvoir l'amender. Cette résolution était donc nécessaire, et, bien que j'aurais souhaité qu'elle aille encore plus loin - je pense surtout aux producteurs du sud-ouest, je l'ai soutenue. Dans ce texte, nous soulignons qu'il est essentiel que les petits exploitants tirent parti de l'accord; réclamons à la Commission une évaluation des incidences de l'accord sur les producteurs européens - cela aurait dû être fait préalablement - (j'ai soutenu l'amendement soulignant la nécessité de compenser les incidences négatives qu'ils pourraient connaître, mais il a malheureusement été rejeté); demandons à la Commission de promouvoir l'équivalence des mesures et des contrôles entre le Maroc et l'Union en matière de normes relatives à l'environnement et à la sécurité des denrées alimentaires; appelons le Maroc à améliorer sa gestion de l'eau.

4-343-375

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *por escrito*. – He votado en contra. Algunos hemos insistido por la vía política, pero también por la vía jurídica, en que el acuerdo debía excluir explícitamente los territorios del Sáhara Occidental. Así ya se está haciendo en otros acuerdos como, por ejemplo, con los Estados Unidos. Aquí ya tenemos un primer problema de fondo que nos hace rechazar este tratado.

Pero, más allá de esto, creemos que este tratado ha de ser renegociado para adaptarlo a las necesidades de un desarrollo económico y social sostenible. El tratado, a la vez, habría de promocionar la integración regional. Este acuerdo también debería incluir los retos de la «primavera árabe» y, por tanto, también reforzar el espacio político democrático, y no creo que sea este el caso.

Este tratado también tiene poca consideración con respecto a la protección del medio natural, la explotación de recursos, la correcta asignación del salario de los productores y la generación de puestos de trabajo sostenibles. Asimismo critico la falta de referencia al trabajo infantil, ya que el aumento de las exportaciones agrícolas podría traer aparejado un aumento del trabajo infantil, ya presente en el sector.

4-343-500

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. – Dans le cadre des nouveaux pouvoirs conférés au Parlement européen par le traité de Lisbonne, nous ne pouvons qu'approuver ou refuser la conclusion d'un accord commercial, ce qui ne nous permet pas de nuancer notre position. La résolution, sur laquelle nous avons voté en même temps que sur le protocole à l'accord, a précisément cette fonction : montrer que malgré cette possibilité restreinte, nous étudions toutes les implications et conséquences aura une fois mis en œuvre. Cette résolution est équilibrée et résume bien les différents points de vue des parties prenantes. Elle souligne également les avantages que procurera cette nouvelle libéralisation pour les deux parties : elle consolide la position des exportateurs européens sur le marché marocain tout en maintenant des

mécanismes de protection des productions européennes les plus sensibles. C'est pourquoi je l'ai soutenue en plénière.

4-344-000

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – Intendo qui esprimere le ragioni del mio voto negativo al testo di risoluzione appena votato. Contrariamente a quanto richiesto dalla commissione AGRI, incaricata di redigere un parere destinato alla commissione INTA, competente nel merito, lo scorso 26 gennaio la commissione per il commercio internazionale del PE, si è espressa a favore della conclusione dell'accordo di liberalizzazione degli scambi commerciali tra l'UE e il Marocco.

In un contesto già particolarmente difficile dal punto di vista economico e sociale per il settore agricolo europeo, un accordo di liberalizzazione così concepito avrebbe un impatto catastrofico sugli agricoltori europei, in particolare nel sensibile settore dell'ortofrutta, con ripercussioni drammatiche sull'occupazione nelle zone rurali dell'Unione europea.

Nel caso in cui tale accordo venisse concluso, si assisterebbe infatti a un notevole aumento dei prodotti provenienti dal Marocco, con l'introduzione di contingenti d'importazione molto più alti rispetto all'accordo precedente, nello specifico per sei prodotti: pomodori, zucchine, cetrioli, aglio, agrumi e fragole. È anche necessario tener conto dei diversi *standard* produttivi in termini ambientali, fitosanitari e di qualità dei prodotti originari del Marocco e che il sistema europeo dei prezzi di entrata per tali importazioni non tiene conto dei costi di produzione e di manodopera propri all'UE.

Per questi motivi ho votato contro il provvedimento.

4-344-500

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – Esta proposta de resolução sobre o acordo UE - Marrocos respeitante às medidas de liberalização em produtos agrícolas e produtos agrícolas transformados, pesca e produtos de pesca, enuncia os pontos que explicam a minha posição negativa face à celebração do Acordo. Acredito nas reformas de democratização que Marrocos tem vindo a implementar, contudo, os recentes acontecimentos que resultaram na Primavera Árabe demonstraram que a abordagem da UE teria que ser substancialmente modificada. Acredito também que a liberalização comercial e a progressiva integração de Marrocos na UE servirão como instrumentos para o desenvolvimento das economias do Sul do Mediterrâneo. Contudo, não posso apoiar um acordo onde não tenha sido realizado um estudo de impacto ambiental, social e económico, onde não se exigem as mesmas condições fitossanitárias e onde inúmeras fraudes aos acordos pautais têm vindo a ser denunciadas. Por outro lado, existe a disputa da região do Sara Ocidental no seio da ONU, que não deverá estar incluída no mesmo, uma vez que não é um território marroquino. Absteve-me nesta proposta de resolução, por não ser contra a liberalização comercial dos produtos agrícolas, mas sim contra este acordo em si.

4-345-000

Zalecenie: José Bové (A7-0023/2012)

4-345-500

Jean-Luc Bennahmias (ALDE), *par écrit*. – Cet accord entre le Maroc et l'UE est contestable à bien des égards. Je ne peux que regretter que nous ayons à le voter alors même que l'étude d'impact n'est pas encore publiée... Néanmoins, puisqu'il fallait prendre une décision, j'ai

choisi de voter pour. Ce n'est pas un vote contre les producteurs français, grecs, italiens ou espagnols, c'est un vote pour les Marocains et pour la cohérence de la politique de développement que nous essayons de mener. Alors même que le printemps arabe a complètement changé la donne dans les pays de la rive sud de la Méditerranée, nous nous devons aujourd'hui de soutenir le développement du Maroc. Certes, cet accord est loin d'être parfait, les accords de libre-échange en tant que tels posent d'ailleurs de nombreux problèmes. Mais le Maroc est notre voisin et nous ne pouvons pas prôner le développement économique et démocratique de ces pays si nous leur refusons complètement l'entrée à nos marchés.

4-345-750

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto* . – Ho espresso voto contrario alla relazione, dal momento che sono assolutamente contraria all'approvazione dell'accordo UE-Marocco sui prodotti agricoli e della pesca. Si tratta infatti di un accordo del tutto sfavorevole ai nostri produttori agricoli, un accordo che oltretutto non garantisce alcuna reciprocità e che facilita l'invasione dei prodotti agricoli marocchini nei nostri mercati a scapito delle produzioni nostrane. Prevedere meno dazi per i prodotti marocchini e quote di prodotti più ampie che possono accedere al mercato europeo equivale a dare un duro colpo al nostro settore agroalimentare, determinando danni diretti e indiretti alle economie soprattutto dei Paesi del versante mediterraneo dell'Europa. Entreranno in Europa sempre più prodotti provenienti dal Marocco, dove si produce e coltiva a costi bassissimi e senza il rispetto di standard sociali, spesso col ricorso al lavoro minorile. Entreranno nei nostri mercati prodotti che non rispettano gli stessi standard qualitativi e di sicurezza per i consumatori che i produttori europei sono tenuti a rispettare. Infine, l'accordo non produrrà nemmeno miglioramenti per le controparti marocchine, perché a beneficiare della situazione sarebbero pochissimi grossi gruppi agroalimentari, di certo non i piccoli-medi produttori.

4-346-000

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu* . – Balsavau dėl šio pranešimo, nes juo Europos Parlamentas duoda pritarimą susitarimo tarp Europos Sąjungos ir Maroko Karalystės dėl abipusių liberalizavimo priemonių, taikomų žemės ūkio produktams, perdirbtiems žemės ūkio produktams, žuviai ir žuvininkystės produktams, sudarymui.

4-346-500

Philippe Boulland (PPE), *par écrit* . – Je suis heureux de constater que la majorité des parlementaires européens ont choisi comme moi de continuer à soutenir et à renforcer les liens entre l'UE et le Maroc et à soutenir la transition vers la démocratie à la suite du printemps arabe. Je suis de ceux qui pensent que cet accord agricole aidera à atténuer les problèmes économiques, migratoires, et de sécurité. Le Parlement a tenu compte des préoccupations nombreuses soulevées par les producteurs du sud de l'Europe. Il y a donc des sauvegardes, qui ont été exigées pour modérer les augmentations de quotas pour certains produits, tels que les tomates, les fraises, ou les concombres. L'accord fixe également des quotas saisonniers en vue de lutter contre des distorsions sur le marché de l'UE et rappelle que les importations marocaines devraient répondre aux normes sanitaires européennes. Une surveillance stricte de l'application des quotas a donc été demandée, ainsi que le renforcement des contrôles, en vue d'éviter toute fraude présumée dans le système de prix d'entrée. Une évaluation de l'impact sur les revenus des producteurs et agriculteurs européens a également été exigée par le Parlement.

4-347-000

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – J'ai décidé d'approuver cet accord qui suit l'esprit de l'accord d'association spécifique signé en 2000. Il est important de rappeler que l'Union européenne s'est engagée dans un processus de rapprochement avec la rive Sud de la Méditerranée. Cet accord s'inscrit donc plus largement dans une logique de dialogue dont on peut légitimement espérer qu'elle aura des effets bénéfiques sur le développement économique et l'évolution démocratique du Maroc, qui a mis en place des réformes considérables. Cet accord est équilibré et respecte le principe de complémentarité des productions (absence de chevauchement des périodes de production). Il prévoit aussi un mécanisme de concertation en cas d'augmentation significative des importations européennes de fruits et légumes. S'agissant des produits européens de la pêche, je tiens à souligner que cet accord renforce les possibilités d'exportation vers le Maroc. C'est en outre un signal positif envoyé au Maroc après le non-renouvellement, contre ma volonté, de l'accord de pêche que nous avons avec ce pays.

4-347-500

Maria Da Graça Carvalho (PPE), *por escrito*. – O setor das pescas, incluindo a aquacultura, gera estimativamente 34,2 mil milhões de euros em receitas anuais e sustenta mais de 350 mil empregos na UE. Com o acordo com Marrocos, país que tem empreendido importantes reformas democráticas recentemente, a Europa apoia de forma concreta o desenvolvimento dos países euro-mediterrânicos. Este acordo representa uma porta aberta para os países vizinhos que participaram na Primavera Árabe e o início do desenvolvimento das reformas económicas necessárias na Europa para criar zonas comerciais mais seguras e justas no Mediterrâneo. Com este acordo, a União Europeia abrirá o seu mercado às regiões mediterrânicas afetadas pelas revoluções árabes, que necessitam de investimentos e apoio económico na transição para a democracia. Os agricultores europeus poderão comercializar e exportar os seus produtos para os mercados euro-mediterrânicos e as cláusulas de salvaguarda estipulam as garantias em caso de excesso de produtos nos mercados.

4-348-000

Vasilica Viorica Dăncilă (S&D), *în scris*. – În ultimele luni, au avut loc schimbări profunde în zona de sud a Mediteranei și este important ca Uniunea Europeană să acorde și mai mult sprijin aspirațiilor cetățenilor acestor țări. Regatul Maroc s-a angajat de câțiva ani pe calea unui proces global de reforme politice, economice și sociale. Europa a sprijinit și va continua să sprijine programul de reforme și eforturile depuse de Maroc pentru implementarea acestuia, proces însoțit de un dialog structurat și sincer, în cadrul căruia drepturile omului constituie un element esențial.

4-348-500

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. – Après le vote malheureux contre l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche en décembre, un vote positif en faveur de l'accord sur les mesures de libéralisation réciproques en matière de produits agricoles et de produits de la pêche était plus que nécessaire. L'accord est un accord équilibré, qui fait place aux spécificités des marchés européen et marocain, et participe à notre prospérité mutuelle. Il est un outil essentiel, en particulier, de l'insertion de la "petite agriculture" marocaine dans les échanges internationaux. Le Maroc est un pays qui doit être soutenu dans sa stabilité, comme l'UE s'est engagée à le faire. Voter en faveur de l'accord, c'est agir en ce sens, et réaffirmer la solidité des liens commerciaux, économiques et politiques qui nous unissent au Maroc.

4-348-750

Mário David (PPE), *por escrito*. – Por princípio e enquanto membro (suplente) da Comissão de Comércio Internacional, sou favorável a todos os acordos que visem uma maior aproximação entre a UE e países terceiros que se comprometam a aproximar-se dos nossos padrões legislativos. Enquanto Presidente da Delegação do Parlamento Europeu para o Maxereque e Vice-Presidente do Grupo Parlamentar Europeu de Amizade UE-Marrocos, saúdo todos os acordos entre a UE e o Reino de Marrocos. Dito isto, esclareço que, contudo, recuso todas as formas de concorrência desleal com os empresários europeus, assumam elas a forma de qualquer tipo de *dumping*, abuso ou ilegalidade em face do que está estabelecido nos acordos assinados. Por isso, na sequência das dúvidas surgidas na Comissão AGRI (relativamente ao controlo dos calendários e dos contingentes pautais; ao respeito pelos padrões legislativos comunitários; às indicações geográficas, aos problemas de competitividade e à contrassazonalidade das importações de Marrocos), decidi pedir alguns esclarecimentos à Comissão e ao Conselho sobre este Acordo, através de pergunta escrita enviada há duas semanas, de forma a ser esclarecido se existe algum estudo de impacto económico na UE (desagregado) sobre este mesmo Acordo. Como é que a Comissão se propõe monitorizar o respeito pelos padrões comunitários, o controlo dos contingentes pautais e do calendário? E para quando um acordo sobre as indicações geográficas?

4-347-750

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – Je sais ce que l'accord UE-Maroc représente pour ce pays. Symboliquement, alors que le printemps arabe a changé la donne dans les pays de la rive sud de la Méditerranée. Economiquement, car l'agriculture représente une part très importante du développement du Maroc, et emploie jusque 75% de la main d'oeuvre dans les zones rurales. Cependant, je n'ai pas approuvé ce texte, et ce pour au moins deux raisons. Sur le fond, cet accord risque de fragiliser le secteur des fruits et légumes, déjà exsangue, sans que des garanties suffisantes ne soient apportées pour limiter les distorsions de concurrence. Sur la forme, il n'est plus acceptable que le Parlement européen n'ait pas son mot à dire sur le contenu des accords de libéralisation. Nous devons être impliqués en amont dans les négociations avec les pays tiers. Pour amender les textes, améliorer leur contenu, en prenant en compte leurs incidences sur les producteurs européens, et en élevant le niveau d'exigence sur la production marocaine. Enfin, il n'est pas admissible que cet accord soit présenté alors même que les résultats de l'étude d'impact menée sur les conséquences économiques, sociales, environnementales ne sont pas connus. Cette façon de faire de la Commission ne peut plus durer.

4-349-000

Robert Dušek (S&D), *písemně*. – Dohoda mezi EU a Marokem je chybná a škodlivá. Zpravodaj José Bové a Výbor pro zemědělství jsou zásadně proti jejímu přijetí. S ohledem na události v Tunisku, Egyptě, Libyi a Sýrii je nutné zdůraznit, že dohody o liberalizaci, které byly dosud zavedeny, nedosáhly deklarovaných cílů, a proto se nesmí nadále pokračovat v politice, která upřednostňuje ekonomické zájmy vlivných subjektů bez toho, aby hodnotila sociální dopady pro obyvatelstvo a způsobené škody na životním prostředí a klimatu. Pro evropské i severoafrické zemědělství a rybolov má předložená zpráva zvlášť drastické negativní důsledky, neboť posiluje průmyslové zemědělství na úkor zemědělství udržitelného. Evropským producentům připravuje nekalou konkurenci v podobě cenového dumpingu z důvodu dětské práce a práce bez jakýchkoliv sociálních standardů. Pro severní Afriku je předložená smlouva škodlivá zejména v oblasti ochrany životního prostředí.

Mocné zemědělské subjekty čerpají podzemní sladkou vodu pro své zisky ze zemědělství takovým způsobem, že se její hladina snižuje každoročně o průměrně 1,5 metru. Pro příklad: v Maroku je pro vypěstování 1 kilogramu rajčat nutné spotřebovat 100 litrů vody v porovnání s 10 litry vody ve Francii či Německu. Plně podporuji záporné stanovisko zpravodaje a odmítám přijetí dohody mezi EU a Marokem o liberalizačních opatřeních pro zemědělské produkty a produkty rybolovu.

4-349-250

Göran Färm, Anna Hedh, Olle Ludvigsson, Jens Nilsson, Marita Ulvskog och Åsa Westlund (S&D), *skriftlig.* – Vi svenska socialdemokrater kan inte stödja ett handelsavtal som strider mot internationell rätt. Därför röstade vi nej till det här avtalet mellan EU och Marocko. EU kan bara sluta avtal med ockupationsmakten Marocko som inkluderar Västsahariskt territorium om vissa strikta villkor är uppfyllda. Dessa villkor – att avtalet ska vara i enlighet med det ockuperade folkets vilja och intresse – är inte uppfyllda. Europaparlamentets rättstjänst menar därför att det inte kan garanteras att detta frihandelsavtal är förenligt med de internationella avtal som är bindande för EU och medlemsstaterna. När EU-parlamentet frågade EU-kommissionen om produkter från Västsahara skulle omfattas av avtalet svarade kommissionen "[i] den mån som export av produkter från Västsahara faktiskt drar nytta av handelsförmånerna." Både Efta och USA har handelsavtal med Marocko där Västsahara inte påverkas. EU borde självklart respektera folkrätten på samma sätt.

4-349-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito.* – Apesar da assimetria na liberalização do acesso aos mercados europeu e marroquino e das dificuldades que alguns produtores poderão encontrar face ao aumento da concorrência, considero que este acordo, no âmbito geral, será benéfico para as empresas, trabalhadores e consumidores europeus porquanto permitirá um mais fácil acesso a um mercado em expansão e pleno de oportunidades. Politicamente, este será mais um sinal de que a União Europeia não apenas proclama boas intenções mas é capaz de se comprometer efetivamente com o progresso do norte de África e de procurar estabelecer com ele uma parceria que lhe permita não apenas projetar ali os seus interesses como também o seu *soft power*. Compreendo os receios dos agricultores, pescadores e industriais europeus mas creio que a União Europeia, para seu próprio bem, tem o dever de procurar estreitar o relacionamento com Marrocos e com os demais países árabes e cimentar uma relação comercial profícua e duradoura sobre a qual possa edificar um relacionamento estável e equilibrado no respeito pelos valores da dignidade humana, dos direitos humanos, da democracia e do Estado de Direito.

4-349-750

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito.* – A recomendação em análise trata de uma proposta de decisão do Conselho sobre a celebração de um Acordo sob a forma de troca de cartas entre a União Europeia e o Reino de Marrocos no que respeita às medidas de liberalização recíprocas em matérias de produtos agrícolas e de pesca, substituindo protocolos e acordos anteriores. Este novo acordo vai liberalizar a comercialização de peixe, de produtos agrícolas, de produtos agrícolas transformados, e de produtos de pesca, consubstanciando-se em trocas comerciais que representam 45 % das exportações da UE para Marrocos e 55 % das importações da UE a partir de Marrocos. A Comissão da Agricultura e Desenvolvimento Rural manifestou grandes reservas a este acordo tendo,

inclusive, votado contra. Votei contra a aprovação do acordo porque considero que os pequenos agricultores da UE podem ser prejudicados.

4-350-000

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – O acordo UE-Marrocos hoje aprovado significa a imediata liberalização do comércio de produtos agrícolas e da pesca. Existiam, pelo menos, duas fortes razões para a recusa deste acordo. Por um lado, ele vai prejudicar os produtores europeus, em especial os pequenos e médios produtores de culturas tipicamente mediterrânicas, nomeadamente na área das frutas e legumes, já que este acordo acentuará a pressão já hoje sentida para a baixa dos preços na produção e as dificuldades sentidas por muitos produtores para escoamento dos seus produtos. Os agricultores portugueses serão particularmente visados. Por outro, perde a agricultura familiar, que passa a enfrentar a concorrência de modelos de produção intensivos, de cariz exportador. Modelos que ameaçam a sustentabilidade ambiental, a viabilidade dos mercados regionais e locais, a soberania alimentar e que degradam a qualidade e segurança alimentares. Por estas razões, perdem também os consumidores e as populações. Os maiores beneficiários serão os grandes grupos económicos europeus, as multinacionais exportadoras, que assim conquistam novos mercados e acedem a mão-de-obra barata, bem como à possibilidade de melhor contornar normas sociais, laborais e ambientais, em vigor nos países europeus. Por último, não podemos aceitar que a Comissão continue a ignorar a questão do Sara Ocidental, ilegalmente ocupado por Marrocos, num total desrespeito pelo Direito Internacional.

4-350-500

Carlo Fidanza (PPE), *per iscritto*. – Ho votato contro questo accordo, lo ritengo non adeguato e soprattutto svantaggioso per l'agricoltura italiana, in particolare per il settore ortofrutticolo. Purtroppo ha prevalso la logica degli schieramenti nazionali che, come già successo in altri settori, avvantaggia la grande industria del Nord Europa a discapito di quella del Sud, in particolare dell'area mediterranea; la Plenaria non ha seguito le indicazioni espresse nel parere della commissione AGRI, la quale aveva votato contro la ratifica dell'Accordo. Vista anche la crisi e gli aumenti indiscriminati del costo del carburante in Italia - che incide fortemente sul prezzo delle derrate agricole - rischiamo di creare una guerra tra poveri. Inoltre non è trascurabile l'aspetto qualità - sicurezza dei prodotti importati, poiché le garanzie che saranno fornite non sono a mio parere sufficienti.

4-351-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Dohoda o pridružení medzi Európskou úniou a Marokom nadobudla platnosť v roku 2000. Rada Európskej únie podpísala v decembri 2010 dokument, ktorý by po ratifikácii Európskym parlamentom umožnil prístup k druhej fáze liberalizácie obchodu s poľnohospodárskymi výrobkami a výrobkami rybného hospodárstva medzi Európskou úniou a Marockým kráľovstvom. Čo sa týka poľnohospodárstva a rybného hospodárstva, táto nová dohoda obojstranne uprednostňuje posilnenie priemyselného poľnohospodárstva s veľkým kapitálom na úkor rodinného a drobného poľnohospodárstva. Zvýšenie kvót so zníženou sadzbou pre širokú škálu zeleniny a ovocia privedie európskych producentov do situácie, keď budú ťažko čeliť konkurencii, a nebude ani posilnený vyvážený rozvoj poľnohospodárstva v Maroku. Nesmieme zabúdať na záväzky EÚ v nadväznosti na arabskú jar týkajúce sa pomoci krajinám južného Stredozemia s prechodom k demokracii prostredníctvom obchodných a hospodárskych nástrojov na zabezpečenie vyššej miery slobody a väčších hospodárskych príležitostí. V

tejto súvislosti sa práve predmetná dohoda javí ako pozitívny krok vedúci k podpore politickej stabilizácie a vzájomnému trvalo udržateľnému hospodárskemu rozvoju. Práve liberalizácia obchodu medzi EÚ a Marokom môže viesť k vzájomnému prospechu, zvýšeniu hospodárskeho rastu, prosperite, vytváraniu pracovných miest a odstraňovaniu chudoby.

4-352-000

Elisabetta Gardini (PPE), *per iscritto*. – L'accordo di liberalizzazione agricola, così come è stato concepito, avrebbe un impatto economico preoccupante sugli agricoltori europei, soprattutto per quanto riguarda il settore dell'ortofrutta, con ripercussioni drammatiche sull'occupazione nelle zone rurali dell'Unione europea. Liberalizzando fin da subito il 55% delle importazioni europee dal Marocco, ad esempio, molti prodotti ortofrutticoli tipici del territorio italiano sarebbero minacciati dall'entrata nel mercato europeo di prodotti ottenuti a condizioni più competitive. Dobbiamo considerare, infatti, che gli agricoltori marocchini non soltanto fanno fronte a costi di produzione e di manodopera di gran lunga inferiori a quelli sostenuti in ambito UE, ma non sono nemmeno tenuti a rispettare gli stessi *standard* produttivi in termini ambientali e di sicurezza alimentare.

Sarebbe opportuno pertanto procedere innanzitutto a uno studio di impatto sulle possibili conseguenze economiche e sociali di questa liberalizzazione, prima di una sua eventuale applicazione. Auspico quindi che ci sia la volontà di procedere a una revisione dell'Accordo proposto che salvaguardi il principio di reciprocità e la possibilità per i nostri agricoltori di competere in una situazione di concorrenza che sia, se non paritaria, sicuramente sostenibile.

4-353-000

Bruno Gollnisch (NI), *par écrit*. – Les réformes initiées par le roi du Maroc qui permettent une évolution en douceur de ce pays doivent certainement être saluées et la coopération avec ce grand pays encouragée. Mais certainement pas au prix d'un accord de libre-échange sur les produits agricoles, étape avouée vers une participation du Maroc au marché intérieur européen, objectif très contestable.

Un tel accord serait dévastateur non seulement pour les producteurs européens, mais aussi pour les Marocains, notamment ceux qui vivent de l'agriculture familiale et vivrière, dont on ne soulignera jamais assez l'importance et le rôle crucial dans la sécurité et l'indépendance alimentaire des nations.

Un accord de libre-échange, quel qu'en soit la portée, est certainement un jeu "gagnant-gagnant" pour les grandes entreprises multinationales et les financiers mondiaux. Il est toujours perdant pour les peuples et les travailleurs, ruinés ici et réduits en esclavage là-bas.

4-354-000

Ana Gomes (S&D), *por escrito*. – Votei contra o Acordo UE-Marrocos para a liberalização recíproca em matéria de produtos agrícolas e de produtos da pesca, não porque não apoie o desenvolvimento das relações de comércio entre a UE e Marrocos, que considero decisivo para encorajar reformas na governação política e económica de Marrocos e assim ir ao encontro das aspirações democráticas do povo marroquino. Votei contra, no entanto, porque entendo que os termos deste Acordo não estão em conformidade com o direito internacional, por ignorarem a necessidade de estabelecer um regime específico para o

comércio de produtos agrícolas e da pesca produzidos no Sahara Ocidental, território ocupado pelo Reino de Marrocos desde 1975.

Tendo o Parlamento rejeitado as duas alterações que propunham o estabelecimento de um regime que atendesse especificamente aos direitos e interesses do povo sarauí no âmbito deste Acordo, não tive alternativa a não ser recusar ser cúmplice de um Acordo que, tal como está estabelecido, viola o direito internacional e viola os direitos mais elementares do povo do Sahara Ocidental de dispor dos seus próprios recursos.

4-355-000

Françoise Grossetête (PPE), *par écrit* . – Le Maroc est pour l'Union européenne un partenaire privilégié et prioritaire dans nos échanges commerciaux et doit continuer à le rester. Le Maroc et l'UE ont fait des progrès importants dans les domaines du dialogue politique, des relations institutionnelles et des échanges de vues sur des questions bilatérales et internationales.

En matière agricole comme dans d'autres domaines, nous devons cependant exiger la réciprocité dans le respect des normes européennes sanitaires et environnementales. Or, le Maroc ne respecte pas aujourd'hui ces normes pour un certain nombre de produits agricoles, par exemple les tomates.

Cet accord risquerait dès lors de porter préjudice à la production française et européenne de fruits et légumes qui seront dans une situation de concurrence difficilement soutenable. C'est la raison pour laquelle je me suis abstenue.

4-355-500

Brice Hortefeux (PPE), *par écrit* . – Les enjeux liés à l'accord entre l'Union européenne et le Maroc visant à une libéralisation réciproque des produits agricoles et de pêche ont suscité des réactions vives de la part de nos agriculteurs, qui craignent que leurs activités soient plombées par une concurrence déloyale. Je tiens à les rassurer, les garanties existent. Compte tenu de la sensibilité de ce secteur et de la capacité offensive du Maroc, des mécanismes de préservation de la filière sont mis en place. Il s'agit notamment du maintien de contingents pour les produits les plus sensibles (tomate, concombre, fraise, clémentine...) qui seront soumis à une gestion mensuelle; du maintien du prix d'entrée pour les fruits et légumes; d'une clause de sauvegarde... Des dispositions particulières sont aussi prévues pour la tomate, produit à fort enjeu. La libéralisation accordée par le Maroc contribue également à renforcer la position des exportateurs européens sur le marché marocain avec une libéralisation immédiate et quasi-totale de certains secteurs. Enfin, cet accord scelle un engagement pris en 2008 lorsque le Maroc a obtenu le "statut avancé". Il marque la volonté de l'UE d'accompagner le processus démocratique et de réformes engagé dans le pays et de parvenir, à terme, à un espace économique commun.

4-355-750

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu* . – Susilaikiau balsuodamas, kadangi dėl sumažintų tarifų kvotų padidinimo daugeliui vaisių (apelsinams, mandarinams, melionams, braškėms) ir daržovių (pomidorams, baklažanams, aguročiams, česnakui, agurkams) Europos gamintojai susidurs su sunkiai įveikiama konkurencija ir nebus paremtas subalansuotas žemės ūkio vystymas Maroke. Daugelis gamintojų organizacijų yra labai susirūpinę, kad šiame sektoriuje apeinama įvežimo kainų sistema, ypač šviežių pomidorų atveju. Dėl šio veikimo sutrikimo operatoriai, netinkamai pasinaudodami dabartinėmis nuostatomis dėl muitinės vertės, gali

mokėti mažesni vaisių ir daržovių importo mokesčiai. Ispanijos vaisių ir daržovių gamintojų ir eksportuotojų federacija (FEPEX) dėl šio klausimo netgi kreipėsi į EP Peticijų komitetą. Prieš naują rinkų atvėrimo etapą, kai nustatomos papildomos kvotos, reikia užtikrinti tarifų apsaugos veiksmingumą ir importo vertės kontrolę. Aplinkos požiūriu perspektyva taip pat yra neigiama ir kelia abejones dėl ES aplinkos apsaugos ir tikėtinos klimato kaitos švelninimo principo. Iki šiol Europos Komisija ne visada įvertino šio susitarimo socialinį ir ekonominį poveikį ir poveikį aplinkai, o dėmesį sutelkė į klausimus dėl tarifų. Būtinai išsamus tyrimas, kad Parlamentas galėtų priimti sprendimą turėdamas visą informaciją šiuo klausimu.

4-355-812

Peter Jahr (PPE), *schriftlich*. – Handelsabkommen mit Marokko über landwirtschaftliche Erzeugnisse waren schon häufiger Thema in diesem Haus. Erst im April letzten Jahres hatte ich gefordert, dass einem Abkommen nur zuzustimmen ist, wenn: 1. die zugelassene Importmenge eindeutig geregelt ist; 2. die Qualität der Produkte überprüft wird und 3. die Auswirkungen auf die Landwirte der EU überprüft werden. Mit den heutigen Abkommen sind wir auf diesem Weg ein gutes Stück vorangekommen. Deshalb ist es wichtig, dass wir die Zusammenarbeit mit Marokko vertiefen und Marokko und die Europäische Union enger aneinander binden.

4-355-875

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. – Ho espresso un voto fortemente contrario all'accordo tra UE e Marocco per la liberalizzazione reciproca dei prodotti agricoli e ittici. L'accordo purtroppo approvato oggi è una *débâcle* non solo per l'agricoltura siciliana ma per quella europea, in generale, per la quale molto si è fatto e tanto continua a farsi in termini di tutela della qualità, garanzie per i consumatori e sostegno ai produttori agricoli affinché siano sempre più competitivi sul mercato. Tutto ciò è stato calpestato, oggi, con un voto favorevole verso l'apertura delle frontiere europee ad un'economia, quella marocchina, che non è chiamata a rispettare le stesse regole in materia di scambi commerciali e di tutela della salute del consumatore, che, invece, devono rispettare gli operatori dei settori agricolo e ittico in Europa. Numerose sono le difficoltà che sta attraversando il settore agricolo, in molte parti dell'Unione e non credo che oggi si sia raggiunto un risultato condiviso dai nostri agricoltori ai quali io personalmente, insieme a quanti si sono opposti a tale accordo, non posso che ribadire il mio impegno, lavorando affinché i controlli sui prodotti importati dal Marocco siano rigidi e per restituire il più possibile garanzie a loro stessi e ai consumatori europei.

4-356-000

Constance Le Grip (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'accord UE-Maroc sur les mesures de libéralisation réciproques en matière de produits agricoles et de produits de la pêche. Je me félicite de l'aval donné par le Parlement européen à cet accord. En premier lieu, cela va permettre de renforcer la position des exportateurs européens sur le marché marocain tout en conservant les mécanismes de protection (contingents, régimes de prix d'entrée) des filières européennes, et notamment françaises, les plus sensibles, en particulier la filière des fruits et légumes. Surtout, cet accord équilibré constitue une étape très importante dans l'approfondissement des relations économiques et commerciales entre l'UE et le Maroc : il accompagne la politique marocaine de développement rural, tout en représentant une opportunité pour les exportateurs européens. Enfin, à travers ce vote, le

Parlement européen affirme son soutien au processus courageux de démocratisation politique et de modernisation économique dans lequel le Maroc s'est engagé.

4-357-000

George Lyon (ALDE), *in writing*. – I voted in favour of granting consent to the Agreement between the EU and Morocco on reciprocal liberalisation measures on agricultural and fisheries products on Thursday 16th February 2012 as I believe that, on balance, it will bring new opportunities for European States exporting to Morocco. I continue to have reservations as regards the human rights situation in Western Sahara and I hope that this agreement will be beneficial for the people in this region. On balance, given the current political situation in the Kingdom of Morocco and the Southern Mediterranean area, I believe that the EU should strengthen its trade relations with these countries in order to improve the local populations' economic situation and well-being, especially in primary sectors such as fisheries and agriculture. Moreover, it should be borne in mind that this agreement represents only a marginal opening of the market for sensitive EU agricultural products such as tomatoes (statistically, the extra 52 000 tonnes of tomatoes allowed to enter the EU tariff-free only represent 0.65% of the EU's current tomato production).

4-358-000

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the recommendation on the draft Council decision on the conclusion of an Agreement in the form of an Exchange of Letters between the European Union and the Kingdom of Morocco concerning reciprocal liberalisation measures on agricultural products, processed agricultural products, fish and fishery products, the replacement of Protocols 1, 2 and 3 and their Annexes and amendments to the Euro-Mediterranean Agreement establishing an association between the European Communities and their Member States, of the one part, and the Kingdom of Morocco, of the other part.

4-359-000

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – L'apertura dei mercati e la progressiva integrazione nel mercato interno dell'Unione europea rappresentano l'unico strumento efficace per lo sviluppo dei paesi del Mediterraneo meridionale e possono contribuire ad attenuare il fenomeno della povertà e la disoccupazione che sono alla radice delle recenti rivolte in Medio Oriente. Per queste ragioni l'Unione europea deve essere disposta ad accordare sufficienti concessioni commerciali. Il mio voto alla risoluzione comune è favorevole.

4-360-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Cette résolution avalise l'accord de libre-échange signé entre le Maroc et l'UE en novembre 2010. Cet accord constitue une étape de plus dans la mise en place de la zone de libre-échange UE-Maroc que je dénonce. Il n'est profitable ni aux agriculteurs marocains ni aux agriculteurs européens. Ses bénéficiaires seront, une fois de plus, les grandes firmes européennes de l'agro-industrie et de la distribution, gagnants sur les deux tableaux. La majorité aurait été mieux inspirée de suivre les recommandations du rapporteur, José Bové, qui proposait de rejeter l'accord. Je vote contre ce texte et le dénonce.

4-361-000

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Portugal atravessa um momento difícil, sendo que o sucesso do combate à crise dependerá muito da produção e das exportações nacionais. O acordo em causa, terá um impacto imediato e sobretudo nos países do Sul da Europa, entre os quais Portugal, com produtos concorrentes produzidos nas mesmas estações, a mais baixo custo considerando o preço dos fatores de produção, sem esquecer a necessidade de salvaguardar a segurança alimentar em virtude da ausência de produtos fitossanitários proibidos no espaço europeu. Esta é a razão do voto contra, que não invalida o reconhecimento da importância deste e outros acordos a celebrar com o Reino de Marrocos, parceiro estratégico de Portugal, desde que asseguradas todas as garantias recíprocas.

4-361-250

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra de este informe. La aprobación de este acuerdo tendrá efectos devastadores para las pequeñas y medianas explotaciones agrícolas. Además solo beneficiará a las grandes multinacionales europeas de la alimentación y a los grandes terratenientes marroquíes, entre ellos, y sobre todo, al rey de Marruecos, que sigue siendo el mayor propietario de tierra agrícola fértil. Este acuerdo, al igual que el de Pesca, está hecho de espaldas a la legalidad internacional pues sigue incluyendo recursos naturales que pertenecen al pueblo saharauí y, por tanto, respalda y eterniza el expolio que Marruecos lleva a cabo en el Sahara Occidental. Y en este acuerdo sigue sin tenerse en cuenta algo fundamental a la hora de abordar el comercio: la calidad democrática y social de los productos, las condiciones de explotación que padecen los agricultores marroquíes y el dumping social que supone liberalizar para hacer competir mediante el precio a los productos agrícolas europeos con los marroquíes. Se sigue sin exigir a Marruecos que cumpla y garantice unas mínimas condiciones sociales, laborales y fitosanitarias.

4-361-500

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – Cet accord, important à la fois sur le plan économique mais aussi sur le plan politique et géostratégique, renforce encore les liens qui unissent le Maroc à l'UE. Sur le plan économique, il est une belle opportunité pour le développement de la zone euro méditerranéenne, stimulant les réformes économiques indispensables à la mise en place d'une zone de libre échange plus large, plus sûre et plus équilibrée en Méditerranée, développant l'emploi et limitant la migration. S'il offre au Maroc un accès à un marché de plus de 500 millions de consommateurs, l'agriculture européenne ne sera pas en reste, notamment en ce qui concerne le lait et les céréales. Sur le plan politique et géostratégique, l'Europe doit soutenir les pays comme le Maroc qui œuvrent à la mise en place de réformes démocratiques. Il faut aider à la consolidation pacifique de la démocratie.

4-361-750

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – The agreement is beneficial both for EU exporters and for the economic development of Morocco, and in terms of poverty reduction. I voted in favour.

4-362-000

Vital Moreira (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente o acordo UE-Marrocos de liberalização das trocas comerciais de produtos agrícolas e de produtos da pesca porque acredito tratar-se de um acordo mutuamente vantajoso. O alegado impacto negativo para

os agricultores europeus está a ser grosseiramente empolado. Não esquecendo os benefícios que o acordo trará para as exportações europeias, importa não esquecer que este prevê várias cláusulas de salvaguarda (quotas, preços, etc.) que limitam os eventuais impactos negativos das importações marroquinas. Por outro lado, entendo que a questão do Sahara Ocidental foi satisfatoriamente resolvida através de compromissos claros assumidos pelo Governo marroquino e pela Comissão Europeia. Por fim, é preciso valorizar a dimensão política da cooperação reforçada com Marrocos, enquanto sinal do apoio da União aos desenvolvimentos políticos e constitucionais no sentido de uma transição democrática naquele país.

4-363-000

Claudio Morganti (EFD), *per iscritto*. – Questo accordo sintetizza al meglio la sciagurata e autolesionista politica commerciale dell'Unione europea. Con la sua approvazione odierna assisteremo infatti ad una vera e propria invasione di prodotti agricoli marocchini, che rischieranno di dare il definitivo colpo di grazia a numerose eccellenze ortofrutticole nostrane. Non è assolutamente possibile competere con un paese come il Marocco, dove il costo della manodopera è decisamente inferiore e che spesso impiega addirittura lavoratori minorenni.

Mi chiedo quale vantaggio ci possa essere per l'Unione europea da questo accordo: a trarne beneficio saranno solamente le grandi multinazionali dell'agricoltura che hanno già delocalizzato o che lo faranno presto. Non credo ci siano grossi vantaggi per i semplici contadini marocchini, né tantomeno per le migliaia di piccoli e medi agricoltori dei paesi dell'Europa meridionale, per i quali si avrebbero invece conseguenze devastanti.

Io ho votato contro questa proposta ma purtroppo anche oggi hanno prevalso le solite logiche commerciali europee. Non oso immaginare dove arriveremo di questo passo: sicuramente l'approvazione di questo accordo rappresenta una sconfitta per gli agricoltori e i pescatori europei e qualcuno dovrà anche assumersene, prima o poi, la responsabilità.

4-363-250

María Muñoz De Urquiza (S&D), *por escrito*. – En nombre de la delegación socialista española: La delegación socialista española ha votado en contra del Acuerdo comercial UE-Marruecos sobre medidas recíprocas de liberalización del comercio de productos agrícolas y productos de la pesca porque la Comisión no ha dado garantías de cumplimiento de las siguientes cinco condiciones que dirigimos a esta institución: - Estudio de impacto del potencial productivo de Marruecos sobre las rentas de los agricultores europeos. - Propuesta de reforma del Reglamento del sistema de precios de entrada para asegurar su aplicación estricta. - Propuesta cuantificada de compensaciones para los productores europeos afectados. - Propuesta de medidas que aseguren la aplicación y control estricto de las cuotas. - Reciprocidad total de estándares fitosanitarios, medioambientales, de higiene y de seguridad.

Lamentamos que la enmienda que presentábamos sobre las compensaciones haya sido rechazada. Esto explica que hayamos votado en contra de la resolución conjunta. Por otra parte, lamentamos que la posición de los Grupos PPE, ALDE y ECR no permitiera incluir esta mención en el texto de la resolución conjunta y que el Grupo PPE haya pretendido rebajar nuestras reivindicaciones de compensaciones para los agricultores europeos planteando una enmienda oral.

4-363-375

Alfredo Pallone (PPE), *per iscritto*. – In linea con la Delegazione italiana del PPE ho espresso il mio voto contrario sull'Accordo UE-Marocco per la liberalizzazione dei prodotti agricoli e della pesca. La posizione italiana è contraria alla ratifica dell'accordo perché va contro gli interessi dei produttori europei dei Paesi del mediterraneo, in particolare degli agricoltori e pescatori delle regioni del sud Italia. Nello specifico un accordo del genere, seppur di ampie vedute vista l'apertura ai Paesi del nord Africa, creerebbe dei grossi problemi a tutti quei piccoli privati che rischierebbero di non essere più competitivi sul mercato dei prodotti agricoli e della pesca. Sottolineo però che il mio voto contrario non è un voto di chiusura sull'accordo ma un'apertura a difesa del mercato europeo, per cui propongo insieme ai colleghi italiani un accordo con graduali liberalizzazioni in ogni settore al fine di ridurre i possibili impatti negativi dell'accordo.

4-363-500

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Reconhecendo a importância de boas relações a nível político com países terceiros, em particular, com o nosso vizinho Reino de Marrocos, e empenhada nas boas relações a nível comercial, não posso aceitar mais um passo no sentido de uma pretensa liberalização paritária que efetivamente cria uma situação de profunda desigualdade de concorrência entre os produtores europeus e os marroquinos. Os europeus são obrigados a rigorosas e pesadas normas de qualidade e segurança alimentar, além de normas agroambientais e de bem-estar animal, o que encarece consideravelmente o custo de produção, sem que a certificação e a rotulagem previstas os protejam suficientemente ou conduzam o consumidor a preferir os seus produtos em detrimento de outros, produzidos com menos normas e menos custos. A liberalização de 55% das exportações de Marrocos para a UE e o aumento de concessões nos setores das frutas e hortícolas constituiria um rude golpe nestas produções no Sul da Europa, nomeadamente em Portugal, mas também na Espanha, Itália, Grécia – todos Estados-Membros em dificuldades que precisam de apostar nos seus setores produtivos e não de, mais uma vez, verem a sua agricultura ser sacrificada em prol de outros interesses.

4-363-750

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – O Acordo entre a União Europeia e o Reino de Marrocos tem por objeto a introdução de medidas de liberalização recíprocas em matéria de produtos agrícolas, de produtos agrícolas transformados, de peixe e de produtos de pesca. Prevendo-se que os produtos importados de Marrocos possam ingressar diretamente no mercado comunitário, vale para os produtos exportados da UE para o Marrocos um período transitório de progressiva liberalização. Apesar das reservas formuladas pelo relator e pela Comissão de Agricultura e do Desenvolvimento Rural, em termos globais o Acordo mereceu aprovação – na sequência das posições da Comissão das Pescas e da Comissão do Comércio Internacional – tendo em conta o atual contexto em que se impõe uma postura cooperativa entre a União Europeia e os Estados do Norte de África.

4-364-000

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *par écrit*. – Contre. Je soutiens mon collègue Bové quand il dit que les députés européens qui ont ratifié aujourd'hui cet accord ne doivent se faire aucune illusion: cet accord va à l'encontre des intérêts des citoyens marocains et du peuple du Sahara occidental.

La libéralisation du commerce va ruiner des milliers de paysans aussi bien au Maroc qu'en Espagne, en France et dans les autres pays du sud de l'UE tout en mettant en péril les ressources en eau du Maroc.

En n'excluant pas explicitement le territoire du Sahara occidental de cet accord, comme l'ont pourtant fait les États-Unis en 2004 lorsqu'ils ont signé un accord de ce type avec le Maroc, l'Union européenne complique encore un peu plus la résolution pacifique d'un conflit aux portes de l'Europe. Cette absence de clarté de la part de l'UE est un très mauvais signal envoyé à l'ensemble de la communauté internationale.

Je me félicite néanmoins que, pour la première fois, la politique commerciale de l'Union européenne ait été débattue, et fortement critiquée, au sein de notre assemblée. Nous avons ainsi contribué à ce que la question fondamentale de la finalité du commerce commence à être sérieusement examinée par l'UE.

4-365-000

Oreste Rossi (EFD), *per iscritto*. – L'accordo tra l'Unione europea e il Marocco in merito a misure di liberalizzazioni reciproche vede un solo comparto danneggiato: quello europeo. La stessa commissione agricoltura del Parlamento europeo ha dato parere contrario perché tanti ortaggi e frutti potranno entrare in Europa liberamente dal Marocco pagando meno tasse, rispetto ai nostri.

L'Europa, con la riduzione o l'eliminazione dei dazi ora previsti per l'importazione dei prodotti agricoli e della pesca dal Marocco, subirà una perdita di 21 milioni di euro. Tale importo non potrà che aumentare in quanto le importazioni, non essendo più tassate, aumenteranno in modo esponenziale, esporranno i produttori europei a una concorrenza sleale insostenibile. Gli operai agricoli in Marocco guadagnano 5 euro al giorno ed è quindi ovviamente impensabile per i nostri produttori competere con simili costi.

Per queste ragioni il mio voto è stato fortemente contrario perché sostengo da sempre, per la qualità e per il bene dei consumatori, i prodotti a km zero.

4-366-000

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'approbation de ce protocole à l'accord UE-Maroc, car il constitue un pas en avant dans la politique de l'Union à l'égard des pays du Sud de la Méditerranée, notamment dans le contexte du Printemps arabe. Il est une composante essentielle du rapprochement des valeurs et des économies en vue, à terme, d'un espace économique commun euro-méditerranéen, et doit bénéficier à l'ensemble des agriculteurs marocains. En outre, ce protocole donne corps au statut avancé dont le Maroc et l'Union européenne ont acté le principe en octobre 2008, et marque une étape intermédiaire importante avant le lancement des négociations d'un accord de libre-échange complet et approfondi, actuellement à l'étude. Enfin, il consolide la position des exportateurs européens sur le marché marocain, tout en maintenant des mécanismes de protection des productions européennes les plus sensibles. C'est donc au final un protocole qui produira des effets équilibrés pour les deux parties, et c'est pourquoi je l'ai soutenu.

4-367-000

Marie-Thérèse Sanchez-Schmid (PPE), *par écrit*. – Le débat passionné qui a présidé à l'accord UE-Maroc nous empêche de réfléchir la tête froide, alors que la situation est extrêmement sensible et compliquée. Je suis consciente de la nature stratégique de cet

accord, de l'importance d'une plus grande intégration de nos économies autour du bassin méditerranéen, des garde-fous et des clauses de sauvegarde que la Commission a essayé de négocier.

Je tiens aussi à saluer les efforts que fait le Royaume du Maroc pour améliorer son droit du travail, pour répondre à certaines contraintes environnementales et pour accompagner la profonde mutation de son agriculture avec le plan "Maroc vert". Je souhaite surtout leur faire part de mon soutien dans leurs réformes politiques en ces temps de grande instabilité.

Cependant, la situation quasi saturée du marché des légumes en Europe, la situation de nos agriculteurs frappés de plein fouet par la crise et leurs craintes de concurrence déloyale, de dumping social et de dumping environnemental, ne me permettent pas de voter pour cet accord.

Pour toutes ces raisons, j'ai décidé de m'abstenir, en souhaitant que la Commission prenne conscience que les accords de libre-échange ne peuvent se faire au détriment de la survie de notre agriculture.

4-368-000

Czesław Adam Siekierski (PPE), *na piśmie* . – Porozumienie liberalizujące handel UE-Maroko jest trudne do jednoznacznej oceny. Względy polityczne, strategiczne, potrzeba rozwoju współpracy sąsiedzkiej, dokonane reformy gospodarcze i demokratyzacja w tym kraju wskazują na potrzebę dalszego zbliżenia i rozwoju współpracy. Proponowana umowa handlowa jest wprawdzie korzystniejsza dla Maroka, ale kraj ten wkroczył dopiero na ścieżkę rozwoju. Sprawozdawca uważa, że ta umowa jest bardziej szkodliwa dla rolników marokańskich niż europejskich, że na liberalizacji skorzystają duże firmy głównie z kapitałem europejskim, w tym francuskim, które kontrolują wymianę handlową.

Komisja Europejska twierdzi, że wymiana handlowa będzie ściśle monitorowana, że wzrost importu pomidorów będzie nieznaczny i że importowane warzywa i owoce będą spełniały standardy jakościowe i produkcyjne. Pozostają pytania co do warunków socjalnych oferowanych zatrudnionym przy ich wytwarzaniu, w tym dzieciom, oraz innych standardów procesu produkcyjnego. Jest też prawdą, że o rynek marokański zabiegają też inne kraje i trudno, aby sąsiadująca Unia pozostała beczynna. Brak jednoznacznych argumentów na tak lub nie.

4-368-500

Michèle Striffler (PPE), *par écrit* . – J'estime que l'accord sur la libéralisation des produits agricoles et des produits de la pêche constitue un élément clé des relations entre l'Union Européenne et le Maroc, en raison notamment de la stratégie clairement affichée par l'Union européenne d'accompagner le processus de démocratisation en cours dans certains pays arabes. Cet accord prévoit la mise en œuvre progressive d'une plus grande libéralisation des échanges de produits agricoles et de produits de la pêche. Je tiens à rassurer les exploitants agricoles français, car cet accord conserve les mécanismes de protection des filières européennes et françaises les plus sensibles, en particulier pour la filière des fruits et légumes. En effet, le régime des prix d'entrée pour les fruits et légumes (et notamment pour les tomates fraîches) est maintenu, ce qui représente une garantie décisive pour les producteurs français et européens. Ce sont les raisons pour lesquelles j'ai voté en faveur de l'approbation de cet accord par le Parlement européen.

4-369-000

József Szájer (PPE), *írásban* . – Szavazatommal azért támogattam a megállapodás jóváhagyását, mert véleményem szerint ezzel a megállapodással az EU hozzá tudna járulni a marokkói gazdasági reformok elősegítéséhez és egy fejlettebb kereskedelmi rendszer kialakulásához a térségben. Természetesen az Uniónak is előnyös lenne a megállapodás, mert amellet, hogy exportunkat jelentősen növelné, egyúttal megnyitná a közösség piacait az arab tavasz országai előtt. Célunk, hogy meghatározó szereplővé váljunk a térségben. Jelen megállapodás ajtót nyithat a mediterrán piacok felé.

4-370-000

Charles Tannock (ECR), *in writing* . – The EU has a certain responsibility to use its trade and economic capabilities to aid the transition of these countries towards democratisation. I believe that trade liberalisation and progressive integration into the EU's internal market will help to alleviate the widespread poverty and unemployment in the region, trade and investment being proven engines for growth. It is our hope that such an agreement would also help to bring people together and to secure ties between nations. It is worth pointing out that whereas only 5% of EU citizens are employed in agriculture, 38% of the Moroccan workforce is employed by the sector. This agreement does not just bring benefits to Morocco but also creates significant advantages for the EU. It will provide significant opportunities for the EU's agricultural industry, particularly in processed foods, and it is estimated that, eventually, up to EUR 100 million will be saved in customs duties once Moroccan import tariffs for 70% of agricultural and fisheries product lines have been removed.

Given that access to the EU's internal market is conditional on meeting hygiene and safety standards and that a strong dispute settlement mechanism has been agreed that would allow the EU to gain redress if Morocco does not respect the terms, I back this agreement.

4-370-500

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito* . – O Acordo entre a UE e Marrocos em matéria de produtos agrícolas, produtos agrícolas transformados, peixe e produtos de pesca trará enormes desvantagens concorrenciais face aos agricultores marroquinos. No âmbito deste Acordo, Marrocos liberaliza automaticamente o setor agrícola, abrangendo cerca de 45% das exportações provenientes da UE, e alcançando-se 70% em 10 anos. A UE, por seu turno, liberaliza, com a aprovação do Acordo, cerca de 55% do valor das exportações. Apesar da abertura ser, a longo prazo, maior para Marrocos, vários são os pontos que põem a UE em desvantagem. Em primeiro lugar, gostaria de frisar que devemos impor as mesmas medidas fitossanitárias e ter em conta que o custo da mão de obra em Marrocos é substancialmente inferior ao da UE. Só estes dois elementos encarecem em demasia os produtos agrícolas provenientes da UE. Em segundo lugar, temos a questão da região do Sara Ocidental, que está incluída no Acordo, e que, sendo um território em disputa em sede da ONU, não deveria vigorar. Por último, quero frisar que este Acordo trará vantagens somente para os grandes proprietários, deixando de parte 90% dos agricultores marroquinos. Acredito que Marrocos se encontra num verdadeiro processo de democratização. No entanto, não concordo que sejam realizados acordos à custa da agricultura europeia.

4-371-000

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit* . – J'ai voté contre la ratification par le Parlement européen de l'accord UE-Maroc sur la libéralisation des produits agricoles. Cet

accord va contre les intérêts des paysans et des petits producteurs des deux rives de la Méditerranée, et ne profitera qu'aux grosses entreprises et au roi du Maroc lui-même, propriétaire de plus de 12 000 hectares de terres. La GUE-NGL s'est associée aux Verts, et à José Bové qui a mené la bataille sur ce dossier, pour déposer une résolution alternative. Nous y rappelons qu'après le printemps arabe, l'Union européenne ne devrait plus oser continuer à imposer des relations déséquilibrées, guidées par la seule volonté de d'imposer son modèle libéral (qui fait pourtant chaque jour un peu plus les preuves de sa nocivité) au détriment de principe fondamentaux tel que la souveraineté alimentaire. Cette résolution nous a donné l'occasion de rappeler que cet accord ne devrait pas s'appliquer au Sahara occidental. La Commission européenne a répondu que le "Sahara occidental est considéré par l'organisation des Nations Unies comme un territoire non autonome et le Maroc en est la puissance administrative de facto". Une telle réponse est ahurissante. Avec de tels raisonnements, autant dire que le droit international ne sert à rien.

4-372-000

Angelika Werthmann (NI), *in writing*. – The draft agreement will allow Morocco to immediately liberalise 45% of the value of imports from the European Union while the Community will liberalise 55% of its imports from Morocco. The agreement also provides for increased concessions in the fruit and vegetable sector, in which Moroccan products account for 80% of the EU's imports. This agreement should not go into effect without fulfilling import control mechanisms as pointed out by OLAF because it does not benefit small farmers in Morocco (over 70% of exports are in the hands of three firms), it includes the disputed Saharan territories (the UN does not recognise the sovereignty of Morocco) and it would mean the progressive disappearance and marginalisation of a number of European agricultural products.

4-373-000

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – O Acordo UE-Marrocos hoje aprovado significa a imediata liberalização do comércio de produtos agrícolas e da pesca. Os maiores prejudicados deste Acordo serão os produtores europeus, em especial os pequenos e médios produtores de culturas tipicamente mediterrânicas, uma vez que este acordo acentuará a pressão já hoje sentida para a baixa dos preços na produção e as dificuldades sentidas por muitos produtores para escoamento dos seus produtos. A agricultura familiar perderá bastante, tendo que enfrentar a concorrência de modelos de produção intensivos, de cariz exportador. É de sublinhar que a Comissão continua a ignorar o problema do Sara Ocidental, ilegalmente ocupado por Marrocos, num total desrespeito pelo Direito Internacional.

4-374-000

Projekt rezolucji RC-B7-0068/2012

4-374-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo a presente proposta de resolução. Esta resolução reforça o estatuto da União Europeia, enquanto entidade que respeita os direitos fundamentais e a democracia. É preciso condenar o facto de o Regime ASSAD ter negado com brutalidade o direito de as pessoas escolherem em liberdade o destino da sua nação.

4-374-375

Laima Liucija Andrikienė (PPE), *in writing*. – I voted in favour of this very important resolution on the situation in Syria. We, Members of the European Parliament, deplore in the strongest terms the fact that Russia and China have exercised their veto in the UN Security Council to block the draft resolution on Syria, thus voting against the peaceful transition proposal by the Arab League, which was perceived by the Assad regime as a licence to intensify the means of repression on the ground, using heavy weapons and indiscriminate force against unarmed civilians. It is regrettable that once again the EU has missed the opportunity for a more coordinated and effective response by the Member States. Moreover, EU action has not been able to stop the violence or overcome the veto of Russia and China in the UN. I support the idea that EU governments should increase their pressure on Russia and China and regret the fact that this was not possible during the EU-China Summit. We cannot remain calm observers in face of a massacre on this scale, tantamount to a crime against humanity.

4-374-500

Roberta Angelilli (PPE), *per iscritto*. – Da quando a marzo del 2011 le rivolte pacifiche dei manifestanti sono state represses dall'esercito, sono oltre 4 mila i morti e 14 mila i detenuti politici. Non solo, almeno 400 sono i bambini che hanno perso la vita, e circa altri 380 sono stati arrestati arbitrariamente, subendo peraltro percosse fino alla morte. Secondo il rapporto dell'Onu sulla Repubblica araba siriana del 23 novembre 2011, le forze armate siriane sottopongono i bambini a torture fisiche e psicologiche, portandoli anche alla morte, ed a violenze sessuali raccapriccianti, in prima persona o coinvolgendoli indirettamente in qualità di testimoni. La Vice Presidente, è al corrente di tutto questo? Quali misure intende adottare per impedire che bambini innocenti siano oggetto di ulteriori torture e violenze sessuali e per far cessare le violazioni dei diritti umani, del rispetto della dignità umana e dell'integrità della libertà?

4-375-000

Pino Arlacchi (S&D), *in writing*. – I voted in favour of this resolution because I value its aim to express our deepest concern at the gravity of the human rights violations perpetrated by the Syrian authorities. Mass arrests, extrajudicial killings, arbitrary detention, enforced disappearances, torture and ill-treatment of detainees must end.

The first step to be taken by the European Union is to draw up a black list of companies that deliver arms to Syria. All EU actors must fully respect the European Union Code of Conduct on Arms Exports. It is of fundamental importance to repeat that for the international community the Syrian regime has lost all its credibility and legitimacy and that President Bashar al-Assad must step aside immediately, so as allow a peaceful and democratic transition to take place in Syria.

4-376-000

Zoltán Bagó (PPE), *írásban*. – Egyetértettem a szíriai erőszakos cselekmények teljes mértékű elítélésével, és az e cselekmények megszüntetése érdekében történő közös európai fellépés sürgetésével. A Szíriában 2011 márciusa óta tartó civilek elleni erőszakos cselekmények az emberiség minden aspektusát megsértik. Napjainkra az áldozatok száma az ENSZ becslései szerint elérte a 6000 főt, mely napról napra növekszik. Számomra a sok szörnyűség mellett az egyik legfájóbb, hogy az UNICEF jelentése alapján az áldozatok között immár 400 gyermek, illetve fiataikorú is szerepel. Mélyen elítélendő, hogy

bizonyíthatóan további közel 380 fiatal esett immár áldozatul az önkényes bebörtönzésnek, kínzásnak és szexuális bántalmazásnak. Ezek a bűntettek az emberi jogokat és a gyermekek jogait minden aspektusból a lehető legnagyobb mértékben szegik meg, így ez irányban az Európai Unió minél gyorsabb és határozottabb fellépése immár elengedhetetlen. A szíriai helyzet leküzdése érdekében pozitívnak tartom, hogy az Arab Liga egyhangúan elítéli az országban zajló eseményeket, ezért Európának továbbra is egységesen kell megtennie intézkedéseit, mellyel gátat szabhat a további agresszióknak.

4-377-000

Elena Băsescu (PPE), *în scris* . – Am votat în favoarea acestei rezoluții, deoarece UE nu poate asista indiferentă la continuarea violențelor și represiunii brutale din Siria. Angajamentul european a fost ilustrat de măsurile restrictive care au intrat în vigoare la 18 ianuarie 2012, precum și de sancțiunile suplimentare adoptate de Consiliul European din 23 ianuarie 2012. În special, restricțiile suplimentare cu privire la transferul de fonduri și prestarea de servicii financiare sunt de natură a afecta capacitatea regimului sirian de a achiziționa noi echipamente ce ar putea fi folosite în scop represiv. Presiunile internaționale trebuie însă intensificate, pentru a determina regimul sirian să înceteze violențele și să deschidă calea către o tranziție democratică pașnică.

Uniunea Europeană are responsabilitatea de a se investi, în continuare, în obținerea unei poziții coordonate și ferme a comunității internaționale, inclusiv în cadrul ONU. După 11 luni de revoltă, situația umanitară este deosebit de dificilă în multe zone din Siria. În aceste condiții, decizia din ianuarie a Comisiei Europene privind oferirea de asistență umanitară este salutară. Este însă necesar ca ea să fie însoțită de o consolidare a capacităților Misiunii UE la Damasc în materie umanitară. Atrag atenția, în acest context, asupra necesității de a oferi sprijinul necesar și cetățenilor europeni aflați pe teritoriul sirian.

4-377-250

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto* . – La risoluzione condanna fermamente, come già in passato, l'abominevole uso della violenza da parte del regime siriano per reprimere nel sangue la sommossa della popolazione. Condivido l'appello che la nostra assemblea lancia ad Assad di andarsene assieme al suo spietato governo, per lasciare al popolo siriano la possibilità di darsi un futuro diverso, nonostante la preoccupazione che la Siria possa cadere comunque nelle mani di altri feroci personaggi politici. Condanniamo, con questa risoluzione, il veto russo e cinese in sede ONU, veto che ha impedito una soluzione più veloce della crisi siriana, e giustamente si chiede alla Russia, principale fornitore di armi al regime di Assad, di cessare immediatamente la vendita di forniture militari a Damasco. Il mio voto alla risoluzione, ampiamente condivisibile, è favorevole.

4-377-500

Antonio Cancian (PPE), *per iscritto* . – Ho votato a favore della proposta di risoluzione comune sulla situazione in Siria perché condivido le preoccupazioni espresse in merito ai gravi episodi di repressione che da molti mesi si verificano in quel Paese. Le manifestazioni di quanti chiedono riforme per una maggiore democratizzazione della Siria vengono costantemente e brutalmente repressi dalle forze armate, che su ordine del governo reagiscono con torture, uccisioni di massa, bombardamenti di città e villaggi, come riportato dalle relazioni delle Nazioni Unite. Mi unisco all'appello al governo siriano per la cessazione di tutte le violenze a danno dei civili, affinché siano rispettati i diritti umani e le libertà fondamentali da troppo tempo negati. Appoggio inoltre l'invito ad un maggiore impegno

dell'Unione europea in sede internazionale in difesa del popolo siriano oppresso, in modo tale da garantire una posizione comune all'interno dell'assemblea delle Nazioni Unite ed in particolar modo del Consiglio di Sicurezza.

4-377-750

Emer Costello (S&D), *in writing*. – President Bashar al-Assad's regime must immediately end the violence, step aside and allow a peaceful and democratic transition in Syria. The numerous promises of reforms and amnesties by President Bashar al-Assad have never been honoured and the regime has lost all credibility and legitimacy. The systematic killings, violence and torture have dramatically escalated and the Syrian army and security forces have continued to use targeted killings, torture and mass arrests. The UN estimates that the death toll in Syria has exceeded 5 400 during the 11 month-long uprising and at least 69 000 have been detained. I call on the European Council to take a joint decision to recall all ambassadors from Syria and to freeze diplomatic contacts with Syrian ambassadors in EU Member States. I further urge the High Representative Cathy Ashton to reinforce the EU Delegation in Damascus with humanitarian capacity, and to do the same wherever else it is necessary in the region. We must actively support a genuine transition to democracy which meets the legitimate demands of the Syrian people and is based on an inclusive dialogue involving all democratic forces and components of Syrian society.

4-378-250

Arnaud Danjean (PPE), *par écrit*. – Afin de réagir rapidement face à une dégradation sans précédent de la situation en Syrie, j'ai soutenu et participé à l'élaboration de cette résolution. J'ai donc voté en faveur de ce texte qui appelle le régime à mettre fin aux atrocités commises, à soutenir les initiatives entreprises par la Ligue arabe pour sortir de la crise, et à condamner fermement le soutien apporté par la Russie et la Chine au régime syrien.

4-378-125

Mário David (PPE), *por escrito*. – Além da relevância de que se reveste o facto de esta câmara se ter pronunciado a uma só voz e dos reiterados apelos desta resolução, da qual sou um dos primeiros subscritores face a um massacre ignobilmente orquestrado de um povo, considero que toda a comunidade internacional tem que manter uma pressão constante e diária sobre o regime sírio, que deverá passar pela aplicação de novas medidas restritivas. Apesar de ter a perfeita consciência de que uma Síria democrática necessita de um período de transição e de garantias para todas as suas minorias, considero que já estamos atrasados no endurecer da ação da União Europeia e da comunidade internacional. E, como afirmei em plenário, temos que dar um apoio mais concreto à Liga Árabe. Temos de apoiar sem reservas o trabalho do Crescente Vermelho nos seus esforços de atenuação do sofrimento das populações. O Tribunal Penal Internacional tem que encetar de imediato diligências com vista à punição dos responsáveis pelos crimes que estão a ser perpetrados contra a humanidade. E, como forma de pressão sobre os países que têm mantido o apoio a al-Assad, proibir, desde já, as trocas comerciais da UE com todas as empresas russas ou chinesas que tenham relações comerciais com a Síria.

4-378-062

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – Alors que la situation en Syrie ne cesse de s'envenimer, l'Union européenne doit maintenir sa pression envers le président Bachar el-Assad et poursuivre ses efforts en direction de la Russie et de la Chine qui bloquent le

projet de résolution de Conseil de Sécurité. La Russie doit également mettre fin à ses livraisons d'armes au gouvernement syrien. Nous appelons à soutenir toutes les initiatives internationales tant de la Ligue Arabe, que du Comité international de la Croix Rouge. Les États membres doivent exiger de la Syrie qu'elle cesse immédiatement les attaques et la répression intolérables dont sont victimes les populations civiles. Nous ne pouvons pas fermer les yeux devant une telle escalade de violence.

4-378-000

Ioan Enciu (S&D), *in writing*. – Voting in favour of this motion regarding the dreadful situation of Syria represents this Parliament's duty to rapidly, jointly and strongly respond to the Syrian army's massive violation of human rights in the country. My vote in favour of this motion has to be read as my strong personal concern about the killings, tortures and mass arrests in Syria. The European Parliament, with this document, is sending a clear message to Assad's regime to immediately stop the crimes he has been perpetrating, reiterating its call for the regime to step aside in order to allow a peaceful and democratic transition to take place. The motion also deplores the behaviour of Russia and China towards the crisis, calling on their international responsibility as members of the Security Council of the United Nations. As member of the Socialists and Democrats at the European Parliament I want to stress the importance of Russia stopping its supply of weapons to Syria and to call on the European Union to set up a blacklist of companies that continue to deliver arms to the country.

4-378-750

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente este texto por deplorar o veto da Rússia e da China à resolução do Conselho de Segurança da ONU sobre a Síria votando, assim, contra a proposta de transição pacífica avançada pela Liga Árabe. Perante a escalada de violência naquele país, é inaceitável que a Rússia, o principal fornecedor de armamento, continue a exportar armas para a Síria. Catherine Ashton deverá redobrar os esforços diplomáticos para garantir o apoio da China e da Rússia à importante resolução da ONU, para que seja possível acabar com a repressão violenta levada a cabo pelo Governo sírio.

4-378-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Em 15 de dezembro de 2011, afirmei que, não obstante as promessas então feitas por Bashar al-Assad quanto a uma nova Constituição, a eleições livres e à liberdade individual e de associação, a realidade demonstra que, até ao momento, estas não passam de declarações inconsequentes, o que não se pode deixar de lamentar. Os recentes acontecimentos na cidade de Homs comprovam até que ponto o regime sírio é capaz de ir, para assegurar o poder e tornam ainda mais gritante a urgência de uma reação internacional, para pôr cobro àquele tipo de atrocidades e assegurar uma transição consequente para a democracia e o Estado de Direito. Não posso deixar de lamentar o bloqueio a uma ação internacional em sede do Conselho de Segurança das Nações Unidas por parte da Rússia e da China. Esta inação, como os responsáveis máximos pelos direitos humanos naquela organização e múltiplas outras instituições credíveis não cessam de afirmar, acarreta a manutenção deste inaceitável estado de coisas, em que populações inteiras são sacrificadas. A União Europeia deve manter-se firme na condenação do regime sírio e atuante na busca de uma solução política que permita fazer cessar as hostilidades e conduzir à segurança das populações e ao respeito pelos seus direitos.

4-379-500

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – A situação política que se vive na Síria está a escandalizar a comunidade internacional, que assiste de forma impotente a uma carnificina da população síria, que se arrasta há mais de onze meses, tendo provocado um número de mortos superior a cinco mil. Este parlamento não ficou indiferente, tendo, por várias vezes, condenado as repressões sangrentas ordenadas pelo presidente Bashar al-Assad. Todavia, as sanções aprovadas quer pelo PE, quer pela Liga Árabe, quer pelo Conselho de Segurança das Nações Unidas, não têm surtido efeito. De lamentar os vetos da Rússia e da China, que impediram a adoção de medidas mais drásticas contra o regime sírio. A oposição síria precisa de apoio internacional para conseguir mudar o regime, instaurar a democracia e levar a julgamento os responsáveis pelas violações dos direitos humanos. Votei favoravelmente esta proposta de resolução comum, apresentada em substituição das propostas dos grupos ECR, S&D, PPE, Verts/ALE e ALDE, pois, além de condenar o veto da Rússia e da China no CSNU, apela ao fim das atrocidades contra o povo sírio e à criação de um corredor humanitário que permita a ajuda a todos os sírios, que se encontram em situação de grande sofrimento.

4-379-000

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – A ameaça velada de uma agressão militar à Síria vai ganhando contornos progressivamente mais nítidos. As consequências desta opção poderão ser dramáticas e desestabilizar ainda mais a já instável região do Médio Oriente. Estamos perante o mesmo modo de operar que conduziu à agressão militar da NATO à Jugoslávia, ao Iraque, ao Afeganistão e à Líbia, com o acicatar de divisões internas, a interferência de serviços secretos e forças especiais, o financiamento e armamento da *oposição*, com uma campanha de vil manipulação mediática.

Nenhuma dessas intervenções teve consequências positivas para esses povos. Para além dos milhares de mortos e a destruição de importantes infraestruturas, abriram espaço político às forças mais reacionárias e retrógradas desses países. A maioria do Parlamento, com esta resolução, veda o caminho à solução pacífica que se impunha. Alinha pelo desrespeito pela soberania do povo sírio e recusa-se a apoiar o diálogo nacional e os esforços diplomáticos, no quadro da ONU, para travar a escalada da situação interna. Coloca-se do lado das potências da NATO e das monarquias obscurantistas e reacionárias da região, no financiamento e fornecimento de armas aos grupos que têm atacado populações civis, edifícios públicos, raptado e matado civis inocentes.

4-380-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Podľa odhadov OSN viac ako 6000 ľudí vrátane viac ako 400 detí bolo zabitých, mnoho ďalších bolo zranených, tisíce zadržaných vrátane 380 detí a desiatky tisíc ľudí hľadajú útočisko v susedných krajinách alebo boli vnútorne vysídlených od marca roku 2011 v Sýrii v dôsledku represívneho režimu voči domácim obyvateľom. Mestá a obce po celej Sýrii sú obkľúčené a bombardované, prístup k potravinám a základným potrebám je mimoriadne zložitý a veľa Sýrčanov čelí rýchlo sa zhoršujúcej humanitárnej situácii i v dôsledku vysídľovania. Napriek rozsiahlemu medzinárodnému odsúdeniu násilností a porušovania ľudských práv vrátane mučenia a sexuálneho násillia pokračujú zločiny proti ľudskosti namierené voči nenásilným civilistom vrátane detí. Hrozí, že takto vyhrotená situácia v Sýrii povedie až do občianskej vojny. Početné sľuby reforiem a prísľuby udeľovania amnestií prezidenta Basar al-Asada nikdy neboli uvedené do praxe a režim tak stratil všetku dôveryhodnosť.

Navyše narastajú výzvy smerom k prezidentovi, aby zo svojej funkcie odstúpil. Sýria v súčasnosti nepochybne čelí tým najzávažnejším problémom, ktoré volajú po intervencii zo strany kompetentných európskych inštitúcií. Je nevyhnutné, aby Európska únia podnikla razantnejšie kroky v snahe dopomôcť k mierovej politickej transformácii v tejto oblasti.

4-380-500

Nathalie Griesbeck (ALDE), par écrit . – A la mi-mars, cela fera un an que les Syriens descendent quotidiennement dans les rues pour protester contre le régime en place et demander plus de démocratie. Cela fera également un an que Bachar el-Assad accroché au pouvoir et totalement hermétique aux revendications de son peuple, utilise tous les moyens qu'il détient pour écraser les aspirations démocratiques des Syriens. D'après les estimations des Nations unies, plus de 5000 Syriens ont été tués et des dizaines de milliers sont détenus. Pour toutes ces raisons, j'ai voté pour cette résolution qui condamne la répression brutale exercée par la pouvoir Syrien ainsi que le blocage de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur la Syrie opéré par la Russie et la Chine. Nous réaffirmons par ce biais le soutien plein et entier du Parlement européen au peuple syrien et appelons à une solution politique pour que les violences cessent le plus vite possible.

4-381-000

Sylvie Guillaume (S&D), par écrit . – Nous adoptons aujourd'hui notre neuvième texte sur la Syrie. Combien d'autres seront nécessaires afin que la communauté internationale prenne ses responsabilités à l'égard du régime de Bashar al-Assad ? Car l'heure n'est plus aux déclarations d'intention alors que les soulèvements dans la ville de Homs sont durement réprimés par le régime. Nous appelons donc la communauté internationale à adopter des sanctions plus dures afin d'entretenir la pression internationale sur le régime syrien.

Nous appelons également à l'adoption d'actions pour protéger la population syrienne qui est victime d'une répression toujours sanglante et insupportable. Ce n'est que par une mobilisation et une action coordonnée de tous les acteurs concernés que nous pourrions maintenir la pression pour venir à bout du régime d'al-Assad.

4-382-000

Jacky Hénin et Younous Omarjee (GUE/NGL), par écrit . – Nous votons contre cette résolution.

Nous ne pouvons que constater l'impasse grave dans laquelle se trouve la Syrie. Le sort fait à la population syrienne par le régime de Bachar el-Assad et la répression féroce sont terribles. Nous condamnons ce régime et sa politique. Mais il faut trouver une autre voie que celle qui nous est présentée dans cette résolution.

En effet, les paragraphes 15 et 18 s'inscrivent dans la stratégie définie récemment par la Ligue arabe pour l'envoi d'une "force" en Syrie. L'envoi d'une telle force sans l'accord de tous les protagonistes, notamment les autorités syriennes, est impossible sans une intervention militaire.

Or, le gouvernement syrien, comme les démocrates et progressistes dans ce pays, a rejeté cette proposition. En la reprenant avec des formules plus ambiguës, le Parlement européen s'engagerait à appuyer une escalade politico-militaire très dangereuse.

En effet, on en revient à la situation d'il y a quelques semaines, où la France avait déjà proposé des corridors humanitaires et la Turquie une zone d'exclusion aérienne. C'est

toujours la pression pour une intervention militaire, pression implicite et dans un langage qui masque les risques d'une guerre civile totale dans le pays et d'une occupation étrangère.

4-382-500

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Pritariau dokumentui, kadangi dar kartą ragina Basharo al Assado režimą nedelsiant nutraukti smurtinius veiksmus prieš Sirijos gyventojus, iš miestų atitraukti karinius dalinius ir tankus ir išlaisvinti visus sulaikytus protestų dalyvius, politinius kalinius, žmogaus teisių gynėjus, tinklaraštininkus ir žurnalistus, suteikti galimybę tarptautinėms humanitarinėms ir žmogaus teisių organizacijoms bei tarptautinei žiniasklaidai nekliudomai patekti į šalį. Būtina skubiai atlikti nepriklausomą ir skaidrų Sirijos valdžios institucijų ir karinių ir saugumo pajėgų padarytų plataus masto, sistemingų ir sunkių žmogaus teisių ir pagrindinių laisvių pažeidimų tyrimą siekiant užtikrinti, kad tarptautinė bendruomenė patrauktų atsakomybėn visus asmenis, atsakingus už šiuos veiksmus, kurie gali prilygti nusikaltimams žmoniškumui. Šalis turi taikiai ir iš tikrųjų pereiti prie demokratijos, nes tai atitinka Sirijos gyventojų teisėtus lūkesčius ir yra pagrįsta visiems atviru dialogu, apimančiu visas demokratines jėgas ir Sirijos visuomenės dalis, siekiant pradėti gilių demokratinių reformų procesą, kurį vykdant būtų atsižvelgiama į būtinybę užtikrinti nacionalinį susitaikymą.

4-383-000

Tunne Kelam (PPE), *in writing*. – I voted in favour of the resolution on Syria. The EU and the world have to finally rise up to the level of the standards to which they have committed themselves and put an end to the continuing exercise of violence by the Syrian regime against its own people. The continued ignoring by the Syrian Government of the appeals of the international community is bound to have a devastating effect on the human rights situation all over the world. The immediate goal is to stop immediately wide-scale human rights violations including mass arrests, extrajudicial killings, arbitrary detention, enforced disappearances, torture and ill treatment of detainees. The EU has to put more pressure on Russia and China to join the joint UN Security Council resolution without further delay. Any proliferation of arms to Syria from third countries has to be eliminated. It is a disgrace that Russia proclaims its support for a negotiated settlement but at the same time keeps delivering weapons to Syria. Finally, I stress the call made in the resolution for the European Council to recall its ambassadors from Syria and freeze all diplomatic relations with Syria until the conflict is resolved.

4-384-000

David Martin (S&D), *in writing*. – In adopting this resolution, the European Parliament is showing that there is growing unity and strength against the Syrian regime. Bashar al-Assad's leadership is completely discredited both at home and abroad. His proposal to submit a new constitution to a referendum in a nation at war is inconceivable. Those responsible for the continuing systematic killing of civilians and massive human rights violations should be brought to justice and held accountable for their deeds.

4-385-000

Jiří Maštálka (GUE/NGL), *písemně*. – Pokládám za významné, že se EP pokouší zaujmout jednotné stanovisko k současné situaci v Sýrii. I když je ve světě několik míst, kde probíhají krvavé střety, ten v Sýrii přitahuje nejen díky propagandistické kampani největší pozornost, ale též hrozí nejnebezpečnější eskalací. Naše stanovisko k občanské válce v Sýrii musí

vycházet z tragických historických zkušeností našeho světadílu i z evropské humanistické tradice. Musí vycházet z požadavku chránit mír a lidské životy. Za největší překážku na cestě k dosažení tohoto cíle vidím neochotu některých ozbrojených skupin zasednout k jednacímu stolu. Tato neochota vyrůstá z přesvědčení o jejich neodvratném násilném vítězství nad vládou, a to díky očekávané podpoře ze strany NATO. Je velice pravděpodobné, že tyto ozbrojené skupiny v jejich odmítavém postoji k jednání někdo podporuje ze zahraničí. Této skutečnosti odpovídá i výzbroj a mediální podpora povstání. V žádném případě nevystupují jako obhájce stávajícího režimu v Damašku. Jen jsem hluboce přesvědčen, a to i po zkušenostech z Libye, že k míru vede jen cesta kompromisů a reforem. Za zcela nepřijatelné pokládám pokusy měnit režimy ve vybraných státech násilím ze zahraničí. Připomínám elementární pravdu, že Charta OSN je vystavěna na principu suverenity jednotlivých států. Jiný přístup jen zvyšuje chaos v již tak nestálém světě.

4-386-000

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – La situazione in Siria è sempre più grave. Dal marzo 2011, ossia dall'inizio della violenta repressione perpetrata nei confronti dei manifestanti pacifici, si sono drammaticamente intensificate le uccisioni sistematiche, gli atti di violenza e le torture e l'esercito e le forze di sicurezza siriane continuano a reagire con uccisioni mirate, torture e arresti di massa. Secondo stime delle Nazioni Unite, oltre 5000 persone hanno perso la vita. Occorre procedere con indagini immediate, indipendenti e trasparenti su queste diffuse violazioni, per far sì che tutti i responsabili di tali atti siano tenuti a risponderne dinanzi alla comunità internazionale.

4-387-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Ce texte condamne avec la plus grande fermeté la répression brutale du régime de Bachar el-Assad contre le peuple syrien. Il demande la démission immédiate du régime. Il demande l'ouverture des frontières à l'aide humanitaire, aux organisations des droits de l'homme et aux journalistes.

En ce sens, je le soutiens. Mais ce texte demande à Madame Ashton de négocier avec la Turquie, la Ligue arabe et l'opposition syrienne les modalités de mise en place de corridors humanitaires à la frontière syro-turque. Les corridors humanitaires supposent l'envoi de forces militaires pour les protéger. Il est inenvisageable que de telles négociations aient lieu dans un autre cadre que celui de l'ONU.

Ce texte s'affranchit de cette obligation. Des clauses contraignantes prévenant le risque d'escalade militaire doivent être clairement et explicitement garanties. Rien de tel n'est demandé ici. Je vote contre ce texte par méfiance.

4-387-500

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – L'UE doit continuer à faire pression pour que la situation innommable en Syrie cesse. L'UE doit continuer à renforcer les sanctions qu'elle a prises depuis des mois. Il s'agit de lutter contre des crimes contre l'humanité commis tous les jours depuis presque un an à l'égard d'une population qui demande plus de liberté et de démocratie. Il est plus que temps de mettre en place une force de maintien de la paix qui aura notamment pour mission d'assurer l'aide humanitaire. Il est plus que temps de faire pression pour obtenir le départ de Bachar el-Assad, de créer des poches de protection et des corridors humanitaires, d'interdire le territoire syrien à l'aviation syrienne, de protéger et donner notre soutien à l'Armée syrienne libre (ASL). Nous ne pouvons pas être les témoins

voire les complices de ces carnages qui visent indistinctement femmes, hommes et enfants. La Commission européenne a décidé de débloquent une première aide d'urgence de 3 millions d'euros pour soulager les souffrances de la population syrienne. Nous ne pouvons que saluer cette initiative.

4-387-750

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – Brutal repression and army operations against the population have continued in Syria for months. Thousands of Syrian citizens have been killed, wounded, detained or internally displaced, or have fled to Turkey or another neighbouring country. All of this creates a humanitarian crisis in the area and constitutes a threat to regional stability in general. I voted in favour of the resolution.

4-388-000

Claudio Morganti (EFD), *per iscritto*. – Sono oramai troppi mesi che assistiamo impotenti a violenze di ogni sorta in Siria; il regime al potere ha drammaticamente perso buona parte del sostegno all'interno del Paese, e sta reagendo quindi con i metodi tipici di chi si trova alla fine di un'epoca di potere assoluto e che non vuole accettare la realtà dei fatti. In queste situazioni è sempre auspicabile trovare una soluzione politica alla vicenda: è pertanto da condannare il veto posto lo scorso 4 febbraio da Russia e Cina alla proposta di risoluzione del Consiglio di Sicurezza della Nazioni Unite, che andava nella giusta direzione, con la necessaria collaborazione della Lega araba. Il Medio Oriente è da sempre un'area molto critica, e l'instabilità di un Paese può causare ripercussioni negative all'intera regione. Bisogna quindi agire al più presto per cercare di risolvere la situazione: credo che il Parlamento europeo abbia fatto bene oggi ad esprimersi in questi termini, ed è per questo motivo che ho sostenuto la risoluzione comune.

4-388-875

Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE), *in writing*. – In exerting their veto right in the UN Security Council, Russia and China chose to share responsibility with the al-Assad regime for the increasing death toll of civilians and children, for the crimes against humanity and the continuation of violence. (Russia and China voted also against UN Human Rights Council Resolution establishing the mandate of a Special Rapporteur on the situation of human rights in Syria and calling for human rights violations to stop and to be investigated). I do not believe this position gives credits in internal politics; the citizens of Russia must be wondering whether tolerance to the deeds of the al-Assad regime means such measures against opposition are also an option internally. The EU must utilise its dialogues with both China and Russia to persuade them to stand on the side of universal values. (Especially since the EU-Russia strategic and extensive partnership is declared to be built upon common values). The EU High Representative should bring a clear mandate and a united EU position to the meeting of Friends of Syria. Time is scarce, as every day takes the country closer to the vicious circle of violence, revenge, militarisation and humanitarian disaster, threatening the whole region and beyond.

4-388-750

Alfredo Pallone (PPE), *per iscritto*. – La risoluzione approvata dal Parlamento europeo sulla situazione in Siria ci mostra la realtà degli eventi di un paese che a causa delle brame di potere del suo "dittatore" rischia di cadere in una guerra civile vera e propria. Oltre l'UE, che è pronta a richiamare tutti gli ambasciatori accreditati in Siria e a congelare i contatti

diplomatici con gli ambasciatori siriani negli Stati membri, anche il re di Giordania e la Turchia hanno chiesto ad Assad di fare un passo indietro. Mi auguro che l'appello internazionale arrivi anche alla Russia, con la speranza che smetta di vendere armi alla Siria. Russia che insieme alla Cina dovrebbe rinunciare al veto sulla risoluzione presentata dal Consiglio di Sicurezza dell'ONU per sbloccare il dossier siriano.

4-389-000

Γεώργιος Παπανικολάου (PPE), *γραπτώς*. – Το κοινό ψήφισμα του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου σχετικά με την κατάσταση στη Συρία έρχεται ως αποτέλεσμα της κλιμακούμενης και συνεχιζόμενης βίαιης καταστολής των ειρηνικών διαδηλώσεων στην χώρα η οποία επισυμβαίνει εδώ και σχεδόν έναν χρόνο. Οι εκτιμήσεις της UNICEF για 400 παιδιά που έπεσαν θύματα της καταστολής, ο απολογισμός των Ηνωμένων Εθνών ότι ο αριθμός των νεκρών στη Συρία ξεπέρασε τους 5.400 τους τελευταίους έντεκα μήνες που διαρκεί η εξέγερση αλλά και το γεγονός ότι χιλιάδες άλλοι πολίτες έχουν τραυματιστεί και τουλάχιστον 69.000 βρίσκονται υπό κράτηση, δημιουργεί την εικόνα μιας ανθρωπιστικής κρίσης στην χώρα. Είναι σαφές πως η διεθνής κοινότητα έχει ήδη καθυστερήσει πολύ στο να αναλάβει αποτελεσματικές δράσεις εναντίον της συριακής κυβέρνησης, καθώς διαφορετικές προσεγγίσεις και αντίθετες επιδιώξεις την περιορίζουν. Με το ψήφισμα αυτό, το οποίο και υπερψήφισα, το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο λαμβάνει μια ξεκάθαρη θέση.

4-389-500

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução da qual destaco o apoio do Parlamento Europeu à decisão da Comissão Europeia, de 3 de fevereiro de 2012, de prestar assistência humanitária no valor de 3 milhões de euros para minorar o sofrimento da população, tanto na Síria como nos países vizinhos.

4-389-250

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – O Parlamento Europeu tem, ao longo dos últimos meses, chamado insistentemente a atenção para a situação na Síria. Neste momento, estima-se já ter havido mais de 5400 mortos. A cidade de Homs, por seu turno, tem sido continuamente bombardeada, temendo-se que as forças armadas sírias avancem para uma solução final de destruição da cidade. No plano internacional, apesar de a Liga Árabe censurar a conduta das instâncias governativas sírias, o Conselho de Segurança da ONU, por intermédio do veto exercido pela Rússia e pela China, optou por não tomar qualquer posição em face da Síria. Deve, por isso, ser mantida a pressão sobre o poder político sírio para que em breve mude o curso da sua atuação política, de modo a, nalgum momento, mudar derradeiramente o curso dos acontecimentos – votei, por isso, a resolução comum em sentido favorável.

4-390-000

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. The EP cannot remain silent. We should condemn in the strongest terms the escalation of the Syrian regime's violent and brutal attacks against its own people and in particular in the city of Homs, the third-biggest Syrian urban centre, that is suffering from continuous and heavy shelling since the beginning of February. Time has come to urge the Syrian regime to end immediately the killing of civilians, to withdraw the Syrian troops from besieged cities and to release all detained protesters, political prisoners, human rights defenders, bloggers and journalists.

4-391-000

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto* . – Alla luce del continuo deterioramento della situazione in Siria, proseguono gli sforzi dell'UE per aumentare la pressione sul regime di Assad e per cercare di rilanciare l'iniziativa diplomatica, di concerto con la Lega Araba, dopo il veto in Consiglio di Sicurezza. L'UE ha affermato, fin dallo scorso 18 agosto, che Assad ha perso ogni legittimità e deve farsi da parte, una posizione che è stata più volte ribadita da noi deputati al Parlamento europeo.

È stata ampliata in novembre, e poi di nuovo il 23 gennaio dal Consiglio Affari esteri, la lista dei soggetti sottoposti a misure restrittive (che comprende ormai 108 individui e 38 entità), in parallelo alla sospensione dei prestiti BEI alla Siria. Sanzioni nel settore petrolifero e sugli investimenti sono state adottate a settembre e rafforzate il 1° dicembre, a cui si sono aggiunte anche misure attinenti agli equipaggiamenti per le intercettazioni telefoniche e di *Internet*. È attualmente all'esame l'ulteriore estensione del pacchetto sanzionatorio dell'UE, il cui impatto sulla popolazione civile deve essere ridotto al minimo.

Il nostro augurio allora è che tante repressioni portino infine alla riscoperta della democrazia nel paese.

4-392-500

Michèle Striffler (PPE), *par écrit* . – Selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations-Unies, un million et demie de Syriens ont besoin d'une aide internationale pour se nourrir. Les conséquences de la répression affectent les conditions d'existence de près de 3 millions de Syriens. Il y aurait plus de 5400 morts et plus de 15 000 réfugiés, principalement en Turquie. Face à la révolte du peuple syrien, la répression menée par le président syrien Bachar el-Assad continue sans que la communauté internationale ne puisse intervenir car la Russie et la Chine empêchent toute action du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette situation intolérable doit s'arrêter, et je demande à la Haute Représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité de tout mettre en œuvre pour assurer l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, en coopération avec la Russie et la Chine. Ce sont les raisons pour lesquelles j'ai voté en faveur de la résolution sur la situation en Syrie.

4-392-250

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito* . – Considerando lamentável o veto da Rússia e da China à Resolução das Nações Unidas, o que impede assim a transição pacífica defendida pela Liga Árabe e condenando o brutal uso da força contra os manifestantes pacíficos e o recurso sistemático à perseguição dos ativistas pró-democráticos, apoio a resolução do Parlamento Europeu. Espero, assim, que a violência contra o povo sírio termine, contando para o efeito com os esforços também da Liga Árabe.

4-392-000

Γεώργιος Τούσσας (GUE/NGL), *γραπτώς* . – Το ΚΚΕ καταψηφίζει και καταγγέλλει το απαράδεκτο κοινό ψήφισμα του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου για την κατάσταση στην Συρία που αποτελεί ωμή παρέμβαση στις εξελίξεις μίας ανεξάρτητης χώρας. Για μία ακόμη φορά το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο γίνεται προπομπός της ιμπεριαλιστικής βίας προετοιμάζοντας το έδαφος για επέμβαση στην Συρία. Αποτελεί πρόκληση να εμφανίζεται ως υπερασπιστής των λαϊκών ελευθεριών το πολιτικό προσωπικό των μονοπωλίων που στηρίζει το Ισραήλ και αρνείται στον Παλαιστινιακό λαό το δικαίωμα για κυρίαρχο και ανεξάρτητο κράτος, που τσακίζει τα δικαιώματα

των εργαζομένων στα κράτη μέλη της ΕΕ. Με απύθμενο θράσος βαρφίζουν ανθρωπιστική βοήθεια προς τους πρόσφυγες τον εξοπλισμό και την στρατιωτική εκπαίδευση ένοπλων μισθοφόρων, το εμπόριο όπλων που γίνεται στα σύνορα Τουρκίας - Συρίας. Καλλιεργούν πολεμικό κλίμα για να δικαιολογήσουν ανοικτή ιμπεριαλιστική επέμβαση στην περιοχή από ΕΕ, ΝΑΤΟ και ΗΠΑ. Χρησιμοποιούν τον ίδιο τρόπο όπως και στη Λιβύη όπου το Ευρωκοινοβούλιο με την απαίτηση επιβολής ζώνης απαγόρευσης πτήσεων άνοιξε τον δρόμο για την ιμπεριαλιστική επέμβαση και τον πόλεμο ενάντια στο Λιβυκό λαό. Ο Συριακός λαός και οι λαοί της περιοχής είναι οι μόνοι που έχουν το δικαίωμα να λύσουν τα εσωτερικά πολιτικά προβλήματα της χώρας τους και να αποφασίσουν για τις τύχες τους, με την πάλη τους ενάντια στην καπιταλιστική εκμετάλλευση, ανατρέποντας τις ιμπεριαλιστικές μηχανορραφίες και επεμβάσεις.

4-393-000

Angelika Werthmann (NI), *in writing*. – This joint motion for a resolution is proposed by the major political groups; they harshly judge the Assad regime and what it is doing to the civil society; the resolution calls on the president to abandon power and allow a smooth transition; the text also talks about the EU code of conduct with regard to arms sales, recalling that all exports to this country are banned; finally, the groups take advantage of the resolution to congratulate the High Representative for promoting the creation of a contact group of countries – where Turkey is included – that will help democracy to arrive in Syria.

4-393-500

Zbigniew Ziobro (EFD), *na piśmie*. – Stanowczo sprzeciwiam się wszelkim atakom na cywilów. Sytuacja w Syrii nie jest jednak tak jednoznaczna, jak się wydaje, jest ona ściśle powiązana z wydarzeniami rozgrywającymi się w całym regionie. To nie tylko kolejna odsłona arabskich rewolucji, to również walka o wpływy pomiędzy Zachodem a tandemem rosyjsko-irańskim. Dlatego bez zgody tych państw nie da się odsunąć od władzy prezydenta Assada. Dobitym przykładem było ostatnie spotkanie Rady Bezpieczeństwa ONZ. Należy też pamiętać, że sytuacja w Syrii nie jest tak jednoznaczna, jak podają niektóre źródła. Prezydent wciąż posiada znaczne poparcie, szczególnie w dużych miastach, murem stoją za nim alawici oraz wspólnoty chrześcijańskie stanowiące ponad 30% społeczeństwa.

Przez wszystkie lata władze w Damaszku łagodziły konflikty religijne, między innymi zakazując istnienia Bractwa Muzułmańskiego. Dziś w opuszczonych przez armię dzielnicach Homsu i Idlib trwają starcia pomiędzy alawiatami a sunitami. Dlatego należy przypuszczać, że po upadku Assada dojdzie do eskalacji waśni na tle religijnym. Nie widać również bliższego związku między Syryjską Radą Narodową rezydującą w Stambule a demonstrantami ginącymi na ulicach Homsu. Niemniej Unia powinna stanowczo potępić mordowanie nieuzbrojonych cywilów, w tym dzieci, które stanowią ponad 10% ofiar tego konfliktu. Powinniśmy wymóc na Assadzie, aby zorganizował korytarze humanitarne i pozwolił wyjść z obleganych miast ludności cywilnej, co znacznie zmniejszyłoby straty spowodowane walkami.

4-394-000

Projekt rezolucji B7-0071/2012

4-394-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo a presente proposta de resolução, salientando a importância de os Estados-Membros da União Europeia manterem posições

comuns em assuntos-chave que serão discutidos no Conselho dos Direitos Humanos das Nações Unidas, nomeadamente sobre a liberdade de expressão na internet, os direitos das crianças, a tortura e as detenções arbitrárias na Síria, Líbia, República Popular Democrática da Coreia, Birmânia/Mianmar, Irão e Costa do Marfim. Saliento a importância dos Estados-Membros acertarem posições em mini-conselhos de política externa, de modo a garantir sempre um ponto de vista único da União Europeia na esfera internacional. Considero que a credibilidade da União Europeia depende da sua capacidade de falar a uma só voz. Para além desta questão tática, há sobretudo que enaltecer a questão dos princípios subjacente a estas discussões: a dignidade humana e os direitos humanos devem estar sempre acima de tudo e devem guiar o posicionamento da UE na política internacional.

4-394-375

Laima Liucija Andrikienė (PPE), *in writing*. – I voted in favour of the resolution on Parliament's position on the 19th Session of the UN Human Rights Council. The UNHRC is a specific forum dealing with human rights within the UN system and is entrusted with the important task of strengthening the promotion, protection and respect of human rights around the globe. We, Members of the European Parliament, welcome the designation of Burma/Myanmar, the Democratic People's Republic of Korea (DPRK), Syria, Libya and Iran as key issues, as those issues are also priorities of the EU. We also reiterate once more the call to EU Member States to actively oppose any attempt to undermine the concept of universality, indivisibility and interdependence of human rights. We also condemn in the strongest terms the widespread brutal repression and systematic violations of human rights by the Syrian regime against its population, including children, and call on the Syrian authorities to bring an immediate end to violence and to comply with their obligations under international human rights law in order to allow a peaceful and democratic transition. In this regard, the decision to establish the mandate of Special Rapporteur on the situation of human rights in Syria is highly welcomed.

4-394-500

Roberta Angelilli (PPE), *per iscritto*. – L'Unione europea non può restare inerme di fronte alle violazioni dei diritti umani e delle libertà civili che avvengono nei paesi di recente emancipazione democratica. L'Unione promuove il rispetto dei diritti fondamentali e della democrazia nel mondo, ed è legalmente vincolata al loro rispetto dalla Carta dei Diritti Fondamentali della UE. Di conseguenza deve operare per far sì che la tutela di tali diritti sia una priorità nelle attività delle Nazioni Unite e perciò fornire pieno sostegno alle azioni intraprese in tale ambito. Mi compiaccio del lavoro del Consiglio delle Nazioni Unite sui Diritti Umani e mi auguro che la prossima riunione dello stesso si concluda con ulteriori progressi in questo ambito. Mi auguro soprattutto che il blocco creatosi all'interno del Consiglio di Sicurezza riguardo la situazione in Siria venga presto superato. Sono in corso delle violazioni dei diritti umani inaccettabili e la comunità internazionale non può restare in silenzio. Migliaia sono i prigionieri che ogni giorno subiscono torture e violenze sessuali, compresi circa 400 bambini. Non possiamo permettere che simili violenze sussistano o si ripetano.

4-395-000

Pino Arlacchi (S&D), *in writing*. – I voted for this resolution because it stresses Parliament's strong support for the EU's active participation in the work of the UN Human Rights Council and the importance of holding common positions on the key issues that

will be discussed during the 19th session of the Council. It is fundamental to underline that, with regard to human rights issues, all international actors must work for the elimination of double standards and for the avoidance of selectivity and politicisation.

For these reasons, with this resolution we express our concerns regarding the persistence of the practice of 'bloc politics' which continue to affect the selection of the countries receiving the UNHRC's attention. This practice indeed is having a negative impact on its authority and credibility.

In view of this I also believe in the necessity, for the EU and its Member States, to ensure that human rights are fully respected in internal policies, in order to increase consistency between internal and external policies and to enhance their moral authority on the international scene.

4-396-000

Zoltán Bagó (PPE), *írásban* . – Az Európai Unió az emberi jogokat egyetemes és oszthatatlan jogoknak tekinti, érvényesülésük és védelmük érdekében tevékenyen fellép határain belül éppúgy, mint harmadik országokkal fennálló kapcsolataiban. Az emberi jogokat az Unió részletes jogszabályokba foglalta, amit elismerek és támogatok. Ezért szavaztam meg az állásfoglalási indítványt. Az Európai Unió külügyi főképviselője 2011. decemberben járt Parlamentünkben, és bemutatta azon nyilatkozatát, amely az emberi jogokat és a demokráciát helyezte az EU külpolitikai tevékenységének szívébe. Ehhez kapcsolódóan hívom fel a figyelmet jelen dokumentum azon pontjára is, melyben hangsúlyt kap az Unió aktív részvétele az ENSZ Emberi Jogi Tanácsának (UNHCR) munkájában. Sajnálom, hogy külügyi főképviselő asszony nem fog részt venni a következő ülésen. A problematikus emberi jogi helyzetű országok közül különösen ismert számomra a Kongói Demokratikus Köztársaság. A 2011. novemberi választási megfigyeléseken szerzett személyes tapasztalataim alapján elengedhetetlennek tartom a független emberi jogi szakértő jelenlétét az országban.

4-397-000

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu* . – Balsavau dėl šios rezoliucijos, nes ja Europos Parlamentas išreiškė savo poziciją dėl Jungtinių Tautų Žmogaus teisių tarybos vyksiančios sesijos ir klausimų, kuriuos planuojama joje aptarti. Europos Parlamentas pritarė tam, kad prioritetinės diskusijos yra numatytos dėl situacijos Birmoje, Šiaurės Korėjoje, Sirijoje, Libijoje bei Irane. Parlamentas taip pat teigiamai įvertino tai, kad yra planuojamos viešosios diskusijos dėl žmogaus teisių integravimo, žodžio laisvės internete, religijos ar įsitikinimų ir sąžinės laisvės, diskriminacijos bei smurto dėl lytinės orientacijos ir lytinės tapatybės, žmogaus teisių ir ŽIV / AIDS, mažumų teisių deklaracijos, taip pat, kad yra planuojami išplėstiniai posėdžiai vaiko teisių, kankinimų, žmogaus teisių ir kovos su terorizmu, dingimo ir savavališko sulaikymo klausimais.

4-397-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito* . – Os direitos humanos fazem parte do património comum do Ocidente mas extravasaram há muito este âmbito para se afirmarem como tendencialmente universais e passíveis de serem invocados em todas as latitudes. Anda, por isso, bem a União Europeia ao colocá-los no centro da sua ação externa e, especificamente, o Parlamento Europeu ao envolver-se diretamente nos mais importantes fóruns a ele respeitantes. Faço votos que, na 19.ª sessão do Conselho dos Direitos do

Homem da ONU, a União esteja à altura da sua história e contribua para afirmar a agenda destes direitos no contexto global. Desejaria, ainda assim, que coletivamente pudéssemos moderar o ímpeto generoso de qualificar como *humano* ou *fundamental* todo e qualquer direito, sob pena de retirarmos dignidade e importância àqueles que o são efetivamente. Estou em crer que uma hipertrofia nestas categorias de direitos não contribui para a sua afirmação, antes arrisca banalizá-la.

4-397-750

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – A proposta de resolução em apreço, apresentada nos termos do n.º 2 do artigo 110.º do Regimento e na sequência de uma declaração da Vice-Presidente da Comissão/Alta Representante da União para os Negócios Estrangeiros e a Política de Segurança da União Europeia (UE), Catherine Ashton, debruça-se sobre a posição que o Parlamento Europeu (PE) deve assumir na 19.ª sessão do Conselho dos Direitos do Homem das Nações Unidas (CDHNU). O respeito pelos Direitos do Homem é uma das questões mais pertinentes debatidas no PE, estando, neste momento, a proceder a uma revisão da sua posição sobre os mesmos. Em todas as suas propostas de acordos ou parcerias com países terceiros, esta questão deve ser exigida como condição *sine qua non* para a concretização dos apoios preconizados. Votei favoravelmente esta proposta de resolução, uma vez que espelha a preocupação do PE nesta matéria, apontando os temas relevantes a serem tratados na 19.ª sessão do CDHNU, a situação política que se vive em alguns países da chamada *Primavera Árabe* e noutros onde os direitos fundamentais do Homem não são respeitados. Por último, gostaria de me congratular com a presença de uma delegação do PE na 19.ª sessão do CDHNU portadora das nossas preocupações.

4-398-000

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Esta resolução apoia as prioridades da União Europeia para a 19ª Sessão do CDHNU. A agenda hipócrita da UE em matéria de direitos humanos não é novidade; aponta-se o dedo aos países onde a UE tem um interesse de dominação económica, geoestratégica, política ou diplomática, deixando de lado os *amigos* ou violações de Direitos Humanos dentro das suas próprias fronteiras. E muito há a dizer sobre essas violações na e/ou da UE. Pronunciam-se hipocritamente a favor da *indivisibilidade* e *universalidade* dos Direitos Humanos, mas revelam uma conceção restritiva dos mesmos, promovendo sórdidos planos FMI-UE que os põem em causa, impondo um inaudito retrocesso social, comprometendo o seu direito à soberania e ao desenvolvimento dos povos. Notória é igualmente a falta de referências claras – e em alguns casos de qualquer referência – à violação sistemática de Direitos Humanos levada a cabo pelos EUA, na base ilegal de Guantánamo, às matanças de milhares de civis pela NATO no Afeganistão, no Paquistão e na Líbia, à ocupação e violação dos direitos do povo do Sara Ocidental, ou à manutenção da política de apartheid de Israel sobre o povo palestino e a manutenção do bloqueio a Gaza, entre muitos outros exemplos.

4-399-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Rešpektovanie, presadzovanie a ochrana univerzálnej platnosti ľudských práv je jedným zo základných kameňov európskej jednoty a integrity. EÚ a členské štáty by mali zaručiť rešpektovanie ľudských práv vo vlastných politikách, aby sa upevnila súdržnosť medzi vnútornými a vonkajšími politikami, a tým sa zlepšila dôveryhodnosť EÚ a UNHRC. Potešiteľnou je preto skutočnosť, že do programu 19. riadneho zasadnutia patria okrem iného diskusie o začleňovaní otázky ľudských práv, slobode prejavu na internete, slobode náboženstva alebo viery a svedomia, diskriminácii

a násilí na základe sexuálnej orientácie a rodovej identity, ľudských právach a HIV/AIDS a deklarácii o právach menších, ako aj obsiahle schôdze týkajúce sa práv dieťaťa, mučenia, ľudských práv a boja proti terorizmu, zmiznutí a svojvoľného zadržovania. Som presvedčená, že je nevyhnutné, aby členské štáty EÚ podporovali UNHRC v tom, aby sa rovnako zaoberala otázkou diskriminácie každého druhu vrátane rodovej diskriminácie, diskriminácie na základe rasového pôvodu, veku, sexuálnej orientácie a náboženstva alebo viery.

Je potrebné, aby sa členské štáty aktívne podieľali na diskusii o predkladaných správach okrem iného o situácii v oblasti ľudských práv v KĽDR, Iráne a Barme/Mjanmarsku, ako aj o mučení a inom krutom, neľudskom alebo ponižujúcom zaobchádzaní alebo trestaní, o situácii ochrancov ľudských práv a o slobode náboženstva alebo viery.

4-400-000

Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (S&D), *in writing*. – The work of the UN Human Rights Council is of great importance to monitoring and protecting human rights globally, and holding violators to international accountability. The 19th session of the Human Rights Council will be of great importance against the background of the urgent human rights situation in Syria, Iran and Tibet. While I remain hopeful that these urgent issues, among others, will meet with concrete solutions at the upcoming session, I must also express my concern at some key issues concerning the work and structure of the Council. The first is the ongoing practice of 'bloc politics', which affects the selection of countries and situations receiving attention in the Council. The second relates to the Council's membership criteria that allow countries which violate human rights to criticise human rights violations. The EU's engagement with the Council is essential for promoting respect for human rights, and thus I welcome our participation in the regular work of the Council and at special sessions. Our involvement allows us to express our concerns, strengthen the Council's credibility and influence the decisions taken, to the benefit of human rights. This current resolution illustrates our key messages and concerns, with reference to the upcoming session, and therefore I voted in favour of it.

4-400-500

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Pritariau dokumentui, kadangi pagarba žmogaus teisių visuotinumui, jo skatinimas ir išsaugojimas yra ES etinio ir teisinio *acquis* dalis ir vienas iš Europos bendrumo ir vientisumo ramsčių. Vykstanti ES žmogaus teisių politikos peržiūra turėtų prisidėti prie to, kad ES išorės politika būtų aktyvesnė, nuoseklesnė ir veiksmingesnė jėga pasaulyje. ES ir jos valstybės narės turėtų užtikrinti pagarbą žmogaus teisėms savo pačių politikoje, siekiant didinti vidaus ir išorės politikos nuoseklumą, ir taip didinti ES patikimumą JTŽTT. Visi tarptautiniai veikėjai turi dėti pastangas, kad panaikintų dvigubus standartus ir užkirstų kelią selektyvumui ir politizavimui svarstant žmogaus teisių klausimus. JTŽTT yra unikalus, ypatingą dėmesį visuotinėms žmogaus teisėms skiriantis organas ir specialusis JT sistemos forumas, kuriame sprendžiami žmogaus teisių klausimai. Jai pavestas svarbus uždavinys stiprinti žmogaus teisių skatinimą, apsaugą ir pagarbą joms visame pasaulyje.

4-401-000

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this resolution, in which the European Parliament reiterates once more its call on EU Member States to further lead by example in supporting the universality of the work of the Human Rights Council, notably in ratifying

all international human rights instruments which it has established. It regrets in particular that no EU Member State has ratified the Convention on the Protection of the Rights of all Migrant Workers and Members of their Families, that several Member States have not yet adopted and/or ratified the Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance and that only one Member State has ratified the Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, and reiterates its call to all EU Member States to ratify these.

4-402-000

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – Il rispetto, la promozione e la salvaguardia dell'universalità dei diritti umani sono parte integrante dell'acquis etico e giuridico dell'Unione europea e costituiscono una delle pietre angolari dell'unità e dell'integrità europee. Per questo il riesame in atto della politica dell'UE in materia di diritti umani dovrebbe contribuire a fare della sua politica estera una forza più attiva, coerente ed efficace nel mondo. In quest'ottica concordo con le priorità dell'UE per la 19a sessione del Consiglio per i diritti umani. Il mio voto è favorevole.

4-402-250

Willy Meyer (GUE/NGL), *por escrito*. – Considero que el CDHNU es una plataforma única especializada en los derechos humanos universales y que constituye un foro dedicado específicamente a los derechos humanos dentro del sistema de las Naciones Unidas; considero también que asume la importante tarea de reforzar la promoción, la protección y el respeto de los derechos humanos en todo el mundo. Pero no puedo compartir la crítica que se hace a Rusia y China por su veto en Naciones Unidas, al entender que este veto lo han aplicado precisamente para evitar una guerra como la de Libia. Tampoco estoy de acuerdo con el concepto de responsabilidad de proteger, porque bajo este argumento se pueden justificar intervenciones militares como la de Libia. Por ese motivo he optado por la abstención.

4-402-500

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – It is important to find more common positions on key issues that will be discussed during the 19th session, notably freedom of expression on the Internet, rights of the child, torture, disappearance and arbitrary detention, as well as countries' situations: notably Syria, Libya, Burma/Myanmar and Iran. I think it will be useful to speak with one voice as it will raise the visibility and influence of the EU as a global actor. I am in favour.

4-402-750

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Gerade auf dem Gebiet der Menschenrechte und aller damit zusammenhängenden Materien ist eine Koordinierung, vor allem mit den Vereinten Nationen, außerordentlich wichtig. Die außenpolitischen Bemühungen der EU sollten natürlich in diese Richtung gehen. Die gemeinsame Arbeit mit dem UNHRC, wie zum Beispiel das Einbringen von gemeinsamen Anträgen und Erklärungen, sollten in Zukunft wichtige Pfeiler der europäischen Außenpolitik sein. Leider muss dennoch gesagt werden, dass dieser Entschließungsantrag in vielen Punkten ungenau und schwammig formuliert ist. Es ist an manchen Stellen keine eindeutige Linie oder Position erkennbar. Grundsätzlich ist jeder Vorstoß, der in Richtung einer Verbesserung der Menschenrechte geht zu begrüßen,

aber es müssen konkrete Maßnahmen und Ideen beschlossen werden. Deshalb habe ich mich meiner Stimme enthalten.

4-402-875

Rolandas Paksas (EFD), *raštu*. – Manau, kad JTŽTT 19-oje sesijoje ypatingas dėmesys turėtų būti skiriamas žmogaus teisių pažeidimams Arabų pavasario šalyse bei visų rūšių diskriminacijai. Be to, sesijos metu turėtų būti plačiai svarstomi klausimai, susiję su sistemingu ir nuolatinu smurtu prieš krikščionis Egipte ir Indonezijoje.

Atkreiptinas dėmesys į tai, kad siekiant išlaikyti stiprų ES vaidmenį tarptautiniuose forumuose, nagrinėjančiuose žmogaus teisių klausimus, labai svarbu, kad valstybės narės užtikrintų pagarbą žmogaus teisėms savo vidaus ir užsienio politikoje. Tokiu būdu būtų išvengta dvigubų standartų taikymo, taip pat būtų didinamas vidaus ir išorės politikos nuoseklumas, stiprinamas moralinis autoritetas tarptautinėje arenoje.

4-402-937

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução, por me congratular igualmente com a crescente integração dos direitos humanos nas atividades das Nações Unidas.

4-402-968

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – A 19.^a sessão do Conselho dos Direitos do Homem das Nações Unidas tem, como questões fundamentais, a Birmânia/Myanmar, a República Popular Democrática da Coreia, a Síria, a Líbia e o Irão. Como logo por aqui se vê, a proteção dos direitos do homem mantém, ainda hoje, a maior pertinência: por um lado, persistem velhos conflitos; por outro, há novas dificuldades que vão surgindo – situações que vão ameaçando, um pouco por todo o globo, a dignidade da pessoa, sobre as quais o Parlamento Europeu se tem, ao longo de várias sessões, pronunciado. Nestas sessões, internas, trata-se de fazer valer a leitura fundamental do espaço europeu sobre a cena política internacional, em particular sobre a proteção dos direitos da pessoa: é o que a Resolução comum procura sintetizar, oferecendo as principais posições do Parlamento Europeu sobre as principais questões que, hoje, bulem com a tutela da pessoa, tendo em vista a 19.^a Sessão do Conselho dos Direitos do Homem da ONU. Sendo este o escopo da Resolução, votei em sentido favorável.

4-403-000

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. We welcome the increased mainstreaming of human rights in the work of the UN, as evidenced by, for example, the considerable increase in appearances before the Security Council of the Office of the High Commissioner for Human Rights – including by its very ably led representation at Assistant Secretary-General level in New York – or by the organisation of a yearly panel discussion by the UNHRC to interact with the heads of governing bodies and secretariats of the UN agencies and funds, as mandated by the outcome of the review process. We also strongly encourage the UNSC member states to request on a more regular basis briefings by the HRC, with a view to effectively addressing human rights violations that are at the root of numerous conflicts addressed by the UNSC.

4-404-000

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. – Garante, depuis plusieurs décennies, des droits fondamentaux de ses citoyens, l'Union européenne doit capitaliser sur son expérience et continuer d'élargir son combat au reste du monde. Pour cela, il lui faut assumer son rôle d'acteur global et empoigner d'une seule main les possibilités offertes par les organisations multilatérales. Dans le domaine des droits de l'homme, l'adoption de normes standards contraignantes est la clé d'une progression rapide et d'une amélioration concrète sur le terrain. Or, les instances internationales ne parviennent pas toujours ni suffisamment rapidement à s'accorder sur les procédures. Il est dès lors impératif que l'Union européenne et ses Etats membres réunissent leurs efforts au profit d'une plateforme intergouvernementale spécialisée : le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Cette institution, qui se réunira pour la 19^{ème} fois du 27 février au 23 mars prochain, partage notre vision universelle des droits l'homme et porte à l'ordre du jour des dossiers prioritaires tels que la situation actuelle des droits humains en Syrie. Par l'adoption de cette résolution, le Parlement européen témoigne de l'intérêt qu'il porte aux travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unie et de sa volonté d'engager une coopération consolidée avec cette institution.

4-405-000

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – Durante la 19^a assemblea del Consiglio per i diritti dell'uomo a Ginevra, sono state rivolte accuse dirette al Presidente siriano Bashar Al-Assad.

L'Alto Commissario ONU per i diritti umani, Navi Pillay, ha parlato chiaramente di attacchi indiscriminati contro la popolazione civile. Si è detta particolarmente colpita dal perdurare della carneficina a Homs. Dal 3 febbraio scorso, in un continuo crescendo di attacchi, il governo ha impiegato carri armati, colpi di mortaio, razzi e artiglieria per colpire la città di Homs. Secondo Pillay, la repressione in Siria – costata ormai più di 5.400 vite umane – è fuori controllo e da due mesi il numero delle vittime non è più verificabile.

Siccome intendiamo intensificare la pressione diplomatica sul regime e contro la campagna di violenza di Assad, non mi stupirei se si decidessero inasprimenti delle sanzioni mirate e, magari, proprio l'occasione di questo Consiglio per i diritti umani potrebbe portare la comunità internazionale unita a condannare le azioni del regime di Assad.

Concludo, sottolineando come nella relazione esaminata stamani non ci sia alcun riferimento al regime di Assad.

4-405-500

Michèle Striffler (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la résolution sur la dix-neuvième session du Conseil des droits de l'homme car je me félicite de l'intégration accrue des droits de l'homme dans les travaux des Nations Unies, comme en témoignent les interventions de plus en plus nombreuses du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme auprès du Conseil de sécurité. La question du respect des Droits de l'Homme ne doit pas être subordonnée à des considérations politiques ou commerciales, mais doit être considérée comme un élément central de la politique étrangère de l'Union Européenne. Je tiens également à souligner que j'ai voté en faveur du maintien au sein de ce texte de la référence à l'application tangible et durable de la résolution du Haut Commissariat des Nations Unies sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

4-405-750

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – Os direitos humanos são uma questão basilar do acervo da União Europeia, que deve reger a sua política externa, em consonância com a política interna e externa dos próprios Estados-Membros. As relações da UE com países terceiros devem incorporar estes valores através do exemplo e da sua influência no mundo. Em caso de violação dos mesmos, a UE deve, conjuntamente com as organizações internacionais e os países, pedir a reposição e a salvaguarda dos mesmos. A 19ª sessão do Conselho dos Direitos Humanos (CDHNU) da ONU, agência especializada para o debate destas questões, deve enaltecer a salvaguarda dos direitos essenciais ao Homem, através da sua proteção e respeito no mundo inteiro. Considero que é extremamente importante que a UE continue a assistir financeiramente e a dar apoio técnico a este CDHNU, a par das ajudas dos próprios Estados-Membros. Muitos são os casos de violação de direitos humanos que poderíamos analisar, desde o Sudão, passando pela Somália, os países da Primavera Árabe, e mesmo os países europeus, onde se reportam violações graves aos direitos de expressão e liberdade sexual. Penso, contudo, que é nosso dever mostrar uma comunidade internacional forte contra qualquer tipo de agressão à dignidade humana.

4-405-875

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *în scris*. – Am votat pentru Rezoluția referitoare la poziția Parlamentului privind cea de a 19-a sesiune a Consiliului ONU pentru Drepturile Omului, întrucât respectarea, promovarea și garantarea universalității drepturilor omului fac parte integrantă din *acquis*-ul Uniunii și reprezintă una dintre pietrele de temelie ale unității și integrității europene. Parlamentul face apel la statele membre să se opună în mod activ oricărei tentative de subminare a universalității, indivizibilității și interdependenței drepturilor omului și să încurajeze activ Înaltul Comisariat al Națiunilor Unite pentru Refugiați (UNHCR) să acorde o atenție la fel de mare combaterii oricărui tip de discriminare bazată pe gen, rasă, vârstă, orientare sexuală și religie sau credință.

Salutăm înscrierea pe agenda celei de a 19-a sesiuni ordinare a Consiliului ONU pentru Drepturile Omului a unor discuții tematice dedicate drepturilor copilului, libertății de exprimare pe internet, libertății religioase, de credință și conștiință, combaterii discriminării și violenței pe motive de orientare sexuală și identitate de gen, drepturilor omului și HIV/SIDA, drepturilor omului și combaterii terorismului, precum și declarației drepturilor minorităților. Uniunea și statele membre trebuie să garanteze respectul pentru drepturile omului în toate politicile proprii, precum și în acordurile internaționale pentru a mări coerența dintre politicile sale interne și cele externe, crescând astfel credibilitatea UE în cadrul UNHRC.

4-406-000

Viktor Uspaskich (ALDE), *raštu*. – Artėjant kitam JT Žmogaus teisių tarybos posėdžiui, aišku viena – ES turi užtikrinti pagarbą žmogaus teisėms savo politikoje, norėdama sustiprinti ir padaryti ES poziciją patikimą JT Žmogaus teisių taryboje. Europos reputacija buvo stipriai apgadinta ir greitai taps nebepataisoma. Tai juntama ne tik Europos viduje, bet ir tarp kitų JT Žmogaus teisių tarybos narių. Praėjusį mėnesį publikuota metinė „Human Rights Watch“ ataskaita priminė, jog ES ir jos valstybėms narėms būtina padaryti galą dvigubų standartų erai. Ataskaitoje detalai apibūdinama, kaip ES vyriausybės, įskaitant Lietuvą, pademonstravo nenorą kovoti su žmogaus teisių pažeidimais savo šalyse. Leiskite man pacituoti: „Liūdna tiesa ta, kad ES vyriausybės per dažnai nustumia į šoną teises namuose, kai joms jos pasirodo neparankios, ypatingai pažeidžiamų mažumų, ir atmeta

kritiką dėl piktnaudžiavimo“. Tai pasakytina apie Lietuvą, kuri sausio mėnesį publikuotame „Democracy Index“ apibūdinta kaip „demokratija su trūkumais“. Aš tikiuosi, kad kitame JT Žmogaus teisių tarybos posėdyje žmogaus teisių padėtis bus įvertinta sąžiningai ir objektyviai.

4-407-000

Angelika Werthmann (NI), *in writing*. – I welcome the establishment of the mandate of a special rapporteur for human rights in Syria and support the idea of a resolution on human rights in Bahrain. Furthermore, it is indispensable to closely monitor the human rights situation in Western Sahara. Last but not least I absolutely condemn every form of death penalty. Therefore, I agree to the motion for a resolution on the statement by the Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy.

4-407-500

Zbigniew Ziobro (EFD), *na piśmie*. – Głosowałem za rezolucją opisującą stanowisko PE na 19. sesję Rady Praw Człowieka ONZ. Uważam, że Parlament Europejski, opierając się na swoich chrześcijańskich korzeniach oraz tragicznej historii XX Europy niszczonej ogniem totalitaryzmów, ma moralny obowiązek zwracać szczególną uwagę na przypadki łamania praw człowieka. Popieram zapisy mówiące o prawach człowieka w czasie Arabskiej wiosny - niemniej nie wspomniano w nich o tragicznej sytuacji chrześcijan. Należy pamiętać i głośno mówić o tym, że to właśnie wyznawcy Jezusa Chrystusa są dziś najbardziej prześladowaną religią na Bliskim Wschodzie i w Północnej Afryce. Należy pamiętać, że tuż po obaleniu prezydenta Mubaraka doszło do wielokrotnych ataków na kościoły koptyjskie w Aleksandrii czy Nag Hamadi.

Niewiele mówi się również o sytuacji chrześcijan w Nigerii, którzy stali się celem zorganizowanych polowań ze strony ludności muzułmańskiej. Uważam, że naszym obowiązkiem jest wspieranie naszych braci w wierze nie tylko modlitwą, ale również dobrym słowem i realnymi czynami. Dlatego mam nadzieję, że temat coraz częstszych ataków na tle religijnym zostanie poruszony w czasie sesji Rady Praw Człowieka ONZ.

4-408-000

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Esta resolução traduz o apoio da maioria do PE às prioridades da agenda hipócrita da UE para a 19.ª Sessão do CDHNU. Não é novidade: trata-se de uma posição política recorrente de quem quer apontar o dedo aos países onde a UE tem um interesse de domínio económico, geoestratégico, político ou diplomático, deixando de lado os amigos ou violações próprias dos direitos humanos. E muito há a dizer sobre essas violações na e/ou da UE. Pronunciam-se hipocritamente a favor da *indivisibilidade* e *universalidade* dos direitos humanos, mas têm apoiado as exigências cruéis da UE, do FMI e dos governos nacionais de países como Portugal ou a Grécia aos seus povos, impondo um retrocesso no plano do direito ao trabalho e dos direitos dos trabalhadores, do direito à saúde, à educação e à habitação, comprometendo o seu direito à soberania e ao desenvolvimento. Hipócrita é igualmente a falta de referências claras - e em alguns casos de qualquer referência - à violação sistemática de direitos humanos levada a cabo pelos EUA na base ilegal de Guantanamo (Cuba), às matanças de milhares de civis pela NATO no Afeganistão, no Paquistão e na Líbia, à ocupação e violação dos direitos do povo do Sara Ocidental, ou à manutenção do bloqueio a Gaza.

4-409-000

Projekt rezolucji B7-0062/2012

4-409-250

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo a presente proposta de resolução. É importante evitar a discriminação negativa de pessoas com deficiência e, tendo em conta que cerca de 95 % das obras publicadas nunca são convertidas em *formatos acessíveis*, como a escrita em Braille, a impressão de caracteres de grande dimensão ou em registo áudio, podemos claramente afirmar que são dados que nos indicam que há trabalho a fazer na Europa neste domínio. Entendo que, deste modo, a Comissão Europeia e o Conselho adotem medidas rápidas de modo a apoiarem o Tratado da OMPJ juridicamente vinculativo no que se refere aos direitos de autor aplicáveis a livros e a outros produtos impressos destinados a pessoas cegas ou com deficiência visual.

4-409-500

Roberta Angelilli (PPE), *per iscritto*. – L'Unione europea ha adottato la Strategia europea sulla disabilità 2010-2020 con l'intento di promuovere e realizzare l'integrazione sociale dei disabili nella società e garantire loro il pieno godimento dei diritti. Sono convinta che a tal fine sia consigliabile raggiungere un trattato vincolante in ambito dell'Organizzazione mondiale per la proprietà intellettuale (WIPO) che trovi il giusto equilibrio tra il rispetto dei diritti di autore e il godimento dei disabili dei loro diritti. Per questo mi associo alle domande poste dalla collega on. Mazzoni a nome della Commissione PETI: ritiene davvero coerenti le sue iniziative rispetto agli auspici del Parlamento verso un trattato vincolante in ambito WIPO, così come sollecitato dalla relazione "Le industrie culturali e creative, un potenziale da sfruttare"? Ritiene perciò il diritto europeo conforme alla Convenzione ONU sui diritti delle persone con disabilità, in particolare sulla base degli articoli 21 e 30, e degli obblighi sanciti dalla Carta dei diritti fondamentali dell'Unione europea riguardo alla lotta contro la discriminazione delle persone con disabilità?

4-410-000

Elena Oana Antonescu (PPE), *în scris*. – La nivel global, aproape 350 de milioane de persoane sunt afectate de diferite forme de boli de vedere. În același timp, așa cum este indicat în mai multe documente ale Uniunii Europene, creșterea gradului de incluziune socială a nevăzătorilor este unul dintre obiectivele asumate în perspectiva atingerii obiectivelor Strategiei Europa 2020. Crearea unei societăți europene în care egalitatea de șanse este instituționalizată și sprijinul autorităților politice pentru remedierea sau ameliorarea problemelor cu care o categorie întreagă de cetățeni europeni se confruntă reprezintă un obiectiv fundamental al liderilor și politicienilor europeni. În consecință, propunerea de modificare a legislației în vederea asigurării unui acces mai ridicat al persoanelor cu dizabilități de vedere la materiale scrise este legitimă. Este însă important ca această măsură să fie completată și de alte decizii politice menite să ajute la creșterea incluziunii sociale și a egalității de șanse.

4-411-000

Liam Aylward (ALDE), *i scríbhinn*. – A Uachtaráin, vótáil mé i bhfabhar an rúin thábhachtaigh seo. Toisc nach gcuirtear 95% de saothair an domhain ar fáil i bhfoirmeacha oiriúnacha cosúil le braille, leabhair mhórchló nó closleabhair, bíonn sé an-deacair do na daill agus do dhaoine lagamhairc teacht ar leabhair. Ní chuirtear ach 5% de shaothair

fhoilsithe ar fáil sna foirmeacha sin sa domhan forbartha agus 1% sna tíortha atá i mbéal forbartha.

Is 'gorta leabhar' é a chiallaíonn sé go bhfuil grúpa mór sa tsochaí nach bhfuil a gcearta á gcumhdach dóibh. Is éard atá ag cur bacainne roimh na foirmeacha oiriúnacha thuasluaite ná an easpa atá ann ó thaobh noirm dhlíthiúil idirnáisiúnta de a bhunódh eisceacht chóipchirt chun go mbeifí in ann córas trasteorann a chur i bhfeidhm do shaothair a bheadh curtha in oiriúint do dhaoine lagamhairc.

Ní mór don AE beart láidir a ghlacadh chuige sin agus conradh a bheadh ina cheangal dlí a bhaint amach ar leibhéal an WIPO (An Eagraíocht Dhomhanda um Maoin Intleachtúil). Tá sé ráite cheana ag Parlaimint na hEorpa gur réiteach a bheadh ina cheangal dlí atá uathí. Ní mór don Choimisiún agus don Chomhairle bearta a ghlacadh a bheadh chun leasa na ndall agus daoine lagamhairc agus deireadh a chur leis an 'ngorta leabhar'.

4-412-000

Zoltán Bagó (PPE), *írásban*. – Az Unió elismeri a fogyatékkal élő személyek részvételének fontosságát a közösségük életében. A vakoknak és gyengén látóknak is joguk van olyan formában hozzáférni a könyvekhez, amilyenben a tartalmát megértik. A számukra készült könyvekre és más nyomtatott termékekre vonatkozó tulajdonjogokat szabályzó, kötelező erejű WIPO-szerződés elfogadását támogattam. Jogászként tisztában vagyok azzal a sajnálatos problémával, hogy jelenleg nem létezik nemzetközi jogi norma a vakok és gyengén látók igényeire szabott nyomtatott termékek határokon átnyúló kereskedelmére vonatkozó szerzői jogok tekintetében alkalmazható célzott kivételekkel kapcsolatban. Emellett magam is megszavaztam az Európai Parlament 2011-es, a kulturális és kreatív iparágak potenciáljának felszabadításáról szóló jelentését, amiben már felszólítottuk a Bizottságot, hogy támogassa a kötelező erejű WIPO-szerződés elfogadását. Míg a hangoskönyvek részmegoldást nyújtanak a fogyatékkal élők számára, addig a Braille-könyvek maguk által történő olvasása sokkal nagyobb élményt adhat.

4-412-250

Regina Bastos (PPE), *por escrito*. – As pessoas invisuais e deficientes visuais na União Europeia têm severas restrições no acesso a livros e outros produtos impressos, uma vez que 95 % dos trabalhos publicados não são convertidos em *formatos acessíveis*, tais como Braille, letras grandes ou áudio. Atualmente, nenhuma norma jurídica internacional prevê uma exceção aos direitos de autor na distribuição transfronteiras de formatos adaptados para pessoas com deficiência visual. A Comissão dos Direitos Autores da Organização Mundial da Propriedade Intelectual (OMPI) está a elaborar um tratado internacional que visa melhorar o acesso aos livros para invisuais e outras pessoas com deficiência visual. A presente proposta de resolução convida o Conselho e a Comissão a apoiar o supra referido tratado da OMPI, que se pretende que seja vinculativo. Voto, assim, favoravelmente à presente proposta de resolução por considerar que as medidas nela previstas vão contribuir decisivamente para o combate à discriminação contra as pessoas invisuais e com deficiência visual.

4-412-375

Jean-Luc Bennahmias (ALDE), *par écrit*. – "La famine des livres"... telle est la formulation retenue pour décrire la situation dans laquelle se retrouvent de nombreux citoyens aveugles ou dyslexiques empêchés de lire. 95 % des publications ne sont jamais converties en «formats

accessibles», comme l'écriture braille, l'impression en gros caractères ou l'enregistrement audio... La pétition engagée par l'Union Européenne des Aveugles (UEA) et l'association des Dyslexiques (EDA) a permis de poser une question orale en séance plénière le mercredi 15 février et de voter une résolution le jeudi 16 février. Au regard de cette situation consternante, j'ai apporté spontanément mon soutien à cette résolution. Si les éditeurs ne publient pas suffisamment d'ouvrages dans des formats spéciaux pour les personnes aveugles et malvoyantes, nous devons obtenir la possibilité d'obliger les éditeurs de livres à le faire. Le temps des recommandations non contraignantes doit être révolu au profit de notre engagement à faire émerger un texte juridiquement contraignant, afin de rétablir cette discrimination manifeste face à l'accès à la lecture.

4-412-437

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto* . – Ho espresso voto favorevole alla risoluzione sull'accesso delle persone con disabilità visiva ai prodotti di stampa e ai libri, dal momento che sono convinta sia opportuno che gli Stati membri cambino comportamento in sede internazionale in questo ambito. L'Europa deve spingere gli Stati a fare il possibile perché si raggiunga la firma di un trattato internazionale in sede WIPO che sia vincolante per le parti, e che consenta finalmente una maggiore distribuzione e diffusione di materiale bibliografico tradotto in linguaggi o stampato secondo metodi che siano comprensibili ai non vedenti e ipovedenti. Fino ad ora, gli Stati hanno optato per la possibilità di firmare un trattato non vincolante, ma è necessario cambiare prospettiva, altrimenti l'obiettivo, che altro non è se non l'attuazione di già esistenti norme internazionali convenzionali sui diritti dei disabili, non sarà mai raggiunto.

4-412-500

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu* . – Balsavau už šią rezoliuciją, kadangi pasaulio ir Europos akliems atstovaujančios organizacijos pateikė pasiūlymą dėl tarptautiniu mastu privalomos sutarties, pagal kurią būtų taikoma tikslinė autorių teisių išimtis. Tuo tarpu Europos Komisija ir Taryba siūlo Europos Sąjungoje sudaryti suinteresuotųjų šalių susitarimus ir parengti neprivalomą rekomendaciją. Europos aklyjų bendruomenės šis pasiūlymas netenkina. Šiuo metu nėra teisinių normų, kurios numatytų autorių teisių išimtis, skirtas neįgaliesiems pritaikyto formato spaudiniams platinti tarptautiniu mastu. Todėl diskusijų metu klausiau Komisijos, ar ji nemano, kad, siekiant pakeisti susiklosčiusią padėtį, būtina keisti tarptautinius autorių teisių įstatymus, kurie leistų, nepažeidžiant tų įstatymų, dalintis knygų kolekcijomis visoje Europos Sąjungoje ir už jos ribų? Raginau Europos Komisiją ir Tarybą priimti įpareigojančią sutartį „Knygos be sienų“, kuri leistų akliems ir silpnaregiams specialiu formatu išleisdomis knygomis dalytis pasauliniu mastu. Mes turime dar ryžtingiau kovoti su neįgalių žmonių diskriminacija ir pašalinti egzistuojančias kliūtis jų įtraukčiai. Tam pritaria ir Pasaulinė intelektinės nuosavybės organizacija, todėl Komisija ir Taryba taip pat turėtų remti šią privalomą sutartį.

4-412-750

Philippe Boulland (PPE), *par écrit* . – La résolution que nous venons d'adopter à l'unanimité rappelle combien l'accès à la culture peut être difficile pour les personnes non voyantes. La littérature en est un parfait exemple; nous devons soutenir toutes initiatives basées sur les nouvelles technologies notamment pour faciliter l'accès des personnes non voyantes aux livres. Promouvoir l'édition de livre en braille avec des droits d'auteur à moindre coût, permettrait aux plus jeunes d'avoir en mains des livres, pour faciliter leur apprentissage du braille, mais il faut aussi et surtout optimiser les solutions que nous offrent

les nouvelles technologies avec les livres numériques. Pourquoi ne pas aussi proposer une carte de téléchargement à prix réduit pour les personnes mal voyantes et non voyantes, voire illettrées? Plus qu'un traité international c'est d'une véritable volonté politique que nous avons besoin de la part des Etats membres pour prendre les mesures facilitant la production et l'échange de livres en braille ou sonores.

4-413-000

Zuzana Brzobohatá (S&D), *písemně*. – Evropská unie nevidomých vyzývá k účinnému řešení dostupnosti publikací nevidomým a lidem s poruchami zraku. V dnešní době technologických možností převodu běžně publikovaného textu do hlasové podoby či do Brailova písma je třeba v maximální míře tuto výzvu podpořit. Proto jsem hlasovala ve prospěch usnesení.

4-413-500

Antonio Cancian (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore della Risoluzione proposta dall'onorevole Mazzoni sulla base della petizione 0924/2011, perché si riferisce ad un problema diffuso in tutta l'UE, che è il limite imposto alle persone non vedenti nell'accesso ai libri e ad altri prodotti a stampa. Attualmente, a causa dei vincoli imposti a favore della salvaguardia della proprietà intellettuale, solo il 5% delle pubblicazioni è fruibile in formato braille, a grandi caratteri, in formato audio e in formato elettronico. Le persone cieche, ipovedenti e con difficoltà di lettura non possono avere accesso a moltissime opere, e sono quindi discriminate nei confronti degli altri cittadini. Ritengo che la cultura sia un valore che non può essere messo in secondo piano; allo stesso modo, credo fermamente nel fatto che la lettura sia un diritto di tutti i cittadini, e che questa attività che arricchisce ognuno di noi e la nostra società non possa essere preclusa per quei cittadini che non possono leggere in maniera tradizionale. A maggior ragione, ritengo che al giorno d'oggi lo sviluppo tecnologico e le possibilità che le nuove tecnologie offrono debbano essere messe a disposizione del bene dei cittadini; non è possibile addurre motivazioni di carattere economico o di difesa della proprietà intellettuale per andare contro i diritti fondamentali dei cittadini.

4-414-000

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. – É importante garantir que as pessoas com deficiência visual e/ou disléxicas tenham acesso a livros e a outros produtos impressos, pelo que é necessário que exista uma conversão dos mesmos em suportes acessíveis, como por exemplo, em Braille, em caracteres ampliados ou em áudio. Na grande maioria dos Estados-Membros estão consagradas, na legislação relativa aos direitos de autor, exceções que permitem a produção de livros em formatos acessíveis. Infelizmente, ainda é bastante reduzido o número de livros publicados que são convertidos, cerca de 5% nos países mais ricos e menos de 1% nos países mais pobres. Por outro lado, mesmo essa percentagem reduzida de livros está legalmente impossibilitada de atravessar fronteiras, não podendo ser distribuídos em outros Estados-Membros.

Considero, assim, necessária a aprovação de um Tratado Internacional, no âmbito da OMPI, criando regras internacionais juridicamente vinculativas que permitam criar regras claras relativamente aos direitos de autor aplicáveis a livros e a outros produtos impressos, de forma a melhorar a oportunidade de acesso por parte destas pessoas. Espero que tanto o Conselho, como a Comissão, revejam a sua posição tradicional nesta matéria e que se

juntem ao Parlamento, reforçando, assim, o direito fundamental de proibição de discriminação contra as pessoas com deficiência.

4-414-500

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – Seuls 5% des livres sont actuellement accessibles aux personnes malvoyantes. En effet, 95% de l'ensemble des œuvres publiées n'est jamais converti dans des formats accessibles tels que l'écriture braille, l'impression en gros caractères ou l'enregistrement audio. L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) envisage un traité international visant à améliorer l'accès aux livres des aveugles et autres personnes malvoyantes qui introduirait une dérogation spécifique aux règles du droit d'auteur et permettrait d'accroître le nombre de publications en braille. Mais la Commission et le Conseil se sont constamment opposés à un texte juridiquement contraignant, lui préférant des recommandations sur une base volontaire. Le Parlement européen entend rappeler qu'il est du devoir de l'Union européenne de ne pas stigmatiser une partie de la population, victime d'un handicap particulier. Les États doivent donc se prononcer en faveur d'un tel traité.

4-415-000

Diane Dodds (NI), *in writing*. – I very much welcome the debate in the Parliament this week on increased access to books for blind people. To be able to lift the latest novel or political biography is something many of us take for granted. Yet at present over 95% of published books are not available in accessible formats for visually impaired and print-disabled persons in Europe. In the rest of the world over 99% of reading material is unavailable for tens of millions visually disabled persons. Despite the vast improvements in print technology in recent years, little progress has been made towards increasing access to books for the visually impaired. A major obstacle to this is the rigid copyright laws that apply to so many titles. Therefore I would wholeheartedly support an international Treaty at the World Intellectual Property Organisation to establish an international exception and limitation to copyright to facilitate the cross-border movement of reading material formatted for the blind and visually impaired.

4-415-250

Edite Estrela (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente a resolução relativa ao *acesso das pessoas invisuais aos livros*, porque considero indispensável que o Conselho e a Comissão apoiem um Tratado internacional juridicamente vinculativo no que se refere aos direitos de autor aplicáveis a livros e a outros produtos impressos destinados a pessoas cegas ou com deficiência visual, tendo em vista melhorar o acesso destas pessoas aos livros.

4-415-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Atualmente, os invisuais têm apenas acesso a 5 % dos livros publicados no espaço da União Europeia. Não existem, até à data, normas jurídicas internacionais que viabilizem uma derrogação específica dos direitos de autor a favor da difusão transnacional de formatos adaptados às pessoas cuja deficiência não lhes permite aceder a produtos impressos. A Comissão de Direitos de Autor da Organização Mundial da Propriedade Intelectual (OMPI) pondera a possibilidade de adoção de um tratado internacional para melhorar o acesso a livros por parte das pessoas cegas ou com deficiência visual, ideia à qual julgo que a União Europeia se deve associar.

4-415-750

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – A presente proposta de resolução foi apresentada nos termos do n.º 5 do artigo 115.º do Regimento e na sequência de uma pergunta com pedido de resposta oral formulada por Dan Pescod, em nome da *European Blind Union (EBU)/Royal Institute of Blind People (RNIB)*, sobre o acesso das pessoas invisuais a livros e a outros produtos impressos, cuja taxa na União Europeia se situa apenas nos 5 %. As razões para uma taxa tão reduzida prendem-se com a inexistência de normas jurídicas internacionais que facilitem a difusão transnacional por causa aos direitos de autor, estando a Comissão de Direitos de Autor da Organização Mundial da Propriedade Intelectual a trabalhar num tratado internacional para resolver este problema. O não acesso a estes bens por parte destes cidadãos significa uma marginalização e uma discriminação negativa que os impede de aceder à cultura a que têm direito. Saúdo as medidas propostas nesta resolução - por isso votei favoravelmente - pois considero que as mesmas contribuirão para melhorar a qualidade de vida das pessoas invisuais ou com deficiência visual, evitando a sua marginalização social e facilitando o acesso aos bens culturais, tudo no respeito pelos tratados internacionais e na concretização da estratégia Europa 2020.

4-416-000

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Esta resolução defende o acesso de pessoas cegas ou com deficiência visual a livros e a outros produtos impressos, através da política de direitos de autor. Evidentemente que a apoiamos. Consideramos fundamental acabar com as injustiças sociais e a acentuação das discriminações específicas a que estas pessoas estão muitas vezes sujeitas. Defendemos a garantia da sua participação em igualdade na vida económica, social, cultural e desportiva. Mas estes direitos só podem ser garantidos se forem consagrados de uma forma integrada. As políticas hoje postas em marcha pela União Europeia – e caucionadas pela maioria deste Parlamento – põem em causa os mais elementares direitos de várias camadas da população, incluindo os cidadãos portadores de deficiência. Se queremos defender os direitos das pessoas com deficiência, temos, obviamente, que os defender em todos os domínios da sua vida, sem esquecer, por exemplo, que os programas ditos de austeridade servem de cobertura a cortes salariais, ao encerramento de serviços públicos essenciais para estas pessoas, como está a acontecer em Portugal, Grécia e em outros países, pondo em causa o acesso a serviços públicos fundamentais como a saúde, a educação, os transportes, entre outros.

4-417-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Nevidiaci a zrakovo postihnuté osoby majú v Európskej únii značne obmedzený prístup ku knihám a k iným tlačovinám, pretože 95 % všetkých vydávaných kníh nikdy nie je prevedených do „prístupných formátov“, ako sú Braillovo písmo, väčšie písmo alebo zvukový záznam. Je poľutovaniahodné, že na celom svete v súčasnosti nejestvuje medzinárodná právna norma pre cieleńú výnimku z pravidiel autorských práv pre cezhraničnú distribúciu formátov prispôbených osobám s poruchami čítania. I preto Výbor pre autorské práva Svetovej organizácie duševného vlastníctva (WIPO) zvažuje vypracovanie medzinárodnej zmluvy, ktorej cieľom by malo byť zlepšenie prístupu nevidiacich a ostatných zrakovo postihnutých osôb ku knihám. Európsky parlament vo svojej správe z 13. apríla 2011 o uvoľnení potenciálu kultúrneho a kreatívneho priemyslu vyzval EÚ, aby podporila záväznú zmluvu WIPO, a rovnako vyzýva Radu a Komisiu, aby so zreteľom na autorské práva týkajúce sa kníh a tlačovín pre nevidiacich a zrakovo postihnuté osoby podporili záväznú zmluvu WIPO. Je potrebné a dôležité sa za túto zmluvu

zasadiť, nakoľko i v samotnom Dohovore OSN o právach osôb so zdravotným postihnutím, najmä v článkoch 21 a 30, a v Charte základných práv Európskej únie sa stanovujú zásady vzťahujúce sa na zákaz diskriminácie osôb so zdravotným postihnutím.

4-417-500

Pat the Cope Gallagher (ALDE), *in writing* . – I fully support the adoption of today's resolution on access to books for blind people and people with dyslexia. Regrettably, only 5% of published books are ever made accessible in Braille, audio or large print in developed countries, and less than 1% in less-developed ones.

4-417-750

Nathalie Griesbeck (ALDE), *par écrit* . – Moins de 5% des livres sont aujourd'hui accessibles aux personnes non-voyantes, aux déficients visuels et aux personnes souffrant d'un handicap de lecture en Europe et moins de 1% dans le reste du monde ou ce qu'on appelle une véritable "famine de livres" pour ces personnes qui sont privées de leur droit d'accès à la culture. Des négociations sont actuellement en cours au sein de l'Organisation Mondiale de la Protection Intellectuelle pour mettre en place un traité international sur les limitations et exceptions aux droits d'auteurs, et ce, afin de faciliter la circulation transfrontalière des livres disponibles en format accessible, négociations qui sont actuellement bloquées. J'ai donc résolument voté pour cette résolution qui vise à débloquent la situation, afin de garantir le droit fondamental d'accès à la culture à ces personnes. Les lois protégeant les droits d'auteur ne devraient pas, dans ce cas spécifique, constituer un obstacle discriminatoire et empêcher que ces personnes aient accès aux produits culturels.

4-417-875

Sylvie Guillaume (S&D), *par écrit* . – 95% de l'ensemble des œuvres publiées ne sont jamais converties dans des formats accessibles aux personnes aveugles, malvoyantes et dyslexiques. Malheureusement, à ce jour, il n'existe aucune norme juridique internationale autorisant une dérogation spécifique aux droits d'auteur pour la diffusion transnationale de publications adaptées aux personnes vivant avec un handicap de lecture. C'est pourquoi j'ai voté pour cette résolution, afin que le Conseil et la Commission se prononcent en faveur d'un traité international juridiquement contraignant visant à faciliter l'accès aux livres pour les personnes concernées par cette pénurie de livres. Cette résolution fait suite à une pétition de l'Union Mondiale des Aveugles, de l'Union européenne des aveugles et du British Institute of Blind People.

4-417-937

Jim Higgins (PPE), *in writing* . – With regard to printed products for blind and visually impaired people, I fully agree that measures need to be taken to ensure the current low of just 5 % of books being made accessible to blind people.

4-417-968

Brice Hortefeux (PPE), *par écrit* . – Le Parlement s'est prononcé en faveur de l'accès des personnes aveugles et malvoyantes aux livres. Quoi de plus normal que de pouvoir lire n'importe quel livre quand bon nous semble. Pourtant, les personnes aveugles ou malvoyantes n'ont pas toujours accès à des livres adaptés en formats accessibles (braille, grands caractères ou audio). Il existe en effet une contrainte juridique qui empêche la diffusion transnationale de publications adaptées aux personnes ayant un handicap de

lecture. Le Parlement européen a souhaité signaler cette incohérence et a appelé la Commission et le Conseil à soutenir toute initiative de l'Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle qui irait dans le sens d'une facilitation pour ce public afin que la culture soit réellement accessible à tous.

4-417-984

Juozas Imbrasas (EFD), *raštu*. – Balsavau už, kadangi ES akieji ir regėjimo negalią turintys asmenys turi labai ribotą prieigą prie knygų ir kitų spaudinių, nes 95 proc. visų paskelbtų darbų niekada nebuvo pateikti reikiamu formatu, pavyzdžiui, Brailio raštu, didesniu šriftu ar įgarsinti. Šiuo metu pasaulyje nėra jokių teisinių normų, kurios galėtų būti taikomos autorių teisių taisyklių tikslinei išimčiai, skirtai neįgaliesiems pritaikyto formato spaudiniams tarptautiniu mastu platinti. Pasaulinė intelektinės nuosavybės organizacija (PINO) svarsto galimybę sudaryti tarptautinę sutartį, kaip pagerinti aklųjų ir kitų asmenų, turinčių regėjimo negalią, prieigą prie knygų. ES atstovai nuolat priešinosi teisiškai įpareigojančiam tekstui, pirmenybę atiduodami neprivalomoms rekomendacijoms. 2011 m. balandžio 13 d. Europos Parlamentas savo pranešime „Kultūros ir kūrybos sektorių potencialo išlaisvinimas“ ragino sudaryti teisiškai privalomą PINO sutartį. Jungtinių Tautų neįgaliųjų teisių konvencijoje, ypač šios konvencijos 21 ir 30 straipsniuose, ir Europos pagrindinių teisių chartijoje nustatyti principai, kuriais draudžiama neįgaliųjų diskriminacija. Todėl Taryba ir Komisija raginamos remti PINO privalomą sutartį dėl knygų ir spaudinių, skirtų akliams ir regėjimo negalią turintiems asmenims, autorių teisių.

4-418-000

Peter Jahr (PPE), *schriftlich*. – Ich spreche mich ausdrücklich dafür aus, Kommission und Rat aufzufordern, einen Vertrag zu unterstützen, der blinden und sehbehinderten Menschen einen größtmöglichen Zugang zu Büchern gewährt. Besonders erschreckend empfinde ich, dass nur 5 % aller Bücher in einem barrierefreien Format erscheinen. Für blinde und sehbehinderte Menschen bedeutet dieser Mangel an zugänglicher Literatur eine erhebliche Beeinträchtigung ihrer Lebensqualität. Die EU hat sich in ihrer Charta der Grundrechte selbst die Verpflichtung zum Schutz behinderter Menschen vor Diskriminierung auferlegt. Sollte es uns nicht gelingen, sehbehinderten Menschen einen breiten Zugang zum geschriebenen Wort zu ermöglichen, würde diese Verpflichtung zur Farce verkommen.

4-418-500

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. – Ho espresso voto favorevole alla presente relazione perché ritengo necessario provvedere alla soluzione di un problema che riguarda la quasi totalità dei non vedenti. E' sufficiente pensare che ben il 95% delle opere, ad oggi, non viene convertito in caratteri Braille o in formati adatti per essere usufruiti da persone ipovedenti o non vedenti. Al mancato abbattimento di questa percentuale ha contribuito, fin d'ora, la difficoltà nel trovare un trattato internazionale che riesca a conciliare la trasmissione di contenuti per ipovedenti e non vedenti con il rispetto del diritto di autore. Considerando i principi di solidarietà e di collaborazione per l'abbattimento delle barriere per i disabili, dobbiamo riuscire ad aumentare la soglia delle persone non vedenti che abbiano accesso alle pubblicazioni e segnare il traguardo cruciale per garantire un pari accesso alla cultura per tutti.

4-418-750

Agnès Le Brun (PPE), *par écrit*. – Les aveugles et malvoyants ont un accès restreint aux livres et autres ouvrages imprimés. Ainsi, pas moins de 95 % des publications ne sont jamais converties en «formats accessibles», comme l'écriture braille, l'impression en gros caractères ou l'enregistrement audio. J'ai soutenu l'adoption de cette résolution du Parlement européen qui invite le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne à se prononcer en faveur d'un traité de l'Organisation mondiale de la propriété organisant des dérogations au droit de la propriété intellectuelle afin de permettre aux aveugles et non voyants de ne plus subir de discriminations dans l'accès à la culture.

4-419-000

Petru Constantin Luhan (PPE), *în scris*. – Accesul nevăzătorilor la cultura scrisă este încă foarte limitat, doar 5% dintre publicațiile europene fiind disponibile în formate accesibile. Posibilitățile lor de instruire, mai ales în domeniul științelor exacte, sunt extrem de mici din cauza lipsei de manuale și cursuri concepute special pentru ei. Pentru a răspunde acestei provocări, Consiliul și Comisia trebuie să susțină un tratat al Organizației Mondiale a Proprietății Intellectuale cu privire la drepturile de autor pentru cărțile și materialele tipărite destinate nevăzătorilor și persoanelor cu deficiențe de vedere.

4-420-000

David Martin (S&D), *in writing*. – I strongly support this resolution. Blind people and visually-impaired people across the world are victims of a worldwide book famine. We need to take positive action in tackling it.

4-420-500

Véronique Mathieu (PPE), *par écrit*. – La pétition est un outil démocratique essentiel qui permet à tout citoyen européen de dialoguer directement avec les politiques qui le représentent et de les interpeller sur des sujets qui le préoccupent. Il est capital d'en tenir compte et d'y réagir. Dans le cas présent, cette pétition nous a rappelé le manque de moyens mis en œuvre pour permettre aux aveugles et malvoyants l'accès aux livres. Leur handicap ne doit pas les condamner à n'accéder qu'à 5% des ouvrages et publications, et ainsi limiter leur accès à la culture, la formation et l'ouverture. Pour cela, le projet de traité international visant à améliorer l'accès aux livres des aveugles et autres personnes malvoyantes de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle doit être soutenu et ratifié par l'Union européenne. Sur un sujet aussi important, qui concerne les droits de nombreux citoyens européens, une norme juridique contraignante est indispensable pour permettre une dérogation spécifique aux droits d'auteur en faveur de la diffusion transnationale de publications adaptées aux malvoyants.

4-420-750

Mario Mauro (PPE), *per iscritto*. – Viste le limitate condizioni di accesso ai libri delle persone non vedenti nell'Unione europea concordo con il sostegno a un trattato WIPO vincolante in materia di diritti d'autore sui libri e sui prodotti a stampa per le persone non vedenti e ipovedenti. Il mio voto è favorevole.

4-420-875

Mairead McGuinness (PPE), *in writing*. – I support this resolution that seeks to allow specialist organisations to make more books available for blind and visually impaired

people by calling on the European Council and Commission to support a binding World Intellectual Property Organisation (WIPO) treaty.

4-421-000

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução do Parlamento Europeu no sentido de permitir o acesso das pessoas invisuais a livros e outros produtos impressos. Não existem, de facto, até à data, normas jurídicas internacionais que viabilizem uma derrogação específica dos direitos de autor a favor da difusão transnacional de formatos adaptados às pessoas cuja deficiência não lhes permite aceder a produtos impressos, o que, inadmissivelmente, constitui um fator de exclusão e discriminação social, contrário às disposições da Convenção das Nações Unidas sobre os Direitos das Pessoas com Deficiência, nomeadamente os seus artigos 21.º e 30.º, e da Carta Europeia dos Direitos Fundamentais.

4-421-500

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – Blind people need legislation which provides the possibility, inside and outside the EU, to have free access, without any long procedure, to printed products for blind people; non-profit public libraries and organizations for the blind must be given rights to these printed works. I am in favour.

4-422-000

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – In vielen Ländern Europas werden Blinde und Sehbehinderte Menschen immer noch nicht statistisch erfasst, weshalb es nur grobe Schätzungen über ihre Zahl geben kann. In Dänemark, Finnland, Großbritannien, Irland, Island, Italien und den Niederlanden werden blinde und sehbehinderte Menschen gezählt. Die World Health Organization (WHO) wertete Erhebungen dieser Länder aus. Anhand dessen konnte festgestellt werden, dass die Zahl an Sehbehinderten in diesen Ländern um 80 % gestiegen ist – ähnliche Entwicklungen werden entsprechend auch für die restlichen EU-Mitgliedsstaaten vermutet. Als Grund wird eine Überalterung der Bevölkerung angesehen. Umso wichtiger ist es also, sehbehinderten Menschen verstärkt barrierefreien Zugang etwa zu Literatur zu gewährleisten. Bis dato gibt es EU-weit nur 5 % der veröffentlichten Druckwerke in Brailleschrift, Großdruck oder Audioaufnahmen. Ich habe der Entschließung zugestimmt, da es im Sinne der Weiterbildung der Bevölkerung unumgänglich ist, auch sehbehinderten Menschen einen Zugang zu Druckschriften zu ermöglichen.

4-422-500

Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė (PPE), *raštu*. – Šiuo metu Europos Sąjungoje tik 5 proc. knygų ir kitų spaudinių yra prieinamos (brailio raštu, stambiu šriftu ar audio įrašais) akliesiems ir silpnaregiams. Dėl nelanksčių intelektinės nuosavybės teisių apsaugos reikalavimų, šią negalią turintiems žmonėms prieiga prie kultūros, švietimo ir aktyvaus viešojo gyvenimo yra gerokai apribota. Specifiniams poreikiams pritaikytų knygų leidyba priklauso iš esmės nuo autorių teisių turėtojų geravališkumo. Vien Lietuvoje turinčių sunkiausių regėjimo negalią žmonių yra apie 7 tūkstančiai. 2010–2020 m. Europos strategijos dėl negalios tikslas – kad neįgalieji galėtų dalyvauti visose kasdienio gyvenimo srityse visoje ES, taip pat, kad būtų formuojama įtraukaus ir kokybiško švietimo politika. Todėl būtina taisyti tokią padėtį, siekti, kad būtų numatyti atitinkami intelektinės nuosavybės teisių reikalavimų palengvinimai ir išimtys, kurie ne tik netrukdytų, bet ir skatintų knygų leidybą akliesiems, silpnaregiams ir disleksiją turintiems asmenims. Manau, kad ES, kuri

užsibėžė ambicingus tikslus strategijoje, neturėtų pasitenkinti vien tik rekomendacinio pobūdžio sprendimais, o turėtų žengti žingsnį toliau ir siekti, kad būtų priimtas susitarimas Pasaulio Intelektinės nuosavybės organizacijos rėmuose, privalomas tiek ES, tiek ir už jos ribų. Todėl balsavau už šią rezoliuciją, kviečiančią Tarybą ir Komisiją pasisakyti už privalomąją sutartį PINO rėmuose.

4-423-000

Siiri Oviir (ALDE), kirjallikult. – Pean väga oluliseks, et kõigile inimestele, sealhulgas ka pimedatele, on tagatud juurdepääs raamatutele. Kuigi meil on olemas kõik vahendid, oleme täna ikkagi olukorras, kus väga vähesed raamatud antakse välja pimedatele sobivas vormis. Muu hulgas piiravad selliste raamatute väljaandmist ka erinevate riikide autoriõiguste eeskirjad. Et olukord muutuks, on tarvis õiguslikult siduvat teksti, mis käsitleks pimedate ja nägemispuudega inimestele mõeldud raamatute ja muude trükitoodete autoriõigusi ning lubaks teatavate erandite tegemist nägemispuudega inimestele sobivate raamatute turustamisele. Pooldan Ülemaailmse Intellektuaalomandi Organisatsiooni lepingut seoses pimedatele ja nägemispuudega inimestele mõeldud raamatute ja muude trükitoodete autoriõigusega, mistõttu hääletasin antud resolutsiooni ettepaneku poolt.

4-423-500

Rolandas Paksas (EFD), raštu. – Pritariu šiai rezoliucijai, kadangi akliems ir kitiems regėjimo negalių turintiems asmenims turi būti suteikta nevaržoma prieiga prie knygų ir pagaliau išspręsta negalinčių skaityti spausdinto teksto asmenų galimybės skaityti knygas problema.

Be to, būtina nustatyti teisinės normas, kurios užtikrintų tinkamą knygų ir spaudinių, skirtų akliems asmenims, autorių teisių apsaugą.

Tik įgyvendinus šias priemones bus užkirstas kelias neigaliųjų diskriminacijai ir visiems asmenims, turintiems bet kokią negalią, bus užtikrintos galimybės visapusiškai ir nepatiriant diskriminacijos naudotis pagrindinėmis žmogaus teisėmis ir laisvėmis.

4-424-000

Γεώργιος Παπανικολάου (PPE), γραπτώς. – Υπερψήφισα την πρόταση. Το 95% όλων των δημοσιευμένων έργων, βιβλίων και εντύπων, δεν μετατρέπεται ποτέ σε «προσβάσιμο μορφότυπο» όπως το Braille, τα μεγάλα στοιχεία ή η ακουστική έκδοση. Το γεγονός αυτό από μόνο του συνιστά διάκριση. Διάκριση η οποία έρχεται σε αντίθεση με την Σύμβαση του ΟΗΕ για τα Δικαιώματα των Ατόμων με Αναπηρία, ειδικότερα με τα άρθρα 21 και 30, αλλά με τον Ευρωπαϊκό Χάρτη Θεμελιωδών Δικαιωμάτων. Και είναι ακόμα πιο θλιβερό, συμπολίτες μας να μην είναι σε θέση να έχουν πρόσβαση σε πολύτιμες πηγές γνώσης για λόγους πνευματικής ιδιοκτησίας. Με το παρόν ψήφισμα επιχειρείται η υποστήριξη της υπό εξέταση σύμβασης όσον αφορά τα δικαιώματα δημιουργού επί βιβλίων και εντύπων προϊόντων που προορίζονται για τυφλούς και άτομα με προβλήματα όρασης ώστε να διευκολυνθεί το γρηγορότερο δυνατόν η πρόσβασή τους στα προϊόντα αυτά.

4-424-500

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), por escrito. – Votei favoravelmente a presente proposta de resolução por considerar que as medidas nela previstas contribuem para o combate à discriminação contra as pessoas invisuais e com deficiência visual. De facto, pretende-se, com a presente resolução, promover não só a conversão de livros e outros produtos

impressos em *formatos acessíveis*, tais como Braille, letras grandes ou áudio, mas também promover a sua comercialização transnacional. Uma vez que a Comissão dos Direitos de Autor da Organização Mundial da Propriedade Intelectual (OMPI) está a elaborar um Tratado internacional, que visa melhorar o acesso aos livros para invisuais e outras pessoas com deficiência visual, a presente proposta de resolução convida o Conselho e a Comissão a apoiar o supra referido Tratado da OMPI por forma que ele seja vinculativo na UE.

4-424-750

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – Conforme avança o relator, 95% das obras publicadas não são convertidas em registos que permitam a leitura por invisuais, vedando a uma relevante parcela da população o acesso a uma boa parte do acervo cultural da humanidade. Numa matéria desta natureza, justifica-se a introdução de um regime especial tendente a facilitar a disponibilização destas obras, em formatos acessíveis, procurando minorar-se as dificuldades dos invisuais – o que se poderá conseguir, desde logo, com uma diferente regulação dos direitos de autor. Deste modo, votei em sentido favorável a Resolução, exortando o Conselho e a Comissão a apoiarem um Tratado da Organização Mundial da Propriedade Intelectual que vise a introdução de um instrumento vinculativo regulador dos direitos de autor aplicáveis a livros e a outros produtos impressos destinados a pessoas cegas ou com deficiência visual.

4-424-875

Robert Rochefort (ALDE), *par écrit*. – Les associations de déficients visuels nous confirment qu'actuellement, dans l'Union européenne, les aveugles et les malvoyants ont un accès très limité aux livres et autres ouvrages imprimés. Le nombre de titres disponibles en format adapté reste cruellement insuffisant puisque 95% des publications ne sont jamais converties en "formats accessibles" - audiolivres, gros caractères, ou braille -, et cela notamment pour des raisons liées aux droits d'auteur. Or la restriction du libre accès aux publications a d'importantes conséquences, que ce soit en termes culturels et sociaux. Elle influence également de façon négative les possibilités d'émancipation et d'indépendance des mal-voyants. Puisque les recommandations non contraignantes n'ont pas suffi (et si des exceptions nationales existent, elles s'arrêtent aux frontières), il est temps d'envisager des exceptions ou des limitations aux droits d'auteur en faveur de la diffusion transnationale de publications adaptées aux personnes ayant un handicap de lecture. Dans cette optique, il nous faut exiger du Conseil et de la Commission qu'ils se prononcent en faveur d'un traité de l'OMPI (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle) juridiquement contraignant, et destiné à faciliter les échanges d'ouvrages adaptés. J'ai en conséquence voté pour cette résolution, qui est un signal fort dans cette direction.

4-425-000

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *por escrito*. – He votado a favor. Treinta millones de personas en la Unión Europea son ciegas o tienen dificultades visuales o lectoras, pero solo el 5 % de los libros están en un formato que puedan leer (eso en los países ricos, ya que en los pobres este porcentaje es del 1 %). Hoy el Parlamento Europeo ha hablado claro en el contexto de la pregunta oral con que los diputados y diputadas pedimos a la Comisión Europea y al Consejo de la UE que dejen de obstruir la adopción de un tratado internacional vinculante en favor del acceso de las personas ciegas o con dificultades visuales y lectoras a los libros.

4-426-000

Licia Ronzulli (PPE), *per iscritto*. – Nell’Unione europea l’accesso delle persone non vedenti e ipovedenti ai libri e ad altri prodotti a stampa è notevolmente limitato, dato che il 95% di tutte le opere pubblicate non vengono mai convertite in “formati accessibili”. In mancanza di norme giuridiche internazionali che prevedano un’eccezione specifica alle norme sul diritto d’autore per la distribuzione transfrontaliera di formati adattati a favore degli individui con disabilità di lettura, il comitato per il diritto d’autore dell’Organizzazione mondiale per la proprietà intellettuale (WIPO) sta esaminando un trattato internazionale volto a migliorare l’accesso delle persone con tale disabilità.

Finora, a livello europeo, nessun testo giuridicamente vincolante è stato adottato, favorendo invece raccomandazioni non vincolanti. Di conseguenza, accolgo con favore l’invito del Parlamento europeo al Consiglio dell’Unione europea e alla Commissione europea al fine di sostenere un trattato WIPO vincolante in materia di diritti d’autore sui libri e sui prodotti a stampa per le persone non vedenti e ipovedenti.

4-427-000

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. – Au sein de l’Union européenne, 95% des publications ne sont pas rendues accessibles aux personnes non voyantes (braille, format audio), principalement pour des questions de droits d’auteur, point essentiel de notre législation communautaire. Il est alors essentiel de rappeler que l’accès à la culture, à l’éducation et la participation à la vie en société sont également des droits à garantir aux citoyens européens, qu’ils jouissent de leurs pleines capacités visuelles ou non. L’Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), en avance dans ce domaine, réfléchit déjà à un traité international facilitant l’accès aux livres pour les aveugles et les malvoyants. Ce à quoi l’Europe répond avec précaution, pour ne pas dire avec frilosité, en ne produisant que des recommandations non contraignantes. La résolution que j’ai soutenue en session plénière invite le Conseil et la Commission à se prononcer en faveur du projet de traité de l’OMPI, juridiquement contraignant, qui apporterait une amélioration majeure dans la vie des non voyants de tout âge.

4-428-000

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – La proposta di risoluzione oggi votata nasce da una petizione presentata da un cittadino europeo – nella fattispecie britannico – che per primo ha chiesto maggiori garanzie sull’accesso delle persone non vedenti a libri e altri prodotti a stampa. L’Unione mondiale ciechi e l’Unione europea dei ciechi hanno già proposto un trattato vincolante a livello internazionale nell’ambito dell’Organizzazione mondiale per la proprietà intellettuale che preveda un’eccezione specifica riguardo al diritto d’autore.

Considerando che nell’Unione europea l’accesso delle persone non vedenti e ipovedenti a libri e altri prodotti a stampa è notevolmente limitato – ben il 95% di tutte le opere pubblicate non vengono mai convertite in “formati accessibili”. È giunto il momento di accelerare i tempi per garantire ai non vedenti tutta l’offerta culturale presente in Europa.

4-428-250

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – Cerca de 95% das obras publicadas não são convertidas em outras tipologias de formatos (ex: Braille, registo áudio), impossibilitando a leitura por parte dos indivíduos com elevadas dificuldades visuais. Neste sentido, será necessário adotar

medidas concretas que permitam um mais fácil acesso a livros ou outros documentos impressos por parte das pessoas com problemas de visão. Subscrevo a intenção do Parlamento Europeu em apoiar a criação de um Tratado elaborado pela Comissão de Direitos de Autor da Organização Mundial da Propriedade Intelectual que seja aplicável a livros e a outros produtos impressos destinados a pessoas cegas ou com deficiência visual. Considero que só desta forma será possível diminuir as barreiras que os cidadãos invisuais sentem, aumentando a sua formação literária e intelectual.

4-428-375

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *în scris*. – Am votat pentru Rezoluția Parlamentului privind accesul nevăzătorilor la cărți și la alte produse tipărite. Articolul 26 din Carta Drepturilor Fundamentale a UE stabilește principiul conform căruia Uniunea recunoaște și respectă dreptul persoanelor cu handicap de a beneficia de măsuri care să le asigure autonomia, integrarea socială și profesională, precum și participarea la viața comunității. Conform statisticilor europene, nevăzătorii și persoanele cu deficiențe de vedere din UE au un acces restrâns la cărți și la alte materiale tipărite din cauza faptului că 95% dintre operele publicate nu sunt convertite în formate accesibile pentru aceștia, cum ar fi în alfabetul Braille, în format audio sau electronic.

Subliniez existența barierelor privind accesul persoanelor cu deficiențe de vedere și parțial nevăzătoare la accesarea lucrărilor cu drepturi de autor. De aceea, solicităm crearea unui serviciu online de cărți electronice accesibil pe întreg teritoriul UE. În prezent, nu există nicio normă juridică internațională care să prevadă o excepție de la drepturile de autor în vederea distribuirii transfrontaliere a unor formate adaptate pentru persoanele cu deficiențe de vedere. Solicităm Consiliului și Comisiei să susțină un Tratat OMPI obligatoriu cu privire la drepturile de autor pentru cărțile și materialele tipărite destinate nevăzătorilor și persoanelor cu deficiențe de vedere.

4-428-500

Viktor Uspaskich (ALDE), *raštu*. – Gerbiami kolegos, labai pritariu nuomonei, kad akli žmonės nusipelnę geresnės apsaugos ir geresnių galimybių. Lietuvoje gyvena apie 15 000 aklų žmonių. Dauguma jų dažnai būna izoliuoti, negali susirasti darbo ar net apsipirkti be kitų pagalbos. Nereginių ir kurčių žmonių padėtis yra dar sudėtingesnė. Jie atstovauja vienai labiausiai socialiai izoliuotų grupių Lietuvoje ir Europoje. ES gyvena mažiausiai 1 50 000 nereginių ir kurčių žmonių. Tikslus tokių žmonių skaičius Lietuvoje nėra žinomas, kadangi mano šalyje ši negalia nėra oficialiai pripažinta, taip pat nėra kokios nors programos, kuri suteiktų neregintiems ir kurtiems žmonėms geriausią įmanomą pagalbą. Taip pat nėra jokių apmokymų profesionalams, kurie įvertintų nereginių ir kurčių žmonių poreikius, ar vertėjams, kurie jiems padeda. Lietuvoje neregintys ir kurti žmonės neturi teisės gauti pagalbos, kurios reikia darbui, ar kasdien gauti specialisto teikiamą socialinę priežiūrą. Svarbu, kad kurtumas ir aklumas būtų pripažinti kaip atskira neįgalumo forma, kadangi paslaugos, kurios yra pritaikytos asmenims su klausos arba regėjimo negalia, nėra tinkamos neregintiems ir kurtiems žmonėms. Aš taip pat manau, jog neregintys ir kurti vaikai turi teisę gauti išsilavinimą arba pagrindinėje, arba specializuotoje mokykloje, priklausomai nuo asmens poreikių.

4-430-000

Derek Vaughan (S&D), *in writing*. – Parliament's call for an international binding treaty to allow blind and dyslexic people in the EU to access books has my strong support because

the current voluntary agreement in place does not go far enough. Accessible formats like Braille, large print and audio should be readily available according to this important resolution. The lack of publications available to blind and visually impaired people restricts the independence of these citizens and has a negative cultural and social impact throughout the EU.

4-431-000

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. – Je me félicite de l'adoption de cette résolution. Contre la volonté du Conseil et de la Commission, la très grande majorité des parlementaires européens se sont prononcés en faveur d'un traité international juridiquement contraignant dans le cadre de l'OMPI établissant des exceptions au droit d'auteur afin de permettre un accès plus large à la culture et à l'écrit pour les non-voyants, élargir les supports culturels et créatifs pour ces personnes et faciliter les échanges entre pays, en tenant compte des avancées technologiques en la matière. La majorité des livres ne sont jamais convertis dans un format accessible aux non-voyants, et ce essentiellement pour des raisons liées au droit d'auteur. Avec ce vote, nous demandons que l'Union adopte une stratégie claire en la matière et agisse pour mettre un terme aux discriminations faites à l'égard des non-voyants. Avec ce vote, nous voulons venir aux côtés de nos concitoyens vivant avec ce handicap et mettre fin à leur "faim des livres".

4-432-000

Angelika Werthmann (NI), *schriftlich*. – Derzeit sind nur fünf Prozent aller veröffentlichten Bücher und Druckerzeugnisse in barrierefreier Form wie Brailleschrift, Großdruck oder Audioaufnahmen verfügbar. Blinde und sehbehinderte Personen sind dadurch enorm benachteiligt. Im Sinne des in der EU-Grundrechtecharta verankerten Diskriminierungsverbots von Menschen mit Behinderungen ist ein rechtsverbindliches Urheberrechtsabkommen in diesem Bereich daher dringend notwendig.

4-433-000

Projekt rezolucji B7-0061/2012

4-433-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo a presente proposta de Resolução do PE atendendo aos compromissos assumidos pela União Europeia relativamente aos Estados envolvidos na Primavera Árabe, que agora reivindicam real cooperação da União Europeia. Sublinho o facto de esta Resolução pretender responder a tais reivindicações baseada na *Parceria para Democracia e Valores Partilhados* com o Sul do Mediterrâneo, agregando os diversos instrumentos de modo a simplificar e potencializar a cooperação comercial Sul-Sul, bem como a contribuir para o crescimento económico e integração entre os Estados a Sul do Mediterrâneo. Contudo, é de alertar para as preocupações sobre a implementação do Protocolo de Associação UE – Israel que lida com produtos originários de territórios ocupados por Israel, sendo necessário um novo compromisso.

4-434-000

Zoltán Bagó (PPE), *írásban*. – Szavazatommal azért támogattam az indítványt, mivel számomra minden olyan kezdeményezés üdvözlendő, mely segít az Unió és a pán-euromediterrán országok közötti aszimmetrikus függőségek feloldásához. Mivel az EU továbbra is domináns kereskedelmi partnere fog maradni ezen térségnek – már csak a

földrajzi viszonyok miatt is – , elengedhetetlen fontosságú minden kezdeményezés, ami elősegíti a kereskedelmi kapcsolatok gördülékennyé tételét. Fontos vonzata lehet az indítványnak az a hatékonyságnövekedés, mely az érintett országokban a szabványok és mértékek harmonizálásával következhet be. Ezek és a többi rendelkezés elősegíthetik egy sokkal kedvezőbb beruházási klíma kialakulását.

4-435-000

Vasilica Viorica Dăncilă (S&D), *în scris* . – Integrarea socială, comercială și economică a regiunii din jurul Mării Mediterane în rândul statelor aparținând acestui spațiu a devenit un obiectiv major al politicii europene privind bazinul mediteranean, odată cu instituirea Uniunii Euromed. Încheierea acestei convenții este unul dintre instrumentele de natură să contribuie de o manieră semnificativă la relațiile comerciale dintre UE și partenerii săi și la dezvoltarea, în continuare, a investițiilor din regiune.

4-435-250

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit* . – Il est essentiel que les pays du Sud de la Méditerranée se sentent pleinement inclus dans un espace économique euro-méditerranéen. La nouvelle convention relative aux règles d'origine préférentielles paneuroméditerranéennes va dans ce sens. En effet, "l'origine préférentielle" permet à certaines marchandises de bénéficier de droits de douane réduits lors de leur entrée sur le marché européen. Cette convention permettra également l'harmonisation de plus de 100 règles d'origine préférentielles figurant déjà dans des accords bilatéraux entre l'UE et les pays méditerranéens. Cet instrument unique et simplifié stimulera le développement des échanges Sud-Sud et contribuera ainsi à la croissance économique, au renforcement de l'intégration sociale et à la démocratisation de la région.

4-435-500

Diogo Feio (PPE), *por escrito* . – O Parlamento deu o seu acordo, e creio que bem, à celebração desta convenção sobre regras de origem preferenciais aplicável à região pan-euromediterrânica. Acredito que a União Europeia não pode deixar de ver os seus vizinhos do Sul como potenciais parceiros e de procurar incentivar as suas trocas com estes. Não obstante a tensão que perpassa alguns dos países em causa, a União deve ter presente o longo prazo no momento da adoção de semelhantes instrumentos jurídicos e visar o efetivo estabelecimento de meios mais céleres e fiáveis de assegurar um incremento das trocas comerciais.

4-435-687

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito* . – A presente proposta de resolução, apresentada nos termos do n.º 5 do artigo 115.º do Regimento, surge na sequência de uma pergunta com pedido de resposta oral formulada por Emílio Menéndez del Valle e Vital Moreira em nome da Comissão do Comércio Internacional e versa sobre a proposta de decisão do Conselho relativa à celebração da Convenção regional sobre regras de origem preferenciais pan-euro-mediterrânicas. A União Europeia sempre procurou favorecer a integração comercial dos países da margem sul do Mediterrâneo, uma vez que o comércio internacional pode favorecer o crescimento económico e a redução da pobreza. Após a denominada Primavera Árabe, esta integração revela-se ainda mais importante e um fator essencial para a consolidação das democracias emergentes nestes países. Além disso, permitirá a unificação de uma série de cerca de cem acordos comerciais e facilitará as trocas comerciais sul/norte.

Serão também impedidas as importações oriundas dos colonatos israelitas que ocupam terrenos palestinos, os quais não poderão beneficiar de regras preferenciais. Votei favoravelmente esta proposta pois, como referiu o Senhor Comissário, esta Convenção, além de constitui a primeira resposta na sequência da Primavera Árabe, permitirá a integração da região pan-mediterrânica no comércio da UE.

4-435-875

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Esta Convenção visa uma simplificação das disposições referentes à determinação do país de origem de um produto. Se for aprovada, substituirá mais de cem protocolos bilaterais. Ela destina-se a promover a criação e consolidação de uma zona de comércio livre euro-mediterrânica. Apesar do relator defender que esta Convenção irá servir como um incentivo ao comércio sul-sul, levar ao crescimento económico e à redução da pobreza, bem como a uma melhor integração regional das economias da região, bem sabemos como a realidade é diferente.

Os pequenos e médios produtores irão sofrer com a liberalização do comércio porque não têm capacidade de concorrer com modelos de produção intensivos. Serão favorecidos os grandes grupos económicos, que assim conquistam novos mercados e acedem a mão-de-obra barata. A questão mais controversa é a da incerteza jurídica sobre os bens que originam dos colonatos em território ocupado. Há a possibilidade de que esses bens possam entrar no mercado da UE como produtos israelitas. Por isso, o nosso grupo apresentou uma alteração reclamando *uma solução sustentável e satisfatória, que exclua explicitamente a possibilidade da entrada no mercado da UE de produtos originários dos colonatos israelitas ilegais nos Territórios Ocupados antes de se poder prever a celebração da Convenção regional sobre regras de origem preferenciais pan-euro-mediterrânicas*.

4-436-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – V duchu barcelonského procesu urýchľuje tento dohovor vytvorenie euro-stredozemskej zóny voľného obchodu. Prvým krokom k dosiahnutiu tohto cieľa boli dohody o pridružení medzi EÚ a jej stredozemskými partnermi. Novým dohovorom o paneuro-stredomorských preferenčných pravidlách pôvodu sa spájajú rôzne pravidlá o pôvode tovaru, s ktorým sa obchoduje v rámci príslušných obchodných dohôd uzatvorených medzi týmito stranami: Európskou úniou, účastníckymi krajinami barcelonského procesu (Alžírsko, Egypt, Izrael, Jordánsko, Libanon, Maroko, Sýria, Tunisko, Turecko a Palestínska samospráva), štátmi EZVO (Island, Nórsko, Švajčiarsko a Lichtenštajnsko), Faerskými ostrovmi a krajinami zúčastňujúcimi sa na procese stabilizácie a pridružení (Albánsko, Bosna a Hercegovina, Chorvátsko, Bývalá juhoslovanská republika Macedónsko, Čierna Hora a Srbsko, ako aj Kosovo podľa rezolúcie Bezpečnostnej rady OSN 1244/99). Prijatím jediného zjednodušeného nástroja sa teda uľahčí paneuro-stredozemská kumulácia pôvodu. Domnievam sa, že v neposlednom rade je tiež opodstatnené spomenúť, že po tomto významnom kroku by mali nasledovať ďalšie ambiciózne plány na skvalitnenie a podporu obchodu v regióne, počnúc čo najskôr aktualizáciou paneuro-stredozemských pravidiel o pôvode.

Nové demokratické hnutie v Stredozemí by malo byť príležitosťou pre vedúcich európskych predstaviteľov, aby nielen zlepšili ľudské a sociálne práva svojich občanov, ale tiež vyťažili čo najviac výhod, ktoré ponúka priateľskejšie politické a hospodárske prostredie v našom južnom susedstve.

4-437-000

David Martin (S&D), *in writing*. – I supported this resolution, which says that the EP is seriously concerned about the practices employed by certain companies which persist in exploiting the terms of the EU-Israel Association Agreement by exporting goods produced in the Occupied Territories and deplors this practice and considers that it flies in the face of the EU's international policies and represents an abuse of the extensive opportunities for legitimate preferential access to the Union's internal market. It therefore calls on the Commission to draw up a blacklist of companies which persist in employing these practices and to inform the Member States. It also recalls that in its judgment in the *Brita GmbH v Hauptzollamt Hamburg-Hafen* case, the European Court of Justice confirmed that the customs authorities of importing Member States must refuse preferential treatment under the EU-Israel Association Agreement to products exported to the EU which originate from Israeli-occupied territories and for which the Israeli authorities fail to provide sufficient information to enable their real origin to be determined.

4-438-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Cette résolution pointe avec justesse le problème des entreprises qui tirent profit de l'accord UE-Israël pour exporter des produits provenant des territoires occupés par Israël. Elle s'inquiète que le texte puisse faciliter ou favoriser ce type de pratique qui encourage l'esprit de coup de force et le mépris de la parole conventionnellement donnée. Elle dénonce le fait que l'accord ne prévoit pas de mécanisme de règlement des différends. Elle dénonce aussi le fait que la convention ne prévoit pas de révision ou de réexamen.

En dépit de tout cela, ses rédacteurs sont favorables à la convention. Incohérent! Je vote en conséquence contre cette incohérence, mais je soutiens les dénonciations ainsi que la demande de créer une liste noire des entreprises israéliennes qui violent délibérément l'esprit des dispositions prises par l'UE, en exportant abusivement des produits provenant des territoires occupés.

4-439-000

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – O objetivo da Convenção Regional relativa a Regras de Origem Preferenciais Pan-Euro-mediterrânicas é a criação de uma Zona Euro Mediterrânea de Comércio Livre. A adoção desta convenção tem igualmente por objetivo tornar o sistema pan-euro mediterrânico de acumulação da origem preferencial extensível aos países dos Balcãs ocidentais, facilitando a eventual expansão a novos membros. Este novo diploma jurídico contribuirá para estimular o crescimento económico, fomentando a diversificação económica e a redução da pobreza e possibilitando a democratização da região, bem como para favorecer a integração social, comercial e económica entre os países do sul do Mediterrâneo. É primordial que cada país exportador signatário aplique de modo uniforme e correto as disposições em termos de cooperação administrativa e de emissão dos certificados de origem, e que cada país importador disponha dos meios técnicos, orçamentais e de informação suficientes para o exercício de um controlo aduaneiro eficaz, que permita evitar quaisquer desvios de preferência. Daí o meu voto favorável.

4-439-500

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – I think that international trade can be a vehicle for economic growth, economic diversification and the reduction of poverty, all of which are necessary components of the democratisation of the Mediterranean region. In favour.

4-439-750

Rolandas Paksas (EFD), *raštu*. – Manau, kad šios konvencijos taikymas pašalins Viduržemio jūros regiono socialinės, prekybinės ir ekonominės integracijos stoką. Be to, ši konvencija padės ES plėtoti ir stiprinti prekybinius santykius su arabų šalimis. Tarptautinė prekyba yra pagrindinis ekonomikos augimo ir ilgalaikių darbo vietų kūrimo veiksnys. Prekyba ir atviros rinkos sumažina kainas ir padidina vartotoju pasirinkimą. Taigi, ši konvencija Viduržemio jūros regione pagamintoms ir kumuliuotoms prekėms sudarys palankes sąlygas patekti į ES vidaus rinką.

Manau, kad į konvenciją turėtų būti įtraukta ginčų sprendimo priemonė, kad veiksmingai ir operatyviai būtų sprendžiami prekių kilmės įrodymo patikrinimo klausimai.

4-439-875

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução e sublinho a necessidade de a Comissão Europeia elaborar uma avaliação de impacto, ao fim de três anos, para avaliar, *inter alia*, os benefícios originados pela adoção da presente Convenção e o impacto da cumulação causado por este documento nas práticas das empresas.

4-439-937

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – A Convenção Regional sobre Regras de Origem Preferenciais Pan-Euro Mediterrânicas reúne, num único documento, as regras de origem de mercadorias no âmbito de Tratados celebrados entre a União Europeia, os países participantes no processo de Barcelona, os Estados da EFTA, as Ilhas Faroé e os Estados que participam no Processo de Estabilização e Associação. Com este documento, substitui-se uma regulamentação até ao momento assente, sobretudo, em protocolos bilaterais (mais de cem). Traduzindo-se a Convenção num incentivo ao comércio entre estes Estados, diminuindo as dificuldades colocadas ao sistema de trocas internacional, é também certo que, pelo seu amplo âmbito subjetivo de aplicação, pode colidir com várias problemas de direito internacional – assim, por exemplo, sabendo-se que Israel é Estado Parte na nova Convenção, é necessário traçar o estatuto da Palestina no contexto deste acordo. Procurando a resolução traçar uma série de linhas de ação nesta matéria, que não podem deixar de ser refletidas, votei-a favoravelmente.

4-440-000

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. The EP believes that international trade can be a vehicle for economic growth, economic diversification and the reduction of poverty, all of which are necessary components of the democratisation of the Mediterranean region. It supports the Commission's endeavours to give preferential access to the EU internal market to goods produced and cumulated in the Mediterranean region and hopes that the new democracies that will emerge in the region following the Arab Spring will promote human and social rights and deepen the political dialogue, which should create an environment more friendly to intra-regional trade, as one reason for the lack of trade was the policies implemented by the previous dictatorial leaderships. It encourages these new democracies to work closely together in the Agadir Group and to make full use of the Convention. Finally, it asks the Commission to provide these new democracies with technical assistance to enable them to make full use of the commercial instruments available to them, including the Convention.

4-440-500

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – A aprovação desta Convenção com a região euro-mediterrânica trará um conjunto de vantagens para os países do sul do Mediterrâneo, proporcionando a integração regional dos mesmos, para a criação de uma verdadeira zona de comércio livre. Paralelamente, esta Convenção irá substituir cerca de 100 acordos bilaterais sobre regras de origem preferenciais, facilitando o trabalho das empresas e a identificação do abuso e da evasão. Um dos pontos que considero fundamental nesta proposta de resolução é a necessidade de estabelecer critérios claros quanto às regras de origem preferenciais, para que nenhum dos produtos com origem nos territórios palestinos ilegalmente ocupados usufrua desta regra. Concordo com a proposta da Comissão de criar uma lista dos colonatos, a enviar a todas as autoridades aduaneiras dos Estados-Membros, para cada um tomar as medidas necessárias, garantindo que nenhum dos produtos provenientes dos colonatos tenha medidas cumulativas preferenciais. Não devemos fechar as possibilidades aos países do sul do Mediterrâneo; devemos, sim, exportar o nosso exemplo de integração económica, mostrando que a união trará vantagens a todos os parceiros.

4-441-000

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – A criação da Convenção destina-se a promover a criação de uma zona de comércio livre euro-mediterrânica. Com esta Convenção, os pequenos e médios produtores irão sofrer com a liberalização do comércio porque não têm capacidade de concorrer com modelos de produção intensivos, favorecendo, assim, os grandes grupos económicos que conquistam novos mercados e acedem a mão-de-obra barata.

4-442-000

Zalecenie: Emilio Menéndez del Valle (A7-0026/2012)

4-443-000

Damien Abad (PPE), *par écrit*. – Le processus de Barcelone lancée en 1995, et devenu l'Union pour la méditerranée sous l'impulsion de la présidence française de l'Union européenne en 2008, vise à créer un espace commun de paix et de stabilité entre l'Europe et les pays méditerranéens qui l'entourent. Sur le plan économique, cette Union doit permettre l'instauration d'une zone de libre-échange. Elle est restée en stand-by de nombreuses années. Le Printemps arabe, soutenu par le Parlement européen, a montré la nécessité de relancer cet objectif, ce à quoi entend répondre la Convention régionale sur les règles d'origine préférentielles paneuroméditerranéennes. J'ai donc voté en faveur du rapport Menéndez del Valle.

4-443-500

Laima Liucija Andrikiénė (PPE), *in writing*. – I, as a member of European Parliament and a member of the Committee on International Trade, voted in favour of this resolution as the adoption of the Convention is a very relevant step in the creation of a possible free trade area in the Mediterranean. The Convention integrates all the protocols on rules of origin in force between all the partners indicated; therefore in the end there will a single system on rules of origin in the trades in this area. The practical result of the application of the Convention will be a strong boost to and the dynamism of trade exchanges in the

area as well as stronger political relations. It also has a political importance especially in the view of recent developments in Middle East countries.

4-444-000

Elena Băsescu (PPE), *în scris* . – Am votat pentru, deoarece apreciez că încheierea Convenției regionale cu privire la regulile de origine preferențiale paneuromediteraneene va aduce simplificări oportune pentru actorii comerciali din tot acest spațiu, facilitând schimburile economice și contribuind astfel la apariția zonei euromediteraneene de liber-schimb. Consider că noul instrument va avea beneficii importante, prin creșterea acoperirii geografice a cumulului de origine. Este relevant faptul că noua Convenție va oferi un cadru unic pentru relațiile comerciale ale Uniunii Europene cu țările cuprinse anterior în diverse cadre de cooperare. Vor fi, astfel, unificate regulile privind originea din acordurile comerciale cu statele participante în procesul de la Barcelona, respectiv în procesul de stabilizare și asociere și statele AELS. Facilitarea comerțului este de natura să genereze creștere economică, cu efecte atât pentru țările din Balcani, cât și pentru cele din vecinătatea sudică. Prin acest cadru unic și simplificat, va fi sprijinită activitatea întreprinderilor, în special a celor mici și mijlocii. Totodată, se vor crea condițiile pentru intensificarea schimburilor comerciale între țările din sud. În același timp, pentru a asigura succesul noului instrument, este necesară acțiunea promptă și eficientă a Comisiei ca răspuns la orice eventuale disfuncționalități.

4-444-500

Mara Bizzotto (EFD), *per iscritto* . – L'approvazione di questa relazione è necessaria per l'entrata in vigore della Convenzione regionale sulle norme di origine paneuromediterranee. La Convenzione contiene norme che in futuro andrebbero a disciplinare la materia delle origini preferenziali nei prodotti confezionati nei Paesi parte della Convenzione, cioè Paesi UE, EFTA, Paesi del Nord-Africa e Paesi dell'Est Europa e dei Balcani parte della politica di stabilizzazione e associazione. Una simile Convenzione, che contiene norme potenzialmente dannose o ingannevoli per i nostri prodotti di qualità, non presenta particolari vantaggi per la nostra realtà produttiva, mentre è a tutto vantaggio dei Paesi del Nord-Africa. Inoltre, non si ha alcuna garanzia della corretta applicazione delle normative nella sponda meridionale del Mediterraneo, né si ha garanzia sufficiente della cooperazione amministrativa e del corretto rilascio dei certificati di origine in quei Paesi. La Convenzione poi non prevede meccanismi di composizione delle controversie, né clausole di riesame o revisione del testo pattizio. Il mio voto è quindi contrario.

4-444-750

Philippe Boulland (PPE), *par écrit* . – Nous venons d'approuver la conclusion de la convention régionale sur les règles d'origine préférentielles paneuroméditerranéennes. Cette convention est une étape importante car les simplifications qu'elle entraîne auront des conséquences positives sur la facilitation des échanges et l'intégration économique et sociale des pays de la région. Toute mesure de promotion du développement des relations entre les pays de la région est à soutenir. D'où l'importance de faciliter l'utilisation du système de cumul de l'origine et renforcer in fine les échanges commerciaux Nord-Sud et Sud-Sud, et d'étendre le système des règles d'origine préférentielles aux autres pays du voisinage.

4-445-000

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – J'ai soutenu l'adoption de la Convention régionale sur les règles d'origine préférentielles paneuroméditerranéennes qui permettra de renforcer les échanges commerciaux Nord-Sud et Sud-Sud. J'approuve la résolution déposée à l'initiative du rapporteur, M. Menendez del Valle, qui rappelle que cette Convention revêt une importance politique majeure dans le contexte actuel de transition démocratique de la rive Sud de la Méditerranée. Je me réjouis de l'instauration d'un système paneuroméditerranéen de cumul des origines qui permet de clarifier la réglementation jusqu'alors en vigueur et qui participe à la réalisation de l'objectif de "prospérité partagée" énoncé par la Commission. J'attends une mise en œuvre rapide de cette Convention afin de lancer une dynamique en direction des Etats avec qui nous avons déjà des accords de libre-échange.

4-445-250

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de cette convention régionale sur les règles d'origine préférentielles paneuroméditerranéennes car elle constitue une étape vers la création d'un espace de libre échange dans la Méditerranée, dans la droite ligne des propositions faites par le chef de l'Etat français.

4-445-500

Göran Färm, Anna Hedh, Olle Ludvigsson, Jens Nilsson, Marita Ulvskog och Åsa Westlund (S&D), *skriftlig*. – Vi svenska socialdemokrater välkomnar konventionen om ett enda förenklat instrument som underlättar användningen av en Europa-Medelhavstäckande ursprungskumulation. Vi stöder EU:s utfästelser om att förbättra handelsförbindelserna med Medelhavsländerna och skapa effektiva och rättvisa handelsregler. Men vi kan inte bortse från att EU stött på ett flertal problem vid tillämpningen av ursprungsreglerna för produkter med ursprung i de israeliska bosättningarna i de ockuperade palestinska områdena. Problemet med att bestämma det verkliga ursprunget för produkter som exporteras av Israel måste lösas på ett bättre sätt. Risken är att detta, om ingen effektiv lösning nås, kan bli ett verktyg för att utöka detta missbruk. Varor som kumulerats av tredjeländer med Israel måste respektera samma territoriella principer som EU. Detta är också i linje med EU-domstolens dom i det så kallade Britamålet. Dessutom är det oklart hur avtalet hanterar varor från Västsahara.

4-445-625

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – A adoção de uma Convenção como a Convenção sobre Regras de Origem Preferenciais Pan-Euro-mediterrânicas abre o caminho para um aumento das trocas entre as duas margens deste antigo mar interior da civilização clássica e berço daquilo que hoje conhecemos como Europa. O facto de terem sido coligidas as regras de origem aplicáveis num único instrumento contribui para a sua inteligibilidade e para uma utilização mais célere das mesmas, o que favorecerá não apenas os diretamente envolvidos no comércio mas também os próprios consumidores. Congratulo-me com mais este passo no sentido de uma maior integração euro-mediterrânica e faço votos para que esta possa, de futuro, incluir iniciativas de cariz social e cultural, para além das tão relevantes e necessárias no domínio económico.

4-445-750

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – A recomendação em apreciação, elaborada por Emílio Menéndez del Valle, incide na Convenção Regional sobre as regras de origem

preferenciais pan-euro-mediterrânicas. Trata-se de uma Convenção que não só facilitará as regras comerciais pan-euro-mediterrânicas, como também catalisará a criação de um mercado comum entre os Estados-Membros da União Europeia e os países da margem sul do Mediterrâneo. A UE sempre procurou favorecer a integração comercial dos países da margem sul do Mediterrâneo, uma vez que o comércio internacional pode favorecer o crescimento económico e a redução da pobreza. Após a denominada Primavera Árabe, esta integração revela-se ainda mais importante e um fator essencial para a consolidação das democracias emergentes nestes países. Além disso, permitirá a unificação de uma série de cerca de cem acordos comerciais e facilitará as trocas comerciais sul/norte. Serão também impedidas as importações oriundas dos colonatos israelitas que ocupam ilegalmente terrenos palestinianos, as quais não poderão beneficiar de regras preferenciais. Votei favoravelmente esta proposta pois, como referiu o Senhor Comissário, esta Convenção, além de constituir a primeira resposta na sequência da Primavera Árabe, permitirá a integração da região pan-mediterrânica no comércio da UE.

4-445-875

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – O relatório aprova a celebração da Convenção que se destina a promover a criação de uma zona de comércio livre euro-mediterrânica. Esta liberalização do comércio irá prejudicar os pequenos e médios produtores que irão sofrer com a liberalização do comércio porque não têm capacidade de concorrer com modelos de produção intensivos, favorecendo, assim, os grandes grupos económicos que conquistam novos mercados e acedem a mão-de-obra barata, bem como a possibilidade de melhor contornar normas sociais, laborais e ambientais, em vigor nos países europeus. A questão mais controversa desta Convenção é a da incerteza jurídica sobre os bens oriundos dos colonatos israelitas nos territórios palestinianos ocupados. A Comissão não nega a possibilidade de que esses bens possam entrar no mercado da UE, como produtos israelitas – o que é inaceitável. Por essas razões, votámos contra este relatório.

4-447-500

Lorenzo Fontana (EFD), *per iscritto*. – La Convenzione regionale sulle norme di origine preferenziali, pur presentando un sistema di norme preciso e ben dettagliato, contiene in sé alcuni aspetti critici che ritengo non siano da sottovalutare. Non si riscontra, infatti, nel testo un sistema di garanzie che assicuri l'osservanza delle regole da parte delle autorità competenti degli Stati nord-africani coinvolti nell'accordo, così come non sono previsti meccanismi per la composizione delle controversie. Si nota anche la totale mancanza di clausole di riesame o di revisione della Convenzione. Per questi motivi, il mio voto è stato contrario.

4-448-500

Elisabeth Köstinger (PPE), *schriftlich*. – Ich habe für dieses Abkommen gestimmt, da es ein weiterer Schritt auf dem Weg zur Schaffung einer möglichen Freihandelszone im Mittelmeerraum ist. Mit der Annahme des regionalen Übereinkommens über die Pan-Europa-Mittelmeer-Präferenzursprungsregeln schafft die Europäische Union ein einheitliches Rechtsinstrument. Dieses Abkommen wird in der Praxis zu einem enormen Aufschwung und einer dynamischen Entwicklung des Handels in den Gebieten sowie zur Vertiefung der politischen Beziehungen führen.

4-449-000

David Martin (S&D), *in writing* . – The Arab Spring is a great challenge and an equally great opportunity for the EU in its relationship with the Southern Neighbourhood. Our Southern neighbours are demanding concrete responses from us that facilitate their brave, but uneasy, journey towards freedom and democracy. The High Representative and the Commission correctly identified this dossier as a priority within this response framework, as stated in the Joint Communications of 8 March 2011 on 'A Partnership for Democracy and Shared Prosperity with the Southern Mediterranean' and of 25 May 2011 on 'A new response to a changing Neighbourhood'. All in all, the adoption of the Convention represents one of the tools to ensure the maximum impact of trade and investment in the region.

4-450-000

Clemente Mastella (PPE), *per iscritto* . – Seguendo i dettami del Processo di Barcellona, la convenzione che abbiamo votato oggi intende anticipare la creazione di un'area di libero scambio euromediterranea, che si occupi anche di ben definire le norme di origine preferenziali paneuromediterranee, sino ad oggi oggetto di specifici accordi commerciali. L'adozione di uno strumento unico e semplificato permetterà di facilitare il ricorso al sistema paneuromediterraneo di cumulo dell'origine.

L'adozione di questo nuovo strumento giuridico costituirà sicuramente un potenziale incentivo ad incrementare gli scambi sud-sud ed a contribuire alla crescita economica, alla diversificazione economica, alla riduzione della povertà e alla democratizzazione della regione, nonché alla promozione dell'integrazione sociale, commerciale ed economica tra i paesi della sponda meridionale del Mediterraneo. Questo strumento unico avrà il vantaggio di includere non solo i paesi tradizionali del Mediterraneo meridionale, ma anche i partecipanti al processo di stabilizzazione e di associazione e gli Stati EFTA, creando in tal modo una zona geografica di cumulo più ampia e un mercato di sbocco più vasto per le esportazioni cumulate.

Siamo consapevoli, però, del fatto che la conclusione di questa convenzione debba essere necessariamente seguita e consolidata da altri progetti più ambiziosi finalizzati a migliorare e promuovere il commercio nella regione.

4-451-000

Iosif Matula (PPE), *în scris* . – Încheierea Convenției regionale cu privire la regulile de origine preferențiale paneuromediterraneene reprezintă o etapă importantă în continuarea eficientă a procesului inițiat la Barcelona. Este un pas intermediar în crearea unei zone libere de schimb euromediterranean, iar ținta finală este crearea unei singure convenții, care să înlocuiască actuala rețea, de peste o sută de protocele bilaterale referitoare la regulile de origine.

Am votat proiectul de rezoluție pentru a crea un instrument cu un rol-cheie în reducerea complexității relațiilor comerciale actuale. Strategiile pentru regiunile din vecinătatea sudică a UE trebuie să aibă o abordare macroregională. Astfel, se va favoriza cooperarea dintre regiuni în vederea stabilirii unor obiective comune, precum creșterea durabilă, încurajarea investițiilor prin crearea de noi locuri de muncă, dar și consolidarea democrației. Pentru dezvoltarea unei cooperări eficiente între Uniunea Europeană și zona mediteraneană este necesară stimularea accesării fondurilor prin Instrumentul european de vecinătate și parteneriat (IEVP). La fel de importantă este și simplificarea procedurilor de acordare a

asistenței pentru statele mediteraneene. Uniunea Europeană trebuie să aibă granițe flexibile, nu rigide, mai ales în privința relațiilor economice!

4-452-000

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Je suis contre la mise en place de la zone de libre-échange euro-méditerranéenne prévue par le processus de Barcelone. La convention sur les règles d'origine préférentielles pan-euro-méditerranéennes, qu'on nous propose ici d'approuver, vise à accélérer sa mise en place. Elle permet même d'en accroître l'étendue géographique. De plus, cette convention ne garantit pas l'arrêt de l'importation des produits venant des territoires occupés et encourage en cela l'esprit de coup de force que fait prévaloir le gouvernement actuel d'Israël. Je vote contre.

4-453-000

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – O objetivo da Convenção Regional relativa a Regras de Origem Preferenciais Pan-Euro-mediterrânicas é o de criação de uma Zona Euro Mediterrânea de Comércio Livre. A adoção desta convenção tem, igualmente, como objetivo, tornar o sistema pan-euro-mediterrânico de acumulação da origem preferencial extensível aos países dos Balcãs ocidentais, facilitando a eventual expansão a novos membros. Este novo diploma jurídico contribuirá para estimular o crescimento económico, fomentando a diversificação económica, a redução da pobreza e possibilitando a democratização da região, bem como para favorecer a integração social, comercial e económica entre os países do sul do Mediterrâneo. Dei o meu voto favorável, ciente de que, para um funcionamento eficaz, é primordial que cada país exportador signatário aplique de modo uniforme e correto, as disposições em termos de cooperação administrativa e de emissão dos certificados de origem e que cada país importador disponha dos meios técnicos, orçamentais e de informação suficientes para o exercício de um controlo aduaneiro eficaz que permita evitar quaisquer desvios de preferência.

4-453-500

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – I agree that Association Agreements between the EU and its Mediterranean partners should be followed and consolidated by other ambitious plans to improve and foster trade in the region – starting, as soon as possible, with the updating of the pan-Euro-Mediterranean rules of origin. I am, therefore, in favour.

4-454-000

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Wenn die Paneuropa-Mittelmeer-Präferenzursprungsregeln nun geändert werden, ist dabei darauf zu achten, dass regionale Übereinkommen nicht eine ungünstigere Situation herbeiführen als nach den früheren Freihandelsabkommen gegeben war. Denn nur dann bedeutet das System eine positive Erweiterung der bisherigen paneuropäischen Ursprungskumulierung. Schließlich soll diese Strategie ja den freien Warenverkehr zwischen der EU und den Partnerländern vorantreiben. Grundsätzlich muss in der Paneuropa-Mittelmeerzone beim diagonalen Handel das Verbot der Zollrückvergütung beachtet werden, was ja etwa im Falle der Palästinensischen Behörde für das Westjordanland und den Gazastreifen nicht ganz unproblematisch ist. Immerhin gibt es in dieser Region immer wieder Streitigkeiten über den tatsächlichen Ursprung von Waren. Gerade angesichts der nunmehrigen Überarbeitung wäre es wünschenswert, wenn sich die EU verstärkt mit dieser Problematik befasst und hinsichtlich der Paneuropa-Mittelmeer-Präferenzursprungsregeln nach

Neuerungen sucht, die dem Missbrauch effizient Einhalt zu gebieten vermögen, damit diese Regelung nicht dem EU-Einsatz für den Gaza-Streifen zuwider laufen kann. Deshalb habe ich den vorliegenden Bericht auch abgelehnt.

4-454-500

Rolandas Paksas (EFD), *raštu*. – Pritariu konvencijos dėl visos Europos ir Viduržemio jūros regiono valstybių preferencinės kilmės taisyklių regioninės konvencijos sudarymui. Tokiu būdu bus sukurtos palankios sąlygos prekybos plėtojimui bei regionų ir ekonominei integracijai.

Manau, kad ši konvencija bus tvirtas pagrindas siekiant sukurti Europos ir Viduržemio jūros regiono šalių laisvosios prekybos erdvę. Be to, ji paskatins pietinių šalių tarpusavio prekybą, ekonomikos augimą, prisidės prie skurdo mažinimo ir naujų darbo vietų kūrimo.

4-454-750

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – Os Acordos de Associação entre a UE e os seus parceiros mediterrânicos constituíram as primeiras etapas para alcançar a presente Convenção que fomenta a criação de uma Zona Euro Mediterrânea de Comércio Livre. Pretende-se com esta convenção tirar partido desses acordos através da adoção deste novo instrumento jurídico mais simples e eficaz que pode constituir-se como um possível incentivo para estimular o comércio sul-sul e contribuir para o crescimento económico, a diversificação económica, a redução da pobreza e a democratização da região, bem como para favorecer a integração social, comercial e económica entre os países do sul do Mediterrâneo.

4-454-875

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – A Convenção Regional sobre Regras de Origem Preferenciais Pan-Euro-mediterrânicas reúne, num único documento, as regras de origem de mercadorias no âmbito de tratados celebrados entre a União Europeia, os países participantes no processo de Barcelona, os Estados da EFTA, as Ilhas Faroé e os Estados que participam no Processo de Estabilização e Associação. Com este documento, substitui-se uma regulação até ao momento assente, sobretudo, em protocolos bilaterais (mais de cem). Na medida em que esta convenção se pode traduzir num incentivo ao comércio entre estes Estados, diminuindo as dificuldades colocadas ao sistema de trocas internacional, votei a sua aprovação em sentido favorável.

4-454-937

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – A nova Convenção Regional sobre Regras de Origem Preferenciais Pan-Euro-Mediterrânicas fomenta a criação de uma Zona Euro-Mediterrânea de Comércio Livre e reúne todas as regras de origem das mercadorias que são objeto de troca no âmbito dos acordos comerciais pertinentes celebrados entre as várias Partes. Este importante passo deve ser acompanhado e consolidado por outros planos ambiciosos para melhorar e promover o comércio na região, começando, o mais rapidamente possível, pela atualização das regras de origem pan-euro-mediterrânicas, de forma a aproveitar ao máximo as vantagens proporcionadas por um ambiente político e económico mais favorável nos nossos vizinhos do Sul.

4-455-000

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. – J'ai voté contre la position du Parlement européen de soutien aux conclusions du Conseil sur la convention régionale sur les règles d'origines préférentielles pan-euroméditerranéennes en matière de commerce. Le rapport signale une série de problèmes réels sur le commerce entre l'UE et le reste de la Méditerranée, dont le régime privilégié accordé à Israël qui vend des produits provenant des territoires occupés. J'estime cependant que le texte ne va pas suffisamment loin dans l'égalité de traitement entre tous les partenaires. La différence de traitement reste de mise à l'égard de la Palestine dès lors qu'il est conclu de simplement geler les accords. Une telle différence de traitement reste intolérable pour une Union européenne qui prétend donner des leçons au monde entier en matière de démocratie et de droits de l'Homme. J'oserai ajouter que même d'un point de vue purement libéral, le compte n'y est pas, puisque selon leurs grands principes, l'égalité commerciale devrait être la règle. Ils ne respectent même pas les bases de leur idéologie, ou plus exactement comme toujours, on choisit les règles en fonction des intérêts en jeu.

4-456-000

Angelika Werthmann (NI), *schriftlich*. – Das Regionale Übereinkommen über Pan-Europa-Mittelmeer-Präferenzursprungsregeln ersetzt das derzeitige Netzwerk von über hundert bilateralen Protokollen über Ursprungsregeln. Aufgrund der Komplexität des bisherigen Systems konnten kleine Staaten und KMU kaum Nutzen aus den Handelsbeziehungen mit den Ländern des südlichen Mittelmeerraums ziehen. Die geplante Vereinfachung bzw. Vereinheitlichung des Ursprungskumulierungssystems ist daher begrüßenswert.

4-457-000

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – O relatório aprova a celebração da Convenção, que se destina a promover a criação de uma zona de comércio livre euro-mediterrânica. Esta liberalização do comércio irá prejudicar os pequenos e médios produtores, que sofrerão com a liberalização do comércio, uma vez que não têm capacidade de concorrer com modelos de produção intensivos. Esta Convenção favorece os grandes grupos económicos, que desta forma conquistam novos mercados e acedem a mão-de-obra barata, para além de conseguirem contornar normas sociais, laborais e ambientais em vigor nos países europeus. Não podemos aceitar esta situação, que ditará o fim da pequena e média produção.

4-458-000

Projekt rezolucji B7-0063/2012

4-458-500

Luís Paulo Alves (S&D), *por escrito*. – Aprovo a presente Resolução, que tem o intuito de avançar com um dos programas mais emblemáticos da União Europeia a nível mundial que é o GMES. Penso que a falta de aprovisionamento financeiro poderá colocar em causa uma evolução significativa na era tecnológica que queremos liderar, sendo lamentável as fracas propostas apresentadas de financiamento intergovernamental, que apenas deterioram a qualidade do programa. A tecnologia de observação da Terra deve merecer o financiamento adequado e deve ser articulada com a Rede de Regiões Europeias Utilizadoras de Tecnologias Espaciais, o que poderá promover o desenvolvimento económico,

tecnológico, a coesão territorial, e abrir novas perspectivas de desenvolvimento baseado na inovação, tal como preconizado na Estratégia UE 2020.

4-459-000

Elena Oana Antonescu (PPE), *în scris*. – Monitorizarea schimbărilor climatice și a impactului pe care acestea îl pot avea asupra statelor europene, prevenirea rapidă a amenințărilor de securitate, prin culegerea promptă de informații relevante, furnizarea datelor de fundamentare a numeroase politici economice și sociale ale Uniunii Europene și ale statelor membre sunt numai câteva dintre avantajele acestui important program european. În egală măsură, inițiativa este importantă pentru că reușește să dinamizeze domeniul cercetării și explorării spațiale, reunind resurse de care statele membre ale Uniunii Europene nu dispun individual. Derularea programului este la fel de importantă și pentru succesul Strategiei Europa 2020 a Uniunii Europene pentru o creștere inteligentă, durabilă și favorabilă incluziunii, susținând semnificativ componenta industrială a acestui document programatic. Susțin adoptarea acestui program care aduce nu numai beneficii economice (prognosticate a fi de patru ori mai mari decât costurile sale până în anul 2030), ci contribuie și la dezvoltarea unei mai bune guvernante europene.

4-460-000

Zoltán Bagó (PPE), *írásban*. – Támogattam a „globális környezetvédelmi és biztonsági megfigyelés jövőjéről” (továbbiakban: GMES) szóló állásfoglalást, hiszen véleményem szerint fontos egy már kialakított uniós szintű földmegfigyelési rendszer további fenntartása. Azzal, hogy ez a rendszer átfogóan öt, - nevezetesen a szárazföldi, tenger, légi, veszélyhelyzeti reagálási és biztonsági - területre kiterjedően vizsgálja a Föld környezetvédelmi és biztonsági helyzetét, a GMES segíti Európát abban, hogy idő előtt reagálni tudjon bármiféle negatív környezeti és biztonságpolitikai változásra. Továbbá a rendszer azon sajátosságából következően, hogy alapszolgáltatásai magánszemélyek részére is hozzáférhetőek, elősegítheti az európai és a tagállami innovációt is. Abból kifolyólag, hogy a finanszírozási keret csupán 2013-ig biztosított, ezen időszak elteltével nem csak a rendszer kialakítására fordított anyagi és szellemi energia veszne kárba, hanem a közös törekvésünk is az európai űrkutatás egyik ágának fejlesztésére. Ezért gondoltam úgy, hogy fontos támogatnom GMES-ről szóló állásfoglalást.

4-461-000

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šios rezoliucijos, nes ja Europos Parlamentas siekia prisidėti prie šiuo metu ES institucijose svarstomo klausimo dėl Europos Žemės stebėsenos programos finansavimo. Iš tiesų, šiuo metu yra nesutariama dėl to, iš kokių lėšų ateityje turėtų būti finansuojama ši Europos Žemės stebėsenos programa ir tai kelia susirūpinimą dėl šios programos ateities. Neužtikrinus tinkamo finansavimo arba neužtikrinus ilgalaikio ir stabilaus finansavimo, laikui bėgant būtų patirtos dar didesnės išlaidos, piliečiai nebeturėtų vienodų galimybių gauti atitinkamą informaciją, programa būtų laikinai nutraukta ar net sustabdyta ir nutrauktas jos duomenų teikimas. Tai galiausiai reikštų, jog iki šiol padarytos investicijos nedavė jokios naudos ir kad Europa praras savo nepriklausomybę šioje kosmoso erdvės infrastruktūroje ir sustos jos technologijų pažanga. Taigi, savo rezoliucijoje Parlamentas sukritikavo Europos Komisiją dėl neveikimo neinicijuojant reikalingų teisės aktų priėmimo, bei išreiškė nepritarimą Komisijos siūlomai Europos Žemės stebėsenos programos finansavimo ir valdymo sistemai.

4-462-000

Sebastian Valentin Bodu (PPE), *în scris*. – Programul de monitorizare globală pentru mediu și securitate (GMES) furnizează informații care permit o mai bună înțelegere a felului în care se poate schimba planeta noastră și a mijloacelor prin care se realizează acest lucru. Atenuarea schimbărilor climatice, abordarea situațiilor de urgență, asigurarea unui control mai bun la frontieră, îmbunătățirea securității și alertarea cetățenilor în cazul în care calitatea aerului se deteriorează sunt activități care depind de informații exacte și prompte despre planeta noastră. Conform unei analize cost-beneficiu, se preconizează că programul GMES va genera beneficii în valoare de cel puțin de două ori costurile investițiilor până în 2020 și de patru ori costurile până în 2030. Acest lucru reprezintă un potențial enorm în ceea ce privește creșterea economică și crearea de locuri de muncă datorită dezvoltării unor servicii inovatoare și a unor aplicații comerciale în sectorul din aval. Dimensiunea europeană a GMES generează economii de scară, facilitează investițiile comune în infrastructuri de mare anvergură, promovează coordonarea eforturilor și a rețelelor de observare, permite armonizarea și intercalibrarea datelor și oferă impulsul necesar pentru apariția în Europa a unor centre de excelență la nivel mondial.

4-462-500

Antonio Cancian (PPE), *per iscritto*. – Ho votato con convinzione a favore della risoluzione sul futuro del programma GMES, perché condivido le preoccupazioni in merito alla sopravvivenza ed al proseguimento di questo progetto. GMES è una delle due iniziative faro dell'Unione nel settore spaziale, ed è fondamentale sul piano politico, strategico e tecnologico nel monitoraggio del cambiamento climatico, nella prevenzione dei disastri ambientali, nella gestione delle emergenze e nell'organizzazione della mobilità e dello scambio di energia. Lascia perciò perplessi la decisione della Commissione di escludere GMES dal quadro finanziario pluriennale e la proposta di finanziarlo attraverso degli accordi intergovernativi. Benché numerosi governi in seno al Consiglio si siano già espressi a favore del mantenimento del programma, non si può totalmente escludere il rischio che l'opposizione di alcuni Paesi possa farlo naufragare, vanificando sforzi e investimenti finora compiuti. Amareggerebbe inoltre l'esclusione del Parlamento dal processo decisionale e quindi l'assenza di partecipazione democratica. Auspico che la Commissione riveda le proprie posizioni e decida di ascoltare l'esortazione di questo Parlamento per la re-introduzione di GMES all'interno del quadro finanziario multiennale. Personalmente ritengo che ciò possa essere realizzato attraverso il ricorso ad una partnership pubblico-privato per massimizzare l'investimento del bilancio comunitario, come é stato fatto per il progetto SESAR.

4-463-000

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. – Apoio esta proposta de resolução por dar a devida importância à renovação e prolongamento do prazo do GMES dado o seu papel cada vez mais importante na área do ambiente. O GMES foi implementado para observar o planeta Terra, isto é: monitorizar os desenvolvimentos a nível das alterações climáticas e da degradação florestal, medição dos níveis dos gases de efeito estufa, sustentabilidade ambiental, proteção e segurança civil, bem como oportunidades económicas que poderão vir a surgir com o exercício da pesquisa e desenvolvimento, e inovação. Admito recear um financiamento intergovernamental do GMES pós-2013, como preconizado pela Comissão. Isto não só levanta dúvidas quanto ao verdadeiro interesse da UE no programa, como também, poderá ter uma possível regressão no sentido de um programa que pecará por

uma maior dimensão europeia e incluirá deficiências quanto à sua transparência e acesso pleno, aberto e igual para todos.

Consequentemente, concordo que seja necessário instar a Comissão a apresentar uma proposta legislativa que vá de encontro a todos os problemas previamente mencionados, ou seja, a apregoar a gestão, o financiamento suportado pelo Quadro Financeiro Plurianual e um *roadmap* para o funcionamento do programa GMES, garantindo assim uma implementação segura e adequada e a plena operacionalidade a partir de 2014.

4-463-250

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la résolution sur l'avenir de GMES, car elle envoie un signal fort à la Commission européenne : celui d'un Parlement européen qui n'accepte pas qu'elle puisse exclure le programme GMES du cadre financier pluriannuel 2014-2020. Nous avons, par ailleurs, demandé à la Commission européenne de faire au plus vite une proposition législative pour la gouvernance, le financement et le fonctionnement du programme à long terme, afin de rassurer sur son avenir. Ce n'est pas le moment pour l'UE de se désengager, en se défaussant sur les Etats, d'un programme qu'elle a elle-même initié et jusqu'ici financé.

4-463-500

Christine De Veyrac (PPE), *par écrit*. – Le vote de cette résolution constitue une nouvelle étape pour montrer la ferme opposition du Parlement européen à la volonté de la Commission européenne d'exclure GMES du budget de l'Union européenne. On ne peut demander à nos Etats et à nos citoyens de se serrer la ceinture tout en leur demandant de mettre de nouveau la main à la poche. En faisant la sourde oreille face à notre mobilisation depuis plusieurs mois, la Commission risque de paralyser tout un pan de l'industrie spatiale qui attend de ses représentants une position claire et raisonnée. C'est ici à l'Europe des projets que s'attaque la Commission européenne. Une position incompréhensible.

4-463-750

Diogo Feio (PPE), *por escrito*. – Como bem salienta a resolução, a incerteza quanto ao futuro do programa GMES e respetivo financiamento é prejudicial à evolução e à comercialização dos serviços e aplicações do GMES, as quais têm potencial gerador de crescimento económico e de emprego na Europa. Acompanho por isso a recomendação para que seja apresentada uma proposta para a gestão, o financiamento e o funcionamento do programa GMES que, assegure o objetivo de uma plena operacionalidade a partir de 2014.

4-463-875

José Manuel Fernandes (PPE), *por escrito*. – A presente proposta de resolução, apresentada nos termos do n.º 5 do artigo 115.º do Regimento, surge na sequência de uma pergunta com pedido de resposta oral formulada por Norbert Glante, em nome da Comissão da Indústria, da Investigação e da Energia, sobre o futuro do programa de Monitorização Global do Ambiente e Segurança (GMES), uma das iniciativas espaciais mais emblemáticas da União Europeia. Não obstante tratar-se de um instrumento que, além de permitir a observação do planeta Terra, também é fundamental no combate às alterações climáticas, na proteção civil e segurança, na gestão de crises e num desenvolvimento económico sustentável, os atuais condicionalismos orçamentais levaram a Comissão Europeia a retirar o seu financiamento, a partir de 2013, do Quadro Financeiro Plurianual, enquadrando-o

num plano de financiamento intergovernamental. Porque este novo sistema de financiamento não garante a continuidade em pleno do programa, inviabilizando ou reduzindo drasticamente a sua operacionalidade, votei favoravelmente esta proposta para que a Comissão apresente uma proposta legislativa no sentido de assegurar o financiamento, a longo prazo, nomeadamente no âmbito do QFP, de modo que o GMES prossiga cabalmente e que, a partir de 2014, as funções para que foi criado sejam desempenhadas.

4-464-000

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito.* – GMES é o nome dado ao programa de Monitorização Global do Ambiente e da Segurança. Este projeto conjunto tem aplicações e potencialidades de indiscutível interesse público. Todavia, nele incluem-se também aspetos que nos suscitam reservas. Vários têm sido os autores e investigadores a denunciar que, a pretexto da suposta *proteção civil e segurança, mobilidade e gestão de crises, gestão de emergências e resposta a crises humanitárias*, o GMES tem vindo a servir possíveis fins/utilizações militares.

Esta tem sido a razão da nossa abstenção, que, mais uma vez, repetimos. Ademais, são claramente enunciados objetivos políticos e estratégicos, *no domínio da segurança, em especial no que toca ao controlo das fronteiras, à vigilância marítima e ao apoio às ações externas da União*, como é referido no seu regulamento, que também não podemos acompanhar. Estas nossas preocupações estão tanto mais na ordem do dia quanto mais a União Europeia aprofunda a sua vertente securitária e militarista. É disso exemplo a política relativa aos imigrantes, com o aumento da vigilância marítima e das fronteiras, ou o aproveitamento de cenários de catástrofe para uma interferência externa.

4-465-000

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne.* – Program Globálne monitorovanie pre životné prostredie a bezpečnosť (GMES) predstavuje jednu z dvoch hlavných iniciatív EÚ v oblasti kozmického priestoru a zohráva kľúčovú úlohu pri pozorovaní Zeme, čo je zásadný nástroj z hľadiska boja proti zmene klímy a degradácii životného prostredia, civilnej ochrany a bezpečnosti, trvalo udržateľného rozvoja, mobility a krízového riadenia, ako aj zabezpečenia dôležitých hospodárskych príležitostí. Z politického, strategického a technického hľadiska má GMES pre Európu obrovský význam a vzhľadom na hospodárske, sociálne a technologické prínosy ponúka za vynaložené peniaze veľmi vysokú hodnotu. Absencia spoľahlivého plánu financovania na zabezpečenie dlhodobej a stabilnej finančnej podpory by pravdepodobne z dlhodobého hľadiska viedla k vyšším nákladom, k rozdielom v prístupe k výstupným informáciám a rozdielnym výhodám pre európskych občanov, k pozastaveniu alebo dokonca prerušeniu programu a poskytovania jeho informácií a v konečnom dôsledku by mohla znamenať, že doposiaľ vynaložené investície sa stanú zbytočnými a že Európa príde o svoju nezávislosť a technologický náskok v tejto významnej vesmírnej infraštruktúre.

Prípadné nejasnosti v súvislosti s budúcnosťou programu GMES a jeho financovaním by v značnej miere poškodili rozvoj služieb a aplikácií GMES a ich uvedenie na trh, pričom od týchto služieb a aplikácií sa očakáva, že európskym občanom prinesú hospodársky rast a blahobyť.

4-466-000

Elisabetta Gardini (PPE), *per iscritto*. – In numerosi e accesi dibattiti parlamentari, più volte è stata ribadita l'importanza del programma GMES. Il suo ruolo è fondamentale nell'assicurare all'Europa l'accesso indipendente alle informazioni legate all'osservazione della Terra. Non dimentichiamo che, per garantire la sicurezza, allertare i cittadini in caso di catastrofi o di semplice deterioramento della qualità dell'aria e per attenuare gli effetti dei cambiamenti climatici, è essenziale disporre di informazioni precise e tempestive riguardanti il nostro pianeta.

Il GMES mette a disposizione i dati geospaziali necessari, garantendone la completa affidabilità e verificabilità, attraverso un'armonizzazione e una comparazione a livello europeo. È necessario garantire quindi a questo importante programma un adeguato sostegno finanziario a lungo termine, che consenta di prevenire un'eventuale discontinuità di ricezione dei dati e, in ultima analisi, una dipendenza da infrastrutture spaziali di paesi terzi a danno delle industrie europee collegate al settore. Mi auguro che la Commissione europea presenti al più presto una nuova proposta legislativa per la *governance*, il finanziamento e l'attività del programma GMES con l'obiettivo di assicurarne la piena efficace operatività a partire dal 2014.

4-466-500

Brice Hortefeux (PPE), *par écrit*. – Dans sa communication de juin 2011 sur le budget communautaire, la Commission européenne a proposé de financer le programme européen de surveillance de la Terre (GMES) en-dehors du budget, sur le modèle du Fonds européen de développement (FED). C'est une proposition invraisemblable, qui met en péril l'avenir d'un secteur prometteur. Le Parlement européen n'a pas manqué de le rappeler dans ses résolutions du 19 janvier et du 16 février, de même que de nombreux Etats membres dont la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. GMES est un grand programme d'avenir, mais la Commission estime que l'Union n'a pas les moyens de soutenir des programmes d'une telle envergure. Pourtant, GMES est tout un symbole. Il incarne la volonté des Etats membres d'investir ensemble dans un projet européen. Quelles conséquences pour l'emploi et la compétitivité si ce programme est sorti du budget communautaire? Quelle conséquence pour le lancement des satellites Sentinelles prévu à partir de 2013? Quelle conséquence pour nos PME qui ne pourront investir sans la certitude d'avoir accès aux données GMES? Quelle conséquence sur le rayonnement de l'Union à l'international? Autant d'enjeux qui appellent des réponses ambitieuses et non des demi-mesures.

4-467-000

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this resolution, which disagrees with the direction that the Commission indicated in its communication as regards the future financing and government of GMES, the aim being intergovernmental funding of the project and expresses concern that this direction will be hugely detrimental to the future development of the programme, cause the programme to lose its European dimension, contradict the principles of transparency and full, open and equal access for all, and be seen as a sign of disengagement by the EU from this flagship initiative.

4-468-000

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – A iniciativa GMES – Observação da Terra, constitui um projecto de importância considerável para o futuro da União Europeia. Constitui-se assim uma infra-estrutura própria da União que possibilita gerir da melhor forma o ambiente e

ainda o aumento da segurança dos cidadãos. Este programa poderá servir de exemplo na vontade de criar uma verdadeira estratégia industrial europeia em matéria de indústria espacial e criará mais benefícios à sociedade. Com ele chegarão mais postos de trabalho, mais segurança e protecção do ambiente. Será aberto um importante nicho de mercado para as PME. Daí o meu voto favorável.

4-468-500

Alexander Mirsky (S&D), *in writing*. – Global Monitoring for Environment and Security is an earth-monitoring initiative under the leadership of the EU. I am in favour.

4-469-000

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Globale Umwelt- und Sicherheitsüberwachung ist eine im Jahr 1998 gemeinsam von der Europäischen Kommission (EU) und der Europäischen Weltraumorganisation (ESA) gegründete Initiative. Sie ist mittlerweile von entscheidender Bedeutung für die Erdbeobachtung. Die gelieferten Daten geben Auskunft über die Umweltverschmutzung, den Klimawandel und dienen in weiterer Folge dem Katastrophenschutz und der Sicherheit. Die momentane unsichere Zukunft des Programms und auch das der Finanzierung könnte für Europa einen erheblichen Nachteil bedeuten. Ich habe der Entschließung zugestimmt, da ich ebenfalls der Meinung bin, dass das GMES-Programm ein sehr günstiges Kosten-Nutzen-Verhältnis aufweist, durch das Europa nur profitieren kann.

4-469-500

Rolandas Paksas (EFD), *raštu*. – Europos Žemės stebėsenos programa neabejotinai suteikia ekonominę, socialinę ir technologinę naudą. Siekiant, kad šios programos įgyvendinimas pasiektų nustatytus tikslus, yra būtina nustatyti tinkamą GMES programos valdyseną ir ilgalaikį finansavimą. Kitu atveju, neskiriant reikiamos finansinės paramos, Europa patirs didelius nuostolius ir praras nepriklausomybę šioje kosmoso erdvės infrastruktūros srityje. Siekiant išvengti šių galimų neigiamų padarinių ir užtikrinti tinkamą programos vystymąsi, reikėtų vengti skubotų sprendimų priėmimo.

4-469-750

Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*. – O programa de Monitorização Global do Ambiente e da Segurança (GMES) é uma das iniciativas espaciais emblemáticas da União Europeia e a presente resolução, que votei favoravelmente, salienta que a incerteza quanto ao futuro do programa GMES e respetivo financiamento é altamente prejudicial para a evolução e a comercialização dos serviços e aplicações do referido programa, que se espera que gerem crescimento e bem-estar económicos para os cidadãos europeus.

4-469-875

Paulo Rangel (PPE), *por escrito*. – O programa de Monitorização Global do Ambiente e da Segurança (GMES) tem por base a observação do planeta Terra, procurando recolher dados destinados a melhorar matérias como os instrumentos de combate às alterações climáticas, desenvolvimento sustentável ou gestão de crises. Apesar de se tratar de um programa que reclama algum esforço orçamental, é seguro que a falta de financiamento adequado pode levar a um incremento de custos a longo prazo, quando não ao sacrifício de parte do investimento já realizado. Deste modo, o GMES não deverá ser financiado à margem do Quadro Financeiro Plurianual, devendo manter-se como projeto de dimensão

européia. Acompanhando, por isso, a posição da Comissão da Indústria, da Investigação e da Energia, votei favoravelmente a resolução apresentada.

4-469-937

Robert Rochefort (ALDE), *par écrit*. – Le programme européen relatif à la surveillance mondiale pour l'environnement et la sécurité (GMES) offre via des bases d'information des services de pointe - les plus avancés à l'échelle mondiale à l'heure actuelle - en matière d'environnement, de protection civile, de gestion de crises et de mobilité. Par ailleurs, il assure un cadre performant pour stimuler l'innovation. En juin dernier, la Commission européenne a proposé dans ses perspectives financières d'exclure ce programme du cadre financier pluriannuel 2014-2020, préférant le laisser au bon vouloir de financements nationaux. Certains d'entre nous avaient alerté à la rentrée 2011 l'exécutif européen des dangers qu'une telle décision comporte. Nos arguments principaux ont été repris par la présente résolution : risque de rendre l'aide financière instable, de perdre sa dimension européenne et les investissements déjà réalisés, de créer des disparités en termes d'accès aux informations et aux avantages de ce programme, etc. J'ai donc signé cette résolution afin de réclamer la réintégration de GMES dans le cadre financier pluriannuel 2014-2020 car il est inacceptable de mettre ainsi en danger un programme si important, considéré comme l'un des deux initiatives spatiales européennes phares avec Galileo, et de surcroît au moment où il commence à porter ses fruits.

4-470-000

Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE), *in writing*. – In favour. The EP regrets the fact that on 30 November 2011 the Commission published only a communication and did not come forward with a legislative proposal on GMES, given that the current Regulation (EU) No 911/2010 covers only initial operations and will expire by the end of 2013; it also disagrees with the direction that the Commission indicated in its communication as regards the future financing and government of GMES, the aim being intergovernmental funding of the project; and it is concerned that this direction will be hugely detrimental to the future development of the programme, causing it to lose its European dimension, contradict the principles of transparency and full, open and equal access for all, and be seen as a sign of disengagement by the EU from this flagship initiative.

4-471-000

Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE), *per iscritto*. – È con piacere che ho contribuito all'approvazione del testo sul futuro del programma GMES. Da tempo discutiamo in commissione BUDG sul finanziamento di questo programma piuttosto controverso. Ritengo che il finanziamento del GMES al di fuori del Quadro finanziario pluriennale (QFP), così come proposto nella sua comunicazione dalla Commissione europea, non sia un'opzione realizzabile, come anche riportato in un paragrafo del testo.

Pur comprendendo che il programma GMES è una delle iniziative su cui c'è un grande investimento da parte dell'Unione europea e che il programma svolge un ruolo fondamentale nell'osservazione della Terra, mi limito a sottolineare il timore che il finanziamento del GMES possa sottrarre investimenti importanti ad altre linee di bilancio.

4-471-500

Nuno Teixeira (PPE), *por escrito*. – O programa GMES, a par do Galileo e do EGNOS, é uma das iniciativas emblemáticas da UE com um papel de extrema importância no que

respeita à monitorização espacial em todos os domínios da sociedade, desde os transportes, passando pela agricultura, combate às alterações climáticas, prevenção de crises naturais, até ao desenvolvimento de toda uma atividade económica. A importância dos serviços provenientes deste programa é enorme, em termos económicos, sociais e tecnológicos. Por isso, é lamentável que a CE não apresente um plano estratégico que inclua financiamento e próximas ações, para não deixar cair um projeto deste valor. Esta proposta de resolução, que eu apoio, apela para que seja criado um quadro institucional para o GMES pós-2013 no âmbito da UE. A proposta de financiamento intergovernamental poderá pôr em causa o desenvolvimento e a execução do mesmo. Por isso, considero pertinente que o GMES seja incluído no Quadro Financeiro Plurianual, uma vez que é necessário mostrar que este programa e os seus serviços têm viabilidade comercial.

4-471-750

Silvia-Adriana Țicău (S&D), *în scris* . – Am votat pentru Rezoluția privind viitorul Programului european de monitorizare a Pământului (GMES), deoarece acest program reprezintă o inițiativă spațială emblematică a UE și joacă un rol-cheie în observarea Pământului, fiind un instrument esențial pentru combaterea schimbărilor climatice și a degradării mediului, pentru protecția și securitatea civilă, dezvoltarea durabilă, mobilitatea și gestionarea crizelor. GMES oferă oportunități economice importante prin stimularea inovării și crearea de locuri de muncă pe teritoriul UE. GMES a fost înființat ca un program al UE, finanțat din bugetul Uniunii, în valoare de aproximativ 3,2 miliarde EUR până în 2013, sub gestiunea și responsabilitatea UE.

Considerăm că propunerea actuală a Comisiei de a finanța GMES în afara cadrului financiar multianual (CFM) nu este o soluție viabilă, deoarece nesiguranța legată de finanțarea GMES afectează în mod grav dezvoltarea și comercializarea serviciilor și aplicațiilor aferente acestui program, de la care se așteaptă să genereze creștere economică și bunăstare pentru cetățenii europeni.

În acest sens, solicităm Comisiei să prezinte o propunere legislativă pentru gestionarea, finanțarea și funcționarea pe termen lung a programului GMES, finanțat în cadrul CFM, cu scopul de a asigura punerea în aplicare și funcționarea corespunzătoare a programului și de realiza obiectivul său de a fi în totalitate operațional începând cu 2014.

10. Korekty do głosowania i zamiar głosowania: Patrz protokół

4-472-000

(Posiedzenie zostało zawieszono o godz. 13.40 i wznowiono o godz. 15.00)

4-473-000

VORSITZ: RAINER WIELAND

Vizepräsident

11. Genehmigung des Protokolls der vorangegangenen Sitzung: siehe Protokoll

12. Zusammensetzung der Ausschüsse und Delegationen: siehe Protokoll

13. Aussprache über Fälle von Verletzungen der Menschenrechte, der Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit (Aussprache)

13.1. Todesstrafe in Belarus, insbesondere die Todesurteile gegen Dmitrij Konowalow und Wladislaw Kowaljow (Aussprache)

4-479-000

Der Präsident. – Als nächster Punkt folgt die Aussprache über sechs ⁽³⁾ Entschließungsanträge über die Todesstrafe in Belarus, insbesondere die Todesurteile gegen Dimitrij Konowalow und Wladislaw Kowaljow.

4-480-000

Jacek Protasiewicz, *autor* . – Panie Przewodniczący! Panie Komisarzu! Na tej sali wielokrotnie już wypowiedzieliśmy się na temat sytuacji politycznej na Białorusi i przyjmowaliśmy krytyczne rezolucje na temat przestrzegania w tym kraju praw człowieka. Ale dzisiaj postanowiliśmy skoncentrować się na szczególnie tragicznym aspekcie białoruskiej rzeczywistości – na orzekaniu i wykonywaniu w tym kraju kary śmierci.

Niedawno – w listopadzie ubiegłego roku – skazano na nią dwóch domniemanych sprawców ataków bombowych w mińskim metrze. Nie mamy mocy, by rozstrzygać o winie czy niewinności obu skazańców, ale dzielimy wiele bardzo poważnych opinii kwestionujących rzetelność przeprowadzonego procesu. Wzywamy więc władze, by powstrzymały się od wykonywania tej kary, w szczególności wobec obu panów – Konowalowa i Kowalowa – ale również, by w ogóle wprowadziły moratorium na wykonywanie kary śmierci jako bardzo okrutnej i nieodwracalnej. Wzywamy również władze białoruskie do zaprzestania dalszego represjonowania obrońców praw człowieka i działaczy demokratycznych oraz do dialogu z Unią pod warunkiem wypuszczenia wszystkich więźniów politycznych.

4-481-000

Marek Henryk Migalski, *autor* . – Panie Przewodniczący! Tak jak zostało tu już powiedziane na tej sali, rzeczywiście my nie rozstrzygamy o winie, natomiast wiemy, że w procesie wyświatlenia tego zamachu w metrze było wiele nieprawidłowości, że niektóre z tych zeznań były wymuszone torturami, że wiele z tego, co w normalnym procesie sądowym powinno się znaleźć, w tym procesie się nie znalazło. Wobec tego nie naszą rolą jest orzekanie o winie czy niewinności i nie naszą rolą jest orzekanie o tym, czy kara śmierci jest dobra czy też zła. To, nad czym głosujemy i co zawiera nasze stanowisko, to sprzeciw wobec tych konkretnych przypadków, ponieważ zawsze trzeba sprzeciwiać się wykonywaniu i orzekaniu kary śmierci w państwach niedemokratycznych, w państwach dyktatorskich, dlatego że możemy być pewni, że tam kara śmierci jest elementem nacisku politycznego, walki politycznej, i temu zawsze powinniśmy być przeciwni.

(oklaski)

4-482-000

Lidia Joanna Geringer de Oedenberg, *autorka* . – Panie Przewodniczący! W ubiegłym roku Parlament Europejski przyjął aż cztery rezolucje poświęcone kwestiom łamania praw człowieka na Białorusi, prześladowaniom opozycjonistów, przedstawicieli niezależnych mediów oraz obrońców praw człowieka.

(3) Siehe Protokoll.

Dzisiaj przedmiotem debaty jest proces sądowy Dmitrija Konowalowa i Władysława Kowalowa, uznanych winnymi udziału w atakach terrorystycznych w Witebsku w 2005 roku oraz w Mińsku w 2008 i 2010 roku. Istnieje wiele przesłanek do kwestionowania przebiegu samego procesu, w wyniku którego skazano ich obu na karę śmierci. Organizacje obrońców praw człowieka regularnie informowały opinię publiczną zarówno o nieprawidłowościach proceduralnych, jak i podejrzeniu stosowania tortur w celu zmuszenia mężczyzn do przyznania się do winy.

Białoruś to jedyny kraj w Europie, który nadal wykonuje karę śmierci. Nasze wcześniejsze postulaty dotyczące zaprzestania jej stosowania skierowane do białoruskiego rządu pozostają jak dotąd bez odpowiedzi. Apeluję zatem ponownie, tym razem w obronie dwóch skazanych, co do których winy istnieje zbyt wiele wątpliwości, a ogłoszony werdykt może pozbawić życia dwie niewinne osoby, o powstrzymanie się od wykonania tego wyroku. Unia Europejska powinna zdecydowanie reagować w takich przypadkach, stosując zarówno konkretne narzędzia dyplomatyczne, jak i sankcje przeciwko urzędnikom czy firmom odpowiedzialnym za bezpośrednie finansowanie reżimu.

4-483-000

Barbara Lochbihler, *Verfasserin*. – Herr Präsident! Während weltweit die Anwendung der Todesstrafe abnimmt, hält die weißrussische als einzige europäische Regierung an dieser Praxis fest. Dem Präsidenten Lukaschenko, der gerne die Zugehörigkeit seines Landes zu Europa betont, muss unmissverständlich deutlich gemacht werden, dass das staatlich angeordnete Morden mit europäischen Werten unvereinbar ist.

Seit Weißrussland unabhängig geworden ist, sind mindestens 400 Menschen aufgrund von Todesurteilen gestorben, in den letzten zwei Jahren sind mindestens vier Menschen hingerichtet worden.

Nach dem weißrussischen Strafrecht wird der Zeitpunkt der Hinrichtung nicht bekanntgegeben, auch nicht den Familienangehörigen. Der Leichnam der erschossenen Person wird den Angehörigen nicht zur Beerdigung übergeben, ebenso wird die Grabstelle geheim gehalten.

Und nun sollen Dimitrij Konowalow und Wladislaw Kowaljow hingerichtet werden, obwohl die Urteile in unfairen Verfahren zustande gekommen sind. Rechtsstaatliche Regeln wurden nicht beachtet. Vieles spricht dafür, dass das Geständnis von Konowalow unter Folter erpresst wurde. Die Strafe kann jeden Moment vollzogen werden und die internationale Gemeinschaft muss deshalb unbedingt den Druck auf die Regierung in Minsk verstärken.

Wir fordern hier mit dieser Entschließung, die Urteilsvollstreckung unverzüglich auszusetzen, und zuerst ein Moratorium für die Todesstrafe einzuführen und dann die Todesstrafe gänzlich abzuschaffen.

4-484-000

Jiří Maštálka, *Autor*. – Vážený pane předsedající, každý z nás zná cenu lidského života a já jako lékař si trůfám říct, že ji znám zejména.

Diskutujeme o usnesení o rozsudku trestu smrti nad Dmitrijem Kanavalovem a Vladislavem Kavaljovem a zároveň je spojujeme i s obecnou otázkou zrušení trestu smrti v Bělorusku. Jaká máme fakta? Trest smrti je v trestním kodexu Běloruska zakotven jako mimořádný

nástroj u nejtěžších zločinů. Všichni víme, že Bělorusko opakovaně, a to i přes podporu trestu smrti ze strany občanů v referendu, vyhlásilo moratorium na tento nejvyšší trest. Oba obvinění a odsouzení dostali v souladu s právními předpisy, které se nijak neliší od právních systémů tzv. demokratických států, možnost podat odvolání k prezidentu republiky. Jeden tak učinil, druhý nikoli. Teroristický akt v minském metru byl vyšetřován nejenom speciálními službami Běloruska, ale i za účasti specialistů z Interpolu z Velké Británie a rovněž specialistů z Ruska a Izraele. To, že teroristický akt byl spáchán a zemřelo 15 lidí, je stejně tak fakt jako teroristický akt z 11. 9. 2001.

Chceme, aby při pochybách, které máme ohledně procesu, lidské životy nebyly ukončeny. Musíme důrazně požádat běloruské autority, aby ještě jednou prověřily důkazní materiál a zejména průběh procesu. Bylo by velkým úspěchem, kdybychom dosáhli zrušení trestu smrti a zákony to umožňují, stejně tak jako je tato možnost v USA nebo Japonsku. Jsem hluboce přesvědčen, že naše svědomí nám musí přikázat, abychom usilovali minimálně o moratorium, lépe o zrušení trestu smrti v Bělorusku bez nátlaku.

4-485-000

Gerben-Jan Gerbrandy, *Auteur*. – Voorzitter, ik sluit mij graag aan bij alle collega's die het Wit-Russische regime dringend oproepen om af te zien van de doodstraf voor de twee jonge mannen Kovalev en Konovalov. Wit-Rusland is het laatste land in Europa dat de doodstraf nog steeds toepast, sinds de jaren '90 inmiddels al 400 keer. En dat is niet de enige smet op het land. Elke week opnieuw krijg ik van bezorgde ngo's namen door van Wit-Russische burgers die zijn opgepakt en vastgezet vanwege vermeende oppositionele activiteiten. Het aantal mensen dat in de gevangenis raakt, wordt alleen maar groter en dat sluit zich aan bij al die demonstranten van december 2010 die ook nog steeds vastzitten.

Cogito ergo sum. Ik denk, dus ik besta. Dat is een uitspraak waar wij ons aan vasthouden. Als je niet mag denken van een regime, dan mag je dus ook niet bestaan. Laten wij met z'n allen opkomen voor het recht van mensen, ook in Wit-Rusland, om te bestaan en om te denken.

4-486-000

Peter Šťastný, *on behalf of the PPE Group*. – Mr President, like many others I am very concerned about the deterioration of human rights, democracy and the rule of law in Belarus. There are reports of torture and inhumane prison conditions suffered by political prisoners who were detained after the presidential elections.

Furthermore, we have to address the case of two young prisoners sentenced to death, whose detention, trial and sentencing were plagued by mistreatment, an unfair trial and torture allegations. The rights of a transparent appeal should be fully exercised. The EU must continue to support economic sanctions, a travel and EU asset freeze against Lukashenko and his cronies, as well as a demand by the European Parliament and US Senate resolutions to relocate the 2014 ice hockey world championships.

These actions should help in the freeing of all political prisoners and improving democracy in Belarus.

4-487-000

Justas Vincas Paleckis, *S&D frakcijos vardu*. – Dar kartą norėčiau pareikšti užuojautą Minsko metropolitene žuvusių artimiesiems ir šimtams nukentėjusiųjų. Visuotinai

smerkiame šį pasibaisėtiną teroro aktą. Kviečiu Baltarusijos valdžią pagaliau išgirsti vieningą Europos Parlamento ir kitų institucijų balsą, atlikti pakartotiną teroro akto tyrimą ir tik tada nuteisti tikruosius nusikaltėlius. Reikalaujame atšaukti mirties bausmę Dzmitrijui Kanavalavui ir Vladislavui Kavaliovui, nes net nusikaltimo aukos nepasitiki įrodymų ir proceso teisingumu. Mirties bausmės nuosprendžiui nepritaria daugiau nei pusė Baltarusijos visuomenės.

Ši byla yra dar vienas įrodymas, kad Baltarusijoje teisingumas tapo manipuliacijos objektu. Jeigu valdžia įvykdys tariamiesiems teroristams mirties nuosprendį, sustiprės įtarimas, kad ji slepia tikruosius nusikaltėlius. Pats laikas Minskui išgirsti Briuselio raginimus, kas leistų atnaujinti sustingusį ES ir Baltarusijos dialogą. Tai būtų labai svarbu artėjant parlamento rinkimams.

4-488-000

Ryszard Czarnecki, *w imieniu grupy ECR*. – Z całą pewnością prezydenta Łukaszenkę, który publicznie uwielbia fotografować się, gdy pędzi po lodowisku z kijem hokejowym, najbardziej zabolą – przy całym szacunku dla naszej instytucji – nie tyle rezolucje naszego parlamentu, co zabranie mu mistrzostw świata w hokeju. To będzie rzeczywisty cios i sądzę, że Parlament Europejski w tej kwestii powinien wywierać stałą, bardzo mocną presję.

Dobrze, że mówimy po raz kolejny o Białorusi. Być może jest to temat najczęściej poruszany w ostatnich 8 latach w tym gmachu. Sądzę, że trzeba jednoznacznie powiedzieć, że stosowanie kary śmierci jako instrumentu de facto polityki nie tyle karnej, ale polityki jako takiej, jest rzeczą absolutnie nie do przyjęcia. Gdziekolwiek ta kara śmierci byłaby proponowana, powinniśmy przeciwko niej protestować, w jakimkolwiek innym kraju również.

4-489-000

Franz Obermayr (NI). - Herr Präsident! Weißrussland ist der letzte Staat in Europa, der nach wie vor die Todesstrafe verhängt und auch vollstreckt, und das, obwohl 250 000 Menschen eine Petition unterschrieben haben für die Abschaffung der Todesstrafe in Weißrussland.

Im Zusammenhang mit dem tragischen Bombenattentat auf die Minsker U-Bahn vom 11. April wurden gegen Dmitrij Konowalow und Wladislaw Kowaljow Todesurteile verhängt. Aber so scharf das Attentat auch zu verurteilen ist: Todesstrafe ist keine angemessene Antwort auf Mord und Kriminalität. Zumindest Europa und die westliche Welt – dazu zähle ich auch Amerika – sollten sich wesentlich von asiatischen und afrikanischen Traditionen unterscheiden. Staatliches Töten ist weder human noch kann damit Gerechtigkeit hergestellt werden. Ich schließe mich dem Appell des Ministerkomitees an und fordere die weißrussischen Behörden auf, die Todesstrafe abzuschaffen.

4-490-000

Filip Kaczmarek (PPE). - Panie Przewodniczący! Sprawa, którą się zajmujemy, jest świetnym dowodem na to, jakie niebezpieczeństwa niesie ze sobą samo istnienie kary śmierci. Nie jestem sędzią i nie wiem, czy skazani Białorusini są winni czy nie. Wiem natomiast, że nie wiadomo, jaki miałby być motyw zamachów w mińskim metrze. Wiem, że są poważne wątpliwości co do uczciwości procesu. Wiem, że kara śmierci jest okrutna, nieludzka i nieodwracalna.

W przypadku Białorusi kara nie kończy się nawet po wykonaniu wyroku. Artykuł 175 kodeksu karnego Białorusi stanowi bowiem, że ciała straconego nie wydaje się rodzinie ani nie informuje się o miejscu pochówku. Nie wiemy, ile wyroków jest wykonywanych ani w jakich terminach. Wykonywanie kary śmierci jest objęte na Białorusi tajemnicą państwową. Jedyną szansą w tym konkretnym przypadku jest ułaskawienie obu skazanych. Dlatego wzywamy prezydenta Aleksandra Łukaszenkę do skorzystania z prawa łaski. Nawet zły człowiek może zrobić coś dobrego. Prezydent Białorusi stoi przed taką szansą. Mam nadzieję, że z niej skorzysta.

4-491-000

Mitro Repo (S&D). - Arvoisa puhemies, Valko-Venäjällä suoritetaan yhä kuolemantuomioita ainoana maana Euroopassa. Valko-Venäjän korkein oikeus on päättänyt tuomita Minskin metron vuoden 2011 terrori-iskujen tekijät kuolemaan.

Terrorismi on kaikkienensa tuomittavaa raakalaismaista ja julmaa siviiliväestön pelottelua ja yhteiskunnan rakenteiden horjuttamista. On myös esitetty vakavia väitteitä kuolemaantuomittujen oikeudenkäynnin epärehellisyydestä ja puutteista. Samalla Valko-Venäjän vankilat ovat pullollaan poliittisia vankeja, joiden vankilaolot ovat ankarat ja joiden syytteet ovat tekaistuja. Kuolemantuomio, toteutetaan se sitten millä keinoin hyvänsä, on aina epäinhimillinen. Valko-Venäjällä kuolemantuomio pannaan täytäntöön pistoolin laukauksella niskaan.

Komission tulisi harkita kohdennettujen pakotteiden kiristämistä Valko-Venäjän hallintoa tukeville tahoille. Samalla tulee varmistaa, etteivät tavalliset valko-venäläiset joudu kärsimään. Tavallisten kansalaisten pääsyä EU:n alueelle tulisi yleisesti helpottaa ja kansalaisyhteiskuntaa tukea.

4-492-000

Kristiina Ojuland (ALDE). - Mr President, the application of the death penalty, in its essence, falls short of fundamental human rights. Should Uladzislau Kavalyou and Dzmitry Kanavalau really be guilty of the crimes that they have been convicted for, then they should receive a proportional sentence, but they must not be executed.

I call on President Lukashenko to pardon both men and I call on Belarus to establish a moratorium on all death sentences and executions and eventually to abolish the death penalty in that country. It is appalling that in the 21st century there is still a country in Europe which applies medieval punishments. Belarus too must reform from Byzantine autocracy to modern European democracy. President Lukashenko is running out of friends and he should take our well-founded demand very seriously.

4-493-000

Michał Tomasz Kamiński (ECR). - Ja jako polityk, jako człowiek nie ukrywam, że mam rosnące wątpliwości co do stosowania kary śmierci jako takiej. Kiedy zaczynałem moją działalność polityczną, byłem jej zwolennikiem. Dzisiaj coraz częściej przemawiają do mnie – i nie ukrywam tego – argumenty tych, którzy mówią, że kara śmierci w dzisiejszym świecie jest karą nieludzką. To jest aspekt tej dyskusji, którą dzisiaj tutaj prowadzimy.

Ale przecież jest także aspekt drugi, w którym wypowiadamy się nie tylko przeciwko karze śmierci jako takiej, ale przeciwko niedemokratycznemu systemowi politycznemu, w którym nie jesteśmy pewni, czy to nie dla politycznych celów zostali wybrani być może

niewinni – podkreślam, być może niewinni – ludzie po to, by reżim mógł się pochwalić sukcesem, by mógł odwracać uwagę opinii publicznej swojego kraju od gigantycznych porażek polityki prezydenta Łukaszenki. Z tego miejsca warto powtórzyć apel do prezydenta Łukaszenki: Panie Prezydencie, proszę ułaskawić tych ludzi!

4-494-000

Eduard Kukan (PPE). - Białorusko zostáva poslednou autoritatívnou krajinou v Európe. Je neprijateľné a nebezpečné, že táto krajina stále uplatňuje trest smrti, ktorý môže byť používaný účelovo. Prezident Lukašenko hovorí o to, že pri svojich rozhodnutiach počúva hlas ľudu, mal by počúvať aj hlas tých 250 000 ľudí, ktorí minulý rok podpísali petíciu za zrušenie trestu smrti v Białorusku. Odsúdenie Dimitrija Konoval'ova, Vladislava Koval'ova k trestu smrti sprevádzajú mnohé pochybnosti spojené s podozreniami z mučenia a neľudského zaobchádzania. Vina týchto dvoch mladých ľudí nebola dostatočne presvedčivo preukázaná. Chcel by som preto týmto zopakovať výzvu białoruskému prezidentovi Lukašenkovi, aby zaviedol moratórium na trest smrti v krajine a umožnil objektívne prešetrenie obvinení spojených s prípadom Konoval'ova a Koval'ova.

4-495-000

Adam Bielan (ECR). - Panie Przewodniczący! Arbitralny charakter wyroku mińskiego sądu wobec domniemych terrorystów – Dmitrija Konowalowa i Władysława Kowalowa – wywołał ostrą reakcję w Europie. Wątpliwości budzi już sama wiarygodność przedstawionych przez prokuraturę dowodów, jak też przeprowadzenie rozprawy przy drzwiach zamkniętych. Nie wyjaśniono nawet motywów zamachów. Nasuwa się więc pytanie, czy skazane zostały osoby rzeczywiście winne. Apele o ułaskawienie pozostają bez odpowiedzi białoruskich władz.

Zamachy terrorystyczne zawsze zasługują na zdecydowane potępienie. Dotyczy to również zeszłorocznych aktów terroru na stacji metra w Mińsku. Każdy taki przypadek należy jednak bezwzględnie wyjaśnić celem ukarania sprawców i zadośćuczynienia ofiarom. Zwracam się więc do władz Białorusi o przeprowadzenie skrupulatnego śledztwa i – w oparciu o twarde dowody – uczciwego procesu zgodnie z normami obowiązującymi w dzisiejszym świecie. Sposób wykonywania kary śmierci przez rozstrzelanie jest wysoce kontrowersyjny i jednoznacznie narzuca skojarzenie z najbardziej bestialskim w historii krajów Europy Wschodniej okresem stalinowskim. Dialog z białoruskimi władzami możliwy jest więc tylko w oparciu o poszanowanie przez nie praworządności, międzynarodowych zobowiązań, praw człowieka i demokracji.

4-496-000

„Catch the eye“-Verfahren

4-497-000

Sari Essayah (PPE). - Arvoisa puhemies, Konovalov ja Kovaljov tuomittiin kuolemaan terrori-iskuista. Oikeudenkäynti ei kuitenkaan vastannut kansainvälisiä oikeudenkäynnin standardeja. Monet ihmisoikeusjärjestöt ovat raportoineet siitä, että tapaus ja syytteet heitä kohtaan saattavat olla täysin tekaistuja ja joka tapauksessa kuulustelujen aikana käytettiin kidutusta.

Amnesty Internationalin mukaan ainut keino muutoksenhakuun on se, että tuomittujen perheet pyytävät presidentiltä armahdusta. Mikäli armahduspyyntöön ei suostuta, miesten kuolemantuomiot voidaan panna täytäntöön jopa minuuttien sisällä hylkäyspäätöksestä.

Parlamentin puhemies Schultz on jo vedonnut presidentti Lukašenkaan näiden miesten vapauttamiseksi ja kuolemantuomioiden peruuttamiseksi. Näin me teemme myös Euroopan parlamenttina.

4-498-000

Csaba Sógor (PPE). - Elnök úr! Fehéroroszország ma messze áll attól, hogy köze legyen a demokratikus országok közösségéhez. Ezt mutatja az igazságszolgáltatási rendszer működése, az ellenzék kemény megfélemlítése, elhallgattatása vagy a halálbüntetés folyamatos alkalmazása. Bár a Tanács január végén újabb szankciók bevezetéséről döntött, ezek hatása korlátozott, és Lukasenko elnök nem mutat hajlandóságot rendszerének megreformálására. Fehéroroszországban az ellenzék tevékenysége idézhet elő komoly változásokat. Az európai országok feladata, hogy segítsék őket, és ne hagyják, hogy elveszítsék reményüket. Ugyanakkor ki kell mondanunk, hogy a minszki vezetésre jelenleg sokkal nagyobb befolyással van Oroszország, mint az EU, ezért lépéseket kell tennünk annak érdekében, hogy Lukasenko elnök és legfontosabb szövetségese is mondja ki, az, ami Fehéroroszországban történik, elfogadhatatlan, és nem méltó a XXI. századi Európához.

4-499-000

Michael Gahler (PPE). - Herr Präsident! Die große Mehrheit in diesem Haus ist grundsätzlich gegen die Todesstrafe, schon deswegen verlangen wir die Aufhebung dieser Urteile. Aber das Regime gibt leider Anlass, starke Zweifel an der Rechtsstaatlichkeit des Verfahrens zu haben.

Die Professionalität des Terroranschlags in der Minsker U-Bahn deutet zudem auch eher darauf hin, dass Profis dort am Werk waren und den Anschlag verübt haben, und solche Profis findet man in Belarus eher beim Geheimdienst als in der breiten Bevölkerung.

Ich denke, wir dürfen auf jeden Fall nicht nur die Aufhebung der Todesstrafe verlangen, sondern uns auch über weiter gehende Sanktionen gegen das Regime unterhalten. Da haben einige Kollegen bereits den Vorschlag gemacht, doch ernsthaft zu überlegen, ob man nicht die Eishockey-Meisterschaften im Jahr 2014 aus dem Lande verlegt, um auf diese Art dafür zu sorgen, dass der Präsident sich nicht eines Prestigeprojekts bedienen kann, um in Weißrussland ein potemkinsches Dorf aufzubauen.

4-500-000

Seán Kelly (PPE). - Mr President, speakers have mentioned that Belarus is the only European country that has capital punishment as a form of criminal punishment. Since the Soviet Union ended in 1991, up to 400 people have been executed in this way but, significantly, only 50 or less of these were in the last ten years. That would perhaps indicate a change in attitude, and that is something we would welcome. Obviously we would like to see capital punishment being eliminated altogether as a form of sentence.

Where these two gentlemen are concerned, if they were truly guilty of the crime of bombing, and killing 15 people, it would be hard to argue, emotionally at least, that their sentence should be commuted, but all the evidence is that they were forced to confess. Certainly

that is not a way to have justice, so we are definitely right to call for commuting by the President.

4-501-000

Eija-Riitta Korhola (PPE). - Arvoisa puhemies, Valko-Venäjä on Euroopan ainut maa, jossa kuolemantuomio on edelleen käytössä. Tuomioiden täytäntöönpano säilyy siellä valtiosalaisuutena ilman, että lähiomaiset tai edes tuomittu tietävät ajankohtaa etukäteen. Teloitettu usein myös haudataan omaisten tietämättä.

Marraskuussa tuomittuja Konovalovia ja Kovaljovia epäiltiin erittäin painavista rikoksista. Kuitenkin heti tuomion antamisen jälkeen hävitetyt todisteet, täysin epäoikeudenmukainen oikeudenkäynti ja lukuisat muut seikat ovat hälyttävä merkki oikeusjärjestelmän vääristyneisyydestä.

EU:n ja Valko-Venäjän välinen dialogi ei voi edistyä ilman, että Valko-Venäjä ottaa askeleita kohti demokratiaa, ihmisoikeuksia ja oikeusvaltioperiaatteita. Kuolemantuomion osalta on aika, että maa asettaa kansallisen lainsäädäntönsä samaan linjaan solmimiensa kansainvälisten sopimusten kanssa sekä takaa oikeudenmukaisen oikeusprosessin.

4-502-000

Róża Gräfin von Thun und Hohenstein (PPE). - Wiele mówiliśmy dzisiaj o tym, że kara śmierci w ogóle jest nie do przyjęcia, i to w dodatku niezależnie od tego, drogi Kolego, jaki procent społeczeństwa jest za karą śmierci, jaki procent społeczeństwa jest przeciw karze śmierci, i niezależnie od metody, którą się stosuje przy zabijaniu drugiego człowieka. Już nawet poseł Kamiński dojrzał do zmiany stanowiska.

Barbarzyństwo, którego notorycznie dopuszcza się dyktator Białorusi tuż obok nas, tuż obok Unii, to jest skandal, który powinien spowodować nie tylko zamrożenie aktywów, nie tylko zatrzymanie wszelkich planów mistrzostw hokejowych, ale powinien spowodować wywieranie wszelkich możliwych nacisków, Panie Komisarzu, które w końcu kiedys i na Białorusi doprowadzą do przestrzegania praw człowieka.

4-503-000

(Ende des „Catch the eye“-Verfahrens)

4-504-000

Michel Barnier, *membre de la Commission*. – Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, la diversité et le nombre de vos interventions, la véhémence et la sincérité qui s'expriment prouvent bien l'émotion ressentie par votre Assemblée sur tous les bancs à la suite, de ces deux condamnations à mort en Biélorussie de M. Kanavalau et de M. Kavalyou.

Je voudrais dire, au nom de la haute représentante/vice-présidente de la Commission européenne, Catherine Asthon, que nous sommes également profondément préoccupés par ces deux condamnations. M. Kanavalau et M. Kavalyou ont été condamnés à mort par la Cour suprême de Biélorussie le 30 novembre dernier, pour leur implication présumée dans l'attentat du métro de Minsk en mars 2011, qui a causé 15 morts et plus de 200 blessés, ainsi que dans les attentats commis à Vitebsk en 2005 et à Minsk en 2008.

Bien que condamnant fermement tout acte de terrorisme, avec la haute représentante/vice-présidente de la Commission européenne, Catherine Asthon, nous

regrettons cette double condamnation à mort et Mme Ashton en a fait part dans un communiqué extrêmement clair et ferme publié le 1er décembre 2011.

L'Union Européenne s'oppose à l'utilisation de la peine capitale dans tous les cas et en toutes circonstances, indépendamment des crimes qui auraient été commis. L'Union Européenne considère que la peine de mort constitue une sanction cruelle et inhumaine. La peine de mort ne dissuade pas le comportement criminel et représente une négation que nous jugeons tous ensemble inacceptable de la dignité et de l'intégrité humaines. Pour cela, nous nous sommes engagés à travailler pour l'abolition mondiale de la peine de mort, comme nous avons décidé au sein de l'Union européenne de l'abolir.

Avec Catherine Ashton, nous demandons instamment aux autorités de Biélorussie de ne pas procéder aux exécutions de MM. Kanavalau et Kavalyou et de commuer leurs condamnations à mort.

Nous appelons aussi la Biélorussie, qui demeure – vous l'avez rappelé – le seul pays sur le continent européen à appliquer encore la peine capitale, à introduire, comme vous l'avez demandé, un moratoire sur la peine de mort. Ce serait une première étape vers son abolition.

4-505-000

Der Präsident. – Die Aussprache ist geschlossen.

Die Abstimmung findet heute im Anschluss an die Aussprachen statt.

Schriftliche Erklärungen (Artikel 149)

4-506-000

Bogusław Sonik (PPE), *na piśmie* . – Panie Przewodniczący, Kwestia egzekwowania absolutnie podstawowych - co należy podkreślić - praw człowieka na Białorusi nie jest już nawet niepokojąca. Jest po prostu zatrważająca. A mowa tutaj o rzeczy tak elementarnej jak prawo do życia. Absolutnie nie do pomyślenia jest sytuacja, kiedy aparat władzy swobodnie decyduje o życiu i śmierci obywateli, i każda taka sytuacja jest godna potępienia. Białoruś pozostaje ostatnim krajem w Europie utrzymującym karę śmierci w swoim systemie prawnym i ją egzekwującym. Jest również państwem, którego władza używa swojego wymiaru sprawiedliwości do uderzania w wewnętrzną niezależną opozycję. Ostatnim przykładem tego typu postępowania było skazanie na karę śmierci dwóch mężczyzn - Dzmityria Kanavalau i Uladzislaua Kavalyou, którzy zostali oskarżeni o przeprowadzenie ataków terrorystycznych w Witebsku i Mińsku w 2005, 2008 i 2011 roku. Wyrok ten zapadł, mimo że nie podano wiarygodnych dowodów wskazujących na popełnienie przez skazanych zarzucanych im przestępstw. Mężczyznom odmówiono również możliwości skorzystania z pomocy prawników. Należy wyraźnie podkreślić, że nie istnieją żadne okoliczności, które pozwalają na odstępianie od szacunku dla jednostki ludzkiej i jej godności. W tym miejscu wzywam Prezydenta Białorusi, pana Aleksandra Łukaszenkę, do ułaskawienia i uwolnienia Dzmityria Kanavalau i Uladzislaua Kavalyou. Zwracam się także do całej społeczności międzynarodowej o jednogłośnie skierowany do władz Białorusi o bezwzględne respektowanie i praw człowieka

13.2. Ägypten: Jüngste Entwicklungen (Aussprache)

4-508-000

Der Präsident. – Als nächster Punkt die Aussprache über sieben⁽⁴⁾ Entschließungsanträge über die jüngsten Entwicklungen in Ägypten.

4-509-000

Bastiaan Belder, *Auteur.* – Voorzitter, onder Arabische potentaten vormden het westen en Israël een geliefd mikpunt. Hét populaire afwijkingsmanoeuvre bij uitstek van eigen falen voor de inheemse machthebbers. In het huidige Egypte beleeft dit samenzweringsdenken een spectaculaire terugkeer. Als spionnen en onruststokers gelden nu binnen- en buitenlandse ngo's.

Laat ik daarvan twee recente voorbeelden geven. Zo is het voor de Egyptische minister van internationale samenwerking, Faiza Aboul Naga, een uitgemaakte zaak dat de Verenigde Staten en Israël op het ogenblik alles in het werk stellen om de "volksrevolutie" ongedaan te maken. Het heeft er veel van weg dat hier niet de minister van Internationale Samenwerking, maar de "bewindsvrouw van Internationale Samenzwering" aan het woord is. Een even treurig voorbeeld van de officiële heksenjacht op ngo's, is de mobilisering van de media. Zie de actie van het regeringsblad al-Ahram, dat de complete lijst van voor de rechtbank gedaagde samenzweerders publiceerde. Ter aanvulling liet het blad zijn internetpagina letterlijk vollopen met toornige lezersreacties. Deze antiwesterse tirades overtroffen zelfs die van het Mubaraktijdperk. De samenzweerders heten honden, verraders, die niets minder dan publieke executies verdienen.

Tegen dit misleidende verderfelijke samenzweringsdenken dienen de Europese instellingen duidelijk stelling te nemen. Deze Arabische continuïteit dreigt almaar meer de hoopvolle Arabische lente te laten uitmonden in minder aangename politieke jaargetijden, herfst en winter. Ten koste van de toekomstperspectieven van, in dit geval, de gehele Egyptische samenleving. Niet voor niets verzekert derhalve het Europees Parlement in paragraaf 1 van de gezamenlijke resolutie het Egyptische volk van zijn steun voor het respecteren van elementaire grondrechten.

Laat mij er nog iets aan toevoegen. Ik heb deze week herhaaldelijk contact gezocht en ook gekregen met Caïro en ook buiten Caïro, met name onder de christelijke minderheid in Egypte. Niet alleen bij die minderheid, ook bij de Bahai-gemeenschap bijvoorbeeld leeft grote zorg over de politieke ontwikkelingen. Wat gaat de moslimbroederschap precies doen? Wat is nog de ruimte? Als er ruimte wordt gegeven binnen de kerkelijke gemeenschap is dat een minimum, maar wat voor de gehele samenleving? Als we kijken wat momenteel gebeurt onder de rook van Alexandrië, namelijk dat de gehele christelijke gemeenschap van een dorp dat dorp moet verlaten vanwege een schijnproces, opnieuw tussen een man en een vrouw, dan kan ik me die vrees enorm indenken. Ik hoop dan dat de Europese instellingen Raad, Commissie en Europees Parlement, de grondrechten van alle Egyptenaren, ook die van de christelijke minderheid in het bijzonder, zullen respecteren en verdedigen.

⁽⁴⁾ Siehe protokoll.

4-510-000

Cristian Dan Preda, *Autor*. – În noiembrie 2011, discutam, în această incintă, despre cazuri flagrante de încălcare a drepturilor omului în Egipt, pornind atunci de la situația bloggerilor El Fattah și Sanad.

Evoluțiile recente din Egipt, fie că e vorba despre atacurile la adresa ONG-urilor și fundațiilor politice străine, fie că e vorba despre masacrul intervenit în urma meciului de fotbal de la Port Said din 1 februarie, ne obligă, iată, să intervenim din nou. E foarte trist s-o facem, pentru că nu vorbim acum despre Egiptul din timpul lui Mubarak, ci de țara care tocmai a aniversat un an de la revoluție.

Grupul PPE fost de la început printre susținătorii tranziției egiptene, însă această susținere nu poate continua dacă poliția reprimă cu brutalitate demonstrațiile, dacă procesele militare continuă și dacă reprezentanții ONG-urilor și fundațiilor politice străine, printre care și Konrad-Adenauer-Stiftung, sunt urmăriți penal pentru acțiunea lor în sprijinul edificării democrației din Egipt. Tranziția către democrație nu se poate face sub semnul intimidării.

4-511-000

Peter van Dalen, *Auteur*. – Voorzitter, Egypte is in de greep van de Arabische winter. De extreme salafisten zijn nu de tweede grote partij geworden in het land en nemen een dominante spilpositie in. De eerbied voor het recht is niet gegroeid. Dat hebben we allemaal gezien bij Port Said. Tientallen toeschouwers werden bij die voetbalwedstrijd gedood en de politie stond erbij en keek ernaar.

De Arabische lente heeft kort geduurd en is overgegaan in een winter. Er zijn daar zoveel plaatsen waar het geweld overheerst en het recht het verliest: Alexandrië, waar nog vorig jaar vele kopten zijn vermoord, Caïro, waar in mei nog bij een kerkbrandstichting mensen werden omgebracht, Al Hammadi, waar het vrede lijkt, maar waar de Kopten dagelijks worden onderdrukt. Ik roep de Egyptische autoriteit en het Egyptische parlement op steun uit Europa te gebruiken. Laat waarnemers toe bij de komende presidentverkiezingen. Laat hulporganisaties toe die willen werken op landbouwprojecten.

Mijn oproep aan mevrouw Ashton is: maak de Egyptische machthebbers duidelijk dat Europa gehecht is aan godsdienstvrijheid en mensenrechten. Europa biedt vele honderden miljoenen hulp. We moeten niet bang zijn dat als drukmiddel te gebruiken.

4-512-000

Kristian Vigenin, *author*. – Mr President, I would like to extend once again our condolences to the families of those who died in the clashes in Port Said. We insist that a full and transparent investigation take place and all allegations of politically motivated action behind the tragedy be taken seriously. I would also like to express our solidarity and sympathy to all those who continue day by day their struggle for democracy and social justice in Egypt.

We know very well that the transition is not a fairy tale with a happy ending where evil is destroyed and all the characters start a long and happy life. Any transition is a long process with, let us be frank, an open end. It may reach the goals of the revolution or it may end up in chaos or new tyranny. So far we have seen ups and downs, but the direction was maintained. Worrying signs should not be overlooked. While praising the advances we should also be vocal on the shortcomings.

NGOs are the core of civil society in any country. Egypt has no tradition in that and naturally foreign donors are interested in supporting civil society structures. This is a form of immediate practical support that can be expected and delivered to the country. However, control has been tightened to a degree for which no meaningful explanation can be given. Legal control over foreign funding has tightened; the Central Bank is monitoring bank transfers to NGOs; 10 organisations have been banned and dozens of activists will face trial. Why? We have to react and we call for the criminal charges against NGOs and political foundations to be dropped immediately. I hope that this resolution will be carefully read both in Cairo and in Brussels.

4-513-000

Rui Tavares, *Autor.* – No Egito, o poder dominante, que está nas mãos do exército, ainda procura controlar o poder que ainda tem e estabeleceu já os compromissos do futuro através de uma curiosa coreografia com o novo poder ascendente que é o da Irmandade Muçulmana. Ambos usam o medo do caos, do vandalismo e do fundamentalismo salafita para se estabelecerem como os nossos principais interlocutores e fazerem de maneira a que a situação no Egito seja a situação deles e apresentarem-se assim como garantes da ordem.

Não nos esqueçamos, também, que o exército é, neste momento, um grande beneficiário da ordem, como já o era no tempo de Mubarak. O exército controla grande parte da economia egípcia e usou a transição para controlar ainda mais porque se desfez de alguns competidores mesmo dentro da própria clique de Mubarak. A lei de emergência não foi completamente levantada. Acusações de vandalismo são usadas de forma cínica para prender *bloggers*, jovens ativistas dos movimentos da sociedade civil ou de pequenos grupos de esquerda. Bem, enfim, nós sabemos que nenhuma transição se faz instantaneamente. Mas devo dizer que o debate europeu sobre a transição egípcia é deprimente. Estabelece-se entre aqueles que acham que já não é preciso fazer nada porque já ocorreu a Primavera Árabe e agora o problema é dos árabes, já não nosso, e aqueles que acham que já não há nada a fazer porque agora chegou o Inverno Árabe e nós não temos maneira de pressionar o Egito. Nós temos muitas formas de pressionar o Egito, evidentemente. Nós devemos dizer ao exército e à Irmandade Muçulmana que devem estabelecer princípios de ordem e lei, mas para todos dentro do Egito. Mas devemos fazer ainda outra coisa, e com isto termino, Senhor Presidente, se a Europa está de facto preocupada com os setores politicamente liberais, com os cristãos, com as minorias e com os jovens, deve abrir muito mais o seu pensamento e as suas portas ao outro lado do Mediterrâneo do que tem feito até agora.

4-514-000

Jiří Maštálka, *Autor.* – Vážený pane předsedající, myslím, že všichni s obavami hledíme na vývoj v severní Africe. Arabské jaro, do něhož jsme vkládali tolik nadějí, dusí polovičaté reformy a dokonce i bomby. V Egyptě jednoho Mubaraka vystřídal kolektivní Mubarak a jen málokdo tuší, jaký bude další vývoj. Termín prezidentských voleb, které mohou být nejdříve v srpnu, je tak vzdálen, že může být mnohokrát odročen, a není jasné, zda demokratické volby přivedou k moci lidi, kteří rozštěpí společnost nebo ji sjednotí.

A lidé umírají. Znovu se potvrzuje, že budování míru je mnohem obtížnější než financovat nevládní organizace či vysílat bombardovací letadla. Skutečný mír musí být opřen o spravedlnost. Spravedlnost, která ctí i neimportovanou místní tradici, spravedlnost, která kromě voleb, svobody slova a shromažďování přinese i důstojný sociální život. Neodkládat

volby prezidenta a předat moc do rukou civilní vládě mající oporu v parlamentu – to by měl být v této chvíli požadavek všech těch, kteří skutečně ctí lidská práva.

4-515-000

Marietje Schaake, *author* . – Mr President, it is clear where the Liberal Group of the European Parliament stands – with the Egyptian people, their rights, freedoms and opportunities. This has been our group's position for decades. We supported human rights when Mubarak was repressing speech, women, association and political parties and when he imprisoned politicians. We will continue to do so as long as is necessary, to stand by the people of Egypt.

Despite the brave struggle for freedom that so many Egyptians undertook, and despite the toppling of the Mubarak regime, the promise of a true transition is hampered by the way in which the Supreme Council of the Armed Forces is copying the oppressive tactics Mubarak used. It is time for civilian rule.

The latest crackdown on internationally-respected NGOs is one of many worrying examples. Repressing organisations working on human rights and fundamental freedoms in the name of nationalism is misplaced and dangerous. We support the Egyptian organisations that have spoken out against this move and call on the SCAF immediately to drop charges against international NGOs and their staff.

It is an increasingly-connected world, and Egypt cannot close itself off from the international community. It should not want this if it wants to see trade and the economy blooming, which is essential for the well-being of the Egyptian people. Europe would like to develop a genuine partnership with the new Egypt. We are willing to open up our markets, to take away trade barriers and to assist in the development of Egypt's economy. However, the clear condition is genuine reforms in the field of human rights – and let me highlight especially women's rights, democracy and respect for minorities.

4-516-000

Bernd Posselt, *im Namen der PPE-Fraktion* . – Herr Präsident! Es ist über 30 Jahre her, seit ich in Wildbad Kreuth, der legendären Schulungs- und Bildungsstätte der Hanns-Seidl-Stiftung, Seminare für junge Ägypter gehalten habe. Die deutschen Parteistiftungen sind seit Jahrzehnten in Ägypten in der politischen und beruflichen Bildung aktiv, im Jugendaustausch und auch in der Menschenrechtsarbeit. Deshalb war es gerade für diese Stiftungen eine großartige Entwicklung, als jetzt die demokratische Bewegung in Ägypten begonnen hat. Umso enttäuschender ist es, dass Menschen der Regierung, noch dazu Menschen, die tief im alten Regime verwurzelt sind, mit dem Rückhalt des Militärs willkürlich gegen diese Stiftungen vorgehen, die nicht irgendwelche NGO sind, sondern quasi einen öffentlich-rechtlichen Charakter haben. Unser früherer Parlamentspräsident Pöttering ist als Vorsitzender der Konrad-Adenauer-Stiftung davon unmittelbar betroffen.

Ich möchte hier ganz klar sagen: Wir wollen ein Ägypten des Pluralismus und der Demokratie und nicht ein Ägypten, in dem zwei Blöcke von gestern aufeinanderprallen, nämlich Islamismus auf der einen Seite und Militär auf der anderen Seite.

4-517-000

Ana Gomes, *em nome do Grupo S&D* . – Um ano após a revolução que desencadeou a Primavera Árabe e a queda de Mubarak, o povo egípcio continua à espera de democracia,

de um Estado de Direito e de justiça social. O regime militar tem reprimido as forças motoras da revolução e as organizações locais e estrangeiras que têm trabalhado pela realização de eleições livres, transparentes e credíveis e pela criação de um Estado plural e democrático, respeitador dos direitos humanos, incluindo os direitos das minorias no Egito. O assédio policial e judicial contra a sociedade civil egípcia e estrangeira, traduzido no encerramento forçado de escritórios e interrogatórios e ameaças ao pessoal, é absolutamente inaceitável.

A União Europeia tem de apoiar as forças laicas e democráticas no Egito pressionando o regime a abolir a lei da Era Mubarak sob o registo de associações. Face às recentes declarações da Ministra egípcia para a cooperação internacional, é premente que a União Europeia, pelo menos, monitorize cuidadosamente ou até, se necessário, suspenda programas de ajuda cuja implementação cabe àquele ministério para evitar que fundos europeus sejam gastos na repressão da sociedade civil no Egito. Mais por mais também deve traduzir-se em menos por menos nos países em que as aspirações democráticas dos povos estão a ser traídas, como desgraçadamente parece ser o caso do Egito.

4-518-000

Kristiina Ojula, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, the political situation in Egypt over the past year has undergone a conceptual change. The transition from an authoritarian regime is moving in the right direction but is far from complete. Recent violent uprisings and the catastrophic events in Port Said tell a sad story.

Together with serious breaches of human rights, these events raise concerns about the further democratisation process and the transition of the regime. I would like to stress that the European Union should and will continue to support unconditionally reforms leading to democracy, the rule of law and social justice in Egypt. We therefore expect that the Egyptians will continue their efforts to decrease corruption and guarantee fundamental freedoms.

In my opinion the next major step must be changing the current Supreme Council of the Armed Forces to a democratically-elected civilian government as soon as possible.

4-519-000

Raül Romeva i Rueda, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, like others before me, I also strongly condemn the ongoing crackdown on international and national human rights and pro-democracy organisations in Egypt. Let us be clear: this is a way to silence voices that are critical of the ongoing human rights violations. These attacks constitute a severe violation of the right of freedom of association, as set out in Article 22 of the International Covenant on Civil and Political Rights.

The army and the Egyptian Government should immediately put an end to all forms of harassment or intimidation to which civil society organisations are subjected – whether directly or indirectly – and in particular should drop all criminal charges and stop the current media campaign against NGOs. This is why we have to urge the High Representative to be vocal on the necessity for the Egyptian authorities to adopt a new association law based on international human rights standards and in close consultation with NGOs and human rights and pro-democracy groups.

We must also call for an independent, transparent and thorough investigation into the events of the Port Said stadium clashes which took place on 1 February 2012, as well as

into the reports of sexual assault of female protestors, including the so-called virginity tests and death threats against female protestors.

4-520-000

Paul Murphy, *on behalf of the GUE/NGL Group*. – Mr President, a protestor in Tahrir Square summed it up when he said that Egypt is like a house where the curtains have been changed but everything else is the same. It was a mass movement and strike wave that managed to topple Mubarak, but the new military rulers in the SCAF have not made life better for ordinary Egyptian people or met their democratic demands and aspirations. Unemployment is now at 12%, representing an increase; inflation has risen to over 10%; 40% of the population struggle to survive on less than USD 2 per day and austerity policies are being introduced by the regime. The military apparatus has remained completely intact, and the new rulers are using violence and trying to foster sectarian division to maintain a justification for their rule. That was seen most dramatically with the events at Port Said, with 74 people killed and hundreds injured in events that clearly had the hand of the security forces behind them.

Despite that, the mass of people have not given up: they continue to struggle. There is a growing awareness of the need for a second revolution to take political power out of the hands of the military and to take economic power out of the hands of the elite into democratic public ownership.

4-521-000

Franz Obermayr (NI). - Herr Präsident! Vor einem Jahr haben Familien, Mütter, Männern mit Kinder auf ihren Schultern, Christen und Muslime gemeinsam für Freiheit und Demokratie demonstriert. Doch aus dem Arabischen Frühling wurde schnell ein frostiger Winter, und jetzt regieren Lynchjustiz, Mord, Anarchie und Angst in diesem Land.

Vor allem nehmen die schlimmen Übergriffe gegen christliche koptische Bevölkerungsteile stetig zu. So ist es z. B. für christliche – und deswegen meist unverschleierte – Frauen gefährlich, ja fast tödlich geworden, sich öffentlich zu zeigen. Muslimbrüder, Salafisten sind eine gefährliche Mehrheit im Land und sind zum Äußersten bereit, und die Christen spielen mit ca. fünf Abgeordneten im Parlament nicht wirklich eine Rolle.

Ich würde mir also wünschen, dass die Europäische Union ein Signal setzt und mit aller Kraft gegen diese schrecklichen Repressalien vorgeht und gegen die täglichen Angriffe gegen das Christentum und gegen die Menschenrechte vehement protestiert.

Wir sollten auch dahingehend Solidarität zeigen, dass wir klipp und klar in der Ausübung unserer Solidarität auch unsere europäischen Mittel, die wir zur Verfügung stellen, die Entwicklungshilfe, dementsprechend optimieren und sie notfalls auch einstellen.

Ich habe ehrlich gesagt etwas Angst, wenn ich mir die Entwicklung in Syrien ansehe, und ich frage mich, was nach dem Fall von Assad für unsere alawitischen, drusischen und christlichen Minderheiten in Syrien kommt.

4-522-000

Eija-Riitta Korhola (PPE). - Arvoisa puhemies, Egyptin tapahtumat ovat saaneet minut pohtimaan demokratian olemusta. Vierailin itse Kairossa marraskuussa ja sain todistaa Tahrir-aukion mielenosoituksia sekä tavata lukuisia uudenlaista hallintoa maahansa

kaipaavia egyptiläisiä. Arabikevään vahvistama vastarintaliike on levinnyt ja Egyptissä eletään kriittistä siirtymäaika.

Demokratia ei riitä, jos sen rakennusaineena ei ole yksilön loukkaamattomuutta ja vapautta kunnioittavat arvot. Ilman arvoja demokratia on pelkkää laskutoimitusta, jonka tulos voi aiheuttaa lisää kärsimystä vain suuremmalla muodollisella hyväksynnällä.

Egypti on vastikään vapauttanut vangittuja blogi-kirjoittajia ja poistanut osittain poikkeustilalakeja. Askeleena kohti siviilihallintoa poikkeustilalaki tulisi kuitenkin kokonaan poistaa ja sanan- ja uskonnonvapautta kunnioittaa täysimääräisesti.

Me haluamme tällä päätöslauselmalla ilmaista solidaarisuutemme egyptiläisille sekä syvimmit osanottomme helmikuun alun jalkapallo-ottelun yhteydessä menehtyneiden omaisille.

4-523-000

Sari Essayah (PPE). - Arvoisa puhemies, arvoisa komissaari, Euroopan parlamentti haluaa tukea Egyptin kansan askelia kohti demokratiaa ja ihmisoikeuksia. Sen vuoksi on erityisen tärkeää, että nyt niin sanotun siirtymäajan aikana seuraamme ihmis- ja perusoikeuksien toteutumista.

Kairossa ovat jatkuneet kahakat, jotka alkoivat hyvin valitettavista tapahtumista jalkapallo-ottelun yhteydessä, jossa 74 ihmistä sai surmansa. Sen jälkeen tuhannet ihmiset ovat osallistuneet mielenosoituksiin, joissa poliisia on syytetty passiivisuudesta jalkapallomellakan aikana.

Islamistipuolueiden nouseminen valtaan herättää huolta, erityisesti lasten ja naisten oikeuksien toteutumisesta, samoin myös uskonnollisten vähemmistöjen, esimerkiksi kristittyjen aseman puolesta. Todellinen demokratia edellyttää kansalaisjärjestöjen työn tukemista ja kansalaisyhteiskunnan rakentamista eikä suinkaan niiden työn tuomitsemista. Toivomme, että Egyptin sotilasjohto siirtyy pikaisesti kohti siviilivaltaa, kuten mielenosoittajat ovat vaatineet.

4-524-000

„Catch the eye“-Verfahren

4-525-000

Elena Băsescu (PPE). - În ultimele luni am aflat prea multe știri îngrijorătoare despre Egipt. Violențe frecvente împotriva creștinilor copti, manifestații care au degenerat și intervenții brutale ale forțelor de ordine, agresiuni sexuale împotriva femeilor, acțiuni împotriva ONG-urilor și fundațiilor internaționale.

Incidentul tragic de la Port Said este ultima ilustrare a unui fenomen îngrijorător. Se pare că asistăm la creșterea gradului de intoleranță, radicalizare și polarizare a societății egiptene. Întrebarea este: ce se poate face pentru ca această tendință să nu se agraveze și mai mult?

Consider că Parlamentul European trebuie să monitorizeze în continuare evoluțiile din Egipt și să atragă atenția ori de câte ori au loc derapaje. În același timp, este nevoie ca reprezentanții Uniunii să-și exprime preocupările în dialogul cu autoritățile de la Cairo, încurajându-le să aibă un comportament responsabil.

4-526-000

Cristian Silviu Bușoi (ALDE). - Parlamentul European a susținut în repetate rânduri popoarele care au pornit primăvara arabă și aspirația lor către o regiune modernă, liberă și democratică. Răsturnarea lui Mubarak în Egipt a reaprins speranța în sufletul poporului egiptean, speranțe care astăzi, din păcate, sunt confiscate de către puterea militară, care nu face altceva decât să intimideze și să hărțuiască reprezentanții organizațiilor non-guvernamentale și pe jurnaliști. Atitudinea forțelor militare față de organizațiile naționale și internaționale, precum și față de bloggeri, jurnaliști, militanți încalcă principiile internaționale, la care și Egiptul s-a angajat și sigur că pune o piedică în calea dezvoltării democrației. Este clar că egiptenii refuză să înlocuiască o dictatură cu alta, de data aceasta militară.

Uniunea Europeană, Parlamentul European trebuie să se asigure că acest lucru nu se întâmplă și că, în curând, Egiptul va fi condus de către un guvern civil care să răspundă aspirațiilor poporului egiptean.

4-527-000

Ende des „Catch the eye“-Verfahrens

4-528-000

Michel Barnier, *membre de la Commission*. – Monsieur le Président, comme tous et chacun vous l'avez dit, l'un des plus importants développements survenus récemment en Égypte a été les élections parlementaires, dont nous saluons l'organisation et le déroulement. Elles ont permis, clairement, d'exprimer la volonté populaire dans la transparence. Comme l'a dit également récemment la haute représentante/vice-présidente de la Commission, Catherine Ashton, nous attendons maintenant avec impatience que la transition démocratique se poursuive dans de bonnes conditions avec la tenue des élections présidentielles le plus tôt possible.

Malgré tout, et c'est l'objet de toutes vos interventions, Mesdames et Messieurs les députés, que j'ai écoutées avec attention, la situation générale des droits de l'homme, la situation de la démocratie en Égypte, continuent de susciter de vives inquiétudes malgré les progrès réalisés. Ainsi, nous avons appelé à de nombreuses reprises au transfert de l'ensemble des pouvoirs à des autorités civiles démocratiquement élues, à la levée complète et définitive de la loi d'urgence, à la fin des procès militaires pour les civils, à la conduite d'enquêtes indépendantes permettant d'identifier et de punir les responsables des dérapages dramatiques survenus durant cette période de transition.

Nous avons rappelé régulièrement à nos partenaires égyptiens l'importance de rester fidèles à l'esprit de la place Tahrir, de garantir que tous les citoyens puissent participer pleinement et librement à la vie sociale et politique de leur pays, hommes et femmes, quelle que soit la religion, la croyance ou l'affiliation politique.

Nous sommes également préoccupés par la situation, comme beaucoup d'entre vous l'ont exprimé, des organisations non gouvernementales en Égypte. Des actes réprimant certaines ONG ont été dénoncés sans équivoque dans plusieurs déclarations de l'Union européenne. Ces actes, qui ciblent pour l'instant plusieurs organisations non gouvernementales accusées d'avoir enfreint la loi au profit d'intérêts étrangers, entachent l'image de l'Égypte auprès de la communauté internationale et soulèvent des doutes quant à la capacité des autorités provisoires de mener à bien la transition démocratique. Nous savons en Europe que

l'existence d'organisations non gouvernementales dynamiques libres constitue l'une des conditions indispensables dans une société moderne et ouverte, garante et respectueuse des droits des citoyens.

La liberté d'association est aussi au cœur de la politique des droits de l'homme conduite par l'Union. Son respect et sa promotion sont parties intégrantes des engagements que l'Égypte a contractés dans le cadre de son accord d'association avec l'Union européenne. Nous respectons bien évidemment le principe d'indépendance de la justice, mais force est de constater que la loi actuelle, qui régit les organisations non gouvernementales en Égypte, remonte au régime de Moubarak. Il n'est donc pas surprenant qu'elle ne soit pas conforme aux standards internationaux concernant la liberté d'association et qu'elle soit même un obstacle à l'épanouissement de la société civile libre et dynamique.

Voilà pourquoi, Mesdames et Messieurs les députés, nous pressons les autorités égyptiennes de trouver rapidement une issue à cette crise en suspendant les enquêtes qui sont en cours jusqu'à ce qu'une nouvelle loi respecte les standards internationaux. Si les actes de répression contre les organisations non gouvernementales devaient se poursuivre, cela pourrait avoir, cela aurait des conséquences pour nos relations dans le cadre de notre nouvelle politique de voisinage.

L'Union européenne exhorte les autorités égyptiennes à prendre toutes les mesures nécessaires pour inverser la situation. Cela est d'une importance primordiale pour la crédibilité de la transition et pour la qualité de notre coopération.

Dans sa communication de mars 2011 concernant la nouvelle réponse européenne à un voisinage en mutation, nous avons établi que notre approche devait être fondée sur la responsabilité mutuelle, ainsi que sur un engagement partagé en faveur des valeurs universelles des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit.

Je rappelle enfin, en vous remerciant, Mesdames et Messieurs, de vos questions, de vos encouragements, de vos interpellations, que l'Union européenne s'est engagée à apporter un soutien aux partenaires qui choisissent clairement de développer de véritables démocraties, profondément enracinées dans le respect des droits de l'homme.

4-529-000

Der Präsident. – Die Aussprache ist geschlossen.

Die Abstimmung findet heute im Anschluss an die Aussprachen statt.

Schriftliche Erklärungen (Artikel 149)

4-530-000

Monica Luisa Macovei (PPE), *in writing*. – I am very concerned about the situation in Egypt, particularly the ongoing investigations into activities of NGOs and political foundations, including the Konrad Adenauer Foundation, the US International Republican Institute and the National Democratic Institute. Reportedly, a number of defendants were referred to the Cairo Criminal Court, as these organisations worked in Egypt without formal authorisation, although appropriate procedures were followed for such authorisation.

The work of these organisations is treasured by governments and civil society; they contribute to the establishment of the rule of law, good governance, and human rights. These are also values embraced by Egypt. People took to the streets and put an end to

Mubarak's regime to establish a more just society and secure the rule of law, good governance and human rights. Egyptians exercised their rights to free expression and association. These are also the rights at stake for the organisations currently under investigation.

I call upon the Council and the Commission to raise these issues with the Egyptian government. Criminal investigations against these organisations must stop. Egypt must guarantee free expression and association, and welcome a solid civil society and political pluralism, so that arguments, not weapons, cross in the public space.

13.3. Todesstrafe in Japan (Aussprache)

4-532-000

Der Präsident. – Als nächster Punkt folgt die Aussprache über sechs ⁽⁵⁾ Entschließungsanträge über die Todesstrafe in Japan.

4-533-000

Cristian Dan Preda, *Autor.* – Încep prin a spune că regret ceea ce s-a petrecut în ședința de vot de la prânz. Am propus atunci ca din Rezoluția referitoare la cea de-a 19-a sesiune a Consiliului pentru drepturile omului a Națiunilor Unite să fie eliminată fraza referitoare la Japonia. Motivul era că dezbaterem și votăm acum o rezoluție comună referitoare la pedeapsa cu moartea în această țară și care cred că este mult mai subtilă și mai nuanțată decât condamnarea care a rămas în textul rezoluției pe care am pomenit-o.

În principiu, cred că putem spune următoarele lucruri: Japonia este unul din cei mai apropiați parteneri ai Uniunii Europene și evident că, dacă această țară ar aboli pedeapsa cu moartea, gestul său ar influența, în mare măsură, celelalte națiuni care păstrează încă acest teribil instrument. Pe de altă parte, dacă Japonia nu este pregătită acum pentru abolire, cred că este mai înțelept ca, pe de o parte, dezbateră publică începută în 2010 să continue și, pe de altă parte, să continue sau să fie reprodus un moratoriu asupra execuțiilor care au existat acum un deceniu în această țară.

4-534-000

David Martin, *author.* – Mr President, this debate is inspired by the fact that the new Justice Minister in Japan has indicated that he intends to end the moratorium on the use of the death penalty and to resume executions in Japan.

I agree with the previous speaker that the European Union and Japan have close and strong relations, we are partners in many areas of development and in the world, and we speak to the Japanese in this case as friends. We say to them that as a European Union we can never support the use of the death penalty. In modern Japan the death penalty has no place. We very much welcome the fact that there have been no executions in Japan since July 2010. I consider it real progress if Japan moves towards abolition. That is why the Minister's statement was so disappointing.

I would hope that the Japanese Government will continue the work they have begun, with a study group in the Ministry of Justice which is examining the death penalty, and I hope they will listen to the strong abolitionist movement which exists in that country. There is

(5) Siehe Protokoll.

no place in any modern state to take the lives of its own citizens. I urge Japan to consider abolishing the death penalty as soon as possible.

4-535-000

Keith Taylor, *author*. – Mr President, the end of the death penalty has been achieved in 96 countries across the world and only 23 countries actually carried out executions in 2010. To see any reduction in the numbers of legal killings is encouraging but hearing about the possibility that executions in Japan will restart under a new Minister of Justice is a matter of great disappointment both for me and for my political group, the Greens, who are completely opposed to the death penalty.

According to reports from Amnesty and the UN Committee on Torture, most of those people sentenced to death in Japan have given confessions under extreme duress. That duress could include physical abuse or sleep deprivation or denial of food and water and the use of a toilet and not being told of the date of their execution until the day itself arrives.

But the death penalty is not fail-safe. You cannot acquit someone if they have already been killed. So I think the death penalty is abhorrent and cruel; it degrades both Japanese society and morality and it further punishes the prisoners' families, who are innocent of any crime.

So please join us in voting for a moratorium and the reactivation of the Japanese study group to stop death penalties.

4-536-000

Paul Murphy, *author*. – Mr President, let me start with a quote from the French writer and activist Victor Hugo, who summed up the hypocrisy and barbarity of the death sentence when he said, 'You hold up capital punishment as an example. Why? Because of what it teaches. And just what is it that you wish to teach by means of this example? That thou shalt not kill. And how do you teach that thou shalt not kill? By killing'.

It is a disgrace that the death penalty still exists in Japan, and it is a disgrace that the new Minister of Justice has announced that he does not want to continue the policy of caution of his predecessor and will, potentially, sign new execution orders. The barbarity of the situation in Japan is increased by the fact that, in many cases, prisoners and their legal representatives are not informed of the execution until the day that it takes place, and their family members are not informed until the execution has already taken place, meaning that they cannot say a last goodbye to their loved ones.

From 2000 to 2009, Japan sentenced 112 people to death and executed 46, and there are currently 130 people on death row in Japan. Those convicted are kept in solitary confinement and wait an average of more than seven years – sometimes decades – in toilet-sized cells. Executions are carried out at advanced ages and despite signs of mental illness.

Japan also has a 99% conviction rate, a figure which, critics say, is attributed to the use of forced confessions. In 2010 a number of other convictions – not death sentences – were overturned as a result of these coming out. Obviously that cannot happen in the case of the death penalty. I think it is essential that we call for the immediate abolition of the death penalty.

4-537-000

Kristiina Ojuland, *author* . – Mr President, one knows a true friend by unconditional honesty; I hope to be a friend of the Land of the Rising Sun. However, I would call on Tokyo not to end the de facto moratorium on the death penalty. The death penalty assumes that the convict is not able to reform himself and furthermore, once carried out, it cannot be appealed against if misapplied. Even a remote chance of a mistake does not allow it to be applied in a contemporary democratic country that respects human rights. We must be consistent in our policies in the European Union and apply the same standards to all countries, from Belarus to Japan and from China to the USA.

4-538-000

Elena Bănescu, *în numele grupului PPE* . – În anul 2011, nicio o pedeapsă cu moartea nu a fost executată în Japonia, însă noul ministru al justiției a anunțat recent că execuțiile s-ar putea relua. Decizia corespunde curentului majoritar din opinia publică japoneză. Conform anumitor sondaje, 80% din populație ar susține pedeapsa cu moartea.

În aceste condiții, este dificilă promovarea în Japonia a unei dezbateri publice despre schimbarea legislației sau întreruperea execuțiilor. Totuși, Uniunea trebuie să încurajeze autoritățile de la Tokyo să abordeze subiectul deschis, implicând discuții în întreaga societate. Totodată, este nevoie de mai multă transparență cu privire la condițiile de detenție și tratamentul deținuților din culoarul morții. Atrag atenția, de asemenea, asupra intenției de a reduce perioada de executare a pedepsei. Există temerea că, astfel, nu vor mai putea fi corectate eventualele erori judiciare.

4-539-000

Joanna Senyszyn, *w imieniu grupy S&D* . – Panie Przewodniczący! Unia Europejska nie uznaje kary śmierci. Zgodnie z art. 2 Karty praw podstawowych nikt nie może być skazany na karę śmierci ani poddany jej wykonaniu. Takich samych reguł oczekujemy od krajów partnerskich.

Japonia powinna ustanowić formalne moratorium na egzekucje z perspektywą zniesienia kary śmierci. Konieczne jest rozpoczęcie w Japonii otwartej debaty na temat kary śmierci, aby obniżyć wysokie, 80-procentowe poparcie społeczne dla tej kary, gdyż wynika ono głównie z braku rzetelnej wiedzy. Japonia łamie też przepisy Międzynarodowego Paktu Praw Obywatelskich i Politycznych poprzez sposób traktowania więźniów w celach śmierci. Izolacja, ograniczony kontakt z innymi ludźmi, ciężkie warunki czynią ich szczególnie podatnymi na choroby psychiczne. Nasza rezolucja jest odpowiedzią na zapowiedź przywrócenia wykonywania kary śmierci. Trzeba stanowczo się jej sprzeciwić, gdziekolwiek jest stosowana, gdyż stanowi jaskrawe łamanie praw człowieka.

4-540-000

„Catch the eye“-Verfahren

4-541-000

Sari Essayah (PPE). - Arvoisa puhemies, arvoisa komissaari, Japanissa on arviolta noin 130 kuolemaantuomittua ja heidän riskinsä joutua nyt teloitettavaksi on suurempi, sillä uusi oikeusministeri Toshio Ogawan linjasi julkisuudessa 15. tammikuuta 2012, että hän näkee kuolemanrangaistusten täytäntöönpanon käyttöönoton virkavelvollisuutena.

Euroopan parlamenttina tuomitsemme erilaiset terroriteot, kuten esimerkiksi Tokion vuoden 1995 metroiskun, eikä niitä tekoja kohtaan tarvitse osoittaa minkäänlaista ymmärrystä. Kuolemanrangaistus on kuitenkin väärä vastaus ja se on jokaisen ihmisen perustavaa laatua olevan perusihmisoikeuden, nimittäin oikeuden elämään, räikeä rikkomus. Vetoamme siksi Japanin hallitukseen, että maa luopuisi kuolemantuomioista kokonaan.

4-542-000

Mitro Repo (S&D). - Arvoisa puhemies, Japani on aloittamassa uudelleen kuolemantuomioiden täytäntöönpanon. Aiemmin Japani on pidättäytynyt tuomitsemasta kansalaisiaan kuolemaan. Japani on yksi harvoista teollistuneista maista, jotka yhä toimeenpaneavat kuolemanrangaistuksia. Kuolemantuomiot aloitettaneen uudestaan pelkästään Japanin oikeusministerin ilmoituksella ja laajempaa kansalaiskeskustelua asiasta ei edes ajatella käydä.

Kuolemantuomio, toteutetaan se millä keinoin hyvänsä, on aina epäinhimillinen. Euroopan ulkosuhdehallinnon sekä komission tulee käyttää kaikki mahdolliset poliittisen dialogin ja diplomatian keinot kuolemantuomioiden täytäntöönpanon pysäyttämiseksi Japanissa. Euroopan unioni on arvoyhteisönä sitoutunut kuolemantuomion kokonaisvaltaiseen lopettamiseen kaikkialla maailmassa ja tästä on pidettävä kiinni.

4-543-000

Carl Schlyter (Verts/ALE). - Herr talman! Det enda som dödsstraffet visar är att samhället accepterar och främjar överlagt mord. Det är en fullkomligt barbarisk handling som borde förpassas till historien. Extra barbariskt i Japan är att familjer inte ens får chans att säga adjö. Men det bygger också på tron att en människa inte har någon tro när man blir utsatt för ett dödsstraff. Varje människa måste ges en chans till bättring, ett hopp om en annan framtid, ett hopp om bättring. Om inte en enskild människa ges detta hopp om bättring och möjlighet till ett liv, vad finns det då för hopp för mänskligheten?

Japan är inte ett barbariskt land och därför hoppas jag att utredningen visar att de avskaffar sitt dödsstraff och det är vad vi kräver. Justitieministern bör hålla fast vid sin företrädares ståndpunkt. Verkställ ingenting till dess ni slutgiltigt avskaffar dödsstraffet.

4-544-000

Eija-Riitta Korhola (PPE). - Arvoisa puhemies, olemme säännöllisesti puuttuneet kuolemantuomioihin kiireellisillä päätöslauselemillamme, tämänkin istunnon aikana jo kahdesti. Kuolemantuomion vastustaminen ja asianmukainen oikeudenkäyntiprosessi ovat osa eurooppalaisia arvoja ja laajempaa kansainvälistä sopimuspolitiikkaa.

Japanissa kuolemantuomio on edelleen käytössä. Ketään ei kuitenkaan ole teloitettu viimeisen 1,5 vuoden aikana, sillä nyt väistyvä oikeusministeri on halunnut noudattaa varovaisempaa linjaa. Toivon, että hänen seuraajansa Toshio Ogawa pyörtäisi aiemmat puheensa ja jatkaisi Hideon aloittamaa maltillista politiikkaa, johtaen lopulta koko tuomion poistamiseen.

Kuolemantuomion kitkemisen suhteen on viime vuosina otettu merkittäviä askelia maailmanlaajuisesti ja yhä useammat maat ovat päättäneet luopua tästä rangaistusmuodosta. Se, että Japani liittyisi joukkoon, ei olisi ainoastaan kansainvälisen trendin myönteinen seuraus, vaan merkki koko maailmalle Aasian johtavalta demokratialta.

4-545-000

(Ende des „Catch the eye“-Verfahrens)

4-546-000

Michel Barnier, *membre de la Commission*. – Monsieur le Président, Monsieur Murphy j'ai été sensible à votre citation de Victor Hugo. En vous écoutant, d'ailleurs, Monsieur Murphy, je pensais à cette autre phrase de Victor Hugo, qui a écrit un jour, de manière prémonitoire, que les guerres entre Européens étaient des guerres civiles.

Pour revenir au Japon, je veux confirmer que nous avons pris note de cette déclaration, comme chacun et chacune d'entre vous, du nouveau ministre de la justice japonais suggérant qu'il serait moins réticent que ses prédécesseurs à signer des ordres d'exécution.

À plusieurs reprises, l'Union européenne a fait part de sa position sur la peine capitale et a exhorté le Japon à adopter un moratoire sur les exécutions, ainsi qu'à reconnaître les évolutions positives vers une abolition universelle de la peine de mort.

Aucune exécution n'a eu lieu au Japon depuis juillet 2010. À l'occasion des deux dernières exécutions, nous avons exprimé, par la voix de la haute représentante/vice-présidente de la Commission, Catherine Ashton, notre profond regret de ces exécutions et avons rappelé que l'Union européenne est, et restera, opposée au recours à la peine capitale dans tous les cas et en toutes circonstances. Nous avons également appelé systématiquement à son abolition universelle.

L'Union européenne a salué et salue les efforts des ministres de la justice qui ont précédé M. Ogawa pour encourager le débat public sur la peine de mort au Japon, y compris la décision de mettre en place un comité ad hoc pour étudier cette grave question. Nous notons également la déclaration de la fédération japonaise des associations d'avocats du barreau japonais en octobre 2011 marquant son opposition à la peine de mort.

L'Union européenne et ses États membres ont organisé plusieurs réunions, plusieurs conférences avec des membres du gouvernement, avec des parlementaires, avec des organisations non gouvernementales japonaises sur la peine de mort.

Nous allons poursuivre ces efforts pour expliquer la position européenne, à la fois par la voie diplomatique et en encourageant le débat public sur cette question au Japon lui-même. À cette fin, nous allons parrainer un séminaire de haut niveau de sensibilisation du public, qui se tiendra en avril à Tokyo, et impliquera la société civile et des membres de la Diète.

Mesdames et Messieurs, même si l'Union européenne et le Japon ont des points de vue différents sur la peine de mort, nous sommes des partenaires qui ont des vues et des valeurs similaires, et nous partageons fondamentalement les mêmes positions sur presque toutes les autres questions des droits de l'homme.

4-547-000

Der Präsident. – Die Aussprache ist geschlossen.

Die Abstimmung findet heute im Anschluss an die Aussprachen statt.

Schriftliche Erklärungen (Artikel 149)

4-548-000

Zuzana Brzobohatá (S&D), písemně . – Je ostudné, že i na počátku 21. století taková země jako Japonsko, tedy nejrozvinutější demokracie v Asii a vzor pro všechny ostatní rozvíjející se demokratické státy tohoto regionu i celého světa, stále přechovává ve svém právní řádu tak nešťastný a nedemokratický institut, jakým je trest smrti. Právo na život je tím nejzákladnějším lidským právem. Chtěla bych také Japonsku připomenout, že se k ideji práva na život veřejně hlásí, například v rámci Mezinárodního paktu o občanských a politických právech z roku 1966. Zastávám názor, že nastal čas, aby toto právo začalo také konečně uplatňovat a prosazovat do důsledku, bez jakýchkoliv výjimek. Tento důrazný apel směřuji vůči japonské vládě a japonským zákonodárcům.

14. Abstimmungsstunde

4-550-000

Der Präsident. – Als nächster Punkt folgt die Abstimmungsstunde.

(Abstimmungsergebnisse und sonstige Einzelheiten der Abstimmung: siehe Protokoll)

14.1. Todesstrafe in Belarus, insbesondere die Todesurteile gegen Dmitrij Konowalow und Wladislaw Kowaljow (B7-0075/2012)

14.2. Ägypten: Jüngste Entwicklungen (B7-0077/2012)

14.3. Todesstrafe in Japan (B7-0088/2012)

4-554-000

- *Vor der Abstimmung:*

4-555-000

Giles Chichester (ECR). - Mr President, there is slight confusion on my part because I thought there was a motion for a resolution from the EFD before the joint resolution. We appear to have voted on only one resolution, so there is some confusion. Could you clarify, please?

4-556-000

Der Präsident. – Herr Kollege Chichester! Wir sind voll im Fahrplan. Wir hatten eine EFD-Entschließung zu Japan. Wir waren aber gerade erst in Ägypten, wir kommen jetzt nach Japan. Wir haben insgesamt sechs Entschließungsanträge. Wir haben einen gemeinsamen Entschließungsantrag von fünf Fraktionen. Vorab lasse ich jedoch abstimmen über einen Entschließungsantrag der EFD-Fraktion.

4-557-000

Der Präsident. – Die Abstimmungsstunde ist geschlossen.

15. Berichtigungen des Stimmverhaltens und beabsichtigtes Stimmverhalten: siehe Protokoll

16. Beschlüsse über bestimmte Dokumente: siehe Protokoll

17. Schriftliche Erklärungen im Register (Artikel 123 GO): siehe Protokoll

18. Übermittlung der in dieser Sitzung angenommenen Texte: siehe Protokoll

19. Zeitpunkt der nächsten Sitzungen: siehe Protokoll

20. Unterbrechung der Sitzungsperiode

4-564-000

Der Präsident. – Ich wünsche allen Kolleginnen und Kollegen einen guten Heimweg. Für den Fall, dass Sie wegen Wetter oder wegen Streik auf dem Weg in der Bundesrepublik aufgehalten sein sollten, weise ich alle Kolleginnen und Kollegen darauf hin, dass es an diesem Donnerstag vor dem Faschingsdienstag in Deutschland üblich ist, dass den Männern die Krawatten abgeschnitten werden. Also nehmen Sie, wenn es eine teure ist, die in Deutschland bitte ab.

Ich erkläre die Sitzungsperiode des Europäischen Parlaments für unterbrochen.

(Die Sitzung wird um 16.30 Uhr geschlossen.)